

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LES
RETRAITES OUVRIÈRES
EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 6 Novembre 1907, à une heure et demie

PAR

Alphonse AMERÉ



JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, *professeur-doyen, président de la Thèse ;*
CABOUAT, *professeur ;*
ALLIX, *professeur.*

PARIS (Ve)
V. GIARD & E. BRIÈRE
Libraires-Editeurs
16, rue Soufflot et 12, rue Toulcier

1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

1^{er} Vendredi 6 Novembre 1907, à 1 h. 1/2

PAR

Alphonse ANDRÉ



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. , L.), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ☉), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé des cours de *Pandectes*, de la *Coutume de Normandie* et d'*Histoire du Droit public français*.

DEGOIS (A. ☉), professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français*.

ALLIX, professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif* (Capacité).

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE

M. GALLOU (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LES
RETRAITES OUVRIÈRES
EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 6 Novembre 1907, à une heure et demie

PAR

Alphonse ANDRÉ



JURY D'EXAMEN :

MM. VILLEY, *professeur-doyen, président de la Thèse ;*
CABOUAT, *professeur ;*
ALLIX, *professeur.*

PARIS (Ve)

V. GIARD & E. BRIÈRE

Libraires-Editeurs

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1907

A MA FEMME



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES

RETRAITES OUVRIÈRES

en Belgique

INTRODUCTION

La question des Retraites ouvrières est l'une de celles qui préoccupent le plus l'opinion publique à l'heure actuelle. Tout le monde est d'accord pour déplorer la triste situation dans laquelle se trouve l'ouvrier quand les infirmités et la vieillesse viennent le priver de son unique ressource : le salaire. Aussi reconnaît-on la nécessité de pourvoir les vieux ouvriers d'une pension de retraite tout au moins suffisante pour leur assurer le pain quotidien.

Mais quand du principe de la nécessité de la retraite on en arrive aux moyens de procurer cette retraite, il se produit des divergences capitales. En dernière analyse, on peut réduire à trois les différentes solutions proposées :

1^o Le paiement des retraites par les *Contribuables*, sous la forme d'un *impôt*. C'est le système préconisé par les Socialistes et dont le principe est entré dans la législation française par la loi d'Assistance obligatoire aux Vieillards et aux Incurables en date du 14 Juillet 1905.

2^o Le paiement des Retraites par des *prélèvements obligatoires* imposés aux *ouvriers* eux-mêmes et à leurs patrons avec subvention de l'Etat. C'est le système de la législation allemande du 22 Juin 1889.

3° Le paiement des retraites par des *versements volontaires* des ouvriers eux-mêmes, le rôle de l'Etat et des Pouvoirs publics se bornant à majorer les versements des ouvriers par d'importantes *subventions*. C'est le système de la loi Belge de 1900. Or, c'est précisément l'étude de cette dernière législation que nous désirons entreprendre au cours de cet ouvrage. Nous essayerons de faire ressortir tout ce que contient de véritablement libéral cette loi belge de 1900 et de retracer avec quelque détail les dispositions d'ordre pratique qui en rendent le fonctionnement si simple.

Pour guider le lecteur dans ce travail nous croyons devoir exposer en quelques lignes le plan que nous allons suivre :

CHAPITRE PREMIER

La Législation antérieure à la Loi du 10 Mai 1900

Il nous a paru indispensable de suivre la série des évolutions qui ont amené le législateur belge à la loi du 10 Mai 1900 et ce rapide aperçu historique nous intéressera d'autant plus que nous retrouverons dans les lois antérieures tous les éléments de cette fameuse loi du 10 Mai 1900.

CHAPITRE II

Les Travaux Préparatoires de la Loi du 10 Mai 1900

La Commission extraparlamentaire des Pensions ouvrières

Dès 1895, le Gouvernement Belge confie le soin d'étudier la question des Retraites Ouvrières à « une *Commission extraparlamentaire des Pensions ouvrières* ».

Pendant cinq ans, cette Commission poursuit ses travaux dont les comptes-rendus réunis en deux volumes constituent un document de premier ordre

Nous avons jugé intéressant de réserver un chapitre spécial aux travaux de cette Commission. La controverse entre les partisans de la liberté et les partisans de l'obligation tiendra une grande place dans ce chapitre.

CHAPITRE III

La Prime aux versements volontaires. — Son importance

Le but du législateur belge a été d'exciter l'ouvrier à effectuer des versements volontaires en accordant des primes importantes à ceux qui effectueront ces versements.

La base de la loi belge est donc *la prime* aux versements

Imitant l'exemple de l'Etat, les Provinces et les Communes ont elles aussi accordé des primes qui viennent s'ajouter à celles de l'Etat.

C'est l'importance de ces primes de l'Etat, des Provinces et des Communes que nous indiquerons dans ce chapitre.

CHAPITRE IV

Les conditions requises pour avoir droit à la prime

Nous verrons que les conditions requises pour avoir droit à la prime se ramènent à six.

CHAPITRE V

La Rente de vieillesse servie par la Caisse générale des Retraites en échange des Cotisations personnelles et des primes

Nous indiquerons successivement :

INTRODUCTION

- 1° Les caractères généraux de la rente servie par la Caisse générale des Retraites ;
- 2° Les diverses modalités de la rente ;
 - a) Immédiate ;
 - b) Différée ;
 - c) Temporaire ;
- 3° La manière dont se calcule la rente de vieillesse.

CHAPITRE VI

La Rente d'Invalidité

La rente d'invalidité tient une place très restreinte dans la législation belge. Nous devons néanmoins la signaler. Nous dirons quelques mots également de la loi sur les accidents du travail qui donne une pension dans un cas spécial d'invalidité, dans le cas d'*accident survenu dans l'exercice de la profession*.

CHAPITRE VII

L'Allocation de 65 Francs

Pour les ouvriers déjà âgés de plus de 65 ans, il a fallu accorder une allocation spéciale, indépendante de tout versement préalable des intéressés, c'est l'allocation de *65 Francs* payée par l'Etat.

Nous examinerons :

- 1° Les conditions auxquelles l'allocation est subordonnée ;
- 2° La procédure d'instruction des demandes d'allocation (les Comités de Patronage) ;
- 3° La procédure d'appel contre la décision des Comités de Patronage ;
- 4° La cassation ;
- 5° Les cas de retrait de l'allocation ;
- 6° Les bienfaits de l'allocation dans la population ouvrière belge ;

CHAPITRE VIII

*Le Fonds spécial du Ministère des Finances
destiné au service des primes de l'Etat*

Sans insister nous dirons quelques mots de cet important service du fonds spécial dépendant du Ministère des Finances.

CHAPITRE IX

Les Versements des Déposants

L'un des traits caractéristiques de la loi belge réside dans la grande variété des modalités de versements. Le législateur a voulu faire plier son œuvre à toutes les exigences, nous dirions presque à tous les caprices de la population ouvrière belge, pour que rien n'arrêât celle-ci dans son effort de prévoyance.

Nous donnerons ces diverses modalités avec quelque détail, précisément parce qu'elles constituent l'une des originalités de la loi belge. Nous insisterons surtout sur les versements à *capital réservé* et les versements à *capital aliéné*.

CHAPITRE X

Les Sociétés Mutualistes

Nous n'hésitons pas à dire que la société mutualiste est la cheville ouvrière de la loi belge et que sans elle cette loi serait inapplicable. Le chapitre consacré à la mutualité nous a paru d'une telle importance que nous lui avons donné le plus grand développement possible.

CHAPITRE XI

*L'organe central des Retraites Ouvrières.
La Caisse générale de Retraite*

Il nous a paru impossible de ne pas parler de cette

INTRODUCTION

importante institution de la Caisse générale des Retraites qui, avec le secours des sociétés mutualistes, a pris la lourde charge d'assurer le service des Retraites.

CHAPITRE XII

Les résultats de la Loi du 10 Mai 1900 Conclusion de notre étude

Dans ce chapitre nous allons essayer de dégager sans parti-pris la conclusion que comportent les six premières années d'application de la loi du 10 Mai 1900.

CHAPITRE XIII

Notions sommaires de législation comparée

Ces notions très sommaires de législation comparée placeront la loi belge dans son véritable cadre, au milieu des législations qui ont déjà tenté la solution du problème des Retraites ouvrières.

Le lecteur trouvera peut-être que dans certaines parties de ce travail nous nous sommes attardés à des détails d'organisation. Qu'il veuille bien nous excuser car nous avons eu surtout en vue de lui fournir un certain nombre de renseignements précis que nous avons trouvés dans les documents officiels du Parlement Belge et de la Caisse de Retraite. Ce sont surtout des indications d'ordre pratique que nous avons voulu rassembler en cet ouvrage et pour permettre au lecteur de se référer aux textes eux-mêmes nous les avons donnés en « annexes ».

Nous aurions atteint notre but si les pages qui vont suivre pouvaient rendre quelques services aux personnes qui désirent étudier dans ses détails la très intéressante législation sociale du vaillant peuple belge.

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI

DU 10 MAI 1900

I.

Notions historiques

L'idée de la Retraite de Vieillesse par l'assurance est relativement récente. Nous en voyons la première manifestation en Belgique vers le milieu du siècle dernier. Il n'en faudrait pas conclure que, jusqu'à cette époque, l'ouvrier âgé, incapable de se suffire à lui-même se trouvait fatalement condamné à la misère. L'histoire, en effet, nous permet d'établir l'existence, à une époque très lointaine, d'associations ayant pour but de procurer à leurs membres âgés des secours d'une certaine importance.

Ces associations, collèges ou éranies existaient dans l'antiquité païenne. Elles avaient surtout en vue d'assurer le culte des morts et de faire à leurs membres des funérailles convenables. Cependant, certaines

d'entre elles accordaient des secours en cas de maladie ou de dommages quelconques.

Plus tard, aux premiers siècles de l'Eglise, ces associations se développèrent de plus en plus, prenant vraiment le caractère de sociétés d'*Assistance mutuelle* qui en a fait les véritables ancêtres de nos sociétés de secours mutuels. Mais c'est surtout le moyen-âge qui vit se développer dans les classes populaires et moyennes, sous le nom de Ghildes, corporations et confréries, une foule d'associations qui, en plus de leur rôle économique, remplirent un rôle social très important et ce furent les pays flamands, c'est-à-dire la plupart des provinces belges actuelles, qui organisèrent le plus grand nombre de ces associations bienfaisantes.

Sans pouvoir dégager la notion de retraite de vieillesse des mesures humanitaires établies par les règlements de ces corporations et de ces confréries, nous devons remarquer que le membre de ces associations qui devenait incapable de subvenir à ses besoins était le plus souvent entretenu par des secours prélevés sur la caisse de l'association.

Ces secours temporaires ou permanents, avaient plutôt le caractère d'une assistance mutuelle que d'une véritable assurance. Nous n'y trouvons pas l'idée scientifique de la retraite telle que nous la concevons actuellement car aucune répartition des risques basée sur une notion exacte des charges n'intervient.

La Révolution française emporta toutes ces institutions et il fallut près d'un demi-siècle pour que l'on pût retrouver sous les formes diverses de la *Mutualité*

des groupements ayant une certaine analogie avec les associations que nous venons d'énumérer.

Ces sociétés mutualistes qui se formèrent, timidement d'abord, puis de plus en plus ouvertement à mesure que diminuait la défiance du législateur à leur égard, n'étaient pas aussi puissantes que les corporations et les confréries du moyen-âge. Elles ne pouvaient que difficilement organiser la retraite de vieillesse.

La difficulté d'équilibrer un budget de retraite, le manque de base certaine pour déterminer la répartition des risques et évaluer les charges, empêchèrent ces sociétés d'étendre leurs opérations au delà de l'attribution de secours temporaires au cas de maladie ou d'accidents. Quelques groupements ou Caisses, essayèrent pourtant de résoudre la question de retraite, en allouant des secours permanents à leurs membres âgés. Manquants d'éléments pour calculer leurs pensions sur une base scientifique, ces organisations diverses virent bientôt leur budget débordé et n'échappèrent à la faillite que grâce à l'intervention des pouvoirs publics.

La première organisation qui, reposant sur des données sûres, essaya de faire correspondre exactement ses recettes et ses charges a été créée en 1850 ; c'est la *Caisse de Retraite*, fondée sous la garantie de l'Etat, dont nous allons retracer l'histoire.

Nous examinerons ensuite très brièvement les diverses *Caisses spéciales de Retraite* officielles ou privées qui ont été autant de manifestations de l'idée de retraite et qui ont préparé la législation de 1900.

LA CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITE (1)

L'histoire de la Caisse générale de retraite peut se partager en trois périodes : de 1851 à 1868 - de 1868 à 1888 et de 1888 à 1900.

1^o De **1851 à 1868.**

Fondée par la loi de 1850 dans le but de fournir des rentes viagères prenant cours au moment où l'âge et les infirmités font cesser un travail rémunérateur, la Caisse de Retraite n'eut tout d'abord que des résultats insignifiants. Au 31 Juillet 1868 le nombre de livrets émis depuis l'origine ne dépasse pas 1950 dont 1397 ouverts de 1851 à 1856.

Au début pourtant la commission administrative avait organisé une propagande intense qui amena quelques industriels à affilier leurs ouvriers ; des administrations provinciales et communales instituèrent pour les élèves des écoles d'adultes des prix consistant en livrets de retraite. Mais bientôt la Commission se heurte à de grandes difficultés ; elle s'efforce de provoquer l'affiliation à la Caisse des Retraites des nombreuses associations de l'arrondissement de Charleroi ; elle engage des pourparlers avec l'établissement Cokerill, partout elle échoue.

(1). Rapport sur les travaux de la commission, pages 2 et suivantes. — Travaux des membres. Note relative à la Caisse de retraite par Monsieur Mahillon, Directeur de la Caisse page 39. Note concernant l'affiliation à la Caisse de Retraite par Monsieur Lepreux, directeur de la Caisse page 143.

Cet échec est dû uniquement, de l'aveu de la commission administrative elle-même, aux vices d'organisation de la Caisse. Le minimum des rentes était fixé à 24 francs, somme trop élevée. La Caisse admettait bien, il est vrai, des versements de 5 francs et au-dessus, mais ces versements étaient improductifs d'intérêt jusqu'au moment où des versements ultérieurs permettraient l'acquisition d'une rente de 24 francs. L'entrée en jouissance ne pouvait être fixée qu'à 55, 60 ou 65 ans et les rentes devaient être différées de 10 ans au moins, et ne s'acquéraient que moyennant abandon du capital. Aussi dès 1856, l'institution ne jouit plus que d'une existence factice et lorsque la loi de 1865 créa la *Caisse d'Epargne*, on crut sauver du discrédit la Caisse de Retraite en la réunissant à la Caisse d'Epargne. De nouveaux tarifs sont élaborés et entrent en vigueur en 1868.

2° De **1868 à 1888.**

Cette seconde période est comme la précédente, caractérisée par une stagnation presque complète. Mais la cause n'est plus la même, la loi de 1865 ayant partiellement corrigé au point de vue administratif les dispositions vicieuses de l'ancien régime.

Deux modes d'acquisition de rentes : l'une à capital réservé, l'autre à capital abandonné devinrent possibles ; le minimum de rente fut abaissé à 12 francs et le minimum de versements porté à 10 francs, les sommes insuffisantes pour acquérir le minimum de rentes étant considérées comme dépôts d'épargne productifs d'intérêts. Enfin l'entrée en jouissance put

être fixée à tous les âges entiers compris entre 50 et 65 ans. Grâce à ces perfectionnements quelques adhésions eurent lieu notamment celle des employés et ouvriers de la Compagnie du Nord mais en somme le champ d'action de la Caisse demeura très restreint et à la date du 31 Décembre 1887, la Caisse ne faisait état que de 7.600 livrets environ.

Il faut attribuer le peu de succès de l'institution pendant cette période à l'absence volontaire de toute propagande par l'administration de la Caisse en raison de l'élévation du taux de l'intérêt servant de base aux calculs des tarifs. En effet le conseil prévoyait la baisse continue du taux de l'intérêt et la conclusion d'opérations à très long terme sur la base d'un taux de 4 1/2 p. c. n'était pas sans lui causer des appréhensions en somme très légitimes.

Entre temps la Caisse d'Epargne qui venait de naître avait pris un rapide développement. C'est vers elle que convergèrent à ce moment tous les efforts de la propagande, au détriment de la Caisse de Retraite.

A la fin de la seconde période cependant on constate une augmentation du nombre des opérations car l'annonce de la réduction du taux de l'intérêt amena à la Caisse une clientèle désireuse de profiter des tarifs avantageux en ce moment en vigueur.

3° De **1888 à 1900.**

L'arrêté royal du 13 Juillet 1887 met en vigueur de nouveaux tarifs calculés à 3 p. c. et l'arrêté du 26 Novembre 1889 vient abaisser à un franc le minimum

de versement et à un franc également le minimum de rente.

A dater de ce moment une propagande très active est organisée par l'administration et ne tarde pas à porter ses fruits. Le tableau suivant nous permet de constater les résultats obtenus pendant cette période qui précède directement la législation nouvelle.

Années	Nombre de comptes nouveaux	Nombre de versements	Nombre approximatif de comptes existants
1888	368	4 887	7.600
1889	918	6 832	8.500
1890	1.750	18.567	10.200
1891	3.643	30.970	13.900
1892	3.874	45.336	16.800
1893	3.525	58.882	20.300
1894	4.438	69.242	24.700
1895	5.790	85.477	30.500
1896	10.549	111.020	41.100
1897	17.159	171.506	58.200
1898	43.873	332.029	102.100
1899	66.712	627.101	168.800 (1)

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission page 4. Compte rendu de la Caisse d'Epargne et de Retraite, année 1904 page 122.

LES CAISSES SPÉCIALES (1)

La Caisse de Retraite et de Secours des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes.

Fondée en 1838 comme Caisse de secours, transformée dès 1844, la Caisse de retraite et de secours des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes tient ses statuts actuels de l'arrêté royal du 16 Décembre 1859. Cette Caisse a pour but de donner à ses associés au nombre de près de 50.000 des secours temporaires en cas de maladie ou d'incapacité de travail momentanée ; des secours annuels ou pensions en cas d'invalidité permanente ; des pensions aux parents, aux veuves et aux orphelins des associés décédés.

La pension n'est pas à proprement parler une pension de vieillesse mais une pension d'invalidité. Les associés âgés de 60 ans peuvent l'obtenir mais n'ont pas le droit de l'exiger ; ils doivent établir une incapacité de travail relative.

Les ressources de la Caisse se composent :

- 1^o d'une retenue de 3 à 4 pour cent sur le salaire,
- 2^o de retenues extraordinaires en cas de mesure disciplinaire, congé, etc.

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 8 et suivantes.

3° d'un subside régulier de 200.000 francs accordé par l'Etat et de subsides extraordinaires atteignant souvent la même valeur,

4° de dons et legs.

Depuis 1899 le Département de la Guerre s'est entendu avec le Département des chemins de fer pour organiser l'affiliation de ses ouvriers civils à la Caisse en versant une contribution égale à 6 pour cent des salaires, dont 4 pour cent à charge des ouvriers et 2 pour cent à charge de la Guerre sous forme de subside. Le montant de ce subside est de 12.500 francs

Les Caisses de Prévoyance des Pêcheurs

Dues à l'initiative privée, ces Caisses ont rédigé elles-mêmes leurs statuts qui ont été approuvés par les arrêtés royaux :

du 2 Février 1843 pour Blankenberghe (la Caisse ne fonctionne plus depuis 1867),

du 17 octobre pour Heyst,

du 28 Décembre 1843 pour la Panne-Adinkerke,

du 2 Décembre 1850 pour Ostende,

du 25 Novembre 1851 pour Nieuport.

Ces Caisses sont destinées à adoucir le sort des familles des pêcheurs, ainsi que celui des pêcheurs âgés, malades, blessés ou estropiés.

Elles devraient, d'après leurs statuts, être alimentées par des retenues sur le produit des pêches et par des cotisations ; cette pratique n'est plus guère suivie et les principales ressources consistent actuellement en dons et legs particuliers et en subsides de l'Etat.

Ces institutions ont donc insensiblement perdu leur caractère de prévoyance et doivent être considérées aujourd'hui comme relevant plutôt de la bienfaisance.

Les pensions de vieillesse, accordées entre 50 et 65 ans, selon les Caisses, varient entre 8 et 20 francs par mois. La pension accordée à la veuve est généralement la moitié de la pension de vieillesse.

La Caisse la plus importante est celle d'Ostende qui a payé en 1898 121 pensions de vieillesse, 121 pensions d'invalidité et 275 pensions aux veuves.

La Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge

L'article 11 de la loi du 21 Juillet 1844 porte qu'il sera établi par les soins du Gouvernement des Caisses de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge. Une seule de ces caisses fut instituée à Anvers en 1845.

A l'exception des marins de l'Etat et des pêcheurs, tous les capitaines, seconds, mécaniciens, lieutenants, sous-officiers, matelots, chauffeurs, cuisiniers, novices, mousses, inscrits au rôle d'équipage d'un navire belge contribuent à la Caisse par des retenues sur leurs gages variant de 1 1/2 à 4 pour cent, selon le grade.

3280 marins ont versé une contribution à la Caisse pendant l'année 1898.

L'Etat intervient par un subside qui ne peut dépasser 10.000 francs.

Le taux annuel des pensions de vieillesse ou d'invalidité est de 750, 525, 450, 375 et 225 francs suivant le grade ; le taux des pensions aux veuves est de 600, 375, 275, 225 francs suivant le grade du défunt.

Il est nécessaire pour avoir droit à la pension de vieillesse d'avoir versé des contributions à la Caisse pendant 20 ans et de compter 15 années d'embarquement.

La Caisse alloue en outre des secours au cas de maladie et d'incapacité temporaire.

Les Pensions des agents de l'Etat

Nous n'envisagerons ici que les pensions accordées aux petits employés dont le salaire est inférieur à 2000 francs et qui sont au nombre de 22.000.

Le principe de la rémunération, par l'allocation de pensions de retraite, des services rendus par les agents de l'Etat fut codifié par la loi de 1844 mais ce fut la loi du 30 Décembre 1856 qui organisa définitivement ces pensions en supprimant toute retenue sur le traitement. Cette loi fixe le taux de la pension au soixantième de la moyenne du traitement pendant les cinq dernières années multiplié par le nombre des années de service. La pension ne peut cependant pas dépasser les trois quarts du traitement ; elle prend cours de droit à 65 ans d'âge et 30 ans de service et peut être liquidée avant ce terme en cas d'invalidité.

Les crédits nécessaires sont portés au budget.

Les Caisses de veuves et d'orphelins

La loi de 1844 sur les pensions civiles prévoit l'établissement par le Gouvernement de Caisses de pensions au profit des veuves et orphelins des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Dix Caisses furent créées correspondant à des catégories spéciales d'intéressés.

Ces Caisses ne peuvent en aucun cas recevoir de subside de l'Etat ; elles sont alimentées par des retenues sur les traitements et suppléments de traitements jusqu'à concurrence d'un maximum annuel de 500 fr. par traitement. Leur situation financière est déplorable, une de ces Caisses accuse un déficit de deux millions.

La pension des veuves est calculée en général à raison de 15 ou 16 pour cent du traitement moyen des cinq dernières années ; elle est augmentée de 1 pour cent pour chaque année de contribution au delà de dix.

Les pensions des Employés des Provinces

La plupart des provinces accordent des pensions de retraite à leurs agents.

Les unes encouragent par un subside l'affiliation à la Caisse de Retraite ; les autres basent la pension sur une retenue qui se monte d'ordinaire à 4 pour cent du salaire. La province de Liège a même une Caisse de veuves et d'orphelins

La Caisse de prévoyance des Secrétaires communaux

Fondée en 1861, la Caisse compte 2500 participants dont les veuves et orphelins ont également droit à une pension.

La Caisse est alimentée : par une retenue de 3 pour cent sur les traitements, ou augmentations de traitements ; par un subside annuel des communes, des provinces et de l'Etat.

La pension est de droit à 60 ans si l'intéressé compte 30 ans de services ; elle peut être liquidée avant ce terme en cas d'invalidité permanente.

Elle est calculée sur le soixantième de la moyenne du traitement des cinq dernières années multiplié par le nombre des années de contribution à la Caisse.

Les mêmes principes sont appliqués pour les instituteurs communaux et les employés des communes dont les Caisses fondées en 1842 et 1844 comptent près de 10.000 adhérents.

Les Caisses de prévoyance des Ouvriers mineurs

Créées depuis plus d'un demi-siècle, les six Caisses de prévoyance en faveur des Ouvriers mineurs furent officiellement reconnues en 1868. Ce ne sont pas des institutions gouvernementales mais des associations entre patrons pour secourir les victimes des accidents

du travail. Leur développement tient à ce que néanmoins tous les gouvernements qui se sont succédés en Belgique ont toujours inscrit dans le cahier des charges des concessions minières l'obligation pour le propriétaire de la mine d'affilier son exploitation à une institution de prévoyance.

Ces Caisses, fondées dans les bassins houillers de Mons, Charleroi, Centre, Liège, Namur et Luxembourg ont pour but d'accorder : des secours temporaires en cas de maladie et d'invalidité temporaire et des pensions aux vieux ouvriers, aux invalides, aux veuves.

La pension est généralement accordée à 65 ans d'âge et 30 années de services. Les ressources proviennent :

1° D'un versement égal à 3 p. c. du salaire, que plusieurs de ces Caisses mettent entièrement à la charge de l'exploitant, tandis que les autres le mettent pour moitié ou partie à la charge de l'ouvrier.

2° D'un subside annuel de 45.000 francs accordé par l'Etat.

3° De subsides provinciaux atteignant en moyenne 6 ou 7.000 francs.

La moyenne des pensions est de 150 francs par ouvriers et de 75 francs par veuves.

La clientèle de ces Caisses comprend 123.111 hommes et un nombre indéterminé de femmes ; leur situation financière est détestable. „

La réglementation de ces Caisses a été de tout temps le souci du législateur belge et de nombreux

projets furent déposés au Parlement pour en faire des institutions plus aptes à remplir le rôle important qui leur incombe.

Un récent projet du Gouvernement (1) actuellement en discussion amènerait la refonte complète de ces Caisses (2). Le projet prévoit l'affiliation des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite par l'intermédiaire des Sociétés qui obtiendront des concessions à l'avenir ; le versement, obligatoire pour le patron, resterait facultatif pour l'ouvrier. On prévoit cependant que la Chambre imposerait l'obligation à l'ouvrier et que le projet qui n'envisage que les concessions nouvelles serait appliqué aux concessions déjà existantes, dans le plus bref délai.

Aux différentes Caisses que nous venons d'examiner nous devons ajouter les Caisses privées que des établissements importants ont établies pour leur personnel.

Nous pouvons citer à titre d'exemple les caisses de la Vieille-Montagne, des charbonnages de Mariemont, des Tramways-Bruxellois : les institutions de retraite des établissements : Simonis, Montefiore, Levi, Zech, Cockerill, etc., etc.

Il est assez difficile d'évaluer le nombre des citoyens belges dont la condition ne dépasse pas celle d'ouvriers, qui ont dans une certaine mesure leur sort

(1) Projet de loi modifiant et complétant les lois du 24 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines. Exposé des motifs. Séance du 7 Février 1905.

(2) Séance du 6 Février 1907. Chambre des Représentants, année 1906-1907. Annales parlementaires pages 433 et suivantes.

assuré dans leurs vieux jours au moyen de toutes ces Caisses spéciales.

La Commission des pensions ouvrières, après une étude approfondie de la question, portait leur nombre à 325.000 hommes et femmes, indépendamment des personnes affiliées à la Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat. (1)

II

Le Régime antérieur à 1900

Les projets de loi

Pour se rendre un compte exact des raisons pour lesquelles l'idée d'une législation nouvelle concernant la retraite de vieillesse se fit jour aussi bien dans l'opinion publique que dans les milieux politiques belges, il est nécessaire de mentionner le rôle joué antérieurement à 1900 par le Gouvernement et d'exposer les différents projets de législation présentés au Parlement avant cette date.

I. — Action du Gouvernement (2)

Depuis quelques années déjà le Gouvernement belge s'était appliqué à encourager par des subsides spéciaux les actes libres d'assurance individuelle contre la vieillesse.

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 45

(2) Rapport sur les Travaux de la Commission page 157 et suivantes.

Dès 1891, un crédit destiné à encourager l'affiliation à la Caisse Générale de retraite était inscrit au budget de l'Etat.

Ce crédit qui était aux débuts de 20.000 francs (de 1891 à 1896) fut successivement porté à

30.000 francs en 1896,

46.000 francs en 1897,

150.000 francs en 1898,

300.000 francs en 1899,

600.000 francs en 1900.

Il était uniquement affecté à allouer des primes d'encouragement aux Sociétés mutualistes reconnues afin de faciliter l'affiliation de leurs membres à la Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat.

Ce crédit était réparti de la façon suivante :

Les sociétés qui désiraient participer à la distribution des primes étaient tenues de fournir le compte de leurs opérations.

En vue de fixer le montant de la prime d'encouragement à allouer à chaque Société, il était attribué :

1° Pour tout versement effectué par l'intermédiaire de la Société : un point par franc, jusqu'à la limite de douze points ;

2° Pour tout livret ouvert par l'intermédiaire de la Société et sur lequel il a été versé 3 francs au moins : un point.

Les assurés dont le livret de retraite comportait déjà une rente annuelle et viagère de 360 francs, ne prenaient pas part à la répartition.

Les primes d'encouragement devaient être versées intégralement à la Caisse de retraite par la Société qui les inscrivait sur les livrets de ses membres. La rente acquise se trouvait augmentée par ces subsides incorporés aux versements des intéressés.

La valeur des points n'était déterminée qu'à la clôture du travail de récapitulation et elle était fixée en tenant compte des ressources budgétaires. Le gouvernement avait toutefois déclaré vouloir maintenir à 0,60 le montant du point, ce qui portait à $0,60 \times 12 = 7,20$ le maximum de l'intervention de l'Etat par affilié et par année.

Nous verrons plus loin que toute la loi de 1900 est en germe dans cette série de dispositions inaugurées dès 1891.

A partir de 1899, toutes les Provinces suivirent l'exemple de l'Etat et votèrent des crédits destinés à encourager l'affiliation libre.

Ces crédits qui existent encore aujourd'hui sont distribués d'après des règles spéciales à chaque Province et s'élèvent à

4.000	francs	pour la province d'Anvers ;		
15.000	»	»	»	de Brabant ;
11.500	»	»	»	de Flandre occidentale ;
32.000	»	»	»	de Flandre orientale ;
50.000	»	»	»	du Hainaut ;
20.000	»	»	»	de Liège ;
5.000	»	»	»	de Limbourg ;
15.000	»	»	»	de Luxembourg ;
25.000	»	»	»	de Namur,

II - Les Projets de loi (1)

Plusieurs projets de loi furent déposés sur le bureau du Parlement, tendant à résoudre législativement la question des retraites ouvrières. Nous allons les examiner brièvement.

A. — *Projet de M. de Fuisseaux*, déposé le 22 Janvier 1895. Ce projet a trait uniquement aux houilleurs.

Il a pour but de leur accorder une pension de 600 francs à partir de 50 ans pour les ouvriers du fond et de 55 ans pour les ouvriers du jour moyennant les conditions suivantes :

1^o avoir travaillé trente ans au fond ou trente-cinq ans au jour.

2^o avoir travaillé cinq ans au moins au fond et avoir été ensuite rendu incapable de reprendre le travail au jour par suite d'accident, d'anémie ou de toute autre cause indépendante de la volonté.

3^o avoir dû suspendre le travail par suite de blessures, anémie ou autres causes accidentelles quel que soit le nombre d'années passées au travail et n'avoir plus été à même d'entreprendre aucun travail sérieux et suivi dans n'importe quelle branche de l'industrie.

L'assurance est obligatoire et elle est basée sur la triple intervention de l'ouvrier, du patron et de l'Etat.

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission pages 66 et suivantes.

La cotisation de l'ouvrier et du patron est de dix centimes par journée de travail.

La contribution de l'Etat se monte aux deux tiers de cette double cotisation de 0 fr. 10.

Le projet consacre le système de la répartition et admet à titre de disposition transitoire le droit à la pension des houilleurs âgés de 50 et 55 ans lors du vote de la loi.

B. — *Projet de M. de Malander* déposé le 5 Mars 1895.

L'assurance est obligatoire pour tous les ouvriers belges industriels et agricoles ainsi que pour les employés, métayers et domestiques de l'un et de l'autre sexe dont les ressources annuelles sont inférieures à 2.200 francs.

La pension de vieillesse est accordée à 55 ans, la pension d'invalidité à tout âge en cas d'incapacité permanente de travail.

Le patron retient sur le salaire une somme de 5 à 10 centimes par jour et y ajoute une cotisation de même valeur.

Ces sommes versées à la Caisse de retraite sont majorées par l'Etat à concurrence des deux tiers à condition que les versements soient effectués d'une façon continue. La rente varie de 300 à 600 francs ; l'intéressé parvenu à l'âge de la retraite doit établir que son revenu ne dépasse pas 600 francs.

C. — *Projet de M. Guchtenaere* déposé le 14 février 1895.

L'assurance est obligatoire pour tous les ouvriers

et employés dont la rémunération ne dépasse pas 1800 francs ainsi que pour les personnes qui travaillent pour leur propre compte sans l'aide régulière d'un ouvrier salarié.

Elle est facultative pour les ouvriers et employés de moins de 40 ans dont les ressources dépassent 1800 francs et pour les ouvriers et employés de l'Etat, des provinces et des communes.

L'intérêt du projet consiste surtout à faire assurer la pension par l'Etat au moyen des Caisses professionnelles.

La pension doit être au minimum de 0.50 par jour et au maximum de la moitié du salaire moyen ; elle est accordée à 60 ou 65 ans, mais la limite d'âge peut être fixée au-dessous de 50 ans par les Caisses qui assurent les ouvriers des industries insalubres.

La pension d'invalidité est assurée à tout âge à partir de 18 ans en cas d'incapacité permanente, sous la condition que les versements hebdomadaires prescrits aient été effectués pendant deux ans au moins.

Un arriéré de 52 semaines de cotisations après cinq ans d'assurance ou de 104 semaines après dix ans et ainsi de suite entraîne la perte de tous droits à la pension.

Les Caisses fixent le montant des cotisations hebdomadaires de l'ouvrier sous l'approbation royale. Le patron effectue un versement égal et l'Etat paie le tiers des pensions sans que sa part puisse dépasser 0.45 par jour, recevant par contre des administrations hospitalières le montant des charges dont celles-ci

sont exonérées par suite de l'institution des Caisses de retraite.

D. — *Projet de M. Denis*, déposé le 24 Décembre 1897.

La proposition de M. Denis (1) consacre le principe de la généralisation de l'obligation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

Elle consiste en une application expérimentale de la loi allemande à la Belgique tout en admettant certaines modifications concernant principalement :

1^o l'âge de la pension fixé à 70 ans par la loi allemande, réduit à 65 ans dans le projet;

2^o l'intervention financière de l'Etat fixée uniformément à 150 francs au lieu de 50 marks (62.50).

3^o les sources auxquelles l'Etat puise les fonds destinés à assurer sa participation. Des impôts spéciaux (impôt sur le tabac et l'alcool visant le monopole, impôt sur le revenu) assurent les ressources nécessaires.

Le projet s'applique à tous les ouvriers et employés âgés de 16 ans révolus dont le salaire ne dépasse pas 2250 francs. Nous ne nous attarderons pas à le développer, étant donnée la concordance de ses dispositions avec celles de la loi allemande dont nous rappelons les points dominants à la fin de cette étude. Notons cependant quelques particularités intéressantes.

(1) M. Denis: Proposition de loi sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Travaux des membres de la Commission, page 187.

La loi proposée serait, d'après les intentions de son auteur, soumise à révision à l'expiration de la cinquième année; on aurait ainsi sous les yeux les résultats de 10 années en Allemagne et de 5 en Belgique.

A titre de dispositions transitoires, la loi serait immédiatement applicable aux ouvriers qui, pendant les trois années précédant l'invalidité ou l'âge de la retraite, se seraient trouvés dans les conditions qui les eussent soumis à l'assurance.

Pendant la première période de cinq années, les patrons seraient dispensés de toute cotisation. Cette exonération temporaire est admise en considération des charges immédiates qu'entraînera pour l'industrie l'agriculture et les entreprises de transport, l'organisation de l'assurance contre les accidents du travail.

Les projets de MM. de Fuisseaux, de Guchtenaere, de Malander furent soumis à l'examen simultané de la Section Centrale du Sénat et d'une commission spéciale.

Les membres de ces deux commissions, après une étude sérieuse de la question, se séparèrent en 1895 sans avoir élaboré de texte précis. Ils se contentèrent de voter le principe de l'*assurance obligatoire*.

A cette époque du reste l'assurance obligatoire réunissait en Belgique de nombreux partisans. Outre le parti socialiste acquis tout entier au principe de l'obligation, de nombreux groupements sociaux, beaucoup d'hommes d'étude, pleins d'admiration pour l'œuvre gigantesque qui venait de s'édifier en Allemagne, ne concevaient pas la possibilité de venir en aide aux vieux ouvriers autrement qu'en adoptant la trilogie d'assurances consacrée législativement par leurs voisins.

La tentation était forte de faire entrer dans la loi belge la théorie allemande et il semble bien que si M. Denis ne trouva pas de précurseur parmi les membres des Commissions de 1895, c'est que, désireux d'attendre des résultats pratiques et effrayés des charges difficilement appréciables que nécessiterait l'emploi du système allemand, les membres de ces commissions n'osèrent pas lancer le pays dans ce que leurs adversaires appelaient une « aventure » et se bornèrent à émettre un vote théorique que le législateur ne devait pas ratifier.

Les masses populaires étaient-elles acquises elles aussi à l'idée d'obligation, ou marquaient-elles une préférence pour un système laissant à l'individu plus d'autonomie ? La question est difficile à résoudre et les champions des deux théories pouvaient inscrire en faveur de la cause qu'ils soutenaient respectivement un nombre égal de manifestations populaires.

En Belgique, comme partout ailleurs, la grande masse des travailleurs d'usine, en majorité socialistes, regardaient l'établissement de l'assurance obligatoire comme l'aurore d'une époque nouvelle qui verrait aboutir toutes leurs revendications sociales ; par contre le petit patron, l'ouvrier des champs s'insurgeaient contre l'obligation d'apporter leur épargne à une Caisse de retraite au lieu de pouvoir l'employer à améliorer leur sort actuel.

Tous les membres des classes dirigeantes n'étaient pas du reste acquis à l'idée d'obligation et le système de la liberté rencontrait de chaleureux défenseurs au Parlement et parmi les membres du Gouvernement.

Un seul courant d'opinion se dégage très nettement : partout l'on désire une retraite. Ce désir se manifeste par de nombreuses adhésions aux institutions déjà existantes, notamment à la Caisse de Retraite, et le souci très légitime d'acquérir une retraite suffisante moyennant un sacrifice minime pénétra beaucoup plus avant dans les masses populaires que le désir de voir consacrer un système quelconque.

En un mot, l'opinion publique réclamait la solution de la question des Retraites ouvrières. Et c'est précisément pour lui donner satisfaction que le Gouvernement belge, dès les premiers mois de 1895, décida de créer un corps de spécialistes chargés de mettre sur pied un projet de loi, corps qui prit le nom de « Commission extraparlamentaire des pensions ouvrières ». C'est de la composition et des travaux de cette commission que nous allons parler dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI

DU 10 MAI 1900

La Commission extra-parlementaire des Pensions Ouvrières

Les Membres de la Commission des Pensions ouvrières ne furent pas recrutés uniquement dans le Parlement. Le Gouvernement s'attacha seulement à choisir des hommes qui par leurs travaux antérieurs ou par leurs professions étaient particulièrement à même de mener à bonne fin la tâche délicate qui leur était confiée. Ceux-ci répondirent pleinement à l'attente du Gouvernement et les adversaires de l'idée qu'ils ont fait triompher s'accordent eux-mêmes à reconnaître que leur travail sérieux, dégagé d'idées préconçues, fortement documenté, constitue une œuvre remarquable qui restera le plaidoyer le plus complet et le plus éloquent que l'on puisse écrire en faveur de l'assurance libre.

La Commission résuma ses travaux en quinze propositions qui constituent la base de la loi de 1900.

Il est intéressant de résumer brièvement la première

partie de son œuvre, sorte d'exposé doctrinal dans lequel ses membres se sont attachés à dégager la théorie de l'assurance et les raisons qui leur ont fait repousser le système de l'obligation pour adopter le système de *l'assurance libre subsidiee par l'Etat*.

La Commission des Pensions ouvrières et la théorie de l'assurance.

L'Assurance libre (1)

La Commission commença, dès l'origine de ses travaux, par constater que l'étude des Caisses de retraite, organes d'assurance existant en Belgique depuis 50 ans, ne révèle qu'un nombre restreint d'individus ayant eu la prévoyance de consacrer leur épargne à se créer une rente de vieillesse.

Essayant ensuite de dégager les causes qui ont entravé le développement de l'assurance, elle en trouve un grand nombre notamment : l'insuffisance de l'enseignement de la prévoyance, le manque de propagande des pouvoirs publics, l'effet pernicieux de certaines mesures prises par les pouvoirs publics et de nature à accroître les occasions de dépenses (concours,

(1) D'après les publications de l'Office du Travail :

1^o Rapport sur les Travaux de la Commission par O. Welghe, secrétaire,

2^o Procès-Verbaux des séances.

3^o Travaux des Membres.

courses, etc.), l'abus inouï des boissons alcooliques, l'insuffisance du salaire qui empêche l'ouvrier d'acquiescer par ses seuls moyens une pension suffisante et le force à pourvoir à des besoins plus immédiats et enfin la préférence marquée de certains ouvriers d'assurer leur avenir par d'autres moyens que la pension de retraite (1).

Cette constatation de l'insuffisance de la prévoyance amena la Commission à conclure aussitôt « qu'il y
« avait lieu pour l'Etat d'intervenir en vue de générali-
« ser autant que possible les pensions de retraite ». (2)

L'étude des faits amena donc la Commission à reconnaître la nécessité de l'*intervention de l'Etat*. C'est déjà un résultat qu'il n'est pas sans intérêt de signaler car il se trouve encore des personnes qui contestent cette nécessité de l'intervention de l'Etat, espérant trouver dans la réforme des mœurs et dans une active propagande en faveur de la prévoyance la solution du problème. La Commission belge écarta ainsi à priori le système de la non-intervention qui d'ailleurs ne rencontre plus qu'un petit nombre de partisans.

Mais, une fois admis le principe de l'intervention de l'Etat, il faut encore déterminer de quelle manière cette intervention va se manifester. Et c'est précisément ici que des divergences profondes se firent jour au sein de la Commission.

(1) M. Verhaegen. Recherche des causes du faible développement de l'esprit de prévoyance. Travaux des Membres, page 27.

(2) 1^{re} proposition de la Commission.

Les uns, subissant l'influence de la législation allemande, prétendaient que l'intervention de l'Etat ne devait pas seulement se borner à subventionner les Caisses de Retraite, à majorer les pensions, mais qu'elle devait aller jusqu'à établir l'obligation pour les ouvriers et leurs patrons d'effectuer des versements à la Caisse de Retraite. Ce sont les partisans de l'assurance obligatoire.

Les autres au contraire estimaient que l'intervention de l'Etat, suivant la formule adoptée par la Commission, « peut être suffisamment efficace sans
« comprendre l'obligation de la part des ouvriers et
« des chefs d'entreprise. »

« Elle peut se borner aux mesures qui ont pour effet
« de faciliter, d'encourager, de développer et d'assis-
« ter la prévoyance individuelle ; encouragements
« divers , assistance administrative des pouvoirs
« publics, amélioration de la législation actuelle,
« dispenses fiscales, larges subsides et mesures
« diverses pour encourager et intéresser les chefs
« d'entreprises à assister les ouvriers pour la consti-
« tution de pensions. »

Les tenants de ce système sont les partisans de l'assurance volontaire. Nous pouvons dire dès maintenant que ce sont eux qui triomphèrent.

Pour suivre plus facilement la discussion qui se livra au sein de la Commission entre les défenseurs de la thèse de l'assurance obligatoire et de celle de l'assurance volontaire, nous exposerons successivement les arguments des uns et des autres et nous dégagerons les conclusions de la Commission.

La thèse de l'Assurance obligatoire

Nous avons dit que les partisans de l'assurance obligatoire se distinguent surtout de leurs adversaires en ce qu'ils proclament la nécessité de l'obligation des versements imposés aux ouvriers et aux patrons. Mais néanmoins, dans les débats de la Commission, ils s'en sont distingués encore par la manière dont ils légitimaient l'intervention pécuniaire de l'Etat dont le principe était d'ailleurs reconnu par tous. Il s'agit donc ici uniquement d'une divergence de doctrine, les conclusions étant les mêmes dans les deux camps.

Nous examinerons successivement dans la thèse de l'assurance obligatoire :

1^o les causes de la légitimité de l'intervention pécuniaire de l'Etat.

2^o le principe du versement obligatoire du patron et de l'ouvrier.

1^o Les causes de la légitimité de

l'intervention pécuniaire de l'Etat

D'après les partisans de l'obligation, l'Etat doit intervenir dans le service des retraites parce qu'il a profité du travail de l'ouvrier pendant son âge mûr, travail qui a accru la richesse publique.

Il doit intervenir aussi parce que dans la situation actuelle le salaire n'est pas suffisant et ne contient pas la somme nécessaire pour assurer la vieillesse du travailleur.

Cette idée a été nettement développée par M. Denis au sein de la Commission (1), « Le salaire normal du « valide, disait-il, doit assurer la vie du travailleur « invalide et l'âge de la retraite n'est réellement que « celui d'une invalidité présumée. Le salaire normal « renferme toutes les primes d'assurance contre tous « les risques du travailleur. C'est là que le divorce se « constitue entre la conception de la bienfaisance et « celle de la justice réparatrice dans l'assurance. « L'intervention coopérative et financière de l'Etat ne « doit pas être considérée comme œuvre d'assistance, « mais comme œuvre de réparation, comme une « modification légitime du revenu social. »

« Actuellement, les salaires effectifs s'éloignent « encore plus ou moins profondément du salaire nor- « mal, mais les inégales conditions du débat du « salaire qui subsistent pour le plus grand nombre des « travailleurs autorisent à contester la justice de la « répartition effective du revenu national. »

« C'est cette situation qui légitime l'institution « réparatrice de l'assurance généralisée. »

Cette manière de légitimer l'intervention pécuniaire de l'Etat est extrêmement intéressante. Il est certain en effet que pour beaucoup de ses partisans l'assu-

(1) Séance du 11 Mai 1896.

rance obligatoire constitue un moyen indirect d'arriver au relèvement des salaires. A leurs yeux, la participation de l'Etat, de même que celle des patrons n'est qu'un moyen de faire graviter avec le moins de secousses possibles ce salaire effectif vers le salaire normal « dont la conception moderne domine toute la « question de l'assurance ouvrière (1).

Certains partisans de l'obligation ont vu encore dans la participation de l'Etat une restitution partielle de l'impôt en faveur des travailleurs.

D'autres ont prétendu que l'Etat doit faire pour les travailleurs ce qu'il fait pour les fonctionnaires auxquels il accorde une pension.

D'autres enfin ont justifié la participation de l'Etat par le devoir d'assistance qui lui incombe et qui dérive du *droit à la vie* (2) que peuvent réclamer tous les membres de la Société. Ce devoir d'assistance serait étendu par voie de présomption à tous les ouvriers âgés et invalides.

Ce devoir d'assistance de l'Etat représentant la Société est en effet incontestable; il amène l'Etat à fournir les moyens de vivre à ceux qui en sont dépourvus et lui permet de favoriser par des encouragements de toute nature tout ce qui est propre à étendre l'enseignement et l'habitude de l'épargne; il justifie par conséquent son intervention dans le domaine de l'assurance ouvrière.

(1) M. Denis. Séance du 11 Mars 1896.

(2) M. Verhaegen. Notes sur les pensions ouvrières. Travaux des Membres, page 81.

« L'Etat intervient pour favoriser l'acquisition
« d'habitations ouvrières. Tout au moins fait-il
« des sacrifices et ceux-ci profitent principalement à
« une certaine catégorie d'ouvriers. Ce cas offre une
« grande analogie avec celui qui nous occupe. En
« favorisant l'ouvrier qui fait preuve d'initiative et de
« prévoyance l'Etat pose lui-même un acte de pré-
« voyance bien entendue. Son intervention, c'est de
« la bienfaisance dans le sens le plus général du
« mot ». (1)

« L'assurance contre la vieillesse repose sur une
« extension de l'assistance sociale dans un but
humanitaire ». (2)

Cette manière de légitimer l'intervention de l'Etat, au nom de son *devoir d'assistance sociale*, énoncée par certains partisans de l'obligation, fut pleinement acceptée par leurs adversaires les partisans de l'assurance volontaire. C'est la seule des justifications de la participation de l'Etat qui ait trouvé, au sein de la Commission des pensions ouvrières, des adhérents dans les deux camps opposés. Ce fait méritait d'être signalé.

2^o

La justification du versement obligatoire du patron

Les partisans de l'obligation justifient la partici-

(1) M. Bece. Séance du 13 Juillet 1897.

(2) M. Verhaegen. Séance du 11 Mars 1896.

pation obligatoiré du patron comme ils ont justifié celle de l'Etat par *l'insuffisance du salaire effectif*. En contraignant le patron à payer une cotisation d'assurance, on contribue à ramener le salaire effectif au taux du salaire normal.

On ajoute encore que le patron, retirant un bénéfice du *Capital-vie* de l'ouvrier, doit concourir à la création de la pension qui représente l'amortissement de ce Capital-vie.

Le devoir général d'assistance qui s'impose à tous les citoyens d'un même pays a été aussi invoqué par les partisans de l'obligation. La classe des patrons, disent-ils, pour laquelle la force de travail est une source de profits et qui dispose de cette force ne peut se soustraire à la prestation d'une contribution qui s'y rattache directement. Les patrons ont pour devoir d'empêcher que leurs semblables, dont l'activité a contribué à rendre l'industrie fructueuse, ne tombent dans la misère.

3°

**Justification du versement obligatoire
de l'ouvrier**

L'ouvrier ne peut se désintéresser de son avenir ; il faut qu'il intervienne dans le paiement de l'assurance dans une certaine mesure, ne serait-ce que pour sauvegarder sa dignité et pour donner à l'institution des retraites le caractère d'une institution d'assurance et non d'une institution de bienfaisance ou d'assistance.

Si l'ouvrier doit, pour des raisons d'ordre moral, participer aux versements, la société a par contre le *droit d'obliger* cet ouvrier à se montrer prévoyant parce que si l'ouvrier est imprévoyant c'est la société elle-même qui devra en supporter les conséquences et lui venir en aide dans ses vieux jours. Ne voit-on pas les pouvoirs publics intervenir dans une foule de cas et pour des sommes considérables afin de secourir de nombreux ouvriers tombés dans la misère. « Il y a là un danger et l'on doit assurer « la collectivité contre les conséquences fâcheuses de « ce régime. » On est ainsi amené à « astreindre « l'ouvrier à la prévoyance parce que la société ne « doit pas être victime de son imprévoyance (1). »

On justifie aussi l'obligation par l'intérêt propre de l'ouvrier qui, une fois contraint à la prévoyance, en prendra l'habitude et fera son éducation sociale pour préparer l'avènement de la vraie liberté, car il est certain, dit-on, que l'obligation habituera l'ouvrier à la prévoyance en lui donnant une garantie de sécurité. Pour réaliser cette sécurité l'ouvrier sait qu'il doit payer une contribution. De l'association de ces deux idées naît la prévoyance. (2) Il faut donc rendre obligatoire un minimum de prévoyance de même qu'on a décrété un minimum d'instruction obligatoire.

L'assurance universalisée par l'obligation, disent les partisans de l'assurance obligatoire, n'habitue pas

(1) M. Helleputte. Séance du 27 Février 1896.

(2) M. Denis. Séance du 11 Mars 1896.

seulement l'individu à la prévoyance, mais elle concourt aussi à le préparer à la pratique nécessaire de la solidarité.

« L'intérêt personnel éclairé porte finalement chacun à accepter sa part des charges communes pour se garantir contre le risque, le sentiment de la solidarité éveillé et discipliné unit dans la pensée de chacun la préoccupation des autres à la sienne propre. »

« Il y a là un résultat profond de deux lois psychologiques, celle de l'association des idées et des sentiments et celle de l'habitude : l'expérience répétée de l'union de l'intérêt d'autrui dans une institution sociale généralisée se traduit dans la conscience individuelle par l'union intime des deux sentiments, elle devient finalement indissoluble et tend à régler spontanément la conduite de telle sorte que l'obligation prépare sa propre abdication par l'opération naturelle des lois de l'esprit humain. »

« Elle prépare un état social tel que par le jeu des lois psychologiques toute contrainte devient inutile (1).

Mais le principal argument que mettent en avant les partisans de l'obligation c'est certainement un argument d'ordre pratique. Ils affirment qu'il est *impossible de généraliser l'assurance*, c'est-à-dire de pourvoir d'une pension *tous* les ouvriers, sans recou-

(1) M. Denis. L'obligation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Travaux des Membres, page 409.

rir à l'obligation (1). Cette affirmation semble vérifiée par l'exemple des législations actuelles : un seul pays a réalisé l'*assurance pour tous*, c'est le pays de l'obligation, l'Allemagne.

Cet argument nous paraît d'une grande force, mais nous verrons tout à l'heure que les adversaires de l'obligation répondent que si l'on n'a pas réussi à donner des retraites à tous les ouvriers par un système reposant sur la liberté des versements, c'est parce qu'on n'a pas essayé. L'expérience de la Belgique est trop récente pour être concluante mais elle pourra le devenir dans quelques années.

Nous venons d'exposer la thèse des partisans de l'obligation. Nous allons, avec la même impartialité, retracer rapidement celle des partisans de la liberté. Ceux-ci reprennent tous les arguments de leurs adversaires et essayent de les réfuter point par point. Aussi, nous adopterons le même plan que dans l'exposé qui précède.

II

LA THÈSE DE LA LIBERTÉ DES VERSEMENTS

I^o

Les Causes de la légitimité de l'intervention pécuniaire de l'Etat

Les adversaires de l'obligation au sein de la Com-

(1) M. Denis. L'obligation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Travaux des membres page 409.

mission des pensions ouvrières reconnaissent eux aussi la légitimité de l'intervention pécuniaire de l'Etat, mais seulement *au nom de son devoir d'assistance sociale*.

Ils repoussèrent toutes les autres justifications apportées par les partisans de l'obligation. C'est ainsi qu'ils contestèrent que l'Etat fût obligé d'intervenir parce qu'il a profité du travail de l'ouvrier pendant son âge mûr. Si l'on estime que l'Etat doit assurer une pension aux vieux ouvriers pour les rémunérer des services qu'ils ont rendus à l'humanité en travaillant à accroître la richesse publique « on ne voit pas
« pourquoi le même devoir ne lui incomberait pas vis-
« à-vis de tous les citoyens, tant hommes que femmes
« qui se trouvent à un certain âge hors d'état de con-
« tinuer à pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. »

« Les ouvriers rendent-ils seuls des services à la
« société ? les autres citoyens n'en rendent-ils pas ? les
« femmes n'en rendent-elles pas ? lors même qu'elles
« se sont bornées à élever les enfants et à soigner leur
« ménage ? Pour être logique, il conviendrait donc
« que l'Etat assumât la charge de pensionner tous les
« vieux citoyens pauvres. »

« On ne voit pas non plus pourquoi le même prin-
« cipe n'obligerait pas à plus forte raison l'Etat à
« intervenir par la loi en faveur des citoyens valides
« tandis qu'ils travaillent et contribuent à accroître la
« richesse nationale. »

« En bonne logique, l'Etat devrait leur assurer à
« tous une rémunération suffisante pour leur per-
« mettre quel que soit leur salaire de vivre à l'abri du
« besoin. »

« Encore une fois semblable mesure devrait être
« étendue à tous les citoyens et l'on arriverait ainsi à
« la fixation des salaires par la loi. » (1)

Or les adversaires de l'obligation s'élèvent vivement contre cette conception de ceux qui considèrent la participation de l'Etat comme un moyen indirect d'amener le relèvement des salaires.

« Le salaire, disent-ils, (2) est le résultat d'un contrat à forfait entre le patron et l'ouvrier. L'ouvrier s'engage à livrer une certaine quantité de travail au patron contre une prestation fixe, exempte des risques de l'entreprise qui demeurent à la charge exclusive du patron. »

« En de telles conditions, le prix du travail est fatalement dominé par la loi de l'offre et de la demande du produit de telle sorte qu'en réalité le patron fait et risque l'avance du salaire à récupérer sur le consommateur. Celui qui paye en dernier ressort, en effet, c'est le consommateur ; c'est d'après la demande, d'après les besoins de celui-ci que vaudra surtout le salaire. »

« D'où il résulte qu'à moins de concevoir préalablement des besoins normaux et obligatoires, la nette conception du salaire normal ne se dégage point. »

« Le salaire ne peut se soustraire à la loi de l'offre et de la demande, loi qui se trouve soumise elle-même à de multiples influences ».

(1) M. Verhaegen : Note sur les Pensions ouvrières. Travaux des membres, page 81.

(2) M. Adan. Observations. Travaux des Membres, page 89.

Pour permettre à l'Etat de fixer les salaires, il serait nécessaire qu'il put « réglementer la production et en « devenir l'arbitre. Dès lors comment admettre que « l'industrie, pressée d'une part par la concurrence « étrangère et d'autre part par l'intervention de l'Etat « puisse encore subsister et obtenir le concours des « capitaux privés (1).

Il ne semble pas davantage admissible aux adversaires de l'obligation de considérer l'intervention de l'Etat comme une restitution partielle de l'impôt. Pourquoi aurait-on recours à ce mode de restitution alors qu'il serait plus simple de ne pas percevoir l'impôt et qu'on risque de faire cette restitution sans aucune justice distributive? Si la répartition des impôts laisse à désirer, qu'on s'applique à en modifier l'assiette, mais il n'est pas justifié de poursuivre cette réforme en établissant l'assurance obligatoire (2).

Les adversaires de l'obligation ajoutent qu'on ne pourrait non plus sérieusement prétendre que l'équité exige que l'Etat fasse pour la vieillesse du travailleur ce qu'il fait pour la vieillesse de ses fonctionnaires, assimilant ainsi à ses fonctionnaires tous les ouvriers du pays. En effet, dit-on, vis-à-vis des fonctionnaires, l'Etat agit comme employeur et la pension rentre parmi les avantages résultant du contrat de louage de service, comme le dit M. Adan : « Dans cet ordre « d'idées, la pension de retraite n'est qu'une fraction

(1) M. Verhaegen. Notes sur les pensions ouvrières. Travaux des Membres, page 81.

(2) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 94.

« du prix des services du fonctionnaire, fraction payée
« sous une forme convenue, en vertu d'un contrat qui
« stipule la pension de retraite comme compensation
« conditionnelle du long attachement appelé à exister
« entre les deux parties. » (1)

On voit donc par ce qui précède que le seul argument admis pour légitimer l'intervention de l'Etat est celui que nous avons indiqué plus haut et qui se résume par cette phrase de M. Verhaegen à la Commission « L'assurance contre la vieillesse repose
« sur une extension de l'assistance sociale dans un
« but humanitaire. »

2^o

Causes du rejet de la contribution obligatoire du patron

Les partisans de la contribution obligatoire du patron ont prétendu que l'Etat avait le droit de l'imposer parce que le salaire de l'ouvrier est insuffisant et que la contribution patronale doit servir de compensation, d'indemnisation. Les partisans de l'assurance volontaire le contestent. « Cette proposition, disent-ils, qui peut paraître vraie quand on
« l'applique à la masse des ouvriers et à la masse des
« industries, ne l'est plus quand on envisage les

(1) M. Adan. Observations. Travaux des Membres, page 89.

« ouvriers individuellement ou quand on prend une
« industrie en particulier et le groupe d'ouvriers qui
« y est employé. Tel ouvrier peut avoir obtenu un
« salaire élevé et si à la fin de sa vie il se trouve dans
« la détresse, il peut avoir été l'artisan de sa propre
« misère. Une industrie déterminée peut avoir passé
« par des périodes difficiles : l'outillage a dû être
« changé, le capital n'a pas été rémunéré. Si par ce
« fait les salaires ont été déprimés et si l'ouvrier
« tombe dans la misère, ce serait à l'Etat à intervenir.
« En effet le service rendu par l'ouvrier n'est pas à
« proprement parler rendu à cette industrie mais à
« la masse des consommateurs et aux autres indus-
« tries. Il serait donc illogique de faire supporter par
« cette production industrielle particulière le fardeau
« de l'assurance. » (1)

Que le salaire soit souvent insuffisant, cela ne semble pas contestable, mais encore faudrait-il démontrer que la rémunération attribuée au travail est injustement calculée et qu'il dépend du patron de l'augmenter ; en d'autres termes qu'une augmentation de salaire est toujours possible.

D'ailleurs si un certain nombre de patrons dont l'industrie est prospère ne paient pas un salaire suffisant, on ne peut généraliser et baser toute une législation sur des faits isolés. (2)

Les partisans de l'assurance libre invoquent à l'appui de leur thèse un argument particulièrement fort pour

(1) M. Morisseaux. Séance du 24 Mars 1896.

(2) Rapport sur les Travaux de la Commission pages 95 et 96.

la Belgique, qui est essentiellement un pays d'exportation, l'argument tiré de la *concurrence internationale*. Ils sont ainsi amenés à établir la répercussion des charges de l'assurance de la manière suivante. L'augmentation des salaires, résultat de l'obligation aura, disent-ils, comme premier effet d'augmenter le prix des objets de première consommation. On s'accorde en effet à supposer que le consommateur supportera la plus grande partie de cette augmentation. « Au point de vue économique, l'universalité
« de l'assurance par l'obligation tend à faire entrer
« les primes dans le coût de production.

« C'est la tendance de l'institution par l'uniformité
« même des conditions de concurrence qu'elle réalise.
« Elle explique d'abord comment l'obligation de
« l'assurance peut s'étendre à des classes de salariés
« dont le revenu est trop faible pour supporter les
« primes ; l'obligation tend à créer au moins en par-
« tie le fonds qui l'alimente. »

« Evidemment cette tendance peut être modifiée
« par des conditions de milieu ; mais par sa constance
« même, elle agira d'une manière de plus en plus
« puissante pour réaliser une répartition équitable
« des charges de l'assurance. »

« Les primes incorporées au coût de production
« tendent fondamentalement à retomber sur le con-
« sommateur ; si la consommation se resserre la
« tendance des entrepreneurs à reporter les primes
« sur les salaires rencontre un double obstacle dans
« la concurrence qu'ils exercent entre eux et qui tend
« à ramener les profits à une norme ; dans la résis-

« tance des travailleurs ensuite dont l'effet est de
« ramener le salaire à une norme en comprenant de
« plus en plus les primes d'assurance. (1)

Il est à supposer en effet qu'un certain « tassement des charges » se produira et que l'employeur ne pourra mettre dans tous les cas le coût de l'assurance à la charge de l'ouvrier. Son bénéfice en sera atteint, mais « si ce bénéfice devait en être extrêmement réduit ou anéanti, ce serait un malheur pour l'ouvrier.

« Ce qui soutient le travail au profit de tous, c'est la part de la valeur qui va au patron.

« Annuler cette part déjà faible en ce qui concerne beaucoup de nos entreprises d'exportation, c'est inciter l'émigration des capitaux et l'internationalisme de nos sociétés industrielles, pour porter dans d'autres contrées une activité d'entreprises que l'on est trop disposé à inquiéter ici.

« On a dit que les charges s'incorporaient au prix de vente des produits et qu'ainsi, elles seraient payées par le consommateur. Mais la hausse des produits en restreint la consommation. D'ailleurs, pour nombre de ceux-ci c'est le travailleur qui est le grand consommateur et pour d'autres c'est l'étranger qui en appellera à la *concurrence internationale* pour ne pas accepter cette incorporation

« L'industrie belge ne peut vivre sans l'exportation et c'est grâce à la modération du salaire des tra-

(1) M. Denis. Séance du 11 mars 1896.

« vailleurs belges, facilitée par le coût relativement
« peu élevé de la vie que les producteurs parviennent
« à disputer le marché étranger à leurs concurrents
« d'outre-frontière. » (1)

On ne peut donc dire que les conditions de concurrence seront uniformes tant qu'une entente internationale ne sera pas intervenue « La concurrence » nationale n'est rien » (2) tandis que la question de la concurrence internationale a pour la Belgique une importance capitale.

Les patrons et les ouvriers ne supportent les charges de l'assurance en Allemagne que parce que tout le poids en a été rejeté sur les cinquante millions de consommateurs indigènes par l'établissement de fortes barrières douanières qui viennent fermer le marché national aux étrangers.

Un tel moyen ne saurait être employé en Belgique parce que le marché intérieur n'y a qu'une importance fort réduite et qu'une majoration de prix, conséquence de l'assurance, aurait pour effet d'empêcher les industriels belges de se présenter avec quelques chances de succès sur les grands marchés du monde. (3)

C'est donc une raison d'ordre pratique de concurrence internationale que donnent ici les hommes d'Etat

(1) M. Harzé : Du principe de l'obligation.
Travaux des Membres, page 101,
Séance du 11 Mars 1896.

(2) M. Verhaegen. Séance du 11 Mars 1883.

(3) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 127.

belges pour écarter toute contribution obligatoire des patrons.

Les partisans de la liberté se sont encore élevés contre ceux qui considèrent la contribution obligatoire du patron comme une sorte d'amortissement de la force de l'ouvrier usé au service de l'industriel, comme l'amortissement d'un *Capital-vie*.

Si l'industriel, disent-ils, a profité du travail de l'ouvrier « on peut dire avec autant de raison que « le travail a profité de la mise en œuvre des capitaux « par les industriels (1). Il n'est pas du reste possible d'assimiler l'assurance de l'ouvrier à l'amortissement du matériel et de tirer de cette assimilation l'obligation pour le patron d'amortir son capital force comme il amortit son capital machine.

La comparaison aboutit à un résultat juridique contraire au principe cherché : le patron est en effet « propriétaire du capital machine et locataire du capital force » (2).

En qualité de propriétaire de son outillage, il y fait les réparations nécessaires ; en qualité de locataire du capital force, il n'est tenu qu'à la réparation de dommages venant exclusivement de son fait.

« Pour que la charge de l'assurance puisse être « imposée à la production industrielle il faut démon-
« trer que cette *production est* dans tous les cas
« *la cause directe de la misère* qu'il s'agit de soula-
« ger. Cette preuve n'est pas faite.

(1) M. Beauduin. Séance du 11 Mars 1896.

(2) M. Adan. Observations Travaux des Membres page 89.

« Quand il s'agit d'un accident de travail ou d'une
« profession dont l'exercice engendre une maladie
« professionnelle nettement caractérisée, on comprend
« qu'on impose à l'industrie la charge de contribuer à
« la subsistance de l'ouvrier devenu incapable de
« gagner son pain (1).

« La vieillesse et l'invalidité à la différence de l'acci-
« dent ne sont pas la conséquence du travail mais la
« loi commune de l'humanité. » (2).

Le travail n'est pas la cause évidente de l'invalidité
car il n'est pas une cause fatale, inévitable « d'usure ».

« L'excès de travail, le travail accompli dans des
« conditions mauvaises peuvent amener une invalidité
« prématurée, » (3) ce sont là autant de cas spéciaux où
le législateur peut intervenir. Il restera sans doute une
catégorie de métiers qui par leur nature même et
malgré les précautions prises présenteront des dan-
gers pour la santé de l'ouvrier. Ces industries seront
toujours une minorité et s'il est prouvé qu'elle sont la
cause d'une invalidité précoce, on pourra « sans
« contradiction, puisqu'il s'agit de situation excep-
« tionnelle, admettre une dérogation au principe et
« leur appliquer une contribution spéciale. » (4)

En envisageant « un à un tous les cas de vieillesse
« ou d'invalidité qui atteignent les hommes, on peut

(1) M. Morisseaux. Séance du 24 Mars 1896.

(2) M. Campioni. Séance du 27 Février 1896.

(3) M. Campioni. Séance du 4 Mars 1896.

(4) M. Campioni. Séance du 4 Mars 1896.

« en conclure qu'il existe un *devoir social d'assis-*
« *tance*, mais il n'y a plus un devoir juridique. » (1)

Ce devoir d'assistance a été en effet invoqué comme fondement de l'obligation, nous l'avons vu plus haut. La classe des patrons, a-t-on dit, pour laquelle la force du travail est une source de profits et qui dispose de cette force, unique fonds destiné à assurer l'entretien du travailleur au delà même de l'âge de l'invalidité, cette classe ne peut se soustraire à la prestation d'une contribution qui s'y rattache directement. Les patrons ont pour devoir d'empêcher que leur semblable dont l'activité a contribué à rendre l'industrie fructueuse tombe dans la misère. Qu'un lien moral doive, dans une certaine mesure, et suivant des conditions impossibles à déterminer d'une manière même approximative, engager les patrons à intervenir pour mettre leurs ouvriers à l'abri de la misère, nul ne le conteste si l'entreprise a réellement été fructueuse. Mais l'existence de ce lien particulier suffit-elle pour que le législateur puisse transformer ce devoir moral et indéfini en obligation légale et déterminée ? (2) « L'industrie, en dehors
« des charges qu'elle supporte dans l'intérêt général
« comme tout autre organisme, ne doit supporter de
« charges spéciales que celles que nécessitent ses obli-
« gations spéciales. Agir autrement, c'est commettre
« une injustice, c'est risquer aussi de commettre une

(1) M. Morisseaux. Séance du 24 Mars 1896.

(2) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 97.

« faute économique. » (1) C'est pour cette raison que la Commission, ne croyant pas pouvoir imposer aux patrons l'obligation de ce devoir d'assistance, ne prévoit aucune participation patronale dans les charges de l'assurance.

3°

**Causes du rejet de la contribution
obligatoire de l'ouvrier**

Nous avons vu que les partisans de l'obligation prétendent que l'Etat doit protéger les ouvriers eux-mêmes et par le fait même la société contre les conséquences de leur manque de prévoyance et pour cela leur imposer cette vertu. Cet argument a été combattu par les adversaires de l'obligation. Parce que « certains ouvriers sont imprévoyants, a dit l'un d'eux « M. Campioni, on ne peut les punir tous » (2) en leur imposant une retenue sur leur salaire et en réglant l'emploi de cette retenue sans eux et malgré eux. Il ajoutait qu'on serait fondé à se demander, si l'on admet le principe de l'obligation, pourquoi l'on n'impose à l'ouvrier « que la seule obligation d'assurer sa retraite. L'ouvrier a d'autres devoirs à remplir. Il doit pourvoir à sa propre existence, à celle de sa femme et de ses enfants ; il doit soigner

(1) M. Campioni. Séance du 27 Février 1896.

(2) M. Campioni. Séance du 4 Mars 1896.

« l'éducation de ceux-ci et s'efforcer d'améliorer les conditions de son habitation. Pourquoi s'arrêter à un seul de ses devoirs et ne pas l'astreindre par les mêmes moyens à s'acquitter de tous ? » (1). Si l'on veut arriver à cette fin pourquoi commencer par le devoir qui presse le moins ? Ce n'est pas seulement décréter la vertu obligatoire c'est décréter la hiérarchie des vertus à imposer :

Les partisans de l'obligation ont encore invoqué, pour justifier la contribution ouvrière, qu'elle était indispensable pour sauvegarder la dignité de l'ouvrier, pour faire sortir l'institution de la sphère de la bienfaisance. Soit, a-t-on répondu, mais de ce qu'il est souhaitable que l'ouvrier sauvegarde sa dignité, il ne s'en suit pas que l'Etat a le droit de le contraindre à le faire.

L'argument tiré des conséquences morales de l'obligation n'a pas non plus trouvé grâce devant les tenants de la thèse de la liberté. Certaines personnes affirment au contraire que les ouvriers, comptant sur le résultat de leur épargne obligatoire, se désintéressent complètement de l'épargne volontaire.

Pour combattre victorieusement cette affirmation, il faudrait établir que les ouvriers qui jouissent d'une retraite de vieillesse (ouvriers et employés de l'Etat, des chemins de fer, des mines, etc.) sont plus prévoyants que les autres et essaient d'augmenter cette retraite obligatoire par leur épargne libre. Le fait

(1) M. Campioni Séance du 4 Mars 1896.

n'est pas prouvé et l'on est plutôt enclin à penser que c'est le contraire qui se produit. (1)

Les partisans de la liberté ajoutent encore que l'obligation ne fera pas plus naître l'esprit de solidarité que « la nécessité de payer l'impôt n'a fait naître « le sentiment de la responsabilité des citoyens. » (2) Chacun tâchera de profiter le plus possible et d'une façon souvent abusive des avantages assurés par la coopération de tous, sans s'occuper des charges que la collectivité supportera de son fait. « Les abus de « cette espèce existent dans toutes les sociétés mutua- « listes ; c'est la plaie de ces associations. » (3)

L'obligation fera-t-elle naître un régime de liberté ? Comment un système qui détruit toute initiative de l'intéressé en rendant l'Etat prévoyant à sa place, sans lui faire accomplir le plus petit acte individuel d'épargne, pourrait-il rendre l'ouvrier assez prévoyant pour que l'obligation devienne inutile ?

Il est plutôt à craindre, au contraire, que l'assurance obligatoire n'étouffe les dispositions à la prévoyance, ne diminue, ne détruise même les habitudes d'épargne et d'assistance mutuelle libre, n'interrompe ce fécond travail d'éducation pratique de la prévoyance dont les sociétés de secours mutuels assurent le bienfait à la population ouvrière belge.

L'obligation découragera l'initiative individuelle de l'ouvrier en lui faisant perdre ses dispositions à s'affi

(1) M. Mahillon. Séance du 23 Juin 1893.

(2) M. Campioni. Séance du 11 Mars 1896.

(3) M. Verhaegen. Séance du 11 Décembre 1895.

lier aux sociétés de secours mutuels. Elle sera « ainsi
« qu'il est arrivé en Alsace, la mort de toutes les ins-
« titutions patronales » (1) et en général de toutes les
institutions d'initiative privée qui sont véritablement
des écoles de prévoyance. Il est facile de remarquer ce
résultat en Allemagne. (2)

En supposant même d'ailleurs que ces avantages
moraux de l'obligation existent réellement, les adver-
saires de la contrainte légale se refuseraient encore à
y trouver la justification d'une retenue obligatoire sur
le salaire. « *De quel droit*, disent-ils, peut-on imposer
« un genre d'épargne déterminé à toute une catégorie
« de personnes, même à celles d'entre elles qui
« seraient douées de la vertu de prévoyance. »

A-t-on le droit de dire à un ouvrier agricole « qu'il
« a tort d'acquérir un champs, qu'il ferait mieux de
« verser ses économies à la Caisse des Retraites ?

« A-t-on le droit de dire à un père : « au lieu de faire
« instruire vos enfants, songez à assurer le sort de
« votre vieillesse ? » C'est une prétention audacieuse
« qui annihile la liberté de l'individu. (3)

« Le salaire est de toutes les propriétés la plus
« sacrée, il a pour destination essentielle la satisfac-
« tion de certaines obligations primordiales parmi

(1) M. Adan. Note sur les motifs de la situation actuelle : l'assurance facultative, le rôle des sociétés de secours mutuels : l'assurance obligatoire, ses défauts, ses dangers. Travaux des Membres, page 49.

(2) M. Morisseaux. Séance du 24 Mars 1896.

(3) M. Morisseaux. Séance du 24 Mars 1897.

« lesquelles on ne saurait ranger la constitution d'une
« retraite.

« L'Etat n'a pas le droit de se substituer à l'individu
« pour faire face à des obligations non primordiales
« au moyen de prélèvements sur un salaire à peine
« suffisant pour des besoins primordiaux. (1)

« Il faut bien le reconnaître, écrivait un partisan
de l'assurance obligatoire (2) qu'il subordonnait
d'ailleurs à certaines conditions d'opportunité, « c'est
« un principe raide que celui de faire intervenir l'Etat
« là où il n'est ni le patron, ni l'octroyeur d'entre-
« prises, pour s'opposer au paiement intégral d'un
« salaire gagné. »

« L'Etat n'a aucune action bien directe contre
« l'alcoolisme qui détruit la santé d'un grand nombre
« d'ouvriers et compromet l'existence de leurs familles
« et l'on veut qu'il s'adjuge, non le droit de faire une
« retenue sur les dépenses de cabaret, mais le pou-
« voir d'intervenir dans le contrat de louage de services
« pour rogner à tout travailleur manuel, même au
« plus économe, une partie du salaire gagné et cela
« pour une pension éventuelle de retraite. L'impôt
« direct et progressif sur le salaire en vue de cet
« avantage à longue échéance, voilà ce qui est deman-
« dé. »

En consacrant le principe de l'assurance obligatoire
« l'Etat impose à l'ouvrier, d'une part un mode déter-

(1) M. Campioni. Séance du 27 Février.

(2) M. Narzé. Du principe de l'obligation. Travaux des Membres
page 104.

« miné de retraite : la pension, et de l'autre une
« retenue permanente sur son salaire ; *l'Etat viole*
« *donc doublement et gravement sa liberté.* (1)

Cette mesure du reste serait de nature à soulever dans le pays « une vive opposition car le caractère
« belge est peut-être l'un de ceux qui supportent le
« plus impatiemment tout ce qui est contrainte. » (2)

Restait une dernière objection à la thèse de la liberté : l'impossibilité de généraliser l'assurance sans l'obligation. Cette affirmation serait de la plus grande importance si elle était prouvée. C'est un avantage évident du système de l'obligation que d'arriver à grouper immédiatement la presque totalité des ouvriers et s'il était établi que l'obligation constitue le seul moyen d'arriver à la généralisation de l'assurance, l'argument serait assez fort pour la faire adopter malgré les défauts qui lui sont reprochés. Là en effet est toute la question.

Il faut avouer que, jusqu'à présent, il n'existe pas de pays dans lequel *la liberté des versements*, même stimulée par des subsides de l'Etat, a pourvu d'une pension tous les travailleurs tandis qu'au contraire l'Allemagne, par l'institution de l'assurance obligatoire, garantit une retraite à tous ses ouvriers. Si l'on

(1) M. Verhaegen. Séance du 11 Mars 1893.

(2) M. Adan. Note sur la situation actuelle, l'assurance facultative, le rôle des sociétés de secours-mutuels, l'assurance obligatoire, ses défauts et ses dangers. Travaux des membres, page 49.

s'en tient aux données des législations actuelles, il semble donc que l'expérience de l'Allemagne soit décisive en faveur de l'obligation.

Mais les partisans de la liberté des versements répondent (et leur argumentation a sa valeur) que l'expérience de l'Allemagne ne serait décisive que si les autres législations avaient réellement essayé d'organiser le service des retraites par des lois reposant sur la liberté des versements. Or, les pays qu'on oppose à l'Allemagne n'ont précisément pas songé sérieusement à généraliser les retraites par la liberté. « On n'a jamais, disent-ils, essayé jusqu'à ce jour de résoudre la question par l'initiative privée » (1).

En Belgique même, les efforts tentés depuis 1891 pour amener les ouvriers à la Caisse de Retraite n'avaient pas, avant 1900, un caractère assez général pour permettre d'espérer une solution définitive.

Les résultats obtenus par ce premier effort sont cependant loin d'être négligeables et nous pouvons constater, même avant 1900, un mouvement d'affiliations relativement considérable auquel correspond une progression très marquée du nombre des Sociétés Mutualistes. Le tableau suivant (2) nous permet de juger de ce mouvement jusqu'en 1898.

(1) M. Lepreux. Séance du 24 Mars 1896.

(2) Rapport sur les travaux de la Commission, page 109.

Années	Nombre de livrets nouveaux	Nombre de sociétés Mutualistes
1890	1.750	
1891	3.643	49
1892	3.874	65
1893	3.525	90
1894	4.438	118
1895	5.790	163
1896	10.549	232
1897	17.159	407
1898	43.873	920

Ce tableau nous prouve bien qu'à partir du moment où l'encouragement de l'Etat a pu être connu et apprécié dans les classes populaires, l'initiative privée a su gagner à l'idée de prévoyance libre un nombre de plus en plus considérable de travailleurs.

Cette constatation permet de fonder les plus grandes espérances sur l'initiative privée, encouragée par des subsides gouvernementaux et soutenue par une active propagande.

Le résultat de cette expérience et les considérations que nous venons d'énumérer amenèrent les membres de la Commission des Pensions Ouvrières à voter le principe de l'*Assurance libre* contenu dans la proposition suivante :

« L'intervention de l'Etat peut être suffisamment
« efficace sans comprendre l'obligation de la part des

« ouvriers et des chefs d'entreprise. Elle peut se bor-
« ner aux mesures qui ont pour effet de faciliter,
« d'encourager, de développer et d'assister la pré-
« voyance individuelle ; encouragements divers, assis-
« tance administrative des pouvoirs publics, amélio-
« ration de la législation actuelle, dispenses fiscales,
« larges subsides et mesures diverses pour encoura-
« ger et intéresser les chefs d'entreprises à assister
« les ouvriers pour la constitution de pensions. (1)

Ce vote qui repoussait l'obligation de l'assurance amena la Commission à rejeter deux autres projets qui lui parurent revenir indirectement au principe de l'obligation condamné par elle. 1^o Un système de M. Verhaegen (2) basant ses dispositions sur le *consentement présumé* de l'ouvrier qui pourrait toujours se décharger de l'assurance moyennant une simple déclaration. Cette formalité, d'après l'auteur du système, suffirait à garantir la liberté de l'ouvrier.

2^o Un système préconisé par M. Beauduin, (3) établissant une *taxe spéciale* à charge des patrons qui ne donnent pas à leurs ouvriers un certain salaire annuel (750 francs) ou n'interviennent pas en faveur de la retraite de leurs ouvriers.

La Commission fut ainsi amenée à prendre pour base de ses délibérations, les propositions suivantes de M. Beco.

(1) 2^{me} proposition de la Commission.

(2) M. Verhaegen. Avant-projet de loi sur les Retraites Ouvrières. Travaux des Membres, page 131.

(3) M. Beauduin. Proposition. Travaux des Membres, page 181. Séances du 20 Décembre 1898 et 30 Janvier 1899.

Propositions de M. Beco (1)

I. L'entrée en jouissance de la pension peut être fixée à 50, 55, 60 ou 65 ans au gré de l'affilié. En cas d'invalidité prématurée dûment constatée, survenant antérieurement à l'époque de l'entrée en jouissance de la rente, l'intéressé pourra être admis à jouir immédiatement de la pension acquise, réduite en proportion de son âge à ce moment.

II. Les versements pourront être faits à capital abandonné, ou bien à capital réservé, soit au profit des héritiers du bénéficiaire, soit au profit de ce dernier au moment de l'ouverture de sa pension.

III. Le subside de l'Etat sera toujours versé à capital abandonné. Il est acquis aux intéressés du moment que leurs versements individuels ne dépassent pas 20 francs par an et aussi longtemps que l'ensemble des versements effectués correspond à une rente qui ne dépasse pas 25 francs par mois.

IV. Le subside de l'Etat est fixé à 50 % au maximum du montant des versements individuels si ceux-ci sont effectués à capital abandonné et si l'entrée en jouissance de la rente est fixée à 65 ans.

Le subside de l'Etat est réduit en proportion 1° si les versements sont effectués à capital réservé 2° si

(1) M. Beco. Propositions. Travaux des Membres, page 459.

l'entrée en jouissance de la rente est fixée à un âge inférieur à 65 ans.

V. Tout membre d'une société mutualiste fondée en vue de l'affiliation à la Caisse générale de retraite sera admis à bénéficier de ce système.

En dehors des mutualistes, l'affilié devra prouver qu'il est ouvrier ou domestique salarié ayant un salaire inférieur à 6 francs par jour.

Puisse cet exposé de la thèse des partisans de l'obligation des versements et de la réplique des tenants de la liberté apporter quelque document au débat. Quant à nous, nous n'avons eu qu'un désir, celui de résumer la discussion avec impartialité. Nous n'avons pas pris parti et nous réservons notre opinion jusqu'au moment où, par une expérience de plusieurs années, la législation Belge aura prouvé l'efficacité ou l'insuffisance du système qu'elle a consacré. Pour nous, les arguments théoriques valent relativement peu de chose. La liberté résoudra-t-elle le problème ? Là est toute la question et le temps seul nous apportera une réponse définitive !

En attendant, nous allons constater que la législation belge a fait un très sérieux effort pour généraliser les retraites ouvrières par le système des *primes aux versements volontaires*.

CHAPITRE III

LA PRIME AUX VERSEMENTS VOLONTAIRES

Le législateur belge de 1900 s'est prononcé nettement en faveur du système de la *liberté des versements* dans l'organisation de la loi sur les retraites ouvrières. L'ouvrier reste libre d'effectuer des versements ou de ne pas en effectuer ; mais, s'il est assez prévoyant pour le faire, l'Etat le récompense et l'encourage en *majorant ses versements* d'une somme déterminée. Cette majoration du versement constitue la *prime*.

C'est donc en réalité le paiement de la prime aux versements volontaires qui constitue l'objet principal de la loi belge de 1900 et c'est sur son fonctionnement que nous devons insister pour donner une idée précise de cette législation à la fois si ingénieuse et si simple.

Mais avant d'entrer dans les détails, remarquons que le paiement d'une prime s'impose à tous les législateurs qui repoussent l'obligation des versements et le législateur belge ne pouvait s'y soustraire.

L'ouvrier, on ne peut le contester, car c'est un fait d'expérience, n'est guère porté à songer à ses vieux jours et à s'imposer des sacrifices actuels en vue de l'avenir. Pour l'amener à s'affilier, il faut, sinon l'y

contraindre, tout au moins l'y amener par l'appât de primes relativement élevées. Le système de la non-intervention absolue de l'Etat n'est plus guère soutenable. On peut avoir une tendance à réduire au minimum l'intervention de l'Etat dans la question des retraites, mais il faut bien constater que si les pouvoirs publics ne stimulent pas l'initiative privée on n'arrivera jamais à une solution satisfaisante. On ne peut donc en réalité concevoir que deux systèmes reposant sur des versements personnels de l'ouvrier : celui de l'obligation et celui de la liberté *subsidée*, c'est-à-dire des encouragements aux versements volontaires.

Ces encouragements ou primes peuvent être constitués de différentes manières : soit en ajoutant une somme fixe à la rente obtenue par les versements (comme dans la loi allemande, qui majore toute les retraites de 50 marks), soit en augmentant la pension pour lui faire atteindre un chiffre minimum (système de projets français), soit enfin, et c'est le système de la loi belge, en majorant chaque versement de l'ouvrier à la Caisse de Retraite.

La majoration annuelle des versements prévue par la loi Belge est de *0,60 par franc et par livret à concurrence de 15 francs versés*, c'est-à-dire que pour chacun des 15 premiers francs versés chaque année par l'ouvrier, l'Etat ajoute au livret une somme de 0.60 par franc. Si un ouvrier verse 6 francs, l'Etat ajoutera au livret $6 \times 0,60 = 3.60$. Mais à partir du quinzième franc, l'Etat cesse de majorer, ce qui porte le maximum de majoration à $0.60 \times 15 = 9$ francs par an.

Inspirés par une noble émulation, les autres “ Pouvoirs Publics ” : *Provinces et Communes*, ont voulu eux aussi imiter l'exemple de l'Etat et accorder des primes à la prévoyance volontaire.

C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier non seulement la prime de l'Etat, objet essentiel de la loi, mais aussi les primes des provinces et des communes.

Les primes des communes varient d'une commune à l'autre ; leur montant dépend de la générosité des collèges municipaux et de l'état de leurs finances. Il nous sera donc impossible de les étudier en détail.

Quant aux primes des provinces elle varient, il est vrai, mais leur fonctionnement devient de plus en plus stable et tend à se rapprocher de celui des primes de l'Etat. Nous pourrions en étudier les dispositions principales.

I

LES PRIMES DE L'ÉTAT

Dans toute loi sociale, il faut nécessairement distinguer la période d'exécution normale de la loi et la période initiale, désignée sous le nom de période transitoire, pendant laquelle des dispositions spéciales sont nécessaires pour assurer le sort des ouvriers déjà arrivés à un âge avancé au moment de la mise en vigueur de la loi. C'est ainsi que la prime accordée par l'Etat ne sera pas la même dans ces deux périodes. Nous étudierons donc séparément ces deux périodes,

La prime de l'Etat pendant la période normale

I. La loi de 1900 n'est que la *généralisation du système antérieur*.

Un des caractères intéressants de la loi belge, c'est qu'elle n'a apporté aucun changement fondamental au système de retraite existant au moment où elle fut votée. Elle n'a fait que généraliser, élargir des dispositions déjà en vigueur que nous croyons devoir rappeler.

Dès l'année 1891 (1) un crédit était inscrit au budget pour encourager l'affiliation à la Caisse de Retraite ; il atteignait 600.000 francs en 1900. Cette somme était partagée sous forme de primes d'encouragement aux sociétés mutualistes et servait à majorer les versements de leurs membres.

La prime présente donc, dès l'origine, le double caractère d'une majoration de versements et d'un encouragement à la mutualité. La société mutualiste était déjà considérée comme l'intermédiaire naturel entre la caisse de retraite et l'ouvrier.

Le crédit était employé à allouer

a) Un point par franc à concurrence de 12

(1). Chapitre premier, page 47.

b) Un point par tout livret mutualiste sur lequel était inscrit un versement de 3 francs. Le point était un facteur variable mais le Gouvernement tendait à en fixer définitivement la valeur à 0,60; il s'ajoutait au versement de l'intéressé et se confondait avec lui pour le calcul de la rente.

Le législateur de 1900 n'a fait que consacrer le système que nous venons de décrire. En effet, d'après les articles 5 et 12, le montant de l'intervention de l'Etat est fixé à 0,60 par franc et par livret pour les 15 premiers francs versés et à 2 francs pour chaque livret mutualiste sur lequel il a été versé une somme de 3 francs au moins dans l'année. C'est donc bien la consécration du système antérieur. Il est même intéressant de constater que tous les essais de modification de ce système antérieur à 1900 proposés au cours de la discussion de la loi tant devant la Commission que devant le Parlement furent repoussés, malgré les critiques qui ne lui furent pas ménagées. Les socialistes notamment, par l'intermédiaire d'un de leurs chefs, M. Denis, reprochaient au système des majorations proportionnelles aux versements de favoriser surtout les ouvriers qui peuvent verser des cotisations importantes, c'est-à-dire les ouvriers aux gros salaires. Ils proposaient de substituer aux primes proportionnelles le paiement d'une *majoration fixe* de toutes les pensions, quelle que soit l'importance des versements. (1)

Le grand défaut de ce système était de n'apporter

(1) M. Denis. Proposition. Travaux des membres, page 135.

aucun stimulant à l'épargne, l'ouvrier versant 1 franc touchait une prime aussi élevée que celui qui en versait 10 ou davantage.

Il est certain néanmoins que les ouvriers aux salaires peu élevés ont souvent beaucoup de peine à économiser les quelques francs qu'ils veulent verser à la Caisse de Retraite. Partant de ce principe que les premiers francs sont souvent les plus difficiles à épargner, on proposa de donner une prime plus élevée aux premiers francs versés. C'est ainsi que le subside de l'Etat aurait été élevé jusqu'à 100 p. c. sur les 6 premiers francs, 50 p. c. sur les 6 premiers francs suivants et 25 p. c. sur les 12 derniers (1).

Le Gouvernement craignit de compliquer la loi et d'exciter les ouvriers à se contenter des 6 francs majorés de 100 p. c. (2). Il repoussa donc ce barème dégressif tout au moins pour la période normale, bien que le principe lui parût équitable car nous verrons, en traitant des dispositions transitoires, que le Gouvernement adopta ce système de surprime aux premiers francs versés pour permettre aux ouvriers âgés d'acquérir une rente plus forte (3).

On prétendit aussi que les ouvriers à petit salaire ne peuvent obtenir qu'une pension dérisoire. Le reproche mérite d'être examiné car, s'il était justifié,

(1) 8^{me} proposition de la Commission.

(2) M. de Smet de Naeyer. Chambre des Représentants, année 1899-1900. Annales parlementaires, page 1376.

(3) Article 8.

il constituerait un argument redoutable contre la loi belge. Supposons un ouvrier qui gagne 2 francs par jour (1). S'il verse 1 p. c. de son salaire soit 0,02 par jour ou 0,14 par semaine et qu'il a commencé ses versements à 16 ans il obtiendra, d'après les tarifs de la Caisse, une rente d'environ 182 francs, soit 0,50 par jour, grâce à ses seuls versements, sans tenir compte de la prime. Comme l'ensemble des primes et subsides divers atteint souvent une somme égale au versement de l'ouvrier, la rente de 182 francs se trouvera doublée et portée à 364 soit environ 1 franc par jour (2). Or le service d'une *pension de 1 franc par jour* pour un versement au plus égal à 1 p. c. du salaire semble être le but auquel visent toutes les législations sociales. Il est donc inexact de prétendre que les ouvriers à faible salaire n'arrivent qu'à une pension dérisoire dans la législation belge.

II. — *Montant de la prime.*

Nous avons vu que la prime est de 0,60 par franc à concurrence de 15 francs versés (3). Quelques exemples en feront saisir l'importance.

Pour calculer le montant de la prime de l'Etat, il suffit de multiplier le versement par 0,60. C'est ainsi

(1) M. Verhaegen. Séance du 17 Février 1898.

(2) Un ouvrier de 16 ans, versant régulièrement 0.02 par jour, soit 7.30 par an, peut en réunissant les conditions de subsides les plus favorables, acquérir à 65 ans une rente dépassant 400 francs sauf les dispositions de l'article 6.

(3). Article 5.

que pour un versement de 3 francs, la prime sera de $3 \times 0,60 = 1,80$.

Tout affilié versant 3 francs recevra donc une prime de 1,80, qui s'ajoutera à ses 3 francs.

La somme sur laquelle la Caisse de Retraite calculera la rente s'élèvera de ce chef à $3 + 1,80 = 4,80$.

La prime n'étant accordée qu'aux 15 premiers francs ne peut dépasser $15 \times 0,60 = 9$ francs par an pour chaque titulaire de livret.

A cette subvention proportionnelle aux versements, nous avons vu que l'article 12 ajoute, au profit des sociétés mutualistes, *une prime de 2 francs* par livret contenant au moins 3 francs de versement. C'est une véritable prime à la mutualité. Les sociétés mutualistes peuvent disposer à leur gré de cette prime de 2 francs par livret et la faire entrer dans leur propre caisse. Mais l'usage s'est établi dès l'origine de porter purement et simplement cette prime de 2 francs au livret de l'ouvrier lui-même. Les rares sociétés qui n'agissent pas ainsi et qui ne portent pas intégralement cette somme au compte de leurs membres sont des sociétés qui ont des frais généraux considérables et qui se trouvent obligés d'attribuer à leur paiement une certaine partie de la prime de 2 francs.

Il serait donc souverainement inexact de prétendre, comme quelqu'un l'a fait au Congrès des Retraites Ouvrières du Musée Social à Paris, (1) que les sociétés

(1) Compte-rendu du Congrès National des Retraites Ouvrières par G. de Saint-Aubert pages 22 et 31. Maison de la Bonne Presse. Paris.

mutualistes font servir les primes de 2 francs à alimenter les caisses électorales.

Bien que la prime de 2 francs n'aille pas, en fait, à la Caisse de la société mutualiste, il n'en est pas moins vrai que cette prime est un encouragement accordé à la mutualité puisqu'elle institue en faveur des mutualistes une majoration spéciale par livret que ne reçoivent pas les déposants isolés. On a donc intérêt à s'inscrire dans une mutualité ; aussi le nombre des sociétés mutualistes et de leurs adhérents a-t-il augmenté dans des proportions considérables sous l'influence de la loi de 1900.

Si nous reprenons l'exemple cité plus haut d'un ouvrier ayant versé 3 francs, nous voyons qu'il faut ajouter à ces 3 francs les 2 francs de prime au livret mutualiste, ce qui fait monter le versement à 5 francs.

Par une faveur spéciale, la subvention de 0,60 porte aussi bien sur les 2 francs de prime que sur les 3 francs de versements, par dérogation au principe que les subventions des pouvoirs publics ne sont pas majorées, principe que l'on énonce en disant que « les pouvoirs publics ne se subsidient pas entre eux ».

Le compte de l'ouvrier précité s'établit donc comme suit :

Versement personnel	3
Prime au livret mutualiste	2
Prime de l'Etat ($5 \times 0,60$)	3
Total	8 francs.

Pour un versement personnel de 3 francs l'ouvrier mutualiste voit donc figurer sur son compte la somme de 8 francs comprenant 5 francs de subventions gouvernementales. Il était difficile d'être plus libéral.

On a même critiqué cette libéralité en ce qui concerne les versements supérieurs à 10 francs par an. On a dit que le législateur belge n'aurait pas dû majorer les versements compris entre 10 et 15 francs qui correspondent à des salaires relativement élevés. Nous verrons, en réponse à cette observation, en étudiant le champ d'application de la loi, que le législateur n'a pas voulu exclure du bénéfice des primes les petits employés, les petits cultivateurs, dont la situation est également intéressante et qui pourront plus facilement que l'ouvrier moyen prélever sur leurs budgets des versements de 10 à 15 francs.

2^o

La prime de l'Etat pendant la période transitoire

Les dispositions législatives que nous venons d'examiner s'appliquent aux personnes encore jeunes qui peuvent opérer un nombre de versements suffisant pour obtenir une pension d'une valeur appréciable. Mais à côté des plus jeunes, il y a les plus âgés que l'on ne peut pas punir d'être « *nés trop tôt* ». Il fallait chercher pour eux des mesures d'une efficacité plus

rapide et le législateur belge n'a pas manqué à ce devoir.

En examinant cette catégorie de travailleurs, on voit aussitôt qu'ils se divisent en deux classes : 1^o ceux qui ne peuvent plus rien faire au point de vue de la retraite, c'est-à-dire ceux qui ont 65 ans et plus ; 2^o ceux qui peuvent encore effectuer des versements mais qui, vu leur âge, ne pourront plus longtemps continuer leurs versements. C'est le cas des personnes dont l'âge se rapproche de 65 ans.

La loi de 1900 édicte des dispositions spéciales pour ces deux classes de travailleurs.

1^o *Travailleurs qui sont âgés de 65 ans.*

Il ne peut évidemment être question d'exiger des versements de cette catégorie de travailleurs qui ont atteint déjà l'âge légal d'entrer en jouissance de la rente. Les personnes composant ce groupe ne peuvent plus matériellement faire aucun effort au point de vue de la retraite ; on ne saurait songer à majorer leurs versements puisque ceux-ci sont impossibles. A leur égard, l'Etat n'a plus qu'un *devoir d'assistance* à remplir. C'est ce devoir qu'accomplit la loi de 1900 (1) en accordant une *allocation annuelle de 65 francs* à tout ouvrier âgé de 65 ans au 1^{er} Janvier 1901 et se trouvant dans le besoin. Nous étudierons cette allocation dans le chapitre spécial consa-

(1) Rapport sur les travaux de la Commission, page 224.

Article 9.

cré à la rente ; il s'agit en effet non pas d'une prime, mais d'une pension accordée sans que des versements préalables soient exigés.

2° Travailleurs âgés de moins de 65 ans et de plus 40 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Pour cette catégorie d'ouvriers, le nombre d'années de versement est d'autant plus réduit qu'ils sont plus près de l'âge de 65 ans. Ainsi par exemple un ouvrier ayant 40 ans pourra encore verser pendant 25 ans, un ouvrier de 45 ans pendant 20 ans, un ouvrier de 50 ans pendant 15 ans, etc.

Comment s'y prendre pour permettre à cette catégorie d'ouvriers d'obtenir une pension appréciable ? Il n'y avait qu'une solution et c'est celle qu'adopta le législateur belge : accorder une prime d'autant plus élevée que l'ouvrier était plus rapproché de l'âge de 65 ans au 1^{er} Janvier 1900. Pour atteindre ce but le législateur avait d'abord décidé (1) que pour les ouvriers de plus de 40 ans la prime de 0,60 pourrait être accordée non plus pour les 15 premiers francs versés mais pour les 24 premiers francs, c'est-à-dire pour 9 francs de plus. « La prime pourra ainsi atteindre la somme de 14,40 au lieu de 9 francs par tête et par an. » (2)

Mais cette faveur n'était pas de grande importance et ne pouvait d'ailleurs profiter qu'aux ouvriers ayant

(1) Article 8.

(2) Exposé des motifs, page 10.

la possibilité de pousser jusqu'à 24 francs le montant de leurs versements. C'est surtout aux ouvriers au salaire le plus faible qu'il fallait songer.

Cette lacune a été comblée par une réforme de la loi, en 1903, qui divise en trois classes les ouvriers âgés de plus de quarante ans (1) 1^o les ouvriers d'un âge compris entre 40 et 45 ; 2^o les ouvriers d'un âge compris entre 45 et 50 ; 3^o les ouvriers d'un âge supérieur à 50 ans. Pour tous ces ouvriers la prime est accordée jusqu'au 24^{me} franc versé ; mais par une faveur spéciale les 6 premiers francs reçoivent, à partir du 1^{er} Janvier 1903, non plus une prime de 0,60 mais une prime supérieure, fixée :

1^o pour les ouvriers de la 1^{re} classe à 1 franc par franc, soit 100 p. c.

2^o pour les ouvriers de la 2^{me} classe à 1,50 par franc soit 150 p. c.

3^o pour les ouvriers de la 3^{me} classe à 2 francs par franc, soit 200 p. c.

La prime de 0,60 reprend du 7^{me} franc au 24^{me}.

Prenons des exemples dans chacune de ces classes.

A. — *Personnes ayant atteint au 1^{er} Janvier 1900 un âge compris entre 40 et 45 ans.*

L'intéressé a effectué un versement de 24 francs ; son compte s'établit comme suit :

(1) Article 8 modifié et complété par la loi du 23 Août 1903.

1 ^o Versement	24
2 ^o Prime aux 6 premiers francs (6×1) =	6
3 ^o Prime aux 18 derniers francs ($18 \times 0,60$) =	10.80
4 ^o Prime au livret mutualiste	2
Total	42.80

Les 2 francs de prime mutualiste ne sont pas majorés, car en s'ajoutant au versement ils lui font dépasser la limite des 24 francs subsidiés. L'ouvrier aurait pû réduire son versement de cette somme soit

1 ^o Versement	22
2 ^o Prime au livret mutualiste	2
3 ^o Prime au 6 premiers francs (6×1) =	6
4 ^o Prime aux 18 derniers francs ($18 \times 0,60$) =	10.80
Total	40.80

Pour un versement personnel de 22 francs la somme inscrite au compte de l'ouvrier montera du fait de l'Etat à 40.80 ; soit en fait 18.80 de subsides divers ; dont 16.80 de primes au versement.

B. — Personnes ayant atteint au 1^{er} Janvier 1900, un âge compris entre 45 et 50 ans.

L'intéressé effectue un versement de 22 francs son compte s'établit de la façon suivante :

1 ^o Versement	22
2 ^o Prime au livret mutualiste	2
3 ^o Prime aux 6 premiers francs (6×1.50) =	9
4 ^o Prime aux 18 derniers francs (18×0.60) =	10.80
Total	43.80

La somme de 43.80, correspondant à un versement de 22 francs, contient 21.80 de subsides dont 19.80 de primes au versement.

C. — Personnes ayant dépassé, au 1^{er} Janvier 1900, l'âge de 50 ans.

L'intéressé effectue un versement de 22 francs ; son compte s'établit comme suit :

1 ^o Versement	22
2 ^o Prime au livret mutualiste	2
3 ^o Prime aux 6 premiers francs (6×2) =	12
4 ^o Prime aux 18 derniers francs (18×0.60) =	10.80
Total	46.80

Il sera donc inscrit à son compte, pour un versement personnel de 22 francs une somme de 46.80. L'ensemble des subsides dépasse le versement et la prime au versement atteint 22.80.

C'est par cette échelle progressive de primes pour

les 6 premiers francs que le législateur belge a permis aux ouvriers les plus âgés d'obtenir une pension appréciable. Le tableau suivant, qui nous donne, pour chaque année écoulée, depuis la mise en vigueur de la loi, le total (1) des primes accordées aux versements par l'Etat belge nous permet d'en apprécier l'importance et de remarquer la progression constante de ces primes et par conséquent des versements qui y donnent lieu.

Années (2)	Primes
1900	1.089.226
1901	1.752.030.20
1902	2.211.934 80
1903	3 274.972.20
1904	3.518 333.40
1905	3 762 474.30
1906	4.009.467 (3)

(1) Le tableau comprend le total des primes aux versements, attribuées aux trois catégories d'affiliés de la Caisse de Retraite : affiliés mutualistes, directs et militaires ; sans faire entrer en ligne de compte le total des subventions de 2 francs.

(2) L'année envisagée est, ici, l'année du versement et non l'année de l'attribution de la prime qui suit toujours celle du versement. Le tableau fait correspondre le montant des primes avec l'année des versements qui ont donné lieu à ces primes.

(3) Les chiffres de 1903 sont encore susceptibles de modification dans une faible mesure.

Après avoir examiné les primes de l'Etat et constaté leur importance, nous allons étudier les primes des Provinces qui viennent comme nous l'avons vu, s'ajouter aux primes de l'Etat.

II

PRIMES DES PROVINCES (1)

Les différentes provinces belges se font un devoir d'aider leurs habitants à se constituer une rente de vieillesse.

La législation provinciale fut, dans les premières années d'application de la loi de 1900, assez indécise quant à la quotité de la prime et aux conditions à remplir pour l'obtenir. Elle arriva néanmoins dès 1904 à une plus grande fixité. Il est permis d'espérer, d'après l'évolution des dispositions antérieures, que chacun des textes arrêtés par les différentes provinces ne subira plus d'autres modifications que celles qui pourraient le ramener à un type uniforme le rapprochant davantage des dispositions générales édictées par la loi de 1900.

Province d'Anvers

1^o Les primes sont calculées par affilié à raison de

(1) Compte-rendu de la Caisse de Retraite, année 1905, pages 215 et suivantes.

0,10 par franc versé jusqu'à concurrence de 15 ou 24 francs au maximum selon l'âge des affiliés ;

2° Il n'y a pas d'autres exclusions que celles prévues par la loi de 1900 ;

3° Les primes provinciales sont versées à capital abandonné.

Province de Brabant

1° Des primes annuelles d'encouragement sont accordées, dans les conditions déterminées ci-après, aux personnes de nationalité belge, domiciliées dans la province, qui, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste, sont assurées à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'Etat.

2° Ces primes sont calculées sur le montant des versements effectués au cours de l'année précédant l'exercice budgétaire, soit par l'assuré, soit par des tiers, à capital abandonné ou à capital réservé au profit de l'assuré, de son conjoint ou de ses héritiers. La prime est toujours versée à capital abandonné.

3° Pour la répartition du crédit provincial, il est accordé sur les 6 premiers francs versés :

4 points par franc aux affiliés nés avant le 1^{er} janvier 1850

3 points par franc aux affiliés nés de 1850 à 1854

2 points par franc aux affiliés nés de 1855 à 1859

1 point par franc aux affiliés nés après 1859.

Le crédit provincial est réparti entre les affiliés au prorata des points ainsi obtenus.

4° Sont exclus de la répartition :

a) Les titulaires de livrets renfermant des versements effectués par eux dont le montant s'est élevé, au cours de l'année, à plus de 60 francs, s'ils paient en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'Etat, une somme d'au moins :

50 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

60 francs dans les communes de 25.000 à 50.000 habitants ;

70 francs dans les communes de 50.000 habitants et plus.

b) Les fonctionnaires, agents, employés et toutes les personnes salariés par les pouvoirs publics qui ont droit à une pension de retraite.

c) Les titulaires d'un livret contenant un ensemble d'inscriptions suffisant pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 francs.

Pour établir ce maximum, les versements à capital réservé sont censés avoir été faits à capital abandonné et l'entrée en jouissance des rentes est réputée avoir été fixée uniformément à 65 ans.

5° Les versements effectués au moyen de subsides des pouvoirs publics ne sont pas pris en considération pour le calcul des primes.

Les dispositions de la loi du 10 Mai 1900 relatives à l'entrée en jouissances des rentes, sont rendues applicables à celles constituées avec le concours des primes provinciales.

6° Les assurés qui désirent participer à la répartition de la prime provinciale en feront la demande à

l'administration communale qui la transmettra à la députation permanente avant le 1^{er} Mai de chaque année. Toute demande tardive sera considérée comme non avenue.

Les sommes allouées seront ordonnancées au nom de M. le Directeur général de la Caisse d'Epargne et de Retraite pour être par ses soins inscrites au livret des assurés, conformément au tableau de répartition arrêté par la Députation Permanente.

Province de Flandre Occidentale

1^o Une prime de 0,30 par franc jusqu'à douze est allouée aux mutualistes qui font des versements à la Caisse de Retraite.

Il est tenu compte au participant, en dehors des versements effectués par lui-même, des sommes versées à son profit, soit par son patron ou par une tierce personne, soit par la mutualité à l'aide des fonds de la société.

Les versements provenant de la répartition des subsides octroyés par le Gouvernement, par la province, ou par les communes et par les établissements publics de bienfaisance, ne sont pas pris en considération pour la supputation des primes provinciales.

Il en est de même des versements effectués au moyen des subventions de 2 francs allouées par l'Etat aux mutualités pour chaque livret sur lequel une somme de 3 francs au moins a été inscrite dans le courant de l'année précédente.

2^o Sont déchus du droit aux subsides de la province

les mutualistes dont le versement personnel dépasse 60 francs pour l'année entière.

3° Il est alloué une surprime de 0,20 par franc jusqu'à 12 francs aux mutualistes non aisés qui au 1^{er} Janvier 1901 étaient âgés de 50 ans au moins et de 55 au plus.

Il est alloué également une surprime de 0,15 par franc jusqu'à 12 francs aux mutualistes non aisés qui ont accompli au 1^{er} Janvier 1901 leur 40^{me} année. Les intéressés jouiront de ces surprimes jusqu'à l'âge fixé pour leur pension. Les surprimes sont majorées de 0,05 quand elles comprennent une fraction de décime.

Sont considérés comme non aisés ceux qui ne paient pas plus de 10 francs de contributions, patentes comprises, au profit de l'Etat, dans les communes non émancipées et ceux qui ne paient pas plus de 20 francs en impôts de la même nature, dans les villes et communes émancipées.

4° Les primes et surprimes provinciales sont versées à capital abandonné.

5° Les primes de la province ne sont plus allouées aux mutualistes du moment que la pension acquise s'élève à 360 francs. Ce maximum est calculé d'après les règles fixées par la loi du 10 Mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

6° Sont exclus de la jouissance des primes provinciales les agents du Gouvernement qui ont droit à une pension de retraite. Toutefois les ministres du culte ne sont pas considérés comme agents de l'Etat au regard de cette disposition.

7° Les primes vacantes, notamment celles allouées à des personnes qui, à l'époque de la liquidation, sont décédées ou se sont fait rembourser leur livret ; celles dont les bénéficiaires sont privés à la demande des mutualités, par application des statuts de la société, et toutes autres qui, pour l'un ou l'autre motif ne pouvant pas être employées à leur destination doivent faire retour à la province.

8° Les primes provinciales revenant aux mutualistes au moment de l'entrée en jouissance de leur pension et non liquidées au moment de la création du brevet de rente sont portées par anticipation à leur livret et entrent en ligne de compte pour la fixation de leur rente.

La restriction stipulée par le dernier paragraphe du numéro ci-dessus n'est pas applicable au calcul de ces primes anticipatives.

9° Dans tous les cas non prévus par les dispositions qui précèdent, il y a lieu d'appliquer les règles tracées par la loi sur les pensions de vieillesse.

Province de Flandre Orientale

A. — Un premier crédit s'élevant à 45.000 francs est réparti de la façon suivante entre les affiliés à la Caisse de Retraite ayant atteint l'âge de 40 ans au 1^{er} Janvier 1900 et qui au 1^{er} Janvier 1901 n'ont pas atteint l'âge de 55 ans (personnes nées à partir de 1846 jusque et y compris 1859).

1. Un point est accordé pour chacun des 4 premiers francs versés par l'affilié l'année précédente, au moyen

des fonds autres que ceux alloués par les pouvoirs publics.

2. La valeur du point n'est pas inférieure à 0.50 et ne peut dépasser 2 francs.

3. Si, à raison de l'accroissement du nombre des affiliés à la Caisse de Retraite, la valeur du point descendait en dessous de 0.50, la Députation Permanente aurait le droit d'exclure de la répartition les personnes les moins âgées, en relevant l'âge de la participation.

4. Cesse de jouir de la prime, tout affilié à la Caisse de Retraite qui, par ses versements personnels à capital abandonné, joints aux subsides des pouvoirs publics, s'est constitué pour l'âge fixé par lui, une rente de 100 francs, ainsi que celui qui par ses versements à capital réservé s'est constitué un capital de 250 francs.

B. — Un crédit de 10,000 francs est consacré à l'octroi d'un encouragement à toute personne qui au cours de l'exercice précédent a obtenu son affiliation à la Caisse de Retraite par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue. Ce subside est partagé entre tous les intéressés, au prorata de leur nombre, sans que la part revenant à chacun d'eux puisse dépasser 2 francs.

C. — Un crédit de 10.000 fr. est réparti entre toutes les mutualités de retraite de la province, officiellement reconnues, au prorata du nombre de leurs membres que ceux-ci jouissent ou non des subsides de la province. Le montant du subside ne peut dépasser 100 francs par société.

D. — Sont assimilées aux personnes ayant effectué des versements à la Caisse de retraite, celles qui ont contracté un emprunt avec stipulation d'assurance mixte sur la vie, par l'intermédiaire d'une société de prêts pour la construction de maisons ouvrières. Il leur est alloué les primes suivantes :

1^o Une prime valant au minimum 2 francs, à la création de leur police d'assurances ;

2^o Une prime qui peut atteindre 1 p. c. de la valeur assurée, avec maximum de 8 francs, si elles satisfont aux conditions d'âge exigées des personnes qui participent à la répartition du subside de 45,000 francs.

Les primes sont versées au profit des assurés sur un livret de retraite. Elles ne peuvent être cumulées entre elles, ni avec celles qui leur seraient dues par la province du fait des versements faits par eux personnellement à la Caisse de Retraite.

Un subside de 1.000 francs est porté annuellement à cet effet au budget de la province.

E. — Les primes provinciales sont versées à capital abandonné.

Province du Hainaut

Les personnes domiciliées dans le Hainaut et qui ont effectué pendant l'année 1905 des versements à la Caisse de Retraite ont droit à des primes provinciales dans les conditions suivantes.

1^o Des primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse sont accordées par la province à toutes les personnes

assurées à la Caisse générale de Retraite à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 francs pour l'année entière et qu'elles ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion prévus par l'article suivant.

2° Sont exclues du bénéfice de ces primes, les personnes qui paient en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'Etat une somme d'au moins :

25 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

30 francs dans les communes de 10.000 à 25.000 habitants ;

35 francs dans les communes de 25.000 à 50.000 habitants ;

40 francs dans les communes de 50.000 habitants et plus.

L'exclusion d'une personne entraîne celle de son conjoint et de ses enfants habitant avec elle.

Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension en vertu des lois et règlements qui les régissent ne peuvent prétendre aux primes d'encouragement.

3° Pour être admis au bénéfice des primes il faut :

a) Être belge et domicilié dans le Hainaut.

b) Avoir fait des versements pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.

Sont seuls pris en considération, pour l'allocation des primes, les versements strictement personnels, à l'exclusion de tous autres versements opérés au profit des titulaires soit par les sociétés, soit par des tiers, soit par les pouvoirs publics.

4° Les versements servant de base à l'attribution des primes peuvent être effectués indifféremment à capital abandonné ou à capital réservé.

Les interventions de la province sont toujours versées à capital abandonné.

L'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 jusqu'à 65 ans.

5° Le montant de la prime annuelle est calculé chaque année proportionnellement au nombre de francs subsidiables et d'après les bases ci-après.

Il est accordé :

a). Un point par franc et par livret jusqu'à concurrence de 12 francs aux affiliés âgés de moins de 40 ans au 1^{er} Janvier 1900 ;

b) Deux points par franc et par livret jusqu'à concurrence de 12 francs aux affiliés âgés de 40 à 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

c) Trois points par franc jusqu'à concurrence de 12 francs aux affiliés âgés de plus de 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

6° L'assuré est admis au bénéfice des primes jusqu'à ce que l'ensemble des sommes inscrites sur son livret suffise pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 francs.

Province de Liège

La répartition des primes aux affiliés de la Caisse de Retraite se fera désormais de la manière suivante :

1^o Un point par franc versé jusqu'à concurrence de 24 francs aux affiliés âgés de 40 à 45 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Deux points par franc versé jusqu'à concurrence de 24 francs aux affiliés âgés de 45 à 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Trois points par franc versé jusqu'à concurrence de 24 francs aux affiliés âgés de plus de 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

2^o Pour les livrets comportant des versements à capital réservé, il ne sera attribué qu'un nombre de points égal à la moitié des chiffres ci-dessus.

3^o Les affiliés devront, pour jouir des primes, réunir les conditions requises pour l'obtention des primes de l'Etat.

Province de Limbourg

1^o Les primes accordées aux sociétés mutualistes reconnues qui affilient leurs membres à la Caisse de Retraite sont réparties à raison des versements personnels effectués par les membres des mutualités domiciliés dans la province pendant l'année qui précède celle de la répartition.

Sont assimilés aux versements personnels, les versements opérés au profit du titulaire par la Société mutualiste reconnue dont il est membre ou par une tierce personne.

2^o Il est accordé une prime de 0.50 par franc pour les 6 premiers francs versés par l'affilié, soit à capital abandonné, soit à capital réservé, au profit des mem-

bres ou de leurs héritiers. La valeur du point peut être réduite proportionnellement dans le cas où le montant des primes dépasserait le crédit provincial.

3° Ne donnent droit à aucune prime les sommes versées en faveur d'affiliés dont le livret comporte une rente annuelle et viagère de 360 francs. Ce maximum est déterminé en supposant que tous les versements effectués depuis le 1^{er} Janvier 1900 ont été faits à capital abandonné pour acquisition de rentes prenant cours à 65 ans.

4° Les sommes allouées à chaque société sont ordonnancées au nom de Monsieur le Directeur général de la Caisse Générale d'Epargne et de retraite chargé d'en faire inscrire le montant aux livrets des affiliés d'après le tableau dressé par la société intéressée.

5° Les primes sont toujours versées à capital abandonné.

Province de Luxembourg

1° Les primes provinciales sont réparties entre les sociétés en tenant compte des points dont elles peuvent se prévaloir.

2° Les sociétés mutualistes ont droit à un nombre de points égal à la somme des cotisations annuelles payées par chacun des membres effectifs, jusqu'à concurrence de 6 francs.

3° Les affiliés aux sociétés de maisons ouvrières ont droit à un point par chacun des 6 premiers francs versés par eux à la Caisse d'assurances sur la vie.

4° Un point est attribué aux membres des sociétés de retraite pour chaque franc versé par eux à leur livret jusqu'à concurrence de 6 francs annuellement.

5° La valeur du point résulte de la division du crédit de 15.000 francs par la totalité des points des trois groupes sus-énoncés.

6° La prime allouée aux sociétés de secours mutuels sera versée à leur caisse de réserve. Celle des autres sociétés sera affectée à l'acquisition de pensions de vieillesse et versée à capital abandonné ou à capital réservé.

7° Pour être comprises dans la répartition les sociétés devront faire parvenir à l'Administration provinciale avant le 1^{er} avril une demande accompagnée

1° D'un exemplaire de leurs statuts.

2° D'une copie de leurs comptes pour l'exercice écoulé.

3° Du calcul des points qu'elles peuvent s'attribuer, établi sur la formule qui leur sera procurée.

8° Ne seront admises parmi les sociétés mutualistes que celles

a) Dont les dépenses sont habituellement couvertes par le produit des recettes ordinaires.

b) Qui comptent au moins 20 membres pour une circonscription de 1000 habitants ; 30 membres pour une circonscription de 1000 à 2000 habitants et 50 membres pour une circonscription de plus de 2000 habitants.

9° Seront exclus de la répartition les membres des sociétés de retraite ou de maisons ouvrières ;

- a) Qui ont acquis une pension de 360 francs ;
 - b) Les adultes âgés de 16 ans qui paient par eux-mêmes ou leurs auteurs 60 francs de contributions au profit de l'Etat ;
 - c) Les agents de l'Etat, de la province et des communes qui ont droit à une pension ;
 - d) Les membres qui n'ont pas effectué dans le courant de l'année, à leur livret, un versement minimum de 3 francs.
- 10° Les sociétés qui induiront volontairement en erreur l'administration provinciale pourront être privées désormais de toute allocation.

Province de Namur

Les primes provinciales sont réparties entre les sociétés mutualistes reconnues ayant leur siège dans la province et entre les sociétés agréées par la Députation Permanente qui, ayant leur siège établi en dehors de la province, auraient organisé une section spéciale des membres habitant la province.

Le montant de la prime annuelle est fixé à 0,20 par franc et par livret à concurrence de 15 francs versés.

Tout titulaire d'un livret qui à la date du 1^{er} Janvier 1900 avait 40 ans accomplis ou plus touche la prime à concurrence de 24 francs versés.

L'intervention provinciale est limitée à 80.000 francs et, le cas échéant, la prime est réduite au quotient de 80.000 francs par le nombre de francs à subsidier.

Les primes de la province sont versées à capital abandonné.

Le total des primes provinciales parvenues à la Caisse de Retraite s'est élevé à 509.866,58 en 1904 et à 527.490,42 en 1905 ; il se décompose de la façon suivante :

	1904	1905
Anvers	38.359	40.780,42
Brabant	77.101,10	79.833,50
Flandre occidentale	105.756	119.645,60
Flandre orientale	53.483	54.049,50
Hainaut	119.000	118.000
Liège	21.010,90	20.189,40
Limbours	15.000	15,000
Namur	80.156,58	19.992 (1)

Nous remarquons que les primes de la Province de Luxembourg ne sont pas relevées dans ce tableau. La raison en est que cette province continue à attribuer ses subsides aux sociétés mutualistes de retraite qui en font elles-mêmes la répartition, tandis que les autres provinces versent leurs primes directement à la Caisse de Retraite à capital abandonné suivant en cela le système adopté par l'Etat pour l'attribution de ses primes.

Un certain nombre de villes et de communes accordent des primes d'encouragement aux personnes affiliées à la Caisse de Retraite ; on peut citer entre autres : Liège, Verviers, Bruges, Ypres, Ostende,

(1) Compte rendu de la Caisse de Retraite, année 1904, page 132 ; année 1905, page 108.

Lierre, Ixelles, etc. Ces communes sont particulièrement nombreuses dans la Flandre Occidentale. Viennent ensuite les communes des Provinces de Hainaut, de Liège, de la Flandre Orientale, etc.

III

LE CALCUL DES PRIMES

L'étude que nous venons de faire nous donne tous les éléments nécessaires pour calculer la somme totale produite par un versement personnel déterminé. Nous savons que cette somme peut comprendre :

- 1° Le versement personnel ;
- 2° Une prime de 2 francs accordée par l'Etat à chaque livret mutualiste ;
- 3° Une prime de l'Etat proportionnelle au versement ;
- 4° Une prime provinciale ;
- 5° Une prime communale.

Il nous sera donc facile de déterminer la somme totale à laquelle donne lieu un versement personnel, en envisageant les divers catégories d'affiliés qui peuvent bénéficier des primes.

Etant donnée la grande diversité que présente l'intervention provinciale et communale et pour ne pas compliquer outre mesure les exemples choisis, nous tiendrons compte d'une prime provinciale uniforme de 0.15, d'une prime communale de 0.05, soit

un subside total de 0.20 représentant les deux primes et nous supposons que ce subside est attribué dans les mêmes conditions que la prime de l'Etat. (1)

I. — Affilié âge de moins de 40 ans au 1^{er} Janvier 1900.

1^o Versement de 3 francs.

Nous tenons compte d'un subside de 2 francs, d'une prime de l'Etat de 0.60 par franc ; d'un ensemble de primes provinciales et communales de 0.20, soit :

$$3 + 2 + (5 \times 0.60 = 3) + (5 \times 0.20 = 1).$$

$$3 + 2 + 3 + 1 = 9.$$

La somme qui déterminera la rente sera de 9 francs, pour un versement initial de 3 francs ;

2^o Versement de 13 francs.

Nous tenons compte des mêmes éléments de calcul soit :

$$13 + 2 + (15 \times 0.60 = 9) + (15 \times 0.20 = 3).$$

$$13 + 2 + 9 + 3 = 27.$$

Le total du versement et des primes atteint 27 francs.

II. — Affilié âgé de 40 à 45 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Nous tenons compte d'un versement de 22 francs ; d'un subside de 2 francs ; d'une prime de l'Etat de 100 p. c. sur 6 francs et de 0.60 sur 18 ; d'un ensemble de primes provinciales et communales de 0.20, soit :

(1) Province de Namur, Province et commune d'Anvers.

$22 + 2 + (6 \times 1 = 6) + (18 \times 0.60 = 10.80) + (24 \times 0.20 = 4.80).$

$22 + 2 + 6 + 10.80 + 4.80 = 45.60.$

Le total du versement et des primes atteint 45.60.

III. — Affilié âgé de 45 à 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Nous tenons compte d'un versement de 22 francs, d'un subside de 2 francs, d'une prime de l'Etat de 150 p. c. sur 6 francs et de 0.60 sur 18, d'un ensemble de primes provinciales et communales de 0.30, soit :

$22 + 2 + (6 \times 1.50 = 9) + (18 \times 0.60 = 10.80) + (24 \times 0.20 = 4.80).$

$22 + 2 + 9 + 10.80 + 4.80 = 48.60.$

Le total du versement et des primes atteint 48.60.

IV. — Affilié âgé de plus de 50 ans au 1^{er} Janvier 1900.

Nous tenons compte d'un versement de 22 francs, d'un subside de 2 francs, d'une prime de l'Etat de 200 p. c. sur 6 francs et de 0.60 sur 18, d'un ensemble de primes provinciales et communales de 0.20, soit :

$22 + 2 + (6 \times 2 = 12) + (18 \times 0.60 = 10.80) + (24 \times 0.20 = 4.80.)$

$22 + 2 + 12 + 10.80 + 4.80 = 51.60.$

Le total du versement et des primes atteint 51.60.

On voit par ce qui précède que le calcul des primes est très facile ; il suffit de posséder une instruction très élémentaire pour pouvoir déterminer soi-même le montant des primes auxquelles on a droit.

Nous allons examiner maintenant à quelles conditions on peut bénéficier des primes dont nous venons de déterminer le montant.

CHAPITRE IV

LES CONDITIONS REQUISES POUR AVOIR

DROIT A LA PRIME

Lorsque la Commission des Retraites ouvrières voulut déterminer le champ d'application de la loi, un long débat s'éleva en vue de spécifier les situations dignes d'intéresser l'Etat. Poussée par le désir très légitime d'appliquer le plus exactement possible les subsides de l'Etat aux plus nécessiteux, la Commission avait admis que les subsides devaient aller aux catégories suivantes :

a) Les ouvriers, les domestiques ainsi que les cultivateurs et les artisans qui travaillent pour leur compte sans l'aide régulière de plus d'un ouvrier salarié, que ces diverses catégories de personnes soient affiliées à la Caisse directement ou par l'intermédiaire d'une société mutualiste de retraite.

b) Tous ceux qui font partie d'une société mutualiste constituée en vue de l'assurance contre la maladie, sous la condition que la cotisation destinée au service d'assurance contre la maladie ne dépasse pas 2.50 par mois,

c) Les petits employés dont le traitement est de 2,000 francs au maximum, à condition qu'ils fassent partie d'une société mutualiste de retraite. (1)

Le Gouvernement inspiré d'idées plus larges et plus soucieux d'éviter les frais administratifs considérables qu'entraîne une classification professionnelle et la vérification de la qualité des intéressés que d'empêcher la petite bourgeoisie de profiter des primes (2) décida de distribuer ses subsides à « *toute personne* » qui remplirait des conditions déterminées dont la plus importante est de ne pas avoir une certaine situation de fortune.

Ce terme « *personne* », plus général que celui de la Commission, plus général que le terme « ouvrier » dont le Gouvernement se servit dans la suite pour qualifier les bénéficiaires de l'allocation de 65 francs, désigne aussi bien le petit bourgeois, le petit employé que le manœuvre ou l'ouvrier des champs. Il montre le souci du législateur de faire bénéficier des avantages de la loi tous ceux que la fortune ne met pas trop manifestement en dehors de la foule des nécessiteux.

La femme mariée autorisée de son mari ou du juge de paix, le mineur autorisé de son tuteur, peuvent faire des versements susceptibles de la prime, s'ils réunissent les conditions exigées.

(1) 4^{me} proposition de la Commission.

(2) Discours de M. de Smet de Naeyer à la Chambre des Représentants. Annales Parlementaires, année 1899-1900 page 1363.

Se basant sur les considérations qui viennent d'être énoncées, le législateur décida que les personnes qui désirent profiter des primes de l'Etat doivent réunir les conditions suivantes que nous allons envisager successivement.

1^o *Etre Belge* et avoir une résidence en Belgique.

2^o *Etre âgé de 16 ans* accomplis à moins que l'affiliation n'ait lieu par l'intermédiaire de sociétés mutualistes reconnues.

3^o *Ne pas avoir droit à une pension* en qualité d'agent de l'Etat.

4^o Posséder un *livret* de la Caisse générale de Retraite.

5^o Remplir les conditions déterminées par la loi relativement à la *fortune et à la parenté*.

6^o Avoir fait des *versements* sur le livret.

I

**Etre Belge et avoir une résidence en
Belgique (1)**

Il a semblé légitime au législateur de réserver en principe le bénéfice d'une loi telle que la loi sur les pensions de vieillesse aux nationaux et même de ne

(1) Article 3 par. 1.

pas les accorder à ceux qui en s'expatriant cessent de contribuer sur le sol belge comme les autres citoyens à la prospérité publique. (1)

1°

Nationalité

La loi se borne à émettre le principe de nationalité sans déterminer de procédure spéciale pour l'établir.

Nous aidant des règles ordinaires du droit civil, ainsi que des quelques principes énoncés dans les arrêtés royaux et circulaires ministérielles qui se rapportent à la question des retraites, nous pouvons indiquer les dispositions suivantes :

1° La qualité de Belge se constate par la production des actes d'Etat-Civil ou de naturalisation comme en matière électorale. (2)

L'inscription sur une liste électorale suffirait pour prouver la nationalité d'un électeur ; cette inscription en effet ne pouvant être faite qu'après que le requérant a établi sa qualité de Belge peut servir elle-même de preuve.

2° Sont assimilés aux Belges les étrangers qui ont obtenu la naturalisation ou réclamé la qualité de

(1) Exposé des motifs page 7. Rapport du Chevalier Descamps au Sénat. Séance du 5 Mai 1900.

(2) Arrêté royal du 30 Décembre 1902.

Belge conformément à l'article 9 du Code Civil. (1)
Ces opérations nécessitant une loi, le numéro du Moniteur où cette loi est promulguée établira la preuve.

Les enfants d'étrangers naturalisés, nés postérieurement à la naturalisation du père, sont belges.

3° Les personnes nées en Belgique d'un étranger qui ont réclamé la nationalité belge dans l'année qui suit leur majorité ou dès l'âge de 18 ans, moyennant le consentement du père, de la mère ou de l'ascendant, sont Belges. (2)

4° Tout enfant né d'un Belge, même à l'étranger, est Belge (3).

L'enfant né de parents l'un Belge, l'autre étranger suit la condition du père.

5° L'étrangère qui aura épousé un Belge suivra la condition de son mari ; elle conserve cette qualité après le décès du mari, si elle continue à résider en Belgique (4).

6° La femme Belge qui épouse un étranger devient étrangère par son mariage ; elle recouvre sa qualité de Belge au moment du décès de son mari pourvu qu'elle réside en Belgique à cette époque ou qu'elle y rentre ultérieurement avec l'autorisation du Roi en déclarant qu'elle veut s'y fixer (5).

(1) Circulaire du 10 Janvier 1902

(2) Code Civil article 9.

(3) Code Civil, art. 10.

(4) Circulaire du 10 Janvier 1902.

(5) Circulaire du 10 Janvier 1902.

Etrangers assimilés aux Belges par la loi du 10 mai 1900.

Sont admis au bénéfice des primes les étrangers ayant depuis 10 ans leur résidence en Belgique et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges (1).

A la Chambre des Représentants, M. Denis proposa d'assimiler purement et simplement aux Belges les étrangers résidant en Belgique pour la raison que ces étrangers participent au développement de la prospérité nationale ainsi qu'aux charges de l'Etat, ils supporteront du reste une partie du fardeau de la loi présente (2).

En vue de donner satisfaction dans la mesure disponible à ces réclamations, le Gouvernement fit adopter, sous forme d'amendement, les dispositions relatives aux étrangers que nous venons de rappeler.

Deux conditions sont donc exigées pour que ces étrangers soient assimilés aux citoyens Belges au point de vue des primes de l'Etat : 1° *une résidence* d'une certaine durée, 2° l'application du principe de *réciprocité internationale*. Il faut en effet que les Etats dont ces étrangers sont les nationaux admettent les Belges à bénéficier de retraites de vieillesse dans leurs pays respectifs.

Deux pays seulement accordent aux Belges des droits au point de vue de la retraite et peuvent récla-

(1) Article 3 par. 4.

(2) Annales parlementaires : année 1899-1900, pages 1368 et suivantes.

mer l'application de ce principe de réciprocité internationale en faveur de leurs nationaux, ce sont l'Allemagne, et le canton suisse de Neuchâtel (1).

Les étrangers qui veulent bénéficier de cette disposition doivent joindre à leur demande un certificat de l'Autorité communale établissant leur nationalité et leur résidence (2).

2°

Résidence

Le législateur belge a voulu ajouter à la nationalité une obligation de résidence, refusant le bénéfice des primes à ceux qui, en s'expatriant, cessent de contribuer sur le sol belge à la prospérité publique.

Est considéré comme ayant une résidence en Belgique celui qui possède dans le royaume depuis un an au moins son *domicile réel* ou son *principal établissement* (3).

Cette résidence peut se prouver par un certificat de l'Administration communale ou d'autres pièces établissant nettement que la condition est remplie.

Les personnes résidant à l'étranger ne peuvent pas prétendre aux primes de l'Etat. Il n'y a aucune tolé-

(1) Circulaire du 10 Janvier 1902.

(2) Arrêté royal du 15 Décembre 1903.

(3) Arrêté royal du 30 Décembre 1902, art. 3.

rance en ce qui concerne les Belges résidant près de la frontière, en territoire étranger, qui effectuent des versements à la Caisse de Retraite par l'intermédiaire d'une Société mutualiste établie en Belgique (1). Il en est autrement des nombreux ouvriers agricoles, briquetiers, manœuvres, etc., qui travaillent à l'étranger une partie de l'année, mais ont en Belgique depuis un an et plus soit leur domicile réel, soit leur principal établissement.

La perte de la résidence en Belgique n'entraînerait pas la perte des primes antérieurement acquises grâce au système du livret individuel.

En toute hypothèse l'intéressé conserve son droit sur la rente afférente aux versements inscrits sur son livret et par conséquent à la prime qui a contribué à l'établir.

Les Allemands et les Suisses du canton de Neuchâtel jouissent de la prime sous la condition spéciale d'une résidence plus longue. L'article 3 exige en effet de cette catégorie d'assurés qu'ils aient en Belgique une *résidence de 10 années* montrant par là que la Belgique est devenue leur pays d'adoption. Ils auront de plus pendant ce laps de temps contribué aux charges que la loi de retraite impose à tous les citoyens.

II

Etre âgé de 16 ans accomplis à moins que

(1) Circulaire du 10 Janvier 1902.

l'affiliation n'ait lieu par l'intermédiaire de Sociétés mutualistes reconnues (1).

L'âge de 16 ans est généralement considéré comme celui où l'ouvrier commence à gagner un salaire régulier.

« C'est aussi l'âge où la loi belge autorise le mineur
« à retirer sur sa seule signature, sauf opposition de
« son tuteur, les sommes déposées par lui à la Caisse
« Générale d'Épargne. Toutefois la loi n'a pas entendu
« porter atteinte aux encouragements accordés
« spécialement aux mutualités en vue de faciliter
« l'affiliation de personnes âgées de moins de 16 ans ;
« c'est pourquoi la limite d'âge n'existe qu'à l'égard
« des affiliés individuels » (2).

La dispense de l'âge de 16 ans accordée aux affiliés par l'intermédiaire de Sociétés mutualistes reconnues est une conséquence de la confiance du législateur en ces associations. Cette mesure est propre à augmenter le nombre de ces Sociétés et surtout à en assurer le recrutement. Elle vise surtout les mutualités scolaires susceptibles d'un développement considérable. Il n'est pourtant pas indispensable d'avoir recours à ce genre de mutualités. Les Sociétés d'adultes peuvent recevoir des versements effectués par des personnes de moins de 16 ans et leur donner droit aux primes de l'Etat. Il s'ensuit que pour les affiliés mutualistes l'âge mini-

(1) Article 3 par. 2.

(2) Rapport du Chevalier Descamps au Sénat, séance du 5 Mai 1900.

mum n'est établi que par la loi organique (1) de la Caisse de Retraite qui dispose « qu'aucun versement « à la Caisse ne peut être fait en faveur de personnes « âgées de moins de six ans ».

III

Ne pas avoir droit à une Retraite en qualité d'agent de l'Etat

Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension de Retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent ne peuvent prétendre aux primes d'encouragement (2).

Nous pouvons distinguer deux classes d'agents de l'Etat.

1° Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension de Retraite sans qu'ils aient à fournir aucune contribution pour la constituer (3).

Ces agents sont exclus du bénéfice des primes ; cette interdiction est absolue et les agents qu'elle frappe ne sauraient prétendre aux primes même en s'affiliant à la Caisse de Retraite par l'intermédiaire d'une Société mutualiste. Sont notamment compris dans cette catégorie : les professeurs et instituteurs

(1) Loi du 16 Mars 1865 art. 40.

(2) Article 2 *in fine*.

(3) Circulaire du 10 Janvier 1902.

des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat, les percepteurs, sous-percepteurs, commis et auxiliaires télégraphistes, les chefs-gardes, gardes-convois, les commis et employés des chemins de fer, les géomètres du cadastre, les pontonniers, éclusiers, douaniers, accisiens, gendarmes, gardes, agents et préposés de l'administration forestière, etc., etc.

Les ministres des cultes dont les traitements ou indemnités sont à la charge du Trésor public ne sont pas admis au bénéfice des primes d'encouragement bien qu'ils ne soient pas agents de l'Etat au sens littéral et usuel de cette expression (1).

Une personne devenant agent de l'Etat ne perd pas les subsides obtenus avant sa nomination ; elle perd toutefois tout droit aux subsides afférents aux versements effectués pendant l'année si sa nomination en qualité d'agent de l'Etat est définitive au 1^{er} janvier suivant. Il en serait par exemple ainsi pour un facteur surnuméraire dont la nomination serait définitive au 1^{er} janvier et qui au cours de l'année précédente aurait effectué des versements à la Caisse de Retraite.

2° Les agents de l'Etat n'ayant pas droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent, mais recevant lorsqu'ils sont devenus incapables de travail des secours prélevés sur des caisses spéciales alimentées au moyen de retenues sur les salaires, profitent des primes d'encouragement (2).

(1) Circulaire du 10 Janvier 1902.

(2) id.

Tels sont : les cantonniers, les ouvriers de chemins de fer de l'Etat, les ouvriers ressortissant du département de la Guerre, de la Marine, etc., les secrétaires, receveurs, professeurs et instituteurs communaux, les miliciens qui ne sont pas considérés comme étant compris sous la dénomination « agents de l'Etat. » Ces diverses énumérations ne sont pas limitatives et les ordres ministériels recommandent d'indiquer en cas de doute la profession exacte de l'intéressé.

Ces dispositions furent critiquées à la Chambre des Représentants (1) et des propositions furent déposées en vue de mettre tous les agents de l'Etat sur le même pied que les autres citoyens. Le Gouvernement refusa de se rallier à cette idée pour les raisons suivantes développées à la tribune par le Ministre des Finances.

« Les employés du Gouvernement, dans le sens spécial
« du mot « employé », ne subissent pas de retenues sur
« leur salaire pour la constitution de leur pension.
« L'Etat ne doit donc pas concourir à la création d'une
« autre pension qui viendrait se superposer à la première. Quant aux ouvriers et spécialement aux ouvriers des chemins de fer, leur salaire subit une
« retenue minime qui est versée à la Caisse de retraite
« et de secours du Département. Celle-ci sert des pensions non seulement aux ouvriers mais également
« aux veuves et aux orphelins ; de plus elle alloue des
« secours en cas de maladie. Or, en fait, les ressources
« ordinaires de la Caisse sont loin de suffire à l'ensemble de ces charges.

(1) Chambre des Représentants, année 1899-1900. Annales parlementaires, page 1364.

« Dans ces conditions, le Gouvernement est résolu à
« affilier à la Caisse Générale de retraite les ouvriers
« et les autres agents de l'Etat qui n'ont pas droit
« à une pension : on opérera sur leur salaire une
« légère retenue qui sera versée en leur nom à la
« Caisse générale de retraite et la prime de l'Etat sera
« allouée à cette catégorie d'assurés comme aux
« autres.

« Désormais grâce au système du livret individuel
« les ouvriers de l'Etat qui actuellement n'acquièrent
« de droits à une pension de vieillesse qu'à la condi-
« tion de rester à son service jusqu'à l'âge fixé par le
« règlement recouvreront leur liberté tout en conser-
« vant le bénéfice du versement, de leurs retenues et
« des primes correspondantes » (1).

Ces ouvriers de l'Etat seraient dans la même situation que les ouvriers d'un patron privé qui a introduit la pension obligatoire dans ses ateliers. Ils pourraient en conséquence faire directement à la Caisse des versements qui s'ajouteront à ceux que l'Etat effectuera en leur nom au moyen des retenues opérées sur le salaire.

La loi du 21 Mars 1902 ordonnant l'affiliation des miliciens à la Caisse de Retraite et le projet de loi actuellement en discussion concernant les ouvriers mineurs (que le ministre assimilait aux ouvriers de l'Etat) sont autant de manifestations de ce désir du Gouvernement.

(1) Chambre des Représentants année 1899-1900, Annales parlementaires pages 1366 et 1367.

IV

**Etre titulaire d'un livret de la Caisse
Générale de Retraite**

« Aucune Société d'assurance ne présentant
« les garanties de sécurité de la Caisse Générale
« d'Epargne et de Retraite, le législateur a cru bon,
« afin d'éviter toute spéculation, de n'accorder la
« faveur de ses primes d'encouragement qu'aux ver-
« sements confiés à cette institution.

« Du reste cette Caisse avait déjà une longue exis-
« tence et jouissait de la confiance du public, sa ges-
« tion prudente et éclairée, l'initiative dont elle a fait
« preuve en ont fait un établissement de premier
« ordre.

« Elle vend les rentes au prix courant, ses frais
« d'administration sont fixés à 3 % seulement du
« montant des versements qu'elle reçoit. Il semblait
« donc bien inutile de créer une autre organisation (1).

L'affiliation à la Caisse de Retraite se traduit par la possession du Livret individuel relatant les opérations effectuées par l'affilié à la Caisse.

Le régime antérieur à 1900 ne reconnaissait qu'une seule catégorie d'affiliés comprenant les personnes affiliées à la Caisse de Retraite par l'intermédiaire

(1) Rapport du Chevalier Descamps au Sénat. Séance du 15 Mai 1900.

d'une Société mutualiste. La loi du 10 Mai 1900 reste favorable aux Sociétés mutualistes, mais fait des faveurs de l'Etat une répartition beaucoup plus large ; elle crée en effet (1) une autre catégorie d'intéressés, comprenant tous ceux qui pour une raison quelconque ne veulent pas de l'intermédiaire des Sociétés mutualistes et s'assurent directement à la Caisse Générale de Retraite. Nous pouvons ainsi distinguer deux classes d'affiliés, deux classes de détenteurs de livrets : les affiliés directs, les affiliés mutualistes.

V

**Ne pas posséder une fortune supérieure
à un taux déterminé par la loi
en suivant des règles spéciales**

Nous savons que le législateur refusa d'établir une nomenclature des professions susceptibles de recevoir la prime. Jugeant que le besoin devait être la base et la raison d'être de la prime, il fit de la situation plus ou moins précaire de fortune des intéressés la condition de l'attribution des primes. Et nous allons voir quelles règles il a adoptées.

Procédant par exclusion, le législateur détermine le besoin selon le *taux d'impôt* payé par l'intéressé ou selon son *pouvoir d'épargne* manifesté par le prélève-

(1) Article 1^{er} par. 2.

ment qu'il peut effectuer sur son salaire ou encore selon la rente qu'il a déjà acquise. Cette méthode nous paraît équitable. Si large que soit le cadre d'une loi, si bien intentionné que soit un législateur, il n'est pas admissible que l'impôt, c'est-à-dire le prélèvement effectué sur les fortunes de tous, même et surtout en fait sur les fortunes les plus modestes qui sont les plus nombreuses, serve sous forme de prime à constituer des rentes à ceux qui sont à l'abri du besoin. Une attribution de subsides dans ces conditions ferait dévier la loi de son but qui doit être de fournir des retraites à ceux qui ne peuvent s'en créer eux-mêmes, étant donnée l'insuffisance de leurs ressources. D'autre part, la prime est prise sur le produit de l'impôt et celui-ci n'est en réalité légitime que dans la mesure de sa nécessité. Hors du besoin qui le rend nécessaire l'impôt cesse d'être légitime, il devient injuste ; aussi le législateur belge a-t-il estimé avec raison que, détenteur des pouvoirs publics, il ne pouvait en attribuer une part à ceux que leur situation de fortune met nettement à l'abri du besoin.

Nous allons étudier ces exclusions du bénéfice de la prime examinant successivement celles qui sont spéciales à chacune des deux classes d'affiliés à la Caisse de Retraite et celles qui leur sont communes.

1°

Exclusion spéciale aux affiliés directs

Parmi les personnes assurées directement à la Caisse sont exclues celles qui paient en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'Etat une somme de ;

50 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

60 francs dans les communes de 10.000 à 25.000 ;

70 francs dans les communes de 25.000 à 50.000 ;

80 francs dans les communes de 50.000 habitants et plus.

« Au lieu, déclarait le ministre, (1) d'établir des distinctions professionnelles, nous avons relevé la moyenne du revenu cadastral des habitations occupées par les ouvriers les plus aisés, par l'élite de la classe ouvrière, pourrait-on dire, dans chacune des quatre catégories de communes spécifiées à l'article 2.

« Nous avons supposé que l'ouvrier dont nous avons pris la maison comme type de l'habitation ouvrière la plus confortable est propriétaire de cette maison et paie par conséquent l'impôt foncier ; nous avons supposé de plus que sa femme tient un petit commerce, ce qui implique l'imposition à la patente.

« Nous sommes donc absolument certains qu'en nous tenant à la limite marquée par le total des trois impositions — contribution personnelle, contribution foncière et patente, nous avons compris dans la loi toute la classe ouvrière, depuis les ouvriers au salaire le plus modeste jusqu'à ceux dont les ressources sont le plus élevées.

Trois éléments ont donc été combinés pour établir

Article 2.

(1) Chambre des Représentants année 1899-1900. Annales parlementaires page 1362.

la limite au-delà de laquelle les primes ne seraient plus accordées aux affiliés directs de la Caisse de Retraite.

a) Le premier est évalué à 10 francs. Cette somme est considérée comme le taux de la *patente* correspondant à un petit commerce exercé par l'assuré ou sa femme.

b) Le deuxième évalué à 20 francs représente une cote d'*impôt foncier* correspondant à un revenu imposable de 400 francs au taux de 5 pour cent.

c) Le troisième élément seul variable est représenté par une somme susceptible de s'élever de 20 à 50 francs suivant l'importance des communes et correspond à l'*impôt personnel* perçu au profit de l'Etat par les ouvriers gagnant les plus forts salaires.

Cette évaluation très large assure le bénéfice de la loi à tous les individus, sans distinction de profession, dont la situation n'est généralement pas plus aisée que celle de l'ouvrier valide, laborieux et économe. Tels sont les petits employés de commerce, les petits détaillants, les petits cultivateurs, etc. L'intéressé prouvera son droit en joignant à sa demande de rente un certificat du contrôleur des contributions établissant qu'il remplit les conditions requises.

Remarquons toutefois que « l'exclusion d'une personne entraîne celle de son conjoint et de ses enfants « habitant avec elle (1) »

Si un chef de famille paie les contributions que nous venons d'indiquer, sa femme et ses enfants habitant

(1) Article 2 *in fine*,

sous le même toit ne peuvent profiter des primes de l'Etat en qualité d'affiliés directs. Il leur faudra pour y avoir droit s'affilier par l'intermédiaire d'une société mutualiste en remplissant les conditions spéciales à cette catégorie d'assurés.

Cette exclusion basée sur la parenté se rapporte à la condition de fortune seulement ; elle ne frappe en aucune façon les parents d'un agent de l'Etat, même s'ils ont droit à une pension du fait de cette parenté (1).

2°

Exclusion spéciale aux Mutualistes

Sont admises à jouir des primes les personnes assurées à la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue par le Gouvernement à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 francs pour l'année entière (2), excepté dans un cas spécial que nous indiquerons plus loin.

Cette disposition est nettement favorable aux mutualistes : la loi simplifie en leur faveur les conditions de fortune qu'elle exige des affiliés directs.

Quelle que soit sa fortune le mutualiste dont les versements ne dépassent pas 60 francs par an est admis au bénéfice de la prime. Voyons les raisons de ce privilège.

La loi vise et encourage la prévoyance, il est naturel que le législateur envisage favorablement les sociétés

(1) Circulaire du 10 Janvier 1902.

(2) Article 1^{er}, par. 1.

qui dans cet ordre d'idées ont devancé son action en groupant les citoyens sur le terrain de la prévoyance.

Ces sociétés sont de plus des organes administratifs excellents, ayant fait leur preuve et promettant de se transformer en agents de recrutement et de propagande extrêmement précieux. C'est également cette considération qui a amené le Gouvernement à donner à ces sociétés, indépendamment des facilités ci-dessus, une prime spéciale par livret dont nous parlerons en traitant de l'article 12.

Le Gouvernement du reste, une fois admis ce principe que l'assurance devait être libre, n'a voulu que renforcer, élargir le système antérieurement existant. Or dans ce système les adhérents d'une société de secours mutuels jouissaient seuls des subsides de l'Etat. Fallait-il leur retrancher ce droit ? Non, il fallait au contraire pousser autant que possible à l'affiliation à ces sociétés, utiles auxiliaires de la Caisse de Retraite et organes sociaux de premier ordre, tout en créant une deuxième catégorie de bénéficiaires englobant tous ceux qui pour une raison quelconque se tiennent en dehors du mouvement mutualiste.

Observations

1° La Commission des Retraites ouvrières avait indiqué comme limite maxima de versements mutualistes une somme de 2.50 par mois soit 30 francs par an. (1) Le Gouvernement, toujours poussé par le désir de favoriser les sociétés mutualistes, demanda

(1) 4^e proposition de la Commission.

par un amendement de doubler ce chiffre et le fit porter à 60 francs (1). Cette faveur parût suffisante, car il apparait bien que celui qui peut économiser pour sa vieillesse plus de 60 francs par an n'a plus aucun motif de prétendre aux subsides de l'Etat.

2° Pour établir ce maximum de 60 francs on ne peut prendre en considération que les versements effectués par les intéressés en vue du service des pensions, à l'exclusion des cotisations qui leur seraient imposées par les statuts pour d'autres services, tels que l'assurance contre la maladie, les frais funéraires, etc. (2) Il faut de plus que cette somme de 60 francs soit atteinte par les *versements strictement personnels* des intéressés. N'entrent pas dans le calcul de ce maximum les subsides des pouvoirs publics, ni ceux qui proviennent d'une intervention patronale, etc.

N'entrent pas non plus dans ce maximum (et cette disposition est intéressante) les sommes inscrites au livret de l'intéressé par la société mutualiste elle-même. Nous savons en effet que ces sociétés ont l'habitude de majorer les versements de leurs membres d'une certaine somme suivant leurs ressources. Cette somme prélevée sur la Caisse de la société n'a rien de commun avec les versements des assurés et le maximum de 60 francs ne vise que les versements effectués par la mutualité au moyen des deniers des

(1) Chambre des Représentants. Année 1899-1900 annales parlementaires page 1360

(2) Exposé des motifs page 5.

affiliés. (1) Cette disposition est remarquable et tout-à-fait exceptionnelle : car nous verrons qu'au point de vue de la prime et de la rente la loi assimile aux versements personnels de l'intéressé les versements effectués en son nom par la société mutualiste dont il est membre.

3° La règle édictée par l'article premier étant un privilège pour les mutualistes, il s'en suit qu'en aucun cas les affiliés de cette catégorie ne peuvent être traités *moins favorablement* que les affiliés directs. Si donc un affilié mutualiste établit qu'il n'est pas frappé par les exclusions basées sur la fortune qui frappent les affiliés directs, il peut effectuer un versement supérieur à 60 francs. La raison en est facile à comprendre. Un affilié direct qui rentre dans les conditions de fortune exigées peut effectuer à la caisse des versements dont la quotité n'est pas limitée. Ces versements peuvent dépasser 60 francs par an. Il en faut conclure que le mutualiste peut lui aussi, sous certaines conditions qui précisément le font rentrer dans le droit commun, effectuer des versements supérieurs au maximum de 60 francs.

Il le peut de deux manières :

a) Un membre d'une mutualité de retraite qui a versé 60 francs à sa mutualité peut se transformer en affilié direct et, en établissant qu'il rentre dans les conditions de fortune établies pour cette classe, effec-

(1) Chambre des Représentants année 1899-1900. Annales parlementaires page 1366.

tuer des versements supplémentaires directement à la Caisse ou, pour reprendre les termes du Ministre à la Chambre: « les Membres des Mutualités de Retraite « qui ne sont pas atteints par l'exclusion établie à « l'article 2 pourront faire à la Caisse générale des « versements directs à côté de ceux que la société « effectuera en leur nom au moyen de leurs coti-
« sations (1). »

b) Il est même loisible au mutualiste de verser par l'intermédiaire de sa société une somme supérieure à 60 francs à condition qu'il justifie n'être pas atteint par l'exclusion de l'article 2.

A cette fin les sociétés mutualistes auront à joindre au compte de ces assurés un certificat du receveur des contributions établissant qu'ils rentrent dans les conditions voulues (2).

3°

Exclusion commune aux deux classes d'affiliés

L'assuré est admis au bénéfice des primes jusqu'à ce que l'ensemble des sommes inscrites sur son livret suffise pour lui constituer une *rente annuelle et viagère de 360 francs*, prenant cours à 65 ans (3).

(1) Chambre des Représentants, année 1899-1900. Annales parlementaires, page 1366.

(2) Circulaire du 10 Janvier 1902.

(3) Article 6.

Lorsqu'un affilié direct ou mutualiste a opéré pendant un certain nombre d'années des versements à la Caisse de retraite en jouissant des primes de l'Etat, il arrive un moment où la rente créée par son épargne et par les subsides de l'Etat s'élève à une somme de 360 francs, rente prenant cours à 65 ans. A ce moment, dont la date varie selon la quotité des versements, l'Etat cesse d'attribuer son subside, sa prime.

Cette disposition, dont il nous suffit d'énoncer le principe, se comprend parfaitement car l'intervention de l'Etat ne se justifie plus quand l'intéressé a acquis une rente suffisante pour le mettre à l'abri du besoin.

Un affilié de la Caisse âgé de 16 ans verse régulièrement 12 francs par an dans les conditions requises pour obtenir la prime. A 35 ans il se trouve en possession d'une rente de 360 francs prenant cours à 65 ans ; dès lors il ne jouira plus des primes de l'Etat. Si cet affilié suspend ses versements, la rente restera stationnaire à ce chiffre de 360 francs ; si au contraire il continue à porter son épargne à la Caisse de Retraite sa rente augmentera mais elle sera basée, au-dessus de ce chiffre de 360 francs, uniquement sur ses versements personnels sans que la prime de l'Etat vienne s'y ajouter. Il est inutile de dire que cette disposition n'a pas d'effets rétroactifs et que l'intéressé conserve tous ses droits sur la partie de la rente afférente aux primes de l'Etat dont il a bénéficié antérieurement.

VI

**Avoir fait des versements sur le livret
pendant l'année qui précède l'exercice
budgétaire (1)**

La prime n'intervient, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, que s'il y a versement.

Il a été entendu au Parlement que l'expression « avoir fait des versements » n'implique pas la nécessité de plusieurs versements : il suffira donc d'avoir versé au livret pendant l'année. (2)

« Sont assimilés aux versements personnels les
« versements opérés au profit du titulaire par la
« société mutualiste reconnue dont il est membre ou
« par une tierce personne. Toutefois les versements
« effectués au moyen des subsides des pouvoirs pu-
« blics ne sont pas pris en considération pour l'al-
« cation des primes de l'Etat. (3)

Cette assimilation a trait uniquement au calcul des primes ; comme nous l'avons déjà fait remarquer, elle n'a pas pour effet d'exclure le mutualiste quand le total des versements combinés dépasse 60 francs.

(1) Article 3 par. 4.

(2) Chambre des Représentants année 1899-1900. Annales parlementaires page 1371.

(3) Article 3 *in fine*.

Nous pouvons donc distinguer deux catégories de versements : les versements personnels ou assimilés et ceux effectués au profit des intéressés par les pouvoirs publics.

a) Sont considérés comme *versements personnels*, en dehors de ceux que les affiliés peuvent effectuer de leurs propres deniers, les versements opérés à leur profit soit par une tierce personne (bienfaiteurs, patrons), soit par la société mutualiste reconnue dont ils sont membres, sur les fonds sociaux dont elle a la libre disposition.

C'est ainsi que par une disposition très large la loi assimile au versement personnel le versement effectué par la société mutualiste au profit de ses membres au moyen de la subvention de 2 francs par livret prévue par l'article 12 ; cette subvention est accordée par l'Etat pour encourager à l'affiliation à la Caisse par l'intermédiaire d'une mutualité.

b) Les versements qui sont constitués par les subsides des pouvoirs publics ne sont pas pris en considération pour l'allocation des primes ; le principe (1) général posé par le ministre des finances est que « *les pouvoirs publics ne se subsidient pas entre eux* ».

Un ouvrier ne serait cependant pas exclu de l'attribution des primes s'il avait reçu dans le cours de l'année des secours du bureau de bienfaisance.

Pour pouvoir distinguer les versements personnels des versements effectués grâce aux subsides des pou-

(1) Chambre des Représentants, année 1899-1900. Annales parlementaires, page 1370.

voirs publics, il est nécessaire que ces subsides soient accordés par les Pouvoirs publics agissant « comme tels » et non pas à un autre titre, comme patrons par exemple, au profit des personnes dont ils utilisent les services (sous réserve des dispositions spéciales concernant les agents de l'Etat). C'est ainsi que les sommes versées par les communes au profit de leurs agents et employés peuvent entrer en ligne de compte pour l'attribution des primes d'encouragement.

De même, il serait loisible de considérer comme versements personnels les versements effectués par l'Administration communale à titre de prix sur les livrets individuels des élèves les plus assidus à l'école. Il en serait autrement s'il s'agissait non pas d'une récompense mais d'un subside accordé aux membres d'une mutualité reconnue par la commune agissant ici comme pouvoir public et non plus comme chef d'institution.

Grâce aux primes dont nous venons d'indiquer l'importance, les ouvriers affiliés à la Caisse Nationale des Retraites toucheront une pension dont la valeur sera de beaucoup supérieure à celle qu'ils auraient obtenue par leurs seuls versements. C'est de cette pension que nous allons parler.

CHAPITRE V

LA RENTE DE VIEILLESSE

La législation belge que nous étudions s'occupe essentiellement de pourvoir les travailleurs d'une *rente de vieillesse*. Elle ne comporte que dans une faible mesure des dispositions propres à l'invalidité ; ces dispositions existent pourtant et il est intéressant d'en déterminer la portée, c'est ce que nous ferons dans le Chapitre VI. Nous devons également signaler des mesures spéciales que le législateur belge a édictées en faveur des vieux ouvriers trop âgés lors du vote de la loi de retraites pour pouvoir encore effectuer des versements susceptibles de leur donner une rente de quelque valeur. Ces mesures consistent dans le paiement par l'Etat d'une somme de 65 francs sous certaines conditions. C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier dans le Chapitre VII l'allocation de 65 francs. Nous examinerons donc successivement la rente de vieillesse, la rente d'invalidité et l'allocation de 65 francs. Avant de traiter spécialement de la rente de vieillesse dans la loi belge, nous croyons utile d'entrer dans quelques considérations générales relatives à cette rente.

1^o LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX

DE LA RENTE

La rente est une *somme annuelle* servie à l'intéressé par la Caisse de Retraite, proportionnellement aux sommes inscrites au livret (versement de l'intéressé, primes et subsides divers).

La rente est calculée d'après les *Tarifs* de la Caisse de retraite, tarifs qui tiennent compte pour déterminer la rente afférente à une somme déterminée :

a) de l'intérêt composé à 3 p. cent.

b) des chances de mortalité calculées d'après la table de population du Royaume de Belgique publiée par M. Quetelet, directeur de l'Observatoire royal de Bruxelles, dans le tome X du Bulletin de la Commission centrale de statistique (1).

c) Des frais d'administration établis sur le pied de 5 p. c. (2). Au moment où fut votée la loi de retraite, les tarifs de la Caisse tenaient compte de 3 p. c. seulement de frais d'administration. L'expérience prouva que ce taux avait été fixé trop bas, et le taux fut définitivement établi à 5 p. c. à partir du 1^{er} Janvier 1907.

1^o La rente est *viagère*. Remplaçant le salaire que le bénéficiaire trop âgé ne peut plus se procurer, elle

(1) Arrêté royal du 21 Juin 1868.

(2) Arrêté royal du 20 Décembre 1906.

intervient à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance et prend fin à la mort de l'intéressé.

2° La rente est *personnelle* à celui au nom duquel elle est inscrite (1).

Cependant, conformément au régime de communauté légale entre époux, lorsqu'une rente a été constituée avec les deniers de la communauté et que la dissolution de la communauté a été prononcée, chacun des conjoints a droit d'en percevoir la moitié jusqu'au décès de celui sur la tête duquel la rente repose (2).

3° La rente est *incessible*, c'est-à-dire que le bénéficiaire ne peut la céder à une autre personne ni par vente ni par donation. Cette mesure a été prise dans l'intérêt de l'ouvrier en l'empêchant de disposer à son gré du pain de ses vieux jours.

4° La rente est *insaisissable*. Les créanciers du rentier ne peuvent sous aucun prétexte la saisir pour éteindre une dette contractée par celui-ci. Il y a pourtant une exception à cette règle lorsque le rentier est tenu de fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses parents ou à ses enfants.

Dans ce cas, et seulement si la rente dépasse 360 francs, on en peut saisir un tiers à la condition toutefois que les deux tiers restant atteignent encore une valeur de 360 francs ; sinon la partie dépassant cette somme de 360 francs est seule saisissable. La rente

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 56.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 44.

de 360 francs considérée comme représentant le pain de la vieillesse est donc absolument intangible. (1)

5° Le maximum de rentes accumulées ne peut dépasser 1.200 francs. (2) L'Etat, nous le savons, n'accorde plus ses primes à l'affilié qui a acquis une pension de 360 francs prenant cours à 65 ans (3) ; mais, ce chiffre dépassé, l'affilié peut continuer à verser à la Caisse, sans subside, jusqu'au moment où sa rente atteindra 1.200 francs.

Le minimum de rente est de 1 franc.

6° La rente est payable à l'intéressé sur présentation d'un *brevet de rentes*, qui remplace le livret lors de l'entrée en jouissance. (4)

7° Les rentes sont payées suivant leur importance : annuellement, si elles n'atteignent pas 10 francs ; semestriellement, si elles n'atteignent pas 20 francs ; trimestriellement, si elles n'atteignent pas 60 francs ; mensuellement, si elles dépassent 60 francs (5). Ce paiement s'effectue par l'entremise des Caisses d'Epargne, ou par le receveur des contributions dans le ressort duquel les rentiers résident. En cas de maladie, le facteur des postes peut apporter les arrérages à domicile.

Indiquons maintenant les diverses modalités de la rente.

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 53.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 47.

(3) Article 6.

(4) Arrêté royal du 25 Octobre 1890.

(5) Loi du 16 Mars 1893, article 57.

2° LES MODALITÉS DE LA RENTE

La rente peut prendre différentes modalités ; elle peut être immédiate ou différée, viagère ou temporaire ; la rente différée elle-même peut être acquise par un versement unique ou par plusieurs versements.

Ces différentes modalités n'ont pas la même importance au point de vue de la Retraite de vieillesse qui est à proprement parler une *rente viagère différée* acquise par des versements successifs. L'étude sommaire des autres modalités reste cependant intéressante car les nombreuses dispositions de la loi se rapportent à l'une ou l'autre de ces modalités. Nous distinguerons donc les rentes : *immédiates, différées, temporaires*.

1° Rente Immédiate

La rente immédiate est celle que l'on acquiert immédiatement par le versement à capital abandonné d'une certaine somme à la Caisse de Retraite.

Le tarif suivant (1) détermine l'importance de la rente viagère acquise immédiatement par le versement de un franc à différents âges.

(1) Nouveaux tarifs de la Caisse Générale de Retraite en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1907. Moniteur Belge 30-31 Décembre 1906, page 1780.

AGE	RENTE	AGE	RENTE
10 ans	0.041	60 ans	0.091
20 ans	0.044	70 ans	0.109
30 ans	0.048	80 ans	0.137
40 ans	0.056	90 ans	0.137
50 ans	0.068		

On comprend facilement que le versement effectué dans les premières années de la vie produise une rente plus faible car le déposant en profitera plus longtemps d'après les chances de mortalité ; au contraire un déposant âgé touchera une pension plus élevée pour le même versement car il doit en profiter moins longtemps ; il gagne en valeur ce qu'il perd en durée.

La rente immédiate ne peut dépasser 1.200 francs, ni être inférieure à 12 francs ; elle peut entre ces limites être majorée par des versements successifs.

Les versements pour acquisition de rentes immédiates ne peuvent dépasser 300 francs par an. Il n'est fait exception à cette règle que lorsqu'il s'agit des cas particuliers soumis à l'appréciation du Conseil d'Administration. (1) Cette disposition récente a eu pour effet de réduire considérablement le nombre des rentes immédiates.

Les rentes immédiates prennent cours le 1^{er} du mois qui suit le mois du versement ; les arrérages ne

(1) Arrêté royal du 9 Avril 1902.

sont payables qu'après l'expiration du mois, du trimestre ou du semestre de jouissance selon la quotité de la rente.

2° Rente différée

La rente différée est celle que l'on acquiert par un versement unique ou par des versements successifs mais dont on n'obtient la jouissance qu'après un certain nombre d'années fixé d'avance par l'intéressé en effectuant le versement.

La rente différée à versement unique, abandonné ou réservé, n'offre qu'un intérêt relatif au point de vue de la retraite de vieillesse. Les livrets de retraite cependant, jusqu'en 1907, contenaient un tarif spécial de rentes différées acquises par un versement unique de 100 francs. Ce tarif ne donnerait plus actuellement que des résultats erronés car il est tenu compte de frais d'administration se montant à 3 p. c. tandis que la réforme de 1907 a fixé ces frais d'administration à 5 p. c.

Le tarif nouveau établi en 1907, en tenant compte du taux de 5 p. c., convient également aux deux espèces de rentes différées ; nous le publions ci-après.

Le véritable but de la loi de 1900 est bien, comme nous l'avons fait remarquer, de *subsédier la rente différée acquise par des versements successifs* ; seule cette modalité de rente indique l'effort d'épargne de l'ouvrier désireux d'acquérir la pension de vieillesse et qui ne peut y arriver qu'en économisant quelques sous chaque semaine sur le salaire de son travail.

On comprend que le législateur ne se soit appliqué

à encourager par des subsides pécuniaires les personnes qui peuvent s'acheter des rentes immédiates ou se créer une rente différée importante par un gros versement une fois effectué. Dans ces deux cas en effet l'épargne sur le salaire n'apparaît que rarement ; le plus souvent ces modalités de rente proviennent du versement d'un tiers désireux de venir en aide à une personne en améliorant sa condition actuelle au moyen d'une rente immédiate ou en lui assurant sa vieillesse par une rente différée. Toutes ces opérations, sont sans doute fort louables mais ne rentrent pas dans le cadre de la loi ; elles se font du reste de plus en plus rares. Le montant des rentes différées obtenues par des versements multiples est en rapport avec le nombre d'années pendant lesquelles on a versé, avec l'âge auquel on a fixé l'entrée en jouissance, avec le montant des versements et enfin avec le mode de versements.

Nous nous bornerons à reproduire et à expliquer le dernier tarif de la Caisse de Retraite, sans nous livrer encore à des calculs de rente. Ce tarif est en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1907 ; il est basé, comme nous avons dit déjà, sur 1^o L'intérêt composé à 3 p. c. 2^o La table de mortalité de Quetelet. 3^o Les frais d'administration fixés à 5 p. c. Il se différencie des tarifs antérieurement publiés d'abord en ce point que les frais d'administration sont augmentés de 2 p. c. et ensuite par cette particularité que la rente est la même dans tout le cours de l'année civile : tous les versements opérés dans le cours de l'année sont considérés comme ayant été effectués au 31 Décembre. La rente

dépend donc uniquement de la différence entre le millésime de l'année de versement et le millésime de l'année de naissance et du trimestre de naissance de l'affilié. (1)

Nous voyons en effet le tarif divisé en trimestre et cette division peut prêter à confusion.

Les trimestres en question précisent, non la date du versement, mais la date de la naissance de l'intéressé, qui est également la date de l'entrée en jouissance de la rente, 55, 60 ou 65 ans plus tard.

Il est donc facile de comprendre pourquoi une rente prenant cours dans le 1^{er} trimestre sera plus faible que celle acquise par un intéressé qui sera né le dernier trimestre de l'année, par exemple le 25 Décembre. L'affilié né le 25 Décembre verra l'âge d'entrée en jouissance de sa rente fixé au 25 Décembre de sa 65^{me} année ; il jouira de sa rente 9 mois plus tard que celui qui sera né pendant le 1^{er} trimestre. De là vient la différence.

(1) Arrêté royal du 20 Décembre 1906.

TARIF

Rente acquise à 65 ans par un versement de 1 franc

CAPITAL ABANDONNÉ				
AGE	Trimestre de Naissance			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
6 ans	1.527	1 545	1.563	1.581
10 »	1.307	1 320	1 333	1.347
15 »	1.085	1.100	1 116	1.131
20 »	0 899	0.910	0.920	0.931
25 »	0.734	0.741	0.748	0.755
30 »	0.606	0 612	0.617	0.623
35 »	0.493	0.498	0 503	0.508
40 »	0.398	0 403	0.408	0.412
50 »	0.254	0.257	0.259	0.262
60 »	0.147	0.149	0.151	0.153

CAPITAL RÉSERVÉ				
AGE	Trimestre de Naissance			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
6 ans	1.039	1.053	1.067	1.081
10 »	0.876	0.886	0.896	0.906
15 »	0.701	0.711	0.721	0.732
20 »	0.559	0.566	0.572	0 579
25 »	0.436	0.441	0.447	0 452
30 »	0.340	0.345	0.349	0.354
35 »	0.259	0.263	0.266	0.270
40 »	0.193	0.196	0.200	0.203
50 »	0.099	0.101	0.103	0.104
60 »	0.042	0.043	0.044	0.045

Le tarif que nous venons de reproduire nous donne la quotité de rente correspondant à un versement de 1 franc et acquise à 65 ans. Nous savons pourtant que l'on peut acquérir des rentes prenant cours à un âge moins avancé : l'article 4 nous apprend que « l'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie, depuis 55 jusqu'à 65 ans.

Le tableau suivant, annexé au tarif, nous donne les coefficients de réduction par lesquels il faut multiplier les chiffres du tarif pour obtenir les rentes lorsque l'entrée en jouissance est fixée à un âge autre que 65 ans.

Age d'entrée en jouissance	Coefficients de réduction
55 ans	0.3797
56 ans	0.4127
57 ans	0.4496
58 ans	0.4912
59 ans	0.5382
60 ans	0.5914
61 ans	0.6521
62 ans	0.7215
63 ans	0.8012
64 ans	0.8932

Il est extrêmement facile de calculer la rente afférente à un versement donné.

Si nous supposons un versement de 3 francs (non compris les primes et subsides) effectué par un intéressé âgé de 6 ans, né dans le 1^{er} trimestre, la rente sera de :

A capital abandonné $3 \times 1.527 = 4.581$;

A capital réservé $3 \times 1.039 = 3.117$.

Cette rente est calculée sur un âge d'entrée en jouissance de 65 ans.

Si l'affilié a choisi un autre âge pour jouir de sa rente, 60 ans par exemple, il suffira de multiplier la rente de 65 ans par le coefficient de réduction correspondant à 60 ans soit 0.5914.

La rente sera donc à 60 ans de :

A capital abandonné $4.581 \times 0.5914 = 2.709$;

A capital réservé $3.117 \times 0.5914 = 1.843$.

La rente totale à servir à l'intéressé lors de son entrée en jouissance s'obtiendra en additionnant les rentes obtenues par les différents versements. Pour calculer une rente afférente à un franc versé chaque année, à partir de 6 ans, au moyen du tarif dont nous avons donné des extraits, il faudrait additionner toutes les rentes obtenues par un capital de 1 franc à tous les âges compris entre 6 et 65 ans : à 6, 7, 8, 9, 10 ans etc. La rente ainsi obtenue sera approximativement (1) de 35,50 à capital abandonné et de 20.50 à capital réservé.

Il est bien entendu que dans ces divers calculs nous n'avons tenu compte que du versement brut du capital, tel qu'il arrive à la caisse, sans faire la distinction du versement personnel et des primes et subsides divers, nous réservant de revenir sur les détails, dans la suite de cette étude.

(1) Selon le trimestre de la date d'entrée en jouissance.

Nous venons de parler du « capital abandonné » et du « capital réservé ». Quelques mots d'explication s'imposent.

Une personne verse à *capital abandonné* quand pour acquérir une rente elle renonce au capital versé. Elle verse au contraire à *capital réservé* quand elle réserve pour ses héritiers et, le cas échéant, pour elle-même le remboursement du capital formé par ces versements. On comprend facilement que la rente est plus faible à capital réservé car la Caisse doit tenir compte dans ses calculs du remboursement total des capitaux, tandis qu'en cas de capital abandonné la caisse sert à l'intéressé sous forme de pension non seulement la rente afférente à son capital lui même, mais encore le remboursement partiel de ces capitaux calculé de façon à ce que l'extinction en coïncide avec la mort de l'affilié.

Âge de l'entrée en jouissance de la Rente

« L'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 jusqu'à 65 ans » (1).

La loi constitutive de la Caisse d'Épargne et de Retraite (2) décidait que la jouissance de la rente différée ne pourrait être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 50 jusqu'à 65 ans. La Commission (3) et le législateur se trouvèrent d'accord

(1) Article 4 *in fine*.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 48.

(3) 5^e proposition de la Commission.

pour reculer l'âge minimum de 5 ans et pour ne permettre la jouissance de la rente qu'à partir de 55 ans.

Si l'on avait fixé l'entrée en jouissance de la rente à un âge unique, cela eut facilité les opérations de la Caisse, mais il a paru utile, dans une législation consacrant l'affiliation libre, de donner une certaine latitude aux intéressés en se bornant à fixer comme minimum l'âge où la pension peut arriver à une somme assez importante. C'est, en effet, après un long temps, c'est-à-dire après de nombreux versements capitalisés que la rente peut être efficace, surtout à capital réservé.

Les déposants ont d'ailleurs intérêt à ne pas jouir trop tôt de leur rente, car celle-ci fait plus que doubler en 10 ans, de 55 ans à 65 ans.

C'est ainsi que nous pouvons constater, en examinant le tableau des coefficients de réduction à employer pour les âges en dessous de 65 ans, qu'une rente de 100 francs prenant cours à 65 ans se trouve réduite à $100 \times 0,3797$, soit 37 fr. 97 si l'entrée en jouissance est fixée à 55 ans.

Voici les dispositions relatives à l'âge d'entrée en jouissance.

1^o Mention de l'époque de l'entrée en jouissance doit être faite par le déposant au moment du versement (1).

2^o Le même affilié peut posséder des rentes pour

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 43.

des âges différents, mais toute acquisition détermine irrévocablement l'entrée en jouissance (1).

Cette disposition est la conséquence naturelle de ce fait que nous avons énoncé précédemment, à savoir que chaque versement constitue une opération distincte au point de vue de la rente.

Un affilié qui, en effectuant un versement, fixe à 65 ans l'âge d'entrée en jouissance de la rente afférente à ce versement, ne s'interdit pas par cela même de ne pas choisir un autre âge en effectuant un autre versement.

L'âge choisi en premier lieu déterminera irrévocablement la date de l'entrée en jouissance de la rente afférente au versement correspondant, mais ne déterminera la date de l'entrée en jouissance de la rente entraînée par des versements ultérieurs que si l'intéressé n'a pas choisi un autre âge en effectuant ces versements, ce qu'il est toujours libre de faire. Si l'intéressé fixe un autre âge que celui de 65 ans choisi pour son ou ses précédents versements, s'il choisit 60 ans par exemple, il aura des rentes prenant cours à 65 ans et d'autres rentes prenant cours à 60 ans.

3° Lorsqu'un affilié de la Caisse de Retraite, arrivé à l'âge fixé pour la jouissance de sa rente, désire ne pas la percevoir, parce qu'il n'en ressent pas encore le besoin, il peut reverser le montant des arrérages en vue de l'acquisition de nouvelles rentes différées d'une

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 49.

ou plusieurs années, sans pouvoir dépasser 65 ans d'âge (1) ni 1200 francs de rente (2).

Ces rentes s'ajoutant à celles qu'il avait acquises en premier lieu forment une pension totale qui se rapproche de celle qu'il aurait eue en fixant dès le début l'entrée en jouissance à l'âge le plus éloigné.

Un ouvrier par exemple effectue des versements qui lui assurent une rente de 59.14 prenant cours à 60 ans. Comme il se trouve à cette date pouvoir gagner encore un salaire régulier et qu'il préfère augmenter sa pension, il reverse à la Caisse ces arrérages annuels de 59.14 de façon à se créer une rente nouvelle prenant cours à 65 ans. La rente ainsi acquise s'élèvera à 39 francs environ et le total des deux rentes dont il jouira à 65 ans : $39 + 59.14 = 98.14$ se rapproche de la rente de 100 francs qu'il aurait acquise en fixant dès le début à 65 ans l'âge d'entrée en jouissance de la rente.

4° Le déposant, en fixant au moment de chaque versement l'âge d'entrée en jouissance de la rente produite par ce versement, fixe par le fait même l'âge d'entrée en jouissance de la rente produite par les primes et subsides accordées à ce versement : la prime suit le sort du versement.

5° Nous avons constaté que l'âge d'entrée en jouissance exerce une influence sur le taux de la rente qui baisse à mesure que l'âge d'entrée en jouissance

(1) Loi du 16 Mars 1865, article 48.

(2) Loi du 16 Mars 1845, article 47.

se rapproche de l'époque du versement. Il s'ensuit que pour obtenir une même rente, soit 360 francs, l'affilié qui fixe l'âge d'entrée en jouissance à 60 ans doit verser plus que celui qui a fixé cet âge à 65 ans et l'Etat qui proportionne sa prime au montant du versement sera par le fait même *amené à donner à titre de prime une somme plus considérable*.

Le sacrifice de l'Etat est donc plus considérable pour une rente d'une certaine valeur prenant cours à 55 ou 60 ans que pour une autre rente de la même valeur prenant cours à 65 ans seulement. Ce résultat parut injuste à la Commission qui proposa de réduire la prime à 45 p. c. du chiffre normal pour les âges compris entre 55 et 59 ans et à 75 p. c. pour les âges compris entre 59 et 64 ans (1). Le législateur refusa de réduire sa prime mais pour limiter les conséquences de sa décision fixa un âge unique pour le calcul du maximum de rente subsidiée (360 francs). Pour calculer ce maximum de 360 francs l'âge d'entrée en jouissance est *uniformément fixé à 65 ans* (2).

C'est ainsi qu'une personne de 15 ans versant annuellement 12 francs auxquels s'ajoutent les primes de l'Etat et de la Province se verra privée du subside de l'Etat à 33 ans, quelque soit l'âge qu'elle a choisi pour jouir de sa rente. A cet âge de 33 ans elle a acquis une rente de 360 francs prenant cours à 65 ans. Si nous supposons que cette personne a fixé l'entrée en jouissance de sa rente à 60 ans, cette rente sera

(1) Rapport sur les travaux de la Commission, page 491.

(2) Article 6.

loin d'atteindre 360 francs ; elle se montera à 210 francs environ. Cette personne n'en sera pas moins exclue à l'avenir des primes de l'Etat.

3° **Rente Temporaire**

La rente temporaire est une rente, qui, comme son nom l'indique, prend fin, à une date déterminée avant le décès du déposant.

Il arrive parfois qu'un déposant qui a fixé l'entrée en jouissance de sa rente à un âge déterminé, 65 ans par exemple, se trouve dans le besoin avant d'avoir atteint cet âge de 65 ans et par conséquent avant de pouvoir encore toucher la rente qu'il a acquise.

Le législateur belge l'autorise (1) à affecter le capital réservé formé par ses versements jusqu'à cette date à l'acquisition d'une *rente immédiate* qui lui sera servie jusqu'à l'âge normal d'entrée en jouissance de sa rente différée.

Cette disposition est de droit pour l'intéressé qui en fait la demande ; elle est du reste très peu demandée, étant donné le peu d'importance de la rente obtenue relativement au sacrifice du capital réservé. La seule condition est d'avoir réservé le capital produit par les versements, autrement dit d'avoir versé à capital réservé.

A un moment quelconque, un déposant qui a effectué des versements à capital réservé peut donc abandonner la valeur actuelle de ce capital pour

(1) Article 7, *in fine*.

acquérir une rente temporaire qui durera jusqu'à l'âge où il entrera en jouissance de sa pension. A cet âge la rente temporaire cesse de courir et l'intéressé n'a plus naturellement aucun droit à son capital primitivement réservé. Le tarif suivant (1) nous donne la valeur des rentes temporaires annuelles qui correspondent à l'abandon d'un capital de 1 franc primitivement réservé.

Age au moment de l'abandon du Capital	Age auquel cesse le paiement de la rente temporaire		
	55 ans	60 ans	65 ans
50 ans	0.1268	0.0724	0.0551
52 »	0.2069	0.0898	0.0635
54 »	0.5788	0.1178	0.0744
56 »		0.1727	0.0899
58 »		0.3318	0.1137
60 »			0.1549
62 »			0.2486
64 »			0.6812

Pour trouver la rente temporaire correspondant à l'abandon d'un capital donné, il suffit de multiplier ce capital par le chiffre correspondant aux deux âges de l'intéressé au moment de l'abandon du capital et au moment de l'entrée en jouissance de sa rente

(1) Arrêté royal du 24 Décembre 1902.

différée. Un exemple nous fera mieux saisir le mécanisme de la rente temporaire.

Une personne de 25 ans verse 1 franc par mois à capital réservé en vue d'acquérir une rente prenant cours à 65 ans. Elle se trouve à 50 ans, par suite de circonstances quelconques, dans l'impossibilité de continuer ses versements et sent même la nécessité de subvenir à ses besoins au moyen de ressources immédiates. Elle demande la conversion de son capital réservé en rente temporaire prenant cours à 50 ans et devant être servie pendant 15 ans, de 50 à 65 ans, âge auquel elle pourra bénéficier de la rente acquise par ses versements.

Cette personne a versé 1 franc par mois, soit 12 francs par an, pendant 25 ans (de 25 à 50 ans). Le total de ses versements est de $12 \times 25 = 300$ francs.

Comme la Caisse de Retraite calcule le remboursement du capital réservé à raison de 97 p. c. (1) du total des versements, la somme à laquelle la personne en question a droit s'élève à

$$\frac{300 \times 97}{100} = 291 \text{ francs}$$

Si nous multiplions 291 par 0.0551, rente temporaire courant de 50 à 65 ans, produite par un capital de 1 franc nous aurons :

$$291 \times 0.0551 = 16.03$$

(1) Arrêté royal du 20 Décembre 1906.

La personne que nous avons prise comme exemple touchera donc de 50 à 65 ans une rente annuelle de 16.03 en échange de l'abandon total d'un capital de 291 francs. Comme nous le disions plus haut, le résultat paraît minime et il faut vraiment qu'une personne soit tombée dans une grande misère pour avoir recours à un pareil expédient. On retrouve une disposition analogue à celle dont nous venons de parler dans la loi belge de 1865 (1) organisant la Caisse d'Epargne et de Retraite.

La loi de 1865 autorisait en effet l'abandon du capital réservé, en vue de l'acquisition d'une rente immédiate viagère, c'est-à-dire prenant cours lors de l'abandon du capital pour finir à la mort de l'intéressé. Dans le but d'augmenter la quotité de la rente, la loi du 10 Mai 1900, tout en conservant le principe émis par la loi de 1865, rendit la rente temporaire en décidant qu'elle prendrait fin lors de l'entrée en jouissance de la pension au lieu de s'ajouter à celle-ci.

NOTA. — Quelques-unes des formes d'acquisitions de rente dont nous venons de parler pourraient, étant donné leur caractère exceptionnel qui modifie d'une manière impossible à déterminer les éléments de calcul ordinairement employés, mettre obstacle à l'équilibre financier de la Caisse. C'est pourquoi l'Arrêté royal du 9 Avril 1902 décide que les versements pour acquisition de rentes immédiates, de rentes différées de moins de 3 ans et de rentes temporel-

(1) Article 52.

res ne pourront, à moins d'une autorisation préalable du Conseil d'administration de la Caisse d'Epargne et de Retraite, dépasser 300 francs par an.

La loi de 1900 est encore trop récente pour que le nombre de personnes entrées en jouissance de leur rente soit important. Nous pouvons cependant constater au 1^{er} Janvier 1906 l'existence de 7.332 rentiers, touchant un total de 1.662.472 fr. de rentes annuelles viagères (1). Ces personnes avaient évidemment commencé leurs versements avant que la loi fut promulguée et avaient profité des subsides que depuis 1891 l'Etat belge accordait à l'épargne libre. Ce ne sera en effet qu'après l'année 1910 que la loi pourra avoir des résultats au point de vue de la rente de vieillesse ; encore les rentes obtenues à cette date seront-elles relativement minimales puisqu'elles ne seront basées que sur 10 années de versements (versements effectués par des personnes âgées de 55 ans au 1^{er} Janvier 1900). Néanmoins, nous allons voir, dans les calculs de rente qui vont suivre, que la rente acquise est relativement considérable si l'on songe à la somme minimale réellement versée par *l'affilié lui-même* ; ce résultat est dû à l'appoint très important des primes de l'Etat, des provinces et des communes.

4^o Calculs de Rente

La Caisse de Retraite fait le calcul de la rente affé-

(1) Compte-rendu de la Caisse de Retraite, année 1903 page 107.

rente à une somme déterminée au moyen de ses *tarifs* publiés chaque année.

Le tarif actuellement en vigueur date de Janvier 1907, nous l'avons expliqué et nous en avons donné des extraits précédemment en étudiant la Rente (1). Il nous reste à effectuer, d'après ces tarifs, divers calculs de rente qui donneront une idée de l'importance des dispositions édictées par la loi du 10 Mai 1900. Les calculs auxquels nous allons nous livrer supposent que le versement et les primes portent intérêt en même temps. Nous agissons ainsi pour simplifier les calculs, car nous savons qu'en réalité les sommes se rattachant à un versement déterminé ne sont pas productives d'intérêts à la même date puisque les primes de l'Etat, des provinces et des communes, n'étant déposées à la Caisse de Retraite que l'année qui suit celle du versement, ne produisent intérêt qu'à partir du jour de leur dépôt, c'est-à-dire avec un an de retard sur le versement. Bien plus, la subvention de 2 francs inscrite au livret mutualiste, jouissant elle-même de la prime de 0,60 par franc et par conséquent de primes provinciales et communales ces primes ne sont versées que l'année qui suit son paiement à la Caisse, c'est-à-dire dans la 2^e année qui suit le versement.

Les opérations relatives à un simple versement se reportent donc par le jeu des primes, sur 3 années. Pour nous en rendre compte, imaginons un versement

(1) Chapitre IV, page 131.

de 5 francs effectué en 1907 par une personne âgée de 25 ans et recherchons la renté correspondante à 65 ans.

Les opérations s'établiront de la façon suivante :

Versements,	Rente à 65 ans
a) En 1907	
5 francs, versement personnel = 5	3,775
b) En 1908	
1° $5 \times 0,60$ primes de l'Etat = 3	2,181
2° $5 \times 0,20$ prime de la province = 1	0,727
3° $5 \times 0,10$ prime de la commune = 0,50	0,363
4° 2 francs : prime mutualiste = 2	1,454
c) En 1909	
1° $2 \times 0,60$ prime de l'Etat sur la subvention de 2 francs = 1,20	0,842
2° $2 \times 0,20$ prime de la province = 0,40	0,280
3° $2 \times 0,10$ prime de la commune = 0,20	0,140

Les résultats se récapituleront donc comme suit dans les trois années :

Rente acquise en 1907 =	3,775
Rente acquise en 1908 =	4,725
Rente acquise en 1909 =	1,262
Total	9,762

Un versement de 5 francs effectué en 1907 par un affilié de 25 ans lui procurera par conséquent une pension viagère de 9,762 prenant cours à 65 ans. Il est inutile d'insister sur l'importance de la pension acquise grâce au jeu des primes et des intérêts. La pension acquise par un versement est de beaucoup supérieure à la somme versée. Ce sont ces avantages qu'il ne faut pas perdre de vue pour porter un jugement équitable sur la législation belge.

Il est donc entendu que nous considérons versements et primes comme inscrits au compte de l'intéressé à une même date. Par conséquent, pour reprendre l'exemple cité plus haut d'une personne versant 5 francs auxquels s'ajoutent : prime mutualiste : 2 francs

	Soit	7 francs
Prime de l'Etat	$7 \times 0,60$	4,20
Prime de la Province	$7 \times 0,20$	1,40
Prime de la Commune	$7 \times 0,10$	0,70
		13,30

nous considérerons cette somme de 13,30 comme versée d'un seul bloc. La rente ainsi obtenue ne pourra être qu'approximative ; mais la différence n'est pas considérable, elle ne dépasse pas 3 pour cent dans le cas présent pour une pension de 197 francs.

Les exemples de rente que nous citons sont basés sur les éléments suivants :

- 1° Le versement personnel de l'affilié ;
- 2° Le subside mutualiste de 2 francs ;
- 3° La prime de l'Etat variant suivant l'âge des affiliés, d'après les dispositions des articles 5 et 8 de la loi du 10 Mai 1900.

4° Un ensemble de primes provinciales et communales de 0,20 en supposant que ce subside est attribué d'après les mêmes règles que la prime de l'Etat.

5° L'affilié est censé né dans le dernier trimestre de l'année.

I. — *Versements annuels de 3 francs :*

1^{er} L'affilié est âgé de 15 ans.

a) Les versements sont faits à capital abandonné.

Le compte de cet affilié se décompose comme suit :

Versement personnel	3	
Subside mutualiste	2	
		5
Prime de l'Etat $5 \times 0,60$	3	
Primes provinciales et communales		
$5 \times 0,20$	1	
		9
<i>Rente à 65 ans</i>	<i>218 francs.</i>	

b) Les versements ont lieu à capital réservé; l'affilié a réservé ses versements personnels et la prime de 2 francs soit :

Capital réservé,

Versement personnel	3
Subside mutualiste	2
Total du versement réservé	5
Rente afférente à ce versement	67,93

Capital abandonné,

Prime de l'Etat $5 \times 0,60$	3
Primes provinciales et communales	
$5 \times 0,20$	1

Total du versement abandonné	4
Rente afférente à ce capital	96,89
<i>Rente totale à 65 ans</i> $67,93 + 96,89 =$	164,82
Total du capital réservé	250 francs.

Capital réservé aux héritiers

$$250 - \frac{(250 \times 3)}{100} 7,50 = 242,50$$

Valeur de rachat à 65 ans

$$242,50 \times 0,699 = 169,50$$

2° L'affilié est âgé de 51 ans dans les conditions prévues par l'article 8.

Les versements sont faits à capital abandonné :

Versement personnel	3
Subside mutualiste	2
	5
Prime de l'Etat 5×2	10
Primes provinciales et communales	
$5 \times 0,20$	1
	16
<i>Rente à 65 ans</i>	40,20

II. — Versements annuels de 12 francs, l'affilié est âgé de 25 ans.

a) Les versements sont faits à capital abandonné.

Versement personnel	12
Subside mutualiste	2
	14
Prime de l'Etat 14×0.60	8,40
Primes provinciales et communales	
$14 \times 0,20$	2,80
	25,20

Rente à 65 ans.

L'affilié a atteint à 59 ans le *maximum de rente subsidie* de 360 francs.

Si donc il arrête ses versements à cette date où il se voit privé des primes de l'Etat, sa rente à 65 ans reste de 360 francs.

S'il continue ses versements sans pouvoir y ajouter les primes la rente à 65 ans atteindra 372 francs.

OBSERVATIONS. — Cet exemple nous donne le prix d'une rente de 360 francs dans des conditions moyennes d'âge et de versement.

Le prix total de cette rente est de 802 francs environ dont 408 à charge du bénéficiaire de la rente ; le reste à charge de l'Etat, de la province et de la commune.

Ce prix de la rente est d'autant plus élevé pour un même versement que l'affilié commence à verser à un âge plus avancé.

Le plus bas prix que puisse coûter une rente de 360 francs à un affilié dans les conditions de versements et de primes établies précédemment est de 132 francs. C'est le cas d'une personne de 6 ans versant chaque année 12 francs. La rente de 360 francs à 65 ans est acquise à 17 ans et l'affilié n'aura fait que 11 versements de 12 francs : soit 132 francs. La part des pouvoirs publics dans le prix de la rente serait de 127,60.

b) Les versements sont faits à capital réservé. L'affilié a réservé ses versements personnels et le subside mutualiste.

Capital réservé,

Versement personnel	12
-------------------------------	----

Subside mutualiste	2
------------------------------	---

Total du versement réservé	14
--------------------------------------	----

Rente afférente à ce capital à 65 ans . .	103,50
---	--------

Capital abandonné

Prime de l'Etat $14 \times 0,60$	8,40
Primes provinciales et communales $14 \times 0,20$	2,80
Total du versement abandonné	11,20

Nous savons que cet affilié sera privé des primes à 59 ans, car ses versements lui auraient valu à cette date une rente de 360 francs, s'ils avaient été faits à capital abandonné ; nous tenons donc compte de ce fait que la somme de 11,20 de primes cesse d'être versée à 59 ans.

Rente afférente au capital abandonné . .	156,20
<i>Rente totale à 65 ans</i> $103,50 + 156,20 =$	259,70
<i>Total du capital réservé</i>	560 francs.
Capital réservé aux héritiers	543,20

Valeur de rachat à 65 ans

$$543,20 \times 0,699 = \dots\dots\dots 379,68$$

L'assuré pourra donc, arrivé à l'âge de 65 ans, jouir à la fois d'une rente de 259,70 et d'un capital de 379,68.

Il a versé de ses deniers personnels 12 francs pendant 40 années soit $40 \times 12 = 480$ francs.

Sa rente de 259,70 lui coûte donc $480 - 379,08 = 110,32$.

RENTE APPROXIMATIVE

obtenue à 65 ans par des versements annuels de 3 fr.

AGE	Capital abandonné	Capital réservé
6 ans	329	284
10 »	276	234
15 »	218	185
20 »	172	144
25 »	134	110
30 »	102	83
35 »	76	62
40 »	67	56
45 »	58	49
50 »	44	38
55 »	25	21 (1)

(1) Les éléments du calcul sont les suivants :

- 1° Rente à 65 ans.
- 2° Versement personnel 3 francs.
- 3° Subside mutualiste 2 francs.
- 4° Prime de l'Etat variable suivant les articles 5 et 8.
- 5° Ensemble de primes provinciales et communales de 0.20.
- 6° Pour déterminer la rente à capital réservé, nous avons considéré un assuré ne versant à capital réservé que ses ressources personnelles soit 3 francs ; le reste est abandonné.
- 7° L'affilié est censé né dans le dernier trimestre (octobre).

CHAPITRE VI

LA RENTE D'INVALIDITÉ

La vieillesse n'est pas la seule cause de misère dans la vie d'un ouvrier. Si, par suite de maladie ou d'accident, cet ouvrier ne peut plus travailler, s'il est invalide, le voilà privé de son gagne-pain : le salaire.

L'invalidité est donc l'un des risques les plus redoutables de l'existence des travailleurs et on peut très bien soutenir que la vieillesse n'est qu'une des causes de l'invalidité. Aussi a-t-on essayé de prémunir l'ouvrier contre le risque de l'invalidité. La législation allemande est l'application la plus remarquable de l'assurance contre ce risque d'invalidité.

L'expérience de la législation d'Outre-Rhin qui a déjà 16 années d'existence prouve que l'organisation de l'assurance contre l'invalidité présente de très sérieuses difficultés dans la pratique. Les risques d'invalidité sont difficiles à établir, ils varient suivant les professions. D'autre part, comme le législateur allemand a eu l'étonnante hardiesse de ne pas limiter le droit à la pension au cas d'incapacité de travail absolue et qu'il a admis le principe de l'incapacité relative, on s'est trouvé en présence de déterminations

du degré d'incapacité très délicates. On accorde en effet la rente d'invalidité, en Allemagne, dès qu'il y a incapacité de travail des $2/3$. L'existence de cette incapacité relative est très difficile à constater. Il faut des précautions minutieuses pour distribuer avec équité les pensions d'invalidité.

La Commission des Pensions Ouvrières en Belgique, (1) avait bien mis dans son programme la question de l'invalidité mais le manque des éléments nécessaires pour calculer les risques d'invalidité l'effraya et ses membres votèrent la disposition suivante qui reproduit l'alinéa 1 de l'article 50 de la loi de 1865.

« En cas d'invalidité prématurée dûment constatée, « survenant antérieurement à l'époque fixée pour « l'entrée en jouissance de la rente, l'intéressé pourra « être admis à jouir immédiatement de la pension « acquise, en raison de l'âge au moment de l'invalidité. »

Ce n'était pas là résoudre la question.

Le Gouvernement, dans son projet, disjoignit complètement la question de l'invalidité, estimant que les dispositions à prendre pour l'invalidité et la vieillesse n'étant pas les mêmes, rien n'empêchait de voter la loi de retraite en attendant qu'une loi sur les accidents du travail vienne apporter à la question d'invalidité une première solution et qu'une autre loi vienne ensuite s'occuper des autres cas d'invalidité (2)

La Chambre, après avoir repoussé un amendement

(1) 5^e proposition de la Commission.

(2) Chambre des Représentants. Année 1899-1900. Annales Parlementaires, page 1334.

de M. Denis (1) demandant qu'en cas d'invalidité « la pension soit calculée comme si la participation de « l'Etat s'était prolongée jusqu'à ce que l'ouvrier eut « atteint 65 ans, la différence étant supportée par « l'Etat » se rallia au désir du Gouvernement de ne pas aborder dans une même loi la vieillesse et l'invalidité.

Il ne s'ensuit pas qu'en principe l'invalidé se trouve en Belgique complètement abandonné. Des avantages lui sont accordés par la loi du 16 Mars 1865, constitutive de la Caisse de Retraite, avantages que la loi de 1900 contribue indirectement à augmenter par l'attribution de ses primes.

Nous allons étudier ces avantages. Nous exposerons ensuite, dans ses grandes lignes, la loi sur les Accidents de Travail promise par le Gouvernement en 1900 et qui fut votée le 24 Décembre 1903.

C'est donc la loi de 1865 qui, dans son article 50, tranche la question de l'invalidité.

Cet article est ainsi conçu :

« Par dérogation à l'article précédent (2) toute personne assurée, dont l'existence dépend de son travail et qui, avant l'âge fixé par l'assurance, se trouve incapable de pourvoir à sa subsistance, peut être admise à jouir immédiatement des rentes qu'elle a acquises mais réduites en proportion de son âge réel au moment de l'entrée en jouissance. »

(1) Annales Parlementaires, page 1373 et suivantes.

(2) Article 49 *in fine* « toute acquisition détermine irrévocablement l'entrée en jouissance.

« Lorsque l'incapacité de travail provient, soit de la
« perte d'un membre ou d'un organe, soit d'une infir-
« mité permanente résultant d'un accident survenu
« dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa
« profession, l'assuré jouit immédiatement des rentes
« qu'il a acquises depuis 5 ans au moins, sans que
« ces rentes puissent dépasser 360 francs ».

L'article 50 de la loi du 16 Mars 1865 constitue donc une dérogation à la disposition de l'article 49 de la même loi établissant que l'entrée en jouissance des rentes est irrévocablement fixée au moment de l'acquisition de la rente c'est-à-dire du versement.

Pour obtenir le bénéfice de l'une des deux dispositions de l'article 50, c'est-à-dire la *jouissance immédiate* des rentes acquises, il faut réunir avant tout les deux conditions suivantes :

1^o N'avoir que son travail comme moyen d'existence.

2^o Se trouver désormais dans l'incapacité de pourvoir à sa subsistance.

Le 1^{er} alinéa de l'article 50 vise la jouissance immédiate de la rente réduite en proportion de l'âge de l'intéressé au moment où le bénéfice de la loi lui est accordé.

Le 2^e alinéa, se rapporte à la jouissance immédiate de la rente entière, acquise depuis 5 ans au moins, sans que cette rente anticipée puisse dépasser 360 francs par an.

10

Rente réduite

Pour obtenir le bénéfice de cette disposition, l'affilié

doit se trouver incapable de pourvoir à sa subsistance mais l'incapacité de travail qui le met dans cet état peut être due à une cause quelconque : maladie, accident, etc.

Dans ce cas, la Caisse Générale détermine la valeur actuelle de l'engagement qu'elle a pris envers l'affilié de lui servir une rente à une époque fixée par le contrat, c'est-à-dire par la demande d'inscription de rente. Cette valeur est employée à l'acquisition de rentes immédiates, calculées d'après le tarif en vigueur pour cette modalité de rente.

La rente ainsi obtenue sera nécessairement moindre que celle dont l'affilié eût joui s'il avait dû attendre l'époque primitivement fixée. C'est la rente réduite en proportion de l'âge réel.

Un affilié agé de 20 ans versant annuellement 6 francs auxquels viennent s'ajouter une prime mutualiste de 2 francs, les primes de l'Etat et de la province se trouve pour une cause quelconque invalide à 40 ans.

Il a, dès cette époque, acquis par ses versements une rente d'environ 185 francs prenant cours à 65 ans. S'il demande la liquidation de sa rente et la transformation de sa valeur actuelle en rente immédiate, il aura droit jusqu'à sa mort à une rente de 25 francs prenant cours aussitôt.

Cette disposition est celle que la Commission avait adoptée dans la proposition que nous avons rappelée. On voit que nous avons raison de dire que la question de l'invalidité ne pouvait être tranchée de cette façon.

Rente entière

Pour pouvoir obtenir la jouissance anticipée de la rente entière, l'incapacité de travail qui met l'affilié dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance doit provenir soit de la perte d'un membre ou d'un organe soit d'une infirmité permanente résultant d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa profession.

Le titulaire d'un livret de retraite qui se trouve dans les conditions requises jouit immédiatement du total des rentes acquises par les versements effectués depuis 5 ans au moins, sans que ce total puisse dépasser 360 francs par an.

Si nous reprenons l'exemple que nous avons cité d'une personne de 20 ans jouissant des primes et devenant invalide à 40 ans d'après la règle que nous venons d'indiquer il faut remonter 5 ans en arrière, c'est-à-dire à 35 ans et la valeur de la rente sera celle qu'elle avait acquise à l'âge de 35 ans soit 152 francs environ.

Si l'invalidité s'était produite à 45 ans, l'intéressé aurait joui immédiatement des rentes acquises à 40 ans soit environ 185 francs.

Cette disposition a une importance beaucoup plus considérable que la précédente et pourrait avoir un résultat pratique si la Caisse de Retraite n'avait une tendance à en *faire une application très restrictive*. Elle implique, en effet, *un risque* dont il n'a pas été tenu compte dans l'élaboration des tarifs. Rien ne

correspond à ce risque, ni cotisation de l'intéressé, ni subside spécial de l'Etat ; il s'ensuit que pour entrer franchement dans la voie d'accorder des pensions d'invalidité, sans compromettre son équilibre financier, la Caisse de Retraite serait obligée de faire entrer dans ses tarifs ce risque nouveau et par conséquent de diminuer la rente de vieillesse ou de réclamer à l'Etat une contribution spéciale.

Procédure

Pour profiter des dispositions de l'article 50, l'intéressé ou la Société mutualiste dont il est membre agissant en son nom doit en faire la *demande* au Directeur de la Caisse de Retraite.

Sont joints à cette demande :

1^o Une *déclaration* indiquant :

Le numéro du livret du titulaire,

Ses nom et prénoms,

Sa résidence,

Le bureau où il désire toucher ses arrérages,

Les faits à raison desquels il demande la jouissance de la rente anticipée.

2^o Un *certificat* du bourgmestre de sa résidence constatant ses moyens d'existence.

3^o Un *certificat* signé de deux docteurs en médecine désignés, l'un par le bourgmestre, l'autre par la Caisse de Retraite. Ce certificat mentionnera :

La nature et la gravité des infirmités,

Si ces infirmités paraissent devoir être temporaires ou permanentes,

S'il en résulte l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance par le travail,

Quand il s'agit d'un accident de travail l'intéressé doit produire de plus :

4° Une *attestation* de témoins énonçant : le jour, le lieu et la nature de l'accident qui a provoqué les infirmités.

Si cet accident s'est produit dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession de l'affilié.

Les demandes de jouissance anticipée de la rente entière ne sont prises en considération que si elles sont présentées dans le délai d'une année à dater du jour de l'accident.

Les rentes prennent cours à partir du mois qui suit la demande. Au moins une fois chaque année, le rentier doit justifier qu'il se trouve encore dans les conditions requises.

Loi du 24 Décembre 1903

SUR LA RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

La loi du 24 Décembre 1903, avons-nous dit, apporte une solution partielle au problème de l'invalidité ; c'est à ce titre que nous nous en occupons.

Cette loi accorde en effet une retraite d'invalidité sous forme de rente viagère aux invalides du travail ; une première remarque s'impose donc, c'est qu'il est indispensable que l'accident qui cause l'invalidité

surviennent dans le cours de l'*exécution du contrat de travail* pour donner lieu à une indemnité (1).

Nous résumerons très brièvement les dispositions principales de cette loi.

I. Tout dommage résultant d'un accident du travail entraînant la mort ou l'invalidité donne lieu à la création, à charge du patron, d'une *rente temporaire ou viagère* soit au profit de la victime elle-même, soit au profit de ses ayants-droit.

II. Ont droit à cette rente, en cas d'accident, les ouvriers des industries déterminées par la loi (entreprises où il est fait usage, autrement qu'à titre temporaire, de machines mues par une force autre que celle de l'homme et des animaux (2). Sont assimilés aux ouvriers, les apprentis même non salariés ainsi que les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 2.400 francs.

III. Le patron est tenu de verser à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ou à un autre établissement (compagnies d'assurances) agréé pour ce genre de service (3) le *capital* nécessaire pour fournir la rente exigée.

(1) Loi du 24 Décembre 1903, article 1^{er}.

(2) » » article 2.

(3) » » articles 10 et 35.

IV. La réparation du dommage est établie sur les bases suivantes (1).

1° *Incapacité partielle.*

L'indemnité, c'est-à-dire la rente est équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et le salaire qu'elle peut gagner depuis son incapacité.

2° *Incapacité totale.*

La victime a droit à une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire gagné jusqu'au jour de l'invalidité. Les mêmes dispositions s'appliquent au cas d'invalidité temporaire, pour le temps que dure l'invalidité.

3° Lorsque l'accident a causé *la mort* de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes : (2) une somme de 75 francs pour frais funéraires ; un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 30 p. c. du salaire annuel :

Ce capital est exclusivement attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

a) Au conjoint non divorcé, ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ; toutefois, le veuf n'a droit à l'indemnité que lorsque la victime était son soutien ;

b) Aux enfants, pour autant qu'ils sont âgés de moins de 16 ans ;

(1) Loi du 24 Décembre 1903, article 4.

(2) Loi du 24 Décembre 1904, article 6.

c) Aux petits enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants dont la victime était le soutien ;

d) Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans, dont la victime était le soutien.

Le conjoint n'a droit qu'aux $\frac{3}{5}$ du capital en cas de concours avec plusieurs enfants ; il a droit aux $\frac{4}{5}$ en cas de concours, soit avec un seul enfant, soit avec un ou plusieurs ayants droit des autres catégories.

Les parts du conjoint et des ascendants sont converties en *rentes viagères*.

Les parts des autres ayants droit sont converties en *rentes temporaires* dont l'extinction aura lieu pour chacun à l'âge de 16 ans.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que $\frac{1}{3}$ au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

V. Les tarifs suivants, dont nous reproduisons des extraits, servent à calculer la valeur de la rente affectée à la réparation du dommage causé et du capital exigible. (1)

Quelques exemples, tirés de ces tarifs, nous permettront de juger de l'importance des dispositions édictées par la loi du 24 décembre 1904.

(1) Arrêté Royal d 1 20 Août 1904.

TARIF I.
Rentes Viagères

AGE	Valeur actuelle d'une Rente annuelle de 1 franc	Rente annuelle correspondant au versement de 1 fr.
15	24.6287	0.040603
20	23.5665	0.042433
25	22.5648	0.044316
30	21.4122	0.046702
35	20.0988	0.049754
40	18.6215	0.053701
45	16.9865	0.058870
50	15.2119	0.65738
60	11.3961	0.087749
80	4.4787	0.223279
100	0.9547	1.047449

TARIF II.
Rentes payables temporairement jusqu'à 16 ans

AGE	Valeur actuelle d'une Rente temporaire de 1 fr.	Rente temporaire correspondant au versement de 1 fr.
1	11.3802	0.087871
3	10.6856	0.093583
5	9.4462	0.105862
7	8.0120	0.124812
9	6.4377	0.155334
11	4.7456	0.210721
12	3.8557	0.259356
13	2.9372	0.340460
14	1.9892	0.502714
15	1.0105	0.989609

Calculs des Rentes

A. — *Calcul du capital de la rente viagère à constituer en cas d'incapacité permanente totale ou partielle*

Pour obtenir le capital cherché, il suffit de prendre dans le Tarif I (2^e colonne) la valeur actuelle de 1 franc de rente à l'âge de la victime au moment de la constitution du capital et de multiplier cette valeur par le montant de la rente allouée. Le produit donne le capital cherché.

1^o *Incapacité permanente totale*

Supposons les données suivantes :

L'ouvrier atteint d'incapacité permanente totale est *agé de 45 ans*. Il gagnait un salaire annuel de 1200 francs et a droit, en conséquence, à une rente annuelle de 50 pour cent de ce salaire soit 600 francs.

Le nombre indiqué au tarif I (2^e colonne) en regard de l'âge de 45 ans est 16,9865.

Le capital cherché sera donc

$$16,9865 \times 600 = 10.191,90$$

2^o *Incapacité permanente partielle*

L'ouvrier est âgé de 40 ans.

Il gagnait avant l'accident 1.060 francs par an ; après l'accident il ne peut plus gagner que 660 francs, soit une différence de 400 francs. La rente annuelle à laquelle il a droit est égale à $\frac{400}{2} = 200$ francs.

En vertu du tarif I. (2^e colonne, âge 40) le capital à constituer sera :

$$18,6215 \times 200 = 3,724,30$$

B. — *Calcul du capital en cas de mort. Conversion de ce capital en rentes viagères ou temporaires au profit des ayants droit.*

1^o *Calcul du Capital.* On utilisera encore le tarif I. (2^e colonne).

L'ouvrier tué par accident était âgé de 40 ans, son salaire annuel s'élevait à 1.500 francs. Le capital dû aux ayants droit, doit être égal à la valeur d'une rente viagère de 30 p. c. du salaire soit

$$\frac{1,500 \times 30}{100} = 450 \text{ francs}$$

calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès.

Le tarif I. donne pour valeur actuelle de 1 franc de rente à 40 ans le chiffre de 18,6215. Le capital cherché sera donc :

$$18.6215 \times 450 = 8,379,67$$

2^o *Conversion du capital en rentes viagères ou temporaires.*

Le capital une fois déterminé, il s'agit de le répartir entre les diverses catégories d'ayants droit. Si nous supposons une veuve et deux enfants de moins de

16 ans, la part de la veuve étant des $\frac{3}{5}$ du capital total de 8,379,67 s'élèvera à

$$\frac{8,379,67 \times 3}{5} = 5,027,80$$

chacun des deux enfants à droit à $\frac{1}{5}$ soit

$$\frac{8,379,67}{5} = 1,675,93$$

Il s'agit maintenant de convertir 5,027,80 en rente viagère au profit de la veuve. A la supposer âgée de 35 ans, il suffira de multiplier 5.027,80 par le nombre qui figure dans la 3^e colonne du tarif I, en regard de l'âge de 35 ans soit 0,049,754

On obtiendra ainsi :

$$5,027,80 \times 0,049,754 = 250,15$$

La rente à payer à la veuve par l'établissement d'assurance est donc de 250.15. Cette rente est viagère.

La conversion de la somme de 1,675,93 en rente temporaire au profit de chaque enfant se calculera au moyen du tarif II.

Si nous supposons un enfant âgé de 12 ans et un enfant âgé de 7 ans, il suffit de multiplier le capital par le chiffre qui dans la 3^e colonne du tarif II est inscrit en regard de l'âge soit 0,259.356 pour 12 ans, 0,124,812 pour 7 ans.

L'enfant âgé de 12 ans aura donc droit a une rente temporaire de

$$1,675,93 \times 0,259,356 = 434,66$$

L'enfant âgé de 7 ans a droit à une rente de
 $1,675,93 \times 0,124,812 = 209.18$.

Ces rentes sont temporaires, c'est-à-dire qu'elles cesseront de courir lorsque les intéressés auront atteint l'âge de 16 ans.

13 accidents ayant tous entraîné la mort de la victime ont donné lieu en 1905 à des versements de 47.286 francs en vue de rentes viagères et temporaires au profit des ayants droit de la victime (1).

(1) Compte rendu de la Caisse de Retraite, année 1905, page 237.

CHAPITRE VII

L'ALLOCATION DE 65 FRANCS

En étudiant la prime de l'Etat, nous avons été amené à signaler la nécessité dans laquelle s'est trouvé le législateur belge de prévoir des dispositions spéciales en faveur des ouvriers déjà âgés au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les retraites, dispositions désignées sous le nom de dispositions transitoires.

Nous avons vu que pour l'application de ces dispositions transitoires on a divisé les ouvriers en deux catégories :

- 1° Les ouvriers âgés de moins de 65 ans ;
- 2° Les ouvriers âgés de 65 ans.

Nous ne reviendrons pas sur les dispositions relatives aux personnes âgées de moins de 65 ans que nous avons déjà examinées en détail mais nous insisterons au contraire sur les dispositions transitoires qui intéressent les ouvriers âgés de 65 ans et assimilés, catégorie de personnes qui jouissent d'une *allocation de 65 francs*.

Pour bien délimiter la différence qui existe entre la *pension* à laquelle donnent droit à l'ouvrier plus jeune

ses versements à la Caisse et le *subside* attribué par faveur aux vieux ouvriers, la loi emploie un mot nouveau. Le *subside* est appelé « allocation » et cette allocation est délivrée d'une façon plus parcimonieuse que la rente (1).

Cette allocation de 65 francs est accordée « à tout « ouvrier, ou ancien ouvrier belge, ayant une résidence « en Belgique, âgé de 65 ans au 1^{er} janvier 1901 et se « trouvant dans le besoin » (2).

La Commission, après de longs débats sur la question, s'était bornée à remettre le soin de prendre une décision à la sagesse gouvernementale, tout en insistant sur les points suivants qui lui paraissaient devoir attirer particulièrement l'attention du législateur : (3)

1° La base de l'allocation doit être le besoin.

2° Les allocations à charge de l'Etat seront ordonnées et distribuées par l'Administration communale sous le contrôle de l'Administration provinciale.

3° Les Administrations de bienfaisance ne devront pas de ce chef diminuer leurs subsides.

Il est intéressant de remarquer que les propositions de la Commission visaient l'établissement en Belgique du système de retraite introduit en Danemark par la loi du 9 avril 1891 qui crée un système de pension alimentaire servie par la commune, avec subvention de l'Etat et attribuée proportionnellement au besoin de l'indigent.

(1) Rapport sur les travaux de la Commission, page 231.

(2) Article 9.

(3) 11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e propositions de la Commission.

Le législateur ne se rallia pas à cette idée qui eût pu entraîner des difficultés d'exécution fort grandes. Tout en mettant le *besoin* à la base de l'allocation, il préféra prendre un chiffre fixe, imitant ainsi le système allemand et lui empruntant le chiffre du subside de 50 marcks (62 fr. 50) ajouté par l'Empire à toute pension échue, « arrondi à 65 francs par an » (1). Beaucoup de personnes ont trouvé ce chiffre insuffisant : nous leur répondrons par ces paroles de M. Nyssens, rapporteur de la section centrale de la Chambre (2). « Il a été
« répondu à cette argumentation étayée sur des argu-
« ments sentimentaux des plus respectables, d'abord
« que l'allocation de 65 francs à 65 ans est supérieure
« à l'allocation accordée par l'Etat allemand qui est
« de 62,50 à 70 ans ; ensuite que les 65 francs par
« ouvrier entraîneront déjà une dépense que le Gou-
« vernement estime à 6 ou 7 millions par an ».

« Jusqu'ici : rien ; demain : 7 millions. Peut-on
« répondre à une grande initiative de la part du
« gouvernement en lui demandant sans responsabilité
« le double ou le triple ? ».

« D'autres arguments tirés du caractère anormal,
« exceptionnel et transitoire de la mesure, s'ajoutant
« aux raisons données ci-dessus, ont amené la section
« centrale à repousser l'amendement tendant à voir
« s'élever le chiffre de l'allocation de 65 à 150 francs.

(1) Exposé des Motifs, page 40

(2) Monsieur Nyssens, Rapport fait au nom de la Section Centrale, page 40. Chambre des Représentants, n° 162. Séance du 30 Avril 1900.

« Encore une fois, si le cœur seul avait pu dicter la
« solution, abstraction faite des principes de la pru-
« dence politique et financière, rien n'eut été plus
« agréable aux membres de la section centrale que
« d'accepter un chiffre plus élevé.

« Et certes les mêmes sentiments divers trouveront
« de l'écho au Parlement. Combien de nos collègues,
« ceux-là surtout qui, à la veille du renouvellement
« des Chambres, auront l'impression qu'ils font leur
« testament parlementaire, seront tentés de laisser aux
« vieux ouvriers un legs supérieur à 65 francs par an !
« Mais ils se souviendront que ce qu'ils donnent ou
« lèguent ce n'est pas leur patrimoine, c'est celui de
« tous les contribuables, petits et grands, que ce sont
« les finances du pays qu'ils engagent et qu'ils doivent
« concilier tous les droits et tous les intérêts avec les
« principes d'une politique rationnelle et prévoyante. »

La loi laisse (1) à un arrêté royal le soin de déterminer les conditions et les règles concernant l'allocation de 65 francs.

L'Arrêté parut le 20 Octobre suivant ; il fut complété par ceux du 13 Juin 1901, 25 Juillet 1902 et 30 Décembre 1902.

C'est donc l'Arrêté royal du 30 Décembre 1902 qui règle la matière. La forme de commentaire que nous avons adoptée pour cette étude nous paraît devoir être la plus simple et la plus rapide, étant données la grande clarté du texte et la suite parfaite des articles.

(1) Article 40.

ARRÊTÉ ROYAL du 30 Décembre 1902

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS AUXQUELLES L'ALLOCATION EST
SUBORDONNÉE

« ARTICLE PREMIER. — Pour être admis à recevoir
« l'allocation de 65 francs prévue par l'article 9 de la
« loi du 10 Mai 1900, il faut réunir, avant le 1^{er} Janvier
« de l'année pour laquelle l'allocation est demandée,
« les conditions suivantes :

- « 1^o Etre Belge ;
- « 2^o Avoir une résidence en Belgique ;
- « 3^o Etre âgé de 65 ans au moins ;
- « 4^o Etre ouvrier ou ancien ouvrier ;
- « 5^o Se trouver dans le besoin.

1^o **Nationalité**

Pour recevoir l'allocation de 65 francs, il faut être Belge.

L'article 2 se rapporte à la preuve de la nationalité.

« ART. 2. — La qualité de Belge se constate par la
« production des actes de l'état-civil ou de naturali-
« sation comme en matière électorale. » Nous ne nous
arrêterons pas aux articles 2 et 3, que nous avons
étudiés précédemment en parlant des conditions géné-

rales d'application de la loi. Bornons-nous à signaler l'article 3 de la loi du 10 Mai qui assimile aux Belges certaines catégories d'étrangers. L'Arrêté royal, plus restrictif, réserve l'allocation aux seuls nationaux belges, malgré la Commission qui proposait l'assimilation des ouvriers étrangers résidant et travaillant en Belgique depuis 10 ans.

2° Résidence

« ART. 3. — Est considéré comme ayant une
« résidence en Belgique celui qui possède dans le
« royaume depuis un an au moins son domicile réel
« ou son principal établissement.

3° Age

Il faut, en principe, être âgé de 65 ans au 1^{er} Janvier 1901 pour avoir droit à l'allocation. Pourtant l'article 4 de l'arrêté, représentant l'alinéa 2 l'article 9 de la loi du 10 Mai dispose que :

« ART. 4. — Les travailleurs âgés d'au moins 55
« ans avant le 1^{er} Janvier 1901 pourront être admis
« à jouir de l'allocation à partir du 1^{er} Janvier qui
« suivra la date où ils auront atteint l'âge de 65 ans.
« Ceux qui, au premier Janvier 1901 avaient moins de
« 58 ans accomplis, devront justifier à l'appui de leur
« demande que, pendant une période de trois ans au
« moins, ils ont effectué à la Caisse générale de
« Retraite des versements s'élevant au moins à 3
« francs par an et formant un total de 18 francs.

Cet article distingue deux catégories de personnes :

1^o Les personnes qui reçoivent gratuitement l'allocation ;

2^o Celles qui sont tenues à certains versements.

I. *Allocation gratuite.* — Pourront obtenir gratuitement l'allocation :

A. — *Les personnes âgées de 65 ans* au moins au 1^{er} Janvier 1901. C'est le régime normal. Il faut donc que ces personnes soient nées avant le 1^{er} Janvier 1836. Pourtant, d'après une jurisprudence constante en Belgique et malgré les termes de l'arrêté (65 ans au moins) il est admis que les personnes nées le 1^{er} Janvier 1836 pourront jouir de l'allocation dès l'année 1901. (1) La même remarque s'applique à tous les cas suivants.

B. — *Les personnes qui au 1^{er} Janvier 1901 se trouvent avoir plus de 58 ans et moins de 65.*

Ces personnes auront droit à l'allocation à partir du 1^{er} Janvier qui suivra la date où elles auront atteint l'âge de 65 ans, sans qu'on ait à rechercher si elles ont fait des versements.

II. *Allocation subordonnée à des versements* de la part des intéressés.

Les personnes âgées au 1^{er} Janvier 1901 de 55 ans au moins et qui n'auront pas encore atteint 58 ans

(1) M. l'abbé Camerlynck. Commentaires de l'Arrêté royal du 20 Octobre 1900, page 7 et 8.

seront, à leurs 65 ans, admises au bénéfice de l'allocation si elles ont effectué à la Caisse générale de Retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

Le but de cette disposition est de contraindre cette classe de travailleurs à faire acte de prévoyance et à contribuer ainsi à donner cette habitude au reste de la nation. Nous lisons en effet dans les travaux préparatoires de la loi. « Toutefois ceux qui auront à cette « dernière date (1^{er} Janvier 1901) moins de 58 ans « accomplis ne seront admis à jouir de l'allocation « que si pendant 3 ans au moins avant leur 65^{me} « année ils témoignent d'un effort de prévoyance. (1)

« Le projet subordonne l'octroi des 65 francs aux « vieux ouvriers âgés au 1^{er} Janvier 1901 de moins de « 58 ans à la condition qu'ils aient versé eux-mêmes « à la Caisse de Retraite au moins 6 francs par an « pendant 3 ans. Aide-toi le ciel t'aidera.

« Il a été proposé par un membre de la 4^e section « de se borner à exiger un versement global de 18 « francs en trois annuités au moins de manière que « 5 versements annuels de 4 francs ou 6 de 3 francs « fussent suffisants. » (2)

Cette proposition fut consacrée législativement et l'intéressé a toute latitude pour ses versements sauf les quelques limitations suivantes :

1^o Il faut plusieurs versements annuels : au moins trois ;

(1) Exposé des motifs, page 10.

(2) M. Nyssens. Rapport, page 9.

2° Les versements doivent être de trois francs au moins ;

3° Ils doivent former un total de 18 francs au moment où l'affilié atteint sa 65^{me} année. Voici quelques observations relativement à cette catégorie d'affiliés.

1° Les versements des ouvriers de plus de 55 ans donnent lieu à *l'attribution des primes* de l'Etat, des provinces et communes et aussi de la prime de 2 francs si l'intéressé est affilié à une société mutualiste. Nous savons que la prime de l'Etat, d'après l'article 8 de la loi du 10 Mai 1900, se monte pour cette catégorie d'affiliés à 200 pour cent sur les 6 premiers francs versés et 60 pour cent sur les 18 suivants. Les rentes acquises par ces versements s'ajouteront à l'allocation de 65 francs à laquelle l'intéressé parvenu à 65 ans pourrait éventuellement avoir droit. Le droit aux 65 francs dépendra de l'état de besoin à cet âge. Si cet état de besoin est reconnu, aucune réduction ne sera opérée sur la rente acquise par les versements.

C'est ainsi qu'un ouvrier de 55 ans versant 18 francs en 6 ans, soit 3 francs par an de 55 à 61 ans peut ajouter à son allocation de 65 francs une rente d'environ 16.50. Il touchera donc à 65 ans $65 + 16.50 = 81.50$.

2° Les versements exigés peuvent être effectués à *capital abandonné* ou *réservé*, avec jouissance à 60 ou 65 ans ; mais il est bien évident que seule la rente acquise à 65 ans par des versements abandonnés aura quelque importance.

3° L'intéressé aurait satisfait à l'article 4 si, avant le vote de la loi, il avait déjà effectué à la Caisse de

retraite des versements annuels de 3 francs formant un total de 18 francs.

Les intéressés pourront naturellement faire des versements plus considérables dont la rente viendra s'ajouter à l'allocation.

IV. *La qualité d'ouvrier ou d'ancien ouvrier.*

L'article 1^{er} de l'Arrêté royal exige pour avoir droit à l'allocation que l'impétrant soit ouvrier ou ancien ouvrier. L'article 5 définit cette qualité.

« ART. 5. — Sont considérés comme ouvriers, les
« hommes et les femmes qui moyennant un salaire
« travaillent habituellement de leurs mains pour un
« patron ou pour un maître, soit au temps, soit à la
« pièce, soit au dehors, soit à domicile et cela sans
« distinguer entre le travail domestique ou agricole
« ou le travail industriel ou de métier.

« Sont considérés comme anciens ouvriers ceux
« qui par la condition habituelle de leur vie antérieure
« ont répondu à la précédente définition.

« La femme ou la veuve d'un ancien ouvrier est
« considérée comme ouvrière, lors même qu'elle ne
« se trouve pas dans les conditions prévues aux
« alinéas précédents ».

Plusieurs membres de la Commission et des sections avaient réclamé le qualificatif plus large de « travailleur manuel », de manière à étendre le bénéfice de la loi aux artisans, petits patrons et petits cultivateurs se trouvant dans le besoin (1).

(1) M. Nyssens. Rapport, page 9.

Cette demande fut reproduite à la Chambre (1). Le Gouvernement refusa la modification proposée en déclarant vouloir limiter les dispositions transitoires aux « *vieux ouvriers* », ce terme ouvrier ayant un sens spécial et précis que le mot travailleur n'a pas, envisageant notamment les bénéficiaires de la loi sur les Habitations ouvrières (2).

Relevons les termes de cette définition légale de l'ouvrier et recherchons les personnes auxquelles ils peuvent s'appliquer.

1° Les hommes et les femmes qui *travaillent de leurs mains*.

Le travail manuel est opposé au travail de l'esprit. Seront donc exclus tous ceux qui exercent une profession libérale, même les commis aux écritures, comptables, employés de bureau, etc.

Ce travail manuel comprend le travail au temps ou à la pièce, au dehors ou à domicile, sans distinguer entre le travail domestique ou agricole et le travail industriel ou de métier.

2° Les hommes et les femmes qui travaillent pour un patron ou un maître *moyennant salaire*.

On entend ici les travailleurs salariés par opposition aux chefs d'entreprises qui travaillent pour leur propre compte. Quant aux intéressés qui pourraient avoir passé d'une catégorie à l'autre au cours de leur

(1) Chambre des Représentants. Année 1899-1900. Annales parlementaires, pages 1383-1387.

(2) Annales parlementaires, page 1384.

vie ou qui se trouveraient dans une condition plus ou moins intermédiaire, leur droit sera déterminé par les autorités commises à ce soin par le Gouvernement. C'est là une question de fait, variable pour chaque espèce donnée, et qui demande pour être tranchée, non seulement l'examen de la situation actuelle de l'intéressé, mais aussi celui de la condition habituelle de sa vie antérieure.

3° Les hommes et les femmes qui travaillent *habituellement*.

Bien des personnes sont en même temps petits patrons et ouvriers salariés. Beaucoup de petits patrons, beaucoup de petits cultivateurs surtout se trouvent dans ce cas.

Tout en n'exigeant pas que le salaire soit l'unique ressource des intéressés, l'Arrêté royal réclame une condition habituelle d'ouvrier salarié pour avoir droit à l'allocation.

4° Sont considérés comme anciens ouvriers ceux qui, par la *condition habituelle de leur vie antérieure*, ont répondu à la précédente définition, c'est-à-dire ceux qui, dans leur vie antérieure et pendant un temps à apprécier, ont travaillé habituellement de leurs mains pour le compte d'un patron ou d'un maître, même si pendant une certaine période ils ont été dans l'aisance, chefs d'entreprise ou travailleur intellectuels.

« Il a été entendu dans plusieurs sections et compris
« par la section centrale que les 65 francs par an
« pourraient être dans un ménage obtenus, non
« seulement par le mari, mais aussi et en même temps

« par la femme. (1) Cette disposition permet à un ménage de vieux ouvriers de toucher $65 \times 2 = 130$ francs.

Quelles conditions la femme doit-elle remplir pour obtenir cette faveur ?

La femme ou la veuve d'un ancien ouvrier est considérée comme ouvrière lors même qu'elle ne se trouve pas dans les conditions prévues précédemment (article 5 *in fine*). Il n'est donc pas nécessaire d'examiner si elle a été salariée ou non, mais si son mari l'a été. Il lui suffira donc de prouver que son mari a une pension pour établir son droit, sauf à examiner la condition du besoin.

Cependant, si par sa condition sociale habituelle elle a été ouvrière autrefois, elle pourrait jouir de l'allocation, indépendamment de la qualité de son conjoint, même si son conjoint n'a jamais été ouvrier manuel, mais par exemple petit employé, comptable, etc., etc.

5° Le Besoin

Toutes les personnes, à quelque titre que ce soit membres de la Commission ou des sections, des Chambres ou du Gouvernement qui participèrent à l'étude des règles pouvant servir de dispositions transitoires se trouvèrent d'accord pour mettre le besoin à la base de l'allocation.

(1) M. Nyssens. Rapport, page 9. Chambre des Représentants, année 1899-1900, Annales parlementaires, page 1383.

Les résolutions de la Commission tendaient à l'adoption de deux conditions seulement : l'âge et le besoin, pour déterminer le droit au subsidé. Le législateur ajouta d'autres conditions ; mais, par l'article 6, il prit tant de soin de chercher, pour trancher toute contestation, une autorité ayant donné des preuves d'indépendance, d'intégrité, de bonne administration, qu'il est hors de doute, qu'à ses yeux *le besoin est resté la grande question de fait* qui décidera de l'admission ou du rejet de la demande. M. Nyssens disait que le besoin devait être « le seul » fondement de cette intervention de la loi » (1).

L'article 6 définit en ces termes l'état de besoin :

« ART. 6. — Sont considérés comme se trouvant
« dans le besoin, ceux dont les ressources mises en
« rapport avec leurs charges sont ordinairement
« insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir à leur
« subsistance ».

Sont donc dans le besoin ceux qui ne peuvent pas habituellement pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance journalière. L'Autorité commise à l'étude de la question de fait devra mettre en rapport les ressources et les charges et déterminer d'après cet examen “ *l'état de besoin* ”.

Pour l'aider dans cette étude, l'article 6 dresse un modèle de bilan que pourront consulter utilement les commissaires chargés d'élucider la question.

« Pour apprécier l'état de besoin, il est tenu compte
« notamment :

(1) M. Nyssens, Rapport page 9.

« *En ressources :*

« 1^o Du salaire intégral de l'impétrant et de tout
« autre profit résultant de la profession qu'il
« exerce,

« 2^o De la valeur en rente viagère de ses propriétés
« ou droits réels, de son cheptel et de ses épargnes,

« 3^o Des subventions résultant de droits personnels
« comme les pensions alimentaires,

« 4^o Des secours de la bienfaisance publique et des
« Caisses de prévoyance,

« 5^o Du salaire intégral et de tous autres revenus
« de son conjoint et des enfants ou descendants habi-
« tant avec lui, qu'ils soient mariés ou non.

« *En charges :*

« 1^o De l'entretien du ménage selon la condition
« habituelle des ouvriers de la région et de la même
« profession en considérant le nombre et l'âge des
« personnes qui composent la famille,

« 2^o Des infirmités,

« 3^o Du loyer, des impôts et des charges réelles.

Cette énumération n'est par limitative ; nous en voyons la preuve dans le terme « notamment » dont se sert l'Arrêté royal.

Le fait d'avoir les ressources indiquées : d'être salarié, propriétaire, locataire, d'avoir un livret, etc., ne constitue pas une cause d'exclusion, mais une simple indication ; et l'on peut dire en résumé que le point à examiner est l'ensemble de la situation des intéressés, le rapport entre le montant des ressources et les nécessités de l'existence, eu égard notamment

à la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre, l'âge, les infirmités des personnes qui composent la famille (1).

Cas d'exclusion

L'Arrêté royal examine dans l'article 6, *in fine*, et dans les articles 7, 8 et 9 les cas particuliers qui mettent ou peuvent mettre obstacle à l'allocation de 65 francs ; nous allons les passer en revue.

« ART. 6, *in fine*. — 1° En aucun cas, ne seront
« considérés comme se trouvant dans le besoin ceux
« dont les revenus atteignent 360 francs pour un
« vieillard et 600 francs pour des conjoints habitant
« ensemble. »

Ces chiffres de 360 francs pour une personne et de 600 francs pour deux conjoints donnent donc la limite extrême du droit à l'allocation.

« 2° « Sont présumés ne pas se trouver dans le
« besoin jusqu'à preuve du contraire dûment établie,
« ceux qui tiennent par eux-mêmes ou par personne
« interposée un débit de boissons. »

Le fait de tenir un établissement de ce genre peut jusqu'à un certain point être envisagé comme un signe extérieur de richesse. Il nous semble pourtant que cette disposition rentre dans l'arsenal des mesures qui servent au Gouvernement belge dans sa lutte contre

(1) Chambre des Représentants, année 1899-1900. Annales parlementaires, pages 1383-1385.

l'alcoolisme. Il y a une présomption défavorable qui ne peut tomber que devant un état de besoin dûment prouvé.

« ART. 8. — 3° Ne pourront être considérés comme
« se trouvant dans le besoin au point de vue de l'attri-
« bution de l'allocation de 65 francs :

« a) Les personnes auxquelles une institution hos-
« pitalière ou un particulier fournit, soit dans un
« établissement, soit ailleurs, le logement, la nourri-
« ture, le vêtement et le chauffage ».

Il s'agit ici de la bienfaisance privée, par opposition aux secours de la bienfaisance publique évalués en ressources dans l'article 6 alinéa 4°.

Les termes de l'article 8 ne mettent les personnes secourues dans l'impossibilité d'obtenir l'allocation que si toutes les conditions nécessaires à son entretien : logement, nourriture, vêtement, chauffage sont réunies, si, en un mot, l'état de besoin a disparu.

Il en serait évidemment de même pour l'assistance publique : si un établissement en ressortissant faisait disparaître l'état de besoin, les intéressés perdraient tout droit à l'allocation.

« b) Les prisonniers et les personnes détenues dans
« les maisons de réforme ou les dépôts de mendicité ».

Il ne faut pas considérer cette exclusion uniquement comme disposition pénale, mais aussi comme la conséquence de ce que ces personnes sont momentanément à l'abri du besoin puisqu'elles peuvent prétendre à l'allocation en retrouvant leur condition normale.

« ART. 9. — 4° Seront exclues de l'allocation, les

« personnes condamnées depuis moins d'un an pour
« ivresse publique et celles qui ont aliéné leurs biens
« dans un but de fraude ».

Voilà bien deux catégories de personnes exclues de l'allocation par une disposition pénale.

La première mesure concernant l'ivresse a été inspirée par le désir de combattre l'alcoolisme par tous les moyens que la loi peut mettre à la disposition d'un Gouvernement. Notons cependant que cette peine est temporaire et que si l'ivrogne se corrige et ne se fait pas condamner pendant une année, il pourra prétendre avec succès à l'allocation.

La seconde peine frappe les personnes qui auraient aliéné leurs biens dans un but de fraude, dans le but de paraître dans le besoin alors qu'elles ont certaines ressources. Cette manœuvre est punie par une privation de l'allocation de 65 francs.

Cette privation est-elle définitive? Les personnes qui ont ainsi frauduleusement caché leurs ressources seront-elles privées de secours même si elles tombent dans le besoin? Nous ne le pensons pas, cette disposition devant être assimilée à celle de l'article 14 qui décide que « si l'intéressé a produit des renseignements
« ou certificats mensongers, sa demande sera écartée
« pour l'année en cours, même si elle paraissait
« fondée ».

Nous devons donc admettre que le même délai d'une année s'impose dans les deux cas envisagés par l'article 9.

CHAPITRE II

PROCÉDURE D'INSTRUCTION

Nous étudierons dans ce chapitre les différentes phases que subit une requête d'allocation à savoir : la demande, la transmission de la demande, l'examen, l'appel, la cassation, la liquidation, toujours en suivant les articles de l'arrêté, du reste très explicites.

1^o **La Demande**

« ART. 10. — Toute personne qui sollicite l'allocation de 65 francs doit en faire la demande par écrit « avant le 1^{er} Janvier de l'exercice budgétaire sur « lequel l'allocation doit être imputée, en se servant « d'une formule conforme au modèle annexé au « précédent arrêté.

« Seront joints à la requête tous les documents « nécessaires pour établir l'existence de chacune des « conditions énumérées à l'article 1^{er} tels que le « certificat de nationalité et de résidence, l'extrait de « l'acte de naissance, les pièces justifiant de la qualité « d'ouvrier ou d'ancien ouvrier, les états de salaires « de l'intéressé, de son conjoint, de ses enfants ou « descendants, un certificat du receveur des contributions, et s'il y a lieu, les documents établissant « la situation des propriétés, le montant des épargnes « et des autres ressources.

« Les charges, spécialement les infirmités et le « montant du loyer, devront également être justifiés « par des preuves écrites.

« Par mesure transitoire, en ce qui concerne les
« demandes relatives à l'année 1903, les pièces justifi-
« catives pourront être fournies après l'envoi de la
« requête jusqu'au 28 février 1903 au plus tard. »

L'intéressé doit commencer lui-même la procédure en adressant au *président du Comité de patronage* des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance de son arrondissement une demande d'allocation.

L'intéressé peut avoir un mandataire, sauf pour la signature. Il en trouve un tout indiqué dans une société de secours mutuels qui lui facilitera les demandes et pourra lui épargner aussi du temps et des démarches.

L'intéressé devra joindre à sa demande tous les documents nécessaires pour prouver les points qui y sont énoncés : certificat de nationalité et de résidence, extrait de l'acte de naissance (délivrés gratuitement par le bourgmestre) (1) et spécialement un certificat du receveur des contributions.

« ART. 11. — Le receveur des contributions inscrit
« par nature, dans le certificat mentionné à l'article
« précédent, les impositions portées dans les rôles au
« nom de l'impétrant, de son conjoint et de ses enfants
« ou descendants habitant avec lui tels qu'ils sont
« indiqués à ce fonctionnaire ; il y comprend toutes
« les sommes éventuellement dûes, à recouvrer à leur
« charge, en matière de contribution foncière, de

(1) Article 13 de l'Arrêté Royal.

« contribution personnelle, de droit de patente, de
« redevance sur les mines. Il mentionne également
« les centimes additionnels au profit de l'Etat, des
« provinces et des communes ainsi que les taxes
« provinciales.

« Le certificat daté et signé par le receveur est
« envoyé d'urgence à l'impétrant ou à son manda-
« taire. »

Le rôle du receveur est d'indiquer toutes les *charges légales* qui pèsent sur la famille. Sans indiquer de délai fixe, l'arrêté réclame l'urgence pour l'envoi de ce document à l'intéressé ou son mandataire.

« ART. 12. — La demande sera certifiée sincère et
« véritable, signée et datée par l'intéressé ; s'il ne sait
« ou ne peut signer, il en sera fait mention et cette
« déclaration sera visée par deux témoins belges et
« majeurs ».

La demande qui peut être établie par un mandataire doit pourtant être datée et signée par l'intéressé qui certifie sincères et valables tous les renseignements qui y sont énoncés et dont il prend ainsi la responsabilité.

Notons à ce propos qu'une telle demande est personnelle et que par exemple deux conjoints désirant l'allocation doivent établir deux demandes différentes.

2^o **Transmission de la demande**

La demande ainsi établie est laissée entre les mains du bourgmestre de la localité,

Le soin qu'a pris le Gouvernement de rendre le sort d'une demande d'allocation indépendant de toute question politique, religieuse, personnelle ou locale fait que l'Autorité communale a peu de pouvoirs en l'espèce. Le bourgmestre ne peut même pas émettre un avis sur le bien fondé de la demande ; il sert presque uniquement d'organe de légalisation et de transmission.

« ART. 13. — Le bourgmestre est tenu de fournir
« aux intéressés ou à leurs mandataires, s'ils l'en
« requièrent, les extraits sur papier libre des documents sus-visés relatifs à l'âge, à la nationalité,
« à la résidence, à la composition de la famille, à la
« situation cadastrale des biens de l'impétrant et
« aux secours qui lui sont accordés par la bienfaisance communale

« Il certifie l'exactitude des renseignements produits par l'impétrant après les avoir complétés ou
« rectifiés au besoin, notamment en ce qui concerne
« les salaires et loyers ; toutefois il n'émet pas d'avis
« sur le bien fondé de la demande.

« Il transmet le dossier dans le plus court délai possible et au plus tard dans le mois de la réception de la demande, au président du Comité de patronage avec un inventaire des pièces jointes ».

Le bourgmestre est tenu d'aider les intéressés dans leurs recherches en leur fournissant les renseignements que sa situation lui permet de connaître.

Ces documents sont fournis sur papier libre, par conséquent sans frais.

Il examine la demande et met au point les assertions qui lui paraissent erronées.

Comme l'article 13 de l'arrêté de 1902 est plus restrictif des droits du maire que les articles concernant des arrêtés précédents qui autorisaient une enquête et la comparution de l'intéressé, nous devons admettre que les rectifications du maire ne peuvent porter que sur des faits généraux, tels que les salaires et loyers normaux de sa localité que l'Autorité municipale est à même de connaître sans se livrer à une enquête sur la personne même de l'impétrant.

Le maire doit transmettre le plus vite possible et au plus tard dans le mois de la réception, la demande et les pièces justificatives dont il aura dressé inventaire « au Président du Comité de patronage des « Habitations ouvrières et des Institutions de « prévoyance dont la circonscription comprend la « résidence effective de l'impétrant ». (Article 12 *in fine*).

3^o Examen de la demande

Le Comité de Patronage

Le choix d'un organe capable de déterminer l'état de besoin sans se laisser influencer par la question politique ou religieuse, à l'abri de mesquines rancunes électorales ou personnelles, s'imposait au Gouvernement.

« Un Arrêté royal, disait M. Nyssens, devra être
« pris qui règlera l'application de la disposition et
« l'opinion publique, comme le Parlement, seront

« d'accord avec le Gouvernement pour vouloir que les
« bénéfices de la loi soient acquis aux titulaires qui
« se trouvent dans les conditions prévues, quelles que
« soient leurs opinions ou leur couleur politique. Tout
« abus en cette matière serait un attentat à deux
« choses sacrées : la vieillesse et la pauvreté. *Res*
« *sacra miser*. (1)

Pénétré de ces idées généreuses, le Gouvernement, par une innovation heureuse et universellement applaudie, chargea de l'examen de la demande d'allocation le Comité de patronage dont nous allons brièvement rappeler la formation et le but social.

*Comités de Patronage des Habitations Ouvrières
et des Institutions de Prévoyance*

Ces comités ont été créés par la loi du 9 août 1889, modifiée par les lois du 30 Juillet 1892, 18 Juillet 1893 et 16 août 1897, dont nous reproduisons les dispositions intéressantes.

1° Il sera établi dans chaque arrondissement administratif un ou plusieurs comités chargés :

a) De favoriser la construction et la location d'habitations ouvrières salubres et leur vente aux ouvriers, soit au comptant, soit par annuités.

b) D'étudier tout ce qui concerne la salubrité des maisons habitées par les classes laborieuses et l'hygiène des localités où elles sont tout spécialement établies.

(1) M. Nyssens. Rapport page 9.

c) D'encourager le *développement de l'épargne et de l'assurance*, ainsi que des institutions de crédit ou de secours mutuels et de retraite.

Pour remplir leur troisième mandat, ils s'efforceront de répandre parmi les classes laborieuses les idées d'épargne et de prévoyance, de vulgariser notamment les avantages de l'affiliation à la Caisse de Retraite, d'engager les industriels dans la voie de l'assurance générale de leurs employés et ouvriers, de leur faciliter l'accomplissement de formalités légales, de donner au besoin leur avis sur les demandes de reconnaissance légale introduites par les sociétés mutualistes (1).

2° Ces comités seront composés de 5 membres au moins et de 18 au plus nommés pour trois ans, savoir : 3 à 10 par la Députation permanente du Conseil Provincial, 2 à 8 par le Gouvernement. Ils pourront être subdivisés en sections.

3° En donnant aux Députations le droit de nommer la majorité des membres des Comités de patronage la loi ne leur trace aucune règle, mais le Ministre recommande de choisir avec soin ces membres parmi les hommes dévoués, inspirant confiance à la classe ouvrière, et parmi les ouvriers eux-mêmes (2).

4° Les comités pourront nommer dans l'étendue de leur ressort des correspondants (3).

Le mandat est gratuit, certaines indemnités pourront

(1) Arrêté Royal du 9 Octobre 1895, article 15.

(2) Circulaire du 15 Octobre 1889.

(3) Arrêté royal du 9 Octobre 1895. — Article 2.

néanmoins être allouées sous forme de jetons de présence au secrétaire et aux membres ouvriers (1)

5° Les comités peuvent déléguer à certains de leurs membres le pouvoir de se mettre directement en rapport avec les administrations communales, avec l'Autorité provinciale ou avec le Gouvernement et de leur signaler telle mesure qu'ils jugeront opportune (2).

Ces comités forment ainsi une juridiction administrative qui avait déjà donné des gages de son impartialité et dans laquelle les ouvriers, comme tous les groupes sociaux, se trouvent représentés (3).

Le Gouvernement, très satisfait des résultats sociaux obtenus par ces comités, les chargea de l'examen des demandes d'allocation de 65 francs et l'article 13 de l'arrêté du 30 Décembre 1902 ordonne à l'Autorité municipale, une fois le dossier de l'impétrant parfaitement établi, de l'envoyer sans retard au Président du Comité de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance dont la circonscription comprend la résidence effective de l'impétrant.

« ART. 14. — Le Comité de patronage examine les
« demandes qui lui sont soumises, soit en séance
« plénière, soit en commission composée de trois
« membres au moins.

« La subdivision du comité en commissions a lieu

(1) Arrêté royal du 9 Octobre 1893. — Article 3.

(2) Arrêté royal du 9 Octobre 1893. — Article 3.

(3) Circulaire du 9 Novembre 1900.

« par arrêté ministériel, après avis de la Députation
« permanente.

« Aucune décision ne peut être prise sans la pré-
« sence de trois membres au moins.

« Toute demande tardive sera écartée comme non
« recevable. Il pourra en être de même des demandes
« non accompagnées des pièces justificatives requises
« à l'article 10.

« Les requêtes déclarées recevables seront instruites
« par les soins d'un ou plusieurs rapporteurs désignés
« par le comité parmi ses membres effectifs ou cor-
« répondants, et moyennant enquête au lieu du
« domicile des intéressés.

« Les rapports sont datés et motivés ainsi que les
« décisions ; celles-ci contiendront notamment l'évalua-
« tion des ressources et des charges dont il a été tenu
« compte par le comité. Si l'intéressé a produit des
« renseignements ou des certificats mensongers, sa
« demande sera écartée pour l'année en cours, même
« si elle paraissait fondée.

« Le comité fait connaître dans les huit jours sa
« décision motivée à l'intéressé ainsi qu'au Gouver-
« neur de la Province auquel il transmet en même
« temps le dossier de l'affaire. »

Le premier travail auquel se livre le Comité est le
classement des demandes en recevables et non
recevables.

Sont considérées comme non recevables :

1^o Les demandes tardives, parvenues après le
1^{er} Janvier ;

2° Les demandes non accompagnées des pièces justificatives requises par l'article 10 et nécessaires pour établir le droit du requérant ;

3° Les demandes accompagnées de certificats et renseignements mensongers.

Ces demandes seront écartées pour l'année en cours, même si elles paraissent fondées. L'intéressé pourra donc, l'année suivante, en établir une autre remplissant les conditions prescrites.

La requête déclarée recevable est livrée à l'appréciation d'un rapporteur désigné par le Comité. Ce rapporteur sera soit un des membres du Comité, soit un étranger. Il est en effet loisible (1) au Comité de choisir dans toutes les communes un membre correspondant qui peut être nommé rapporteur ou du moins fournir au rapporteur choisi les renseignements nécessaires. Le rapporteur peut s'éclairer par tous les moyens sur le bien-fondé de la demande. Son enquête peut se faire au lieu du domicile de l'intéressé où il trouvera tous les renseignements désirables. Les renseignements, consignés dans un rapport, sont livrés à l'appréciation du Comité, qui rend son verdict. Quel que soit le nombre des membres, la présence de trois d'entre eux est indispensable pour prendre une décision.

La *décision* du Comité doit porter indication :

1° De la date ;

2° De l'évaluation du besoin énoncée en ressources et charges qui ont paru véritables ;

(1) Circulaire du 9 Novembre 1900.

3° De l'acceptation ou du refus ;

4° Du motif qui a inspiré la décision.

Cette décision doit parvenir dans les 8 jours à l'intéressé et au Gouverneur de la Province, entre les mains duquel le Comité se dessaisit du dossier de l'affaire.

Cette double notification fait courir les délais d'appel.

4° **Procédure de l'appel**

Les Commissions d'appel

« ART. 15. — Dans la quinzaine de la notification,
« l'impétrant dont la demande aura été rejetée, sera
« recevable à interjeter appel de cette décision auprès
« du Gouverneur de la Province. Les appels devront
« être motivés.

« En ce qui concerne les décisions qui ont admis
« les demandes d'allocation, le Gouverneur pourra,
« d'office ou après telle enquête qu'il jugera utile,
« interjeter appel ; cet appel sera formé aussitôt qu'il
« sera possible et notifié sans délai à l'intéressé et au
« Comité. La notification mentionnera le motif de
« l'appel. »

L'article 15 donne le droit d'appeler de la décision du Comité à deux catégories d'intéressés : en cas de rejet de la demande à l'impétrant, en cas d'admission aux pouvoirs publics représentés par le Gouverneur de la Province.

Les conditions sont différentes.

1^o Appel interjeté par l'Impétrant.

L'impétrant dont la demande a été repoussée a 15 jours pour en appeler. Le délai court de la notification du refus à lui fait par le Comité.

La demande d'appel sera adressée au Gouverneur de la Province, avec les motifs sur lesquels se base le requérant.

2^o Appel interjeté par le Gouverneur.

Le Gouverneur de la Province a, lui aussi, le droit d'appeler des décisions qui lui semblent abusives. La plus grande latitude lui est laissée ; il n'est tenu d'observer aucun délai, il interjettera appel quand il lui sera possible ; d'office ou après telle enquête qu'il jugera utile.

Cet appel, également motivé, sera notifié sans délai à l'intéressé et au comité.

Ces deux catégories d'appels seront jugées par la même juridiction : la Commission d'appel.

La Commission d'Appel.

« ART. 16. — Il sera statué sur l'appel par une
« commission, instituée à cet effet par Arrêté ministériel, et composée d'un président désigné par le
« Gouvernement, d'un délégué du Conseil supérieur
« du travail et d'un délégué du Département des
« finances. Chaque membre aura un suppléant qui le
« remplacera en cas d'empêchement.

« Il pourra être institué plusieurs commissions
« par province, selon les besoins du service. La
« Commission statuera dans le mois de la date où

« elle aura été saisie de l'appel, après avoir procédé à
« telles mesures d'instruction qu'elle jugera convenir.
« Elle devra en tout cas, avant de réformer une
« décision, inviter le Comité de patronage à déléguer
« auprès d'elle un de ses membres. Elle notifiera sa
« décision à l'intéressé, au Gouverneur et au Comité
« de patronage. Cette décision ne sera susceptible
« d'aucun recours au profit de l'intéressé.

Les commissions d'appel furent créées et réglementées par l'arrêté ministériel du 22 Janvier 1903, remplaçant ceux du 5 Avril 1901 et Juin 1902. Nous en rappelons brièvement les dispositions intéressantes.

Il est institué une commission au chef-lieu de chaque province et pour l'étendue de celle-ci, sauf pour la province de Hainaut qui aura deux commissions une à Mons, l'autre à Charleroi (1).

Chaque commission est composée d'un président nommé par le Gouvernement, d'un délégué du Conseil supérieur du travail, d'un délégué du département des Finances, d'un secrétaire-trésorier nommé par le Ministre du Travail qui n'a pas voix délibérative, ni droit de vote.

Les 3 membres auront un suppléant ; ils sont nommés pour 3 ans et indéfiniment rééligibles (2).

Les commissions statuent dans le mois de la date où elles auront été saisies de l'appel.

Elles pourront, avant de statuer, prendre telles

(1) Arrêté ministériel du 22 Janvier 1903, articles 1 et 2.

(2) Arrêté ministériel du 22 Janvier 1903, articles 3, 4, 6.

mesures d'instruction qu'elles jugeront convenir, et spécialement réclamer des Comités de patronage, des bourgmestres, des intéressés et de toutes autres personnes, les renseignements qui leur paraîtront utiles. Elles devront, en tout cas, avant de réformer une décision, inviter le Comité de patronage à déléguer auprès d'elles un de ses membres ; celui-ci aura voix consultative (1). Ce membre peut appuyer verbalement les conclusions du rapport. Cette particularité fait du débat un véritable procès entre les deux parties.

La décision de la commission refusant l'allocation, soit qu'elle approuve la décision du comité, soit qu'elle suive la demande d'appel du Gouverneur, est définitive ; elle n'est plus susceptible d'aucun recours au profit de l'intéressé.

Les décisions motivées sont notifiées aux intéressés, aux comités, au Gouverneur, et la commission remet les dossiers à ce dernier qui les fait parvenir au Ministre de l'Industrie et du Travail.

5° **La Cassation**

« ART. 17. — Les dossiers seront transmis par le
« Gouverneur au Département de l'Industrie et du
« Travail. Le ministre pourra, soit d'office, soit après
« enquête qu'il jugera utile, déférer au Conseil des
« mines, siégeant en comité de législation, d'adminis-
« tration générale et de contentieux administratif, les

(1) Arrêté ministériel du 22 Janvier 1903, article 10.

« décisions prises en faveur des personnes qui man-
« festement ne possèderaient pas toutes les conditions
« prévues à l'article 1^{er}. S'il y a lieu, le Conseil des
« mines prononce l'annulation de la décision frappée
« de recours ; il peut renvoyer l'affaire devant un
« autre collègue appartenant à la même catégorie que
« celui dont émane la décision annulée ; la décision
« qui interviendra à la suite de ce renvoi sera suscep-
« tible des mêmes voies d'appel que la première, sauf
« qu'elle ne pourra plus faire l'objet d'un renvoi ».

L'Arrêté Royal de Décembre 1902 prévoit un cas que ne visaient pas les arrêtés précédents sur la matière : le cas d'une erreur, ou plutôt, ce qui doit être plus fréquent, le cas où l'allocation a été accordée trop légèrement, trop facilement, sans que les conditions exigées par le législateur soient réunies. Dans ce cas, le Ministre et le Conseil des Mines ont un véritable pouvoir de cassation par l'annulation de la décision en cas d'erreur et de son renvoi devant un autre collègue de la même catégorie que celui dont émane la décision annulée : Comité si la cause n'a pas été frappée d'appel, Commission d'appel en cas contraire. Si de nouvelles contestations se produisent, la décision qui interviendra à la suite de ce renvoi sera susceptible des mêmes voies d'appel que la première, sauf qu'elle ne pourra plus faire l'objet d'un renvoi.

6° Liquidation de l'allocation

« ART. 18. — Les allocations définitivement accor-
« dées seront liquidées par les soins de l'Office du
« Travail. »

« Toutefois cette administration peut, le Conseil des
« Mines entendu en son avis, suspendre la liquidation
« de l'allocation lorsqu'une erreur matérielle est cons-
« tatée ou que le bénéficiaire vient à se trouver dans
« un des cas prévus par les articles 8 et 9. S'il y a lieu
« le dossier sera renvoyé au Comité de patronage pour
« nouvel examen.

« Le paiement des allocations se fera en deux ver-
« sements de 32 francs 50 entre les mains des inté-
« ressés ou de leurs fondés de pouvoirs, par l'inter-
« médiaire de l'Administration des postes.

« Aucune réclamation concernant la liquidation ne
« pourra plus être introduite par le bénéficiaire un an
« après l'émission du mandat, lors même que celui-ci
« n'aurait pas été encaissé. »

L'allocation, une fois décidée, est liquidée sous la direction de l'Office du Travail par l'intermédiaire de la poste.

L'Office du Travail fait parvenir aux bénéficiaires, par les soins de l'Administration des Postes, des quittances de paiement à leur nom. Munis de ces quittances les intéressés se rendent au bureau de poste où, contre la remise de cette quittance signée par eux ou par deux témoins, l'Administration leur remet un semestre de leur rente, *soit 32 fr. 50*, le paiement devant toujours s'effectuer en deux versements égaux.

En cas d'empêchement, maladies, infirmités, etc., il est admis que l'intéressé peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs qui sera notamment sa société mutualiste. Le facteur peut faire le paiement à domicile.

Retrait de l'allocation

L'allocation, une fois décidée et même liquidée, n'est pas irrévocable. Du reste, sa nature même de correspondre à un besoin la fait dépendre de ce besoin et disparaître avec lui ; d'autres causes survenant après la liquidation de l'allocation peuvent avoir cet effet.

1^o L'erreur matérielle.

2^o Le cas où l'intéressé se trouve complètement hospitalisé dans le sens de l'article 8.

3^o Le cas où le bénéficiaire se trouve détenu dans une prison, une maison de réforme, un dépôt de mendicité.

4^o La condamnation pour ivresse dans les conditions de l'article 9 où le cas d'aliénation frauduleuse de biens.

5^o L'usage abusif de l'allocation (article 19).

6^o Le cas où le bénéficiaire ne répond plus aux conditions requises pour avoir droit à l'allocation et plus spécialement quand il ne se trouve plus dans le besoin (article 19).

« ART. 19. — L'Office du Travail fait parvenir aux
« bourgmestres, dans le mois de Janvier de chaque
« année, une liste des personnes résidant dans leur
« commune et admises précédemment à l'allocation
« annuelle de 65 francs.

« Le bourgmestre mentionnera sur cette liste les
« décès, causes d'exclusion ou de retrait de l'allocation,
« ainsi que les changements de résidence ; il certifiera
« par sa signature l'exactitude de ses indications.

« Il transmettra dans le mois la liste ainsi rectifiée

« et complétée au Comité de patronage qui procédera a
« une nouvelle instruction relativement aux personnes
« dont la situation de fortune serait modifiée ou sur
« lesquelles de nouveaux renseignements lui seraient
« parvenus ».

« L'allocation sera retirée notamment aux bénéfici-
« ciaires qui en auraient fait un usage abusif.

« Les personnes qui changent de résidence ne
« pourront, l'année suivante, bénéficier de l'allocation
« que moyennant une nouvelle décision du Comité de
« patronage compétent, prise à la suite d'une nouvelle
« demande et après l'instruction prévue aux articles
« 10 et suivants du présent Arrêté ».

Le bourgmestre est donc chargé de veiller aux changements de situation qui peuvent se produire chez les personnes qui ont obtenu l'allocation dans sa commune, de noter les causes d'exclusion, de retrait et les changements de résidence. C'est d'après ces renseignements que statueront les Autorités commises à cet effet par les articles 18 et 19 : Office du Travail ou comités de patronage, après telle enquête ou instruction jugée nécessaire.

En cas de changement de résidence, l'intéressé doit recommencer toute la procédure, faire une nouvelle demande susceptible du même traitement que la première fois, ce changement de résidence étant susceptible de provoquer une situation ou au contraire d'être causé par une situation nouvelle qui doit être examinée par le nouveau Comité dont dépend l'intéressé.

Résultats

L'allocation de 65 francs fut, comme on le pense, admirablement accueillie en Belgique, les demandes affluèrent dès 1901. Comme les autorités commises à leur examen se montrèrent très indulgentes, accordant l'allocation à tous ceux qui la demandaient, avec une complaisance un peu abusive, le Gouvernement fut obligé de remédier à cet état de choses; il enjoignit de se montrer plus sévère et se servit du droit d'appel et de cassation qu'il s'était octroyé dès les premiers abus.

« Le nombre des vieillards auxquels l'allocation de
« 65 francs fut accordée la première année a été de
« 180.000. Une majoration d'environ 40.000 s'étant
« produite l'année suivante, le Gouvernement modifia
« certaines dispositions réglementaires et donna des
« instructions très précises aux Collèges chargés de
« statuer sur les demandes. Depuis lors, le nombre
« des bénéficiaires n'a subi que des variations peu
« importantes et ne s'est guère écarté de 210.000, ce
« qui représente une charge financière de 13,500.000
« francs (1).

(1) M. Jean Dubois. Directeur-Général de l'Office du Travail. Le développement des assurances sociales en Belgique pendant les quinze dernières années, Bruxelles 1903.

CHAPITRE VIII

LE FONDS SPÉCIAL DE L'ÉTAT DESTINÉ AU SERVICE DES PRIMES

Les ressources qui permettent à la Caisse de Retraite d'assurer le service des rentes dont nous venons de parler proviennent de deux grandes sources différentes :

Des *pouvoirs publics* sous forme de primes et subsides.

Des *intéressés* sous forme de versements.

Les primes et subsides comprennent : la prime de l'Etat, les primes provinciales et communales, le subside de 2 francs accordé à chaque livret mutualiste et de plus l'allocation de 65 francs pendant la période transitoire.

Nous avons étudié, dans le chapitre consacré aux primes de l'Etat, le mécanisme de ces primes et des primes provinciales et communales ; nous rappelons que ces primes sont versées à la Caisse de Retraite par les Pouvoirs publics aussitôt la liquidation des comptes annuels, sauf dans quelques cas particuliers que nous avons signalés en parlant des Provinces.

Nous rappelons également que le subside de 2 francs accordé par l'Etat sur le budget du Ministère de l'Industrie et du Travail est liquidé par l'intermédiaire des sociétés mutualistes reconnues et arrive à la Caisse de Retraite sous la forme d'une majoration des versements effectués par les affiliés.

Il nous reste donc à examiner de quelle façon se trouve prélevée sur le budget public la participation de l'Etat à l'assurance-primés aux versements et allocations de 65 francs, sans nous occuper du crédit nécessaire à l'attribution du subside de 2 francs, qui est, comme nous l'avons rappelé, prélevé sur le budget annuel du Ministère de l'Industrie et du Travail ; nous étudierons ensuite la deuxième série des ressources de la Caisse de Retraites, comprenant les versements des affiliés.

Le Fonds spécial

« En vue de liquider les dépenses résultant de la
« présente loi, il est institué un « fond spécial » des
« dotations allouées par l'Etat pour la constitution
« de Pensions de vieillesse.

« Ce fonds est rattaché à la Caisse des dépôts et
« consignations.

« Il est alimenté :

« 1^o Par une allocation annuelle de 12 millions de

« francs, inscrite au budget ordinaire de l'Etat et
« pour la première fois, au budget de l'exercice 1901
« (cette allocation a été portée à quinze millions par la
« loi du 18 Février 1903 et à seize millions par la loi
« budgétaire pour 1906 ; l'allocation annuelle est
« donc actuellement de 16 millions.)

« 2° En cas d'insuffisance, et à charge de rembour-
« sement, par des ressources exceptionnelles qui
« seront éventuellement sollicitées de la législature. (1)

Il était nécessaire, pour faire face aux charges qu'entraînerait pour l'Etat la création des primes d'encouragement, de trouver des ressources qui suffiraient à assurer l'application de la loi.

M. Denis, au nom du parti socialiste, réclama pour faire face à ces dépenses nouvelles, un impôt nouveau qui porterait sur les successions et serait uniquement affecté à assurer le sort des vieux travailleurs (2) ; le Gouvernement estima que le budget prospère du pays pourrait faire face à ces dépenses sans crédit nouveau et fit voter le *fonds spécial*.

« Le Gouvernement évalue à 12 millions de francs
« la somme à inscrire annuellement au budget du
« chef de l'intervention de l'Etat dans la constitution
« des pensions de vieillesse. Le Gouvernement a la
« satisfaction de constater — et les Chambres s'en
« féliciteront avec lui — que la situation prospère de
« nos finances, correspondant à la prospérité générale

(1) Article 41.

(2) Chambre des Représentants, année 1899-1900, annales parlementaires, page 1389.

« du pays, permet d'imposer cette charge nouvelle au
« budget ordinaire sans recourir à la création de
« nouvelles ressources.

« La somme de 12 millions n'est, on le comprendra,
« qu'une moyenne approximative, la dépense pourra
« s'écarter sensiblement de ce chiffre, soit en deçà,
« soit au delà. Les facteurs qui la déterminent sont
« en effet incertains et variables. C'est ainsi que la
« charge qu'entraînera le service des allocations aux
« ouvriers ou anciens ouvriers âgés de plus de 65 ans,
« ira après une certaine période en décroissant con-
« tinuellement ; d'autre part, les primes à allouer
« dans les premiers temps aux intéressés ayant
« atteint l'âge de 40 ans au moment de la mise en
« vigueur de la loi et partant obligés de s'imposer
« des versements assez élevés, prendront terme au
« fur et à mesure de l'accession de ces affiliés à la
« pension.

« De là une réduction progressive des charges. Par
« contre, à mesure que l'œuvre de propagande pro-
« duira ses fruits, les subventions de l'Etat en faveur
« de ceux, qui, de plus en plus nombreux, s'affilieront
« dans les conditions normales croîtront en impor-
« tance.

« Dans quelle mesure l'extinction graduelle des
« deux premiers facteurs viendra-t-elle contrebalan-
« cer le surcroît de dépense qu'entraînera la progres-
« sion du troisième ? Rien ne permet de l'établir. Il
« est probable que durant une certaine période
« l'allocation de 12 millions ne sera point absorbée
« dans l'année et que pendant une autre période, elle

« ne suffira pas aux besoins. Après quoi l'équilibre
« à peu près stable s'établira.

« Désireux de se conformer aux principes d'une
« bonne gestion des finances publiques, le Gouver-
« nement s'est préoccupé de régulariser la charge
« qui pèsera sur le budget de chaque exercice. Il
« suffisait à cet effet de trouver une combinaison
« soustrayant la contribution annuelle de l'Etat au
« régime habituel des crédits budgétaires. La création
« d'un fonds spécial permanent des pensions de
« vieillesse dont le rôle est nettement circonscrit par
« la loi répond à ce desideratum.

« L'allocation annuelle de 12 millions sera versée
« *in globo* à la Caisse des dépôts et consignations à
« laquelle il a semblé tout indiqué de rattacher ce
« fonds et qui l'administrera d'après les mêmes
« règles que les autres fonds spéciaux dont la gestion
« lui est confiée ; c'est-à-dire qu'elle pourvoira aux
« dépenses en vue desquelles le fonds est institué et
« demeurera gardienne des excédents disponibles.
« Ces reliquats accumulés trouveront leur emploi
« dans les années où la dépense viendrait à dépasser
« 12 millions. Si l'insuffisance était supérieure à
« l'avoir du fonds spécial, il y serait pourvu au
« moyen de ressources exceptionnelles dont le
« montant en serait versé au dit fonds à charge de
« revirement à due concurrence au profit du Trésor
« dès que la situation le permettrait.

« Il va de soi, que si la somme de 12 millions était
« décidément trop faible pour faire face aux charges
« qui résultent de la loi, le Gouvernement aurait à

« proposer l'augmentation définitive de crédit
« annuel (1).

Sur quelle base le Gouvernement avait-il établi ce chiffre de 12 millions ? Nous ne le voyons pas. Ce chiffre ne peut résulter que d'une estimation approximative.

La Commission évaluait la charge annuelle des Pouvoirs publics à une somme qui, de 37 millions dans les débuts, devait se réduire à 12 millions dans la période normale.

Ces chiffres supposaient l'affiliation de la totalité de la population ouvrière et une rente de 300 francs. D'autre part, le système de la Commission admettait une prime plus élevée que celle qui fut établie par la loi. Les dépenses du fait des dispositions à prendre en faveur des vieux ouvriers étaient en plus évaluées à 7 millions (2).

Quoiqu'il en soit, ce crédit de 12 millions fut reconnu trop faible dès la première année ; il fut absorbé presque en totalité par les allocations de 65 francs et le Gouvernement fut ainsi amené à faire voter le 18 Février 1903 une augmentation de 3 millions à laquelle la loi budgétaire pour 1906 ajouta encore un million. Le fonds spécial atteint donc le chiffre de 16.000.000.

Ce crédit est destiné à faire face aux dépenses occasionnées par les dispositions transitoires et à

(1) Exposé des motifs, pages 40 et 41.

(2) 44^{me} proposition de la Commission.

assurer les primes d'encouragement. Ce n'est pas un crédit de répartition, en ce sens qu'il ne se partage pas au prorata des versements, comme dans le régime antérieur ; le taux de la prime est immuable et en cas d'insuffisance du crédit, ce n'est pas la prime qui fléchirait mais les ressources qui augmenteraient par les soins du Parlement.

Le fonds spécial est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations et ordonnancé par le Ministre des Finances, qui attribue à la Caisse de Retraite les sommes correspondantes aux versements qu'elle encaisse. Cette opération se fait aussitôt que le droit à la prime des affiliés à la Caisse a été reconnu au Ministère, c'est-à-dire vers le mois de Juin de l'année qui suit le versement.

Les dépenses du fonds spécial pour le service des primes s'élèvent à plus de quatre millions pour l'année 1906.

Les primes attribuées sur le fonds spécial s'élevaient pour 1905 à 3.762.474,30, se répartissant de la façon suivante :

Affiliés directs.....	2.249,40
Affiliés mutualistes.....	3.380.393,90
Affiliés militaires	379.831

Si nous ajoutons à cette somme le chiffre de 13 millions que coûtent au fonds commun les allocations de 65 francs, nous pouvons remarquer que le fonds commun ne suffit pas encore à couvrir les dépenses que la loi lui impose.

CHAPITRE IX

LES VERSEMENTS DES DÉPOSANTS

Les versements constituent la partie des ressources de la Caisse qui ne proviennent pas des Pouvoirs publics.

Ils proviennent, soit des personnes qui désirent se constituer une pension, soit de tiers qui désirent les aider à atteindre ce but.

Nous pouvons les distinguer.

Au point de vue de leur origine : en versements mutualistes, directs et militaires ;

Au point de vue de la prime : en versements réguliers et irréguliers ;

Au point de vue de la modalité : en versements à capital aliéné ou abandonné et versements à capital réservé.

I. — **Versements mutualistes, directs, militaires**

A. — *Versements mutualistes.*

La plus grande partie des versements en vue de la constitution de pensions de retraite parvient à la Caisse

par l'intermédiaire des sociétés mutualistes reconnues, qui centralisent les épargnes de leurs membres, leur évitant ainsi toute démarche et toute préoccupation. Ces sociétés mutualistes constituent ainsi une foule de succursales de la Caisse de Retraite ; elles sont en même temps des agents de propagande de premier ordre. Il est de toute évidence que c'est grâce à ces sociétés que la loi de 1900 a pu pénétrer dans les classes ouvrières et obtenir un résultat sérieux.

En 1905, 5.119 sociétés mutualistes reconnues ont servi d'intermédiaires à 505,946 personnes, et l'année 1906 compte environ 543.000 mutualistes affiliés par l'intermédiaire de 5.478 sociétés (1).

B. — *Versements directs.*

A côté des versements mutualistes, qui jouissaient seuls des primes dans le régime antérieur à 1900, la loi reconnaît les versements directs, c'est-à-dire effectués directement à la Caisse de Retraite, par des personnes qui, pour un motif quelconque, ne peuvent ou ne veulent opérer leurs versements par l'intermédiaire d'une mutualité. Ces personnes constituent l'infime minorité des clients de la Caisse (537 en 1900 ; 246 en 1901 ; 146 en 1902 ; 147 en 1903 ; 212 en 1904 ; 229 en 1905 ; 264 en 1906. (2))

(1) Nous renvoyons pour plus de détails au chapitre spécialement consacré aux Sociétés mutualistes.

(2) Nous n'envisagerons dans cette statistique que les affiliés directs dont les versements rentrent dans le cadre de la loi du 10 Mai 1900.

C. — *Versements militaires.*

L'article 18 de l'Arrêté Royal du 12 septembre 1902, pris en exécution de la loi du 21 Mars 1902 sur la milice, stipule que le département des Finances et des Travaux publics fera prélever annuellement une somme de 15 francs sur les fonds déposés à la Caisse d'épargne au nom de chaque militaire qui aura été rétribué dans l'année. Ces prélèvements sont obligatoires. Le nombre de livrets créés dans cette catégorie a été :

En 1903	de	42,831
1904	de	12,036
1905	de	11,967 (1)
1906	de	11,300 environ.

Le nombre de personnes (militaires) ayant de ce chef effectué des versements en 1905 peut être évalué à 42,200 environ.

II. — **Versements réguliers et irréguliers**

A. — *Versements réguliers.*

La loi considère comme versements réguliers, donnant droit à la prime, non seulement les versements personnels de l'intéressé mais encore les versements opérés à son profit par la société mutualiste reconnue dont il est membre ou par une tierce personne (le plus souvent un patron). Ces versements pour être réguliers doivent réunir toutes les conditions exigées par la loi et que nous avons précédemment étudiées.

(1) Compte-rendu de la Caisse de Retraite année 1905, page 106.

B. — *Versements irréguliers.*

Nous devons entendre par versements irréguliers c'est-à-dire ne donnant pas droit à la prime :

1° Tout versement effectué par des personnes qui ne jouissent pas des conditions requises pour bénéficier des avantages de la loi, par exemple par une femme mariée sans autorisation du mari, ou par une personne ne remplissant pas les conditions de fortune prévues par les articles 1 et 2 de la loi de 1900 ;

2° Tout versement de plus de 15 francs, pour la partie qui dépasse le maximum subsidiable ;

3° Tout versement insuffisant pour obtenir la rente minima de 1 franc à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance. « Ces versements augmentés d'un intérêt calculé au taux bonifié pour les dépôts de même import effectués sur livret d'épargne, sont remboursés conformément à l'article 53 de la loi du 16 mars 1865 (1) ».

393 comptes de cette nature ont été remboursés en 1905.

III. — Versements à **capital abandonné** et versements à **capital réservé.**

Le versement à *capital abandonné* est celui par lequel la Caisse de Retraite transforme les sommes versées et leurs intérêts annuels, capitalisés au fur et à mesure de leur échéance, en rentes que l'affilié touchera à l'âge qu'il a choisi lui-même pour jouir de sa pension.

(1) Arrêté Royal du 4 Septembre 1896.

Par le versement à *capital réservé* au contraire, l'affilié déclare qu'à son décès la somme de ses versements, sous déduction de 3 pour cent pour frais d'administration, sera remise à ses héritiers ou ayants droit. Les intérêts capitalisés des sommes versées à capital réservé contribuent donc seuls à constituer la rente.

Si nous examinons rapidement les opérations de la Caisse, la différence fondamentale de ces deux modalités nous apparaîtra clairement.

A. — *Capital abandonné.*

Le 1^{er} versement produit dès la fin de l'année un intérêt à 3 p. c., qui vient s'ajouter à la première mise pour former un total lui-même productif d'intérêts capitalisés de la même façon. L'opération continue jusqu'à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

Plus cet âge est éloigné, plus les versements et leurs intérêts capitalisés font boule de neige et deviennent susceptibles d'augmenter la rente.

La rente ainsi obtenue n'est qu'une partie de la pension de vieillesse qui comprend en outre l'extinction du capital abandonné par annuités calculées de façon à arriver à zéro le jour de la mort du rentier. La pension comprend encore, en plus de la rente personnelle à l'intéressé, la part afférente aux survivants du groupe très nombreux des affiliés de la Caisse, dont les chances de survie ont été calculées d'après la table de mortalité de Quetelet.

Les opérations s'effectuent avec une grande précision car, tous les versements étant centralisés à une

Caisse unique pour la Belgique, cette Caisse répartissant les risques suivant la loi des grands nombres, peut serrer de très près, sans crainte de déficit, la table de Quetelet dont les calculs ont été effectués sur 1000 individus.

B. — *Capital réservé.*

L'opération est double : la Caisse, obligée de représenter le capital formé par les versements à une certaine époque, n'en affecte que les intérêts à 3 p. c. à la constitution de rentes de la même façon que ci-dessus.

Il y a donc : 1^o Placement à 3 p. c. des versements ; 2^o Versement à capital abandonné de ces intérêts, en vue de constituer la rente.

Nous verrons que l'on peut, en se plaçant à un autre point de vue, considérer le versement à capital réservé comme se décomposant en deux opérations distinctes : assurance de rente viagère et assurance sur la vie.

Il est facile de comprendre que les rentes constituées par un versement effectué d'après cette modalité sont moins élevées que les rentes constituées par un versement à capital abandonné.

Il nous paraît indispensable de nous appesantir quelque peu sur les deux modes de versements prévus par la loi de 1900. L'exposé rapide des théories qui s'y rapportent, des discussions que suscitent ces modalités, nous semble rentrer pleinement dans l'étude d'une loi de Retraites.

La loi du 16 Mars 1865, qui réorganisait la Caisse

de Retraite et la reliait administrativement à la Caisse d'Epargne, admit pour la première fois la réserve du capital constitué par les versements, au profit des héritiers de l'affilié lors du décès de celui-ci (1). Jusqu'alors la Caisse de Retraite n'admettait que des versements à capital aliéné.

Ces deux modes de versements ne jouirent pas de la même faveur auprès de la clientèle de la Caisse : les versements à capital réservé étaient de beaucoup les plus nombreux à ce point qu'en 1898, 285.119 versements furent effectués à capital réservé, tandis que les versements à capital abandonné ne dépassaient pas 46.604 (2).

La Commission, en présence de ce courant d'opinion, admit aux primes le versement à capital réservé, tout en souhaitant que la prime fut moins élevée que si le versement était fait à capital abandonné ; elle émit aussi la proposition qu'il fut possible à l'intéressé de se réserver à lui-même la faculté d'entrer en jouissance de ce capital réservé lorsque sa rente lui serait acquise (3).

Le législateur, plus généreux encore, mit sur le même rang, au point de vue de la prime, les deux modes de versement et admit le bénéficiaire de la rente au rachat du capital réservé, tout en décidant que les primes seraient toujours versées à capital abandonné (4).

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 43.

(2) Rapport sur les travaux de la Commission, page 166.

(3) 6^e et 8^{me} propositions de la Commission.

(4) Articles 4 et 7.

En admettant le versement à capital réservé au bénéfice des primes, la Commission et le législateur, tout en reconnaissant la valeur des objections théoriques qu'il soulève, cédaient à une nécessité pratique et aussi à des considérations d'ordre plus élevé que nous allons énumérer.

Sous un régime d'affiliation libre, le travailleur doit pouvoir effectuer ses versements comme il l'entend ; s'il veut faire acte de prévoyance, non seulement pour lui, mais aussi pour les siens en cas de décès, on ne peut que l'approuver.

Il est à remarquer aussi qu'il y a intérêt pour les vieillards à laisser à leur mort quelques économies à leurs enfants, qu'il en résulte pour eux des soins plus empressés (1).

Le versement à capital réservé est incontestablement plus moral parce que la mère de famille a contribué pour sa part aux versements de son mari, soit qu'elle ait aidé, de l'argent gagné par elle, son pouvoir d'épargne, soit simplement par le fait qu'elle s'est trouvée privée, elle aussi, de la part distraite du salaire en vue de la retraite. Il peut paraître dur à une famille ouvrière de ne rien retirer de ses sacrifices lors de la mort du chef de famille, surtout si celui-ci vient à mourir prématurément. (2)

Les mêmes idées incitèrent le législateur à autoriser l'intéressé lui-même à jouir de son capital, sauf un léger sacrifice, en même temps qu'il entre en jouissance

(1) Séance de la Commission du 30 Mai 1898.

(2) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 166.

de sa rente. Il faut d'ailleurs reconnaître que bien des ouvriers hésitent à verser leurs économies à la Caisse de Retraite parce qu'il leur semble que cet argent est perdu pour eux. La réserve faite au profit de leurs héritiers ne les satisfait pas complètement. Ces affiliés, dont la volonté est respectable, surtout sous un régime de liberté, ne sont pas tous dans la même situation : les uns sont célibataires, les autres mariés ; les uns ont charge de famille, non les autres. Il paraît légitime d'adopter des combinaisons diverses répondant aux désirs du grand nombre, en d'autres termes, de solliciter la prévoyance individuelle par une grande variété de combinaisons. (1)

Chacune d'elles est un attrait nouveau, ou tout au moins dissipe les objections que les ouvriers élèvent contre l'affiliation ; et la combinaison qui permet à l'ouvrier de se constituer une pension, tout en se formant le capital nécessaire à l'achat d'une maison, d'un lopin de terre, à l'établissement de ses enfants, est certainement de nature à intéresser le plus grand nombre.

Le versement à capital réservé n'en soulève pas moins de nombreuses observations, dont nous devons envisager les théories sous trois points différents :

- 1^o Réserve du capital au profit des héritiers ;
- 2^o Réserve du capital au profit du titulaire de la rente ;

(1) Séance de la Commission du 13 Juillet 1898. Rapport sur les Travaux de la Commission, page 159. Exposé des motifs, page 9.

3^o Rapport de la prime au versement, en cas de réserve du capital.

Nous indiquerons à propos de chacun de ces points les mesures législatives qui s'y rapportent.

1^o

RÉSERVE DU CAPITAL AU PROFIT DES HÉRITIERS

1^o Le versement à capital réservé ne répond pas au but de la loi qui est en dernier ressort la pension de vieillesse : *la rente*.

Toutes les dispositions de la loi en effet visent à assurer, non pas la jouissance d'un certain capital aux héritiers d'un ouvrier, mais bien d'assurer à l'ouvrier lui-même arrivé à un certain âge une rente, la plus forte possible, moyennant le sacrifice le plus léger possible.

Or le versement à capital abandonné rentre admirablement dans le cadre de la loi ; il vise la retraite qui viendra remplacer le salaire que l'ouvrier devenu vieux ne peut plus acquérir, il vise la rente ; rien que la rente, et, grâce aux dispositions législatives, cette rente arrive à être considérable en comparaison des sacrifices nécessaires pour l'obtenir.

Si nous examinons les tarifs de la Caisse de Retraite, en comparant la rente obtenue par une même somme versée d'après ces deux modes, nous voyons que l'intérêt du versement réservé réside surtout dans le capital exigible au décès, la rente ayant baissée dans de telles proportions qu'elle ne correspond plus

aux sacrifices faits pour l'acquérir. La rente se trouve accompagnée d'un capital qui, lui, correspond à ce sacrifice, dira-t-on. C'est très vrai, mais ce double résultat ne peut être en fin de compte le but d'une loi destinée à remplacer le salaire par une pension suffisante à faire vivre l'intéressé.

Si nous prenons un exemple dans les tarifs de la Caisse, le rôle accessoire de la rente sacrifiée au capital nous apparaîtra complètement.

Une somme de 100 francs versée à capital abandonné sur la tête d'un participant âgé de 15 ans lui donnera une pension de 113 francs prenant cours à 65 ans.

La même somme versée à capital réservé, dans les mêmes conditions, n'atteindra que 73 francs et la Caisse remboursant 97 pour cent du capital réservé, les ayant-droit toucheront au décès 97 francs.

2° Cette différence se comprend facilement, si nous nous rappelons que les *intérêts seuls* du capital réservé servent à constituer la rente.

La rente de 73 francs obtenue par un versement réservé représente le total de deux opérations : placement de 100 francs à 3 pour cent et versement des intérêts à capital abandonné. L'intéressé pourrait faire lui-même ces deux opérations : il tirerait 3 francs d'intérêt de son capital de 100 francs et ces 3 francs placés à capital abandonné lui procureraient une rente sensiblement égale à la rente obtenue par le versement réservé de la somme totale (1).

(1) Nous ne tenons naturellement pas compte des primes de l'Etat dans cet exposé théorique.

Il y a plus : ce versement, sans grande utilité pour ceux qui versent à un âge peu avancé, devient une opération mauvaise pour ceux qui ont atteint un certain âge, nous allons le prouver.

L'affilié que nous avons pris comme exemple obtient à capital réservé une rente de 73 francs ; il eût obtenue, en abandonnant son capital, une rente de 113 francs ; la proportion $\frac{73}{113}$ est supérieure à $\frac{1}{2}$, elle atteint presque $\frac{3}{5}$.

Si le versement avait été fait à 50 ans, la rente aurait été de 26 francs à capital abandonné et de 10 à capital réservé : la proportion $\frac{10}{26}$ est inférieure à $\frac{1}{2}$.

On voit donc qu'il existe un âge où le versement à capital réservé est défavorable à celui qui l'opère. Quel est cet âge ?

Pour le déterminer, nous devons considérer que la Caisse, en assurant la réserve du capital d'une part et une pension déterminée par les intérêts de ce capital d'autre part, effectue une double opération d'assurance :

1^o *Assurance de rente viagère* : par la constitution de la pension ;

2^o *Assurance sur la vie* : par la réserve du capital payable au décès.

Chacune de ces opérations coûtant quelque chose, la somme versée se divise automatiquement en deux parties : l'une est le prix d'achat de la rente ; l'autre le prix de l'assurance sur la vie. Cette subdivision en

deux fractions dépend de l'âge de celui au profit duquel le versement est effectué ; en effet, la prime à payer pour une assurance sur la vie est d'autant plus élevée que l'âge est plus avancé et que par conséquent les chances de mortalité sont plus nombreuses.

Le tableau ci-dessous nous indique, par divers âges compris entre 10 et 65 ans, la décomposition d'un versement de 100 francs à capital réservé.

Age de l'Assuré lors du Versement	Part du versement consacrée à	
	la rente	l'assurance
10 ans	68	32
15 »	66	34
20 »	63	37
25 »	61	39
30 »	58	42
35 »	54	46
40 »	50	50
45 »	46	54
50 »	41	59
55 »	36	64
60 »	31	69
65 »	26	74 (1)

On voit qu'à l'âge de 40 ans la somme versée se fractionne en deux parties égales.

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 168.

Il en résulte que si l'on poursuit comme but principal la constitution d'une pension de retraite, le mode de versement à capital réservé cesse d'être avantageux à partir de 40 ans. Au-delà de cet âge, le prix de l'assurance augmentant, la partie du versement qui sert à l'acquisition de la rente diminue ; il en résulte que la rente décroît progressivement avec l'âge pour un même versement.

3° Pratiquement, le législateur, par sa générosité dans l'attribution des primes, a atténué les effets scientifiques du versement à capital réservé ; il n'en reste pas moins vrai que celui qui désire surtout laisser un capital à ses héritiers tout en se constituant une rente, mais qui envisage surtout la *conservation du capital*, peut avoir intérêt à ne pas employer toutes ses épargnes à la constitution d'une rente à capital réservé. Son désir étant d'arriver le plus tôt possible à se créer un capital important que ses héritiers toucheront en cas de décès, il aurait intérêt à effectuer lui-même les deux opérations : assurance sur la vie et versement à capital abandonné.

Le rendement des deux opérations serait inférieur à cause des primes de l'Etat que l'intéressé perd en ayant recours à l'assurance privée, mais le capital qu'il souhaite laisser à ses héritiers se forme immédiatement et se trouve en entier exigible dès le paiement de la première prime, même si le décès se produisait aussitôt après, alors que la Caisse de retraite ne rembourse que les versements effectués.

Examinons cette combinaison qui peut devenir d'une pratique courante.

Une personne de 25 ans dispose de un franc par mois, soit 12 francs par an ; elle les verse à la Caisse de retraite à capital réservé et obtient à 60 ans une rente d'environ 158 francs, grâce aux primes de l'Etat ; son capital réservé s'élève à $12 \times 35 = 420 - 3 \text{ p. c.}$ (frais d'administration) $= 407.40$.

Si, au lieu de faire à la Caisse de Retraite ces 12 fr. de versement à capital réservé, cette personne recourait à une double opération et versait :

a) La moitié, soit 6 francs pour obtenir une rente à capital abandonné ;

b) L'autre moitié pour obtenir un capital pour ses héritiers (assurance sur la vie),

la rente serait d'environ 121 francs et le capital assuré de 280 francs.

La rente ainsi obtenue est inférieure, de même que le capital assuré, mais ce capital est en entier payable lors du décès, à quelque moment que ce décès survienne tandis que, dans le système du versement réservé, la Caisse ne rembourse que les versements effectués, somme qui peut être très faible quand le déposant meurt jeune.

Le tableau suivant indique la valeur du capital réservé correspondant à un versement annuel de 12 francs. Nous pouvons constater que ce capital se forme peu à peu, d'année en année. Il sera :

La 1 ^{re} année de 12	— 3 p. c., (1) soit :	11.64
2 ^e	24 — 3 p. c.,	23.28
10 ^e	120 — 3 p. c.,	116.40
20 ^e	240 — 3 p. c.,	232.80
24 ^e	288 — 3 p. c.,	279.36
25 ^e	300 — 3 p. c.,	291. » »
35 ^e et dernière	420 — 3 p. c..	407.40

Ce capital n'est exigible qu'à mesure qu'il se forme et nous remarquons que le capital assuré aux héritiers, dès le premier jour d'assurance sur la vie, par une prime de 6 francs équivalant au capital obtenu par 24 années de versements effectués à la Caisse de Retraite à capital réservé.

Dispositions législatives

1^o Le législateur de 1900, malgré les critiques que nous venons de rappeler, décida, dans son article 4, que « les versements servant de base à l'attribution des « primes peuvent être effectués indifféremment à « capital abandonné ou à capital réservé ».

2^o Le versement minimum est de 1 franc et ne peut comprendre de centimes (2). Néanmoins le mutualiste a intérêt à verser à la Caisse de sa société, sans se soucier de cette disposition ; la société recueillera ses centimes qui peu à peu atteindront le minimum fixé. Le versement peut être effectué en timbres-poste.

(1) Les 3 % représentent les frais d'administration.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 20.

3° L'intéressé doit faire déclaration de la modalité selon laquelle il effectuera ses versements (1).

Il peut faire cette déclaration une fois pour toutes, envisageant tous les versements qu'il pourra faire dans la suite, ou déclarer que les versements seront effectués à capital aliéné ou à capital réservé suivant les indications du bordereau annexé à chaque versement. Cette formule est d'usage courant.

4° Le capital réservé pour être remboursé au décès du rentier peut toujours être affecté en tout ou en partie, soit à la création de rentes nouvelles, soit à l'augmentation des rentes acquises dans les limites tracées par la loi. Ce capital est alors abandonné (2).

Le législateur dans son article 7 a tiré un heureux parti de cette disposition en autorisant la constitution de *rentes temporaires* (3).

5° Lorsque les versements à capital réservé ont été faits par un donateur, celui-ci peut stipuler, au moment du dépôt, le retour du capital au décès de l'assuré, soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou des héritiers ou ayants-droit de l'assuré (4).

Cette disposition permet à des sociétés mutualistes ou à des tiers, par exemple à des patrons, de donner des retraites à leurs membres ou à leurs ouvriers, tout en se réservant le remboursement du capital

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 43.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 52.

(3) Voir chapitre VIII.

(4) Loi du 16 Mars 1863, article 51, *in fine*.

versé. La rente qu'ils assurent ainsi ne leur coûte que la perte d'intérêt et la retenue de 3 pour cent.

Mais ce régime a suscité une manœuvre qu'il convient de blâmer.

Certaines sociétés mutualistes, au lieu d'assimiler leurs versements à ceux de leurs membres et de les réserver au profit de ceux-ci ou de suivre la disposition que nous venons d'énoncer et de se réserver à elles-mêmes la part des versements effectuée au moyen des fonds sociaux, comprennent comme versements réservés au profit de la société les versements personnels de l'intéressé.

Cette opération, autorisée par les statuts de certaines mutualités, crée bien un fonds de roulement qui permettra d'obtenir des rentes plus fortes en faveur des affiliés de l'avenir ; mais elle est injuste en sacrifiant les premiers affiliés qui voient réduire leur rente, sans en tirer aucune compensation.

6° *Versement de la prime.*

Tout en admettant que le déposant puisse opérer la réserve du capital par lui versé, il a paru abusif, tant à la Commission qu'au législateur, de permettre à ce déposant de réduire encore la rente en s'appropriant le capital formé par la prime.

Il est vrai que les Pouvoirs publics auraient pu se réserver pour eux-mêmes leurs subsides, ce qui leur aurait permis de réaliser une économie considérable par l'établissement d'un fonds de roulement, mais le résultat aurait été de diminuer la rente.

Or, ce qui a entraîné les Pouvoirs publics dans la

voie des encouragements, c'est le désir de voir les travailleurs parvenus à la vieillesse entrer en jouissance d'une rente qui puisse les mettre à l'abri du besoin. Il fallait donc affecter la prime dans son intégralité à l'acquisition de la rente et pour cela en exiger le versement à capital abandonné. La loi de 1900 consacra cette disposition dans son article 4 : « *Les primes de l'Etat sont toujours versées à capital abandonné* ».

Les autres Pouvoirs publics, provinces et communes, tendent de plus en plus à suivre cet exemple.

Il s'en suit que la Caisse de Retraite, en calculant ses rentes d'après le total des versements et des primes, ne se trouve jamais en présence d'une somme entièrement versée à capital réservé.

Il y a donc en cas de versement à capital réservé 3 opérations à faire :

- a) Calculer la rente afférente au versement réservé effectué par l'intéressé ;
- b) Calculer la rente afférente au versement abandonné représentant la prime ;
- c) Faire le total des deux rentes.

Cette heureuse disposition a pour résultat de diminuer les effets du versement à capital réservé et de relever le montant de la rente d'une fraction assez importante. C'est qu'en effet une somme annuelle de 12 francs représentant par exemple 7 francs de versement à capital réservé et 5 francs de primes constituerait de 15 à 65 ans une rente de 158 francs environ si la somme entière était versée à capital réservé. En suivant le système de la loi, la rente

atteint 215 francs environ dont 94 obtenus par les 7 francs versés à capital réservé et 121 par les 5 francs de primes versés à capital abandonné.

2^o

RÉSERVE DU CAPITAL AU PROFIT DU BÉNÉFICIAIRE
DE LA RENTE

Ce mode de versement soulève les mêmes critiques que le versement à capital réservé au profit des héritiers ; nous nous contenterons de donner quelques explications générales.

Théoriquement la rente obtenue par un versement effectué suivant cette modalité devrait être plus faible encore que celle qui correspond à un versement à capital réservé au profit des héritiers. Nous rappelons en effet que le versement à capital réservé aux héritiers comporte une double opération d'assurance : assurance de rente viagère ; assurance sur la vie.

Dans le cas de versement à capital réservé au profit de l'intéressé lui-même, l'assurance sur la vie est remplacée par une *assurance mixte*. Cette opération envisage d'abord le remboursement du capital aux héritiers (assurance sur la vie) et de plus le remboursement de ce même capital à l'intéressé lui-même, s'il vit encore à un âge déterminé par le contrat.

Cette assurance, coûtant naturellement plus cher, la partie du versement affectée à la prime croîtra tandis que la partie affectée à la constitution de rente, décroissant dans les mêmes proportions, deviendra insuffisante pour obtenir une rente appréciable.

Le tableau suivant (1) nous donne la décomposition d'un versement de 100 francs effectué d'après cette modalité, en fixant à 65 ans le terme du contrat d'assurance mixte :

Age au moment du Versement	Part du versement consacré à	
	la rente	l'assurance mixte
10 ans	65	35
15 »	62	38
20 »	59	41
25 »	56	44
30 »	52	48
35 »	47	53
40 »	42	58
45 »	36	64
50 »	28	72
55 »	20	80
60 »	10	90

La somme affectée à la rente devient inférieure à la prime d'assurance, dès l'âge de 32 à 33 ans, et la pension de vieillesse subit ainsi une réduction considérable. Un moyen s'offrait pourtant de conserver à la rente le même taux qu'au cas de versement à capital réservé au profit des héritiers : c'était de faire porter la réduction sur le capital remboursable. La part du versement affectée à la rente reste la même

(1) Rapport sur les Travaux de la Commission, page 172.

qu'au cas de versement à capital réservé aux héritiers ; la prime d'assurance n'est plus constituée que par la partie restante ; elle assure ainsi un capital moins considérable.

Dispositions législatives

C'est ce système qu'adopta le législateur de 1900 en décidant, dans son article 7, que la Caisse aura la faculté de rembourser à l'assuré *la valeur de rachat du capital réservé*.

Cette valeur de rachat n'est autre que le capital assuré par la partie du versement consacrée à la prime d'assurance mixte.

L'intéressé n'a aucune déclaration préliminaire à faire. Entré en jouissance de sa rente, ou même quelques années plus tard, il peut faire sa demande de rachat.

La Caisse calculera le capital qui lui est dû, d'après le tarif suivant qui détermine la valeur de rachat d'un capital réservé de 1 franc aux différents âges compris entre 50 et 90 ans.

Age	Valeur de rachat	Age	Valeur de rachat
50	0 554	75	0.784
55	0.602	80	0.816
60	0.651	85	0.844
65	0.699	90	0.864
70	0 746		(1)

(1) Arrêté Royal du 11 Mars 1901.

Pour calculer la valeur de rachat d'un capital donné, il suffit de multiplier ce capital par le chiffre correspondant à l'âge de l'assuré au moment où il demande le rachat.

Une personne verse 10 francs par an de 25 à 65 ans à la Caisse de Retraite, à capital réservé. Son capital réservé s'élève à 10×40 , soit : 400 fr. — 3 p. c. = 388 francs. Arrivée à 65 ans, âge d'entrée en jouissance de la rente acquise, elle demande à racheter son capital réservé. La Caisse lui remboursera d'après le tarif ci-joint $388 \times 0,699 = 271,10$. 39,322 fr. 49 ont été remboursés en 1905 représentant la valeur de rachat de capitaux réservés inscrits sur 173 comptes de retraite. (1)

3°

RAPPORT DE LA PRIME AU VERSEMENT AU CAS DE
RÉSERVE DU CAPITAL

Dans le système antérieur à 1900, le point accordé par l'Etat pour chaque franc versé avait la même valeur quelle que fût la modalité du versement.

Il parut à la Commission que cette égalité de traitement était une injustice, favorisant le versement à capital réservé.

La théorie du versement à capital réservé que nous venons de développer nous montre en effet que ce

(1) Compte-rendu de la Caisse de Retraite. Année 1905, page 107.

versement se décompose en deux opérations : constitution de rente et assurance sur la vie.

Fallait-il subsidier ces deux opérations ou n'attribuer de primes qu'à la partie du versement consacrée à la constitution d'une rente ?

La Commission décida qu'il ne rentrait pas dans le cadre d'une loi de retraite d'attribuer une prime à l'assurance sur la vie et fut d'avis de *réduire la quotité de la prime* en cas de versement réservé. (1)

Ce principe admis, il était facile de déterminer la quotité dont la prime devait être réduite en prenant pour base le subsidie attribué à un versement à capital abandonné. Nous savons qu'en cas de versement à capital réservé, 68 p. c. du versement effectué par une personne de dix ans est employé à la constitution de rente ; 66 p. c. si l'intéressé a 15 ans et ainsi de suite.

La prime ne devant rétribuer que la partie du versement employée à la rente devait en cas de capital réservé se monter à 68 p. c. de la prime attribuée à un versement abandonné si l'affilié avait 10 ans ; à 66 p. c. s'il avait 15 ans, etc. Chaque âge appelait sa quotité proportionnelle, son coefficient de réduction.

Pour simplifier les calculs, la Commission jugea suffisant d'établir 6 coefficients de réduction s'élevant, suivant l'âge de l'affilié à :

(1) 8^{me} proposition de la Commission.

0,65	pour un âge compris entre	16 et 20 ans
0,60	»	21 et 30
0,55	»	31 et 40
0,45	»	41 et 50
0,35	»	51 et 60
0,30	au delà de	60 ans

Une prime de 0,60 étant allouée à un versement à capital abandonné de 1 franc, la prime correspondant à un même versement effectué à capital réservé par une personne de moins de 20 ans serait de $0,60 \times 0,65 = 0,39$.

Nous savons que la Commission souhaitait également de réduire la prime au cas où l'âge choisi pour l'entrée en jouissance de la rente serait inférieure à 65 ans. (1) En combinant les deux coefficients de réduction, le tarif suivant indiquait la réduction totale causée par la réserve du capital et l'âge d'entrée en jouissance de la rente.

(1) Chapitre 3.

Age au premier versement	Age de l'Entrée en Jouissance	Multiplicateur ou coefficient de réduction
CAPITAL ABANDONNÉ		
	65 ans	1.00
	60 à 64....	0.75
	55 à 59.....	0.45
CAPITAL RÉSERVÉ		
16 à 20 ans	65 ans	0.65
	60 à 64.....	0.49
	55 à 59.....	0.29
21 à 30 ans	65 ans	0.60
	60 à 64.....	0.45
	55 à 59.....	0.27
31 à 40 ans	65 ans	0.55
	60 à 64....	0.41
	55 à 59.....	0.25
41 à 50 ans	65 ans	0.45
	60 à 64....	0.34
	55 à 59.....	0.20
51 à 60 ans	65 ans	0.35
	60 à 64.....	0.26
	55 à 59.....	0.16
61 à 65 ans	65 ans	0.30
	61 à 64.....	0.22 (1)

Quelques Provinces et Communes ont, d'après cette théorie, réduit les subsides qu'elles accordent aux

(1) Huitième proposition de la Commission.

versements à capital réservé ; c'est ainsi que la province de Liège n'attribue à ces versements que la moitié de la prime qu'elle accorde aux versements abandonnés.

Dispositions législatives

Le législateur se refusa à réduire son subside et accorda une prime unique quelque soit la modalité du versement ou l'âge choisi pour l'entrée en jouissance de la rente.

Cette égalité de traitement favorisée, en fait, le versement à capital réservé qui devient une opération des plus avantageuses pour l'intéressé. La personne qui opère ce versement reçoit ainsi un subside qui lui permet d'acquérir à la fois une pension et une assurance sur la vie, moyennant un faible sacrifice et chacune de ces opérations lui donne un résultat appréciable grâce à la répartition de la prime.

En agissant ainsi, le législateur belge fit preuve d'une grande libéralité, encourageant en même temps que la constitution des retraites un autre mode de prévoyance qui s'appelle l'assurance sur la vie.

Cette décision le plaça devant un problème que la Commission n'avait pas eu à envisager et qui pourrait avoir des conséquences fort importantes au point de vue financier.

Il était raisonnable de fixer un terme à l'intervention du subside qui n'a plus de raison d'être une fois que la personne qui en bénéficie a obtenu, grâce à lui, une rente suffisante à la faire vivre. Le chiffre de 360 francs de rente à 65 ans, fut unanimement adopté par la Commission et consacré législativement. Lors

donc qu'une personne est arrivée à se constituer, grâce à ses versements et aux primes de l'Etat, une rente de 360 francs prenant cours à 65 ans, elle ne jouit plus des primes de l'Etat.

Or, le versement à capital réservé produisant moins, la personne qui désire se procurer une rente de 360 francs suivant cette modalité, doit effectuer des versements réservés beaucoup plus nombreux que si elle versait à capital abandonné. Il s'en suit que l'Etat se trouve amené à subsidier ces versements pendant un plus long temps qu'il n'en faut à des versements de même valeur mais faits à capital abandonné, pour atteindre ce chiffre de 360 francs de rente à 65 ans.

Tout en envisageant favorablement le versement à capital réservé, le législateur ne crut pas devoir consacrer cette injustice et décida que pour établir le maximum de rente subsidiée, les *versements à capital réservés sont censés avoir été faits à capital abandonné* (1).

Un affilié de 15 ans versant annuellement 12 francs à capital abandonné acquiert à 33 ans, grâce aux primes de l'Etat et des provinces une rente de 360 frs. prenant cours à 65 ans.

Arrivé à cet âge de 33 ans, il ne jouit plus des primes de l'Etat.

Si les versements avaient eu lieu à capital réservé, le subsidie cesserait à la même date quoique l'intéressé n'ait acquis qu'une rente maxima de 299 francs prenant cours à 65 ans.

(1) Article 6.

Nous savons que la plupart des provinces belges ont décidé l'application de mesures analogues.

Les modalités de versement sont donc très variés ; l'ouvrier peut choisir la combinaison qui lui convient le mieux. Ce sont ces dispositions, qui paraissent à première vue des détails insignifiants, qui contribueront certainement au succès de la loi belge. Il nous tarde de parler de la principale cause de succès de cette loi : à savoir l'utilisation comme organe de décentralisation des sociétés mutualistes.

CHAPITRE X

LES ORGANES LOCAUX DU SERVICE DES RETRAITES : LES SOCIÉTÉS MUTUALISTES

Les Sociétés mutualistes sont les organes locaux du service des Retraites institué par la loi belge du 10 Mai et constituent vraiment, par l'importance de leur rôle, la cheville ouvrière de cette loi.

Aussi avons-nous jugé utile de consacrer à l'étude des sociétés mutualistes une importante partie de notre ouvrage.

Nous examinerons successivement :

1° Les Sociétés mutualistes, leur personnalité juridique et le régime légal auquel elles sont soumises ;

2° Leur rôle spécial dans le fonctionnement de la loi du 10 Mai 1900.

1° LES SOCIÉTÉS MUTUALISTES

LEUR PERSONNALITÉ JURIDIQUE

LE RÉGIME LÉGAL AUQUEL ELLES SONT SOUMISES

Les associations mutuelles, appelées aussi sociétés de secours mutuels, sociétés mutuellistes ou mutua-

listes (ce dernier terme est de beaucoup le plus usité en Belgique) sont des associations de prévoyance qui ont pour but de garantir à leurs membres, moyennant une cotisation, certains avantages dont le plus recherché est l'assurance contre les risques de la vie : maladie, accidents, vieillesse, mort.

La caractéristique la plus essentielle de ces associations est, comme leur nom l'indique, d'être basées sur la communauté, la réciprocité du but, des moyens et des effets ; d'être la réalisation la plus parfaite de la belle maxime « *Tous pour chacun, chacun pour tous.* » (1) La dénomination anglaise de « *friendly society* » rappelle peut-être mieux encore que notre terme de « société de secours mutuels » cette caractéristique. Ces associations en effet sont et doivent être des associations « d'amis prévoyants ».

Le champ d'action de la mutualité est très étendu, il comprend naturellement tout ce qui a trait à la prévoyance et à l'assurance. C'est dire que la loi de 1900 devait, de l'avis de ceux qui l'avaient préparée, trouver dans ces sociétés une aide utile. Elle y trouva plus et mieux. C'est qu'en effet les sociétés mutualistes se sont pour ainsi dire comme incorporées au système de liberté subsidiée ; elles sont tout dans la loi et nous pouvons affirmer que, sans elles, les dispositions législatives que nous avons étudiées n'auraient eu aucun résultat pratique. Devenues des organes quasi officiels, les sociétés mutualistes, sans rien perdre de leur caractère propre, ont donné à

(1) Sœnens. La mutualité en Belgique, N° 6,

l'assurance libre, en Belgique, un développement remarquable, de nature à étonner tous ceux qui ont étudié, d'un esprit impartial, la question si délicate des retraites ouvrières.

Presque toutes les sociétés mutualistes, déjà nombreuses en Belgique en 1900, inscrivirent, dès le vote de la loi, l'affiliation à la Caisse de Retraite dans leurs dispositions statutaires et un grand nombre de sociétés nouvelles se formèrent, faisant de cette affiliation le but unique de leurs efforts.

Avant d'étudier leur fonctionnement, il est utile d'indiquer brièvement les dispositions générales concernant les sociétés mutualistes reconnues et de noter celles de ces dispositions qui visent particulièrement les sociétés de retraite ; nous verrons ensuite la part prise par ces sociétés dans la mise en œuvre de la loi de retraite.

I

Règles générales concernant les sociétés mutualistes reconnues

La loi du 23 Juin 1894, qui constitue la charte de la mutualité en Belgique, divise les sociétés mutualistes, au point de vue de la reconnaissance légale, en deux grandes catégories : les sociétés qui ont droit à la reconnaissance légale et les sociétés qui peuvent obtenir cette reconnaissance si le Gouvernement le juge convenable, après examen du but qu'elles se proposent, des ressources dont elles peuvent disposer, de leurs statuts.

A. — Ont droit à la reconnaissance légale, les sociétés ayant leur siège social en Belgique et constituées en vue d'objets appartenant exclusivement à l'une des catégories suivantes :

1° Assurer aux sociétaires et aux membres de leur famille des secours temporaires en cas de maladie, de blessures, d'infirmités ou en cas de naissance d'un enfant ; pourvoir aux frais funéraires ; accorder des secours temporaires à la famille des sociétaires décédés ;

Faciliter aux sociétaires et aux membres de leur famille *l'affiliation aux Caisses d'épargne de retraite et d'assurance de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'Etat.*

2° Assurer aux sociétaires une indemnité en cas soit de perte ou de maladie du bétail, soit de dommage causé à la récolte par des cas fortuits ;

3° Faciliter aux sociétaires et aux membres de leur famille, mais à l'exclusion de tous autres, par l'accumulation de leurs épargnes, l'achat d'objets usuels ou de consommation, d'instruments de travail, d'animaux domestiques ou d'objets destinés à pourvoir à des nécessités temporaires ou périodiques, notamment d'engrais ou de semences ;

4° Faire aux sociétaires des prêts ne dépassant pas le chiffre de 300 francs (1).

Nous remarquons que ces sociétés, pour avoir droit à la reconnaissance, doivent se spécialiser dans un

(1) Loi du 23 Juin 1894, article premier.

des quatre buts déterminés par la loi et que par conséquent n'aurait pas droit à la reconnaissance une société mutualiste qui assure ses membres contre les risques agricoles : maladie ou perte de bétail et qui en même temps les affine à la Caisse de retraite.

Une société mutualiste de retraite doit s'occuper uniquement d'assurances de *personnes* si elle veut avoir droit à la reconnaissance au lieu d'attendre du Pouvoir l'obtention de cette faveur. Cette condition suffit ; aussi devons-nous admettre qu'une société qui assure ses membres contre la maladie et qui en même temps les affine à la Caisse de retraite a droit à la reconnaissance légale (1).

Certaines personnes ont au contraire avancé qu'une société mutualiste de retraite doit, pour avoir droit à la reconnaissance, avoir pour *objet unique* de faciliter l'affiliation aux Caisses d'épargne, de retraite et d'assurance de la Caisse générale sous la garantie de l'Etat (2). Cette solution restrictive nous paraît erronée ; il y a du reste un grand intérêt social à ce que l'assurance contre la maladie et l'assurance contre la vieillesse soient organisées par les mêmes sociétés mutualistes.

B. — Les sociétés qui s'occupent d'objets ressortissant à la fois de plusieurs des quatre catégories que nous venons d'énumérer, ainsi que celles qui assurent à leurs membres des pensions de retraite au moyen du fonds social alimenté par les cotisations sans les

(1) Sœnens. La Mutualité en Belgique, n° 169.

(2) Théate. Les sociétés mutualistes, n° 22.

affilier à la Caisse générale (en un mot les Caisses libres de retraite) et les Fédérations de sociétés n'ont pas droit à la reconnaissance légale.

Les sociétés qui constituent cette seconde catégorie peuvent néanmoins être reconnues ; mais cette reconnaissance légale dépendra d'une question de fait que le Gouvernement appréciera, se réservant le droit de refuser cette faveur, s'il juge que la société, par ses statuts d'ailleurs réguliers, assume des risques trop considérables ou d'un ordre trop opposé pour que son bon fonctionnement, nécessaire à l'équilibre financier, soit possible (1).

II

Avantages accordés aux Sociétés mutualistes reconnues

I. — Les sociétés mutualistes reconnues jouissent d'un certain nombre *d'avantages fiscaux* tels que l'exemption de droits de timbre et enregistrement pour la plupart de leurs actes juridiques, la franchise postale pour leur correspondance avec les Autorités publiques, la Commission permanente des sociétés mutualistes et les Comités de patronage (2).

II. — Elles jouissent également de certains avan-

(1) Nous avons d'ailleurs inséré aux annexes de cet ouvrage les conditions et les effets de la reconnaissance légale ; nous y renvoyons le lecteur.

(2) Loi du 23 Juin 1894, articles 7 et 8.

tagés spéciaux : insertion gratuite au *Moniteur* de toutes les publications exigées par la loi et notamment des statuts ; insaisissabilité et incessibilité des secours accordés aux sociétaires d'une façon temporaire ou annuelle (ces derniers ne sont incessibles et insaisissables que jusqu'à concurrence de 360 francs).

III. — *Avantages pécuniaires*, ou allocations spéciales. Ces avantages, ou allocations spéciales, comme nous le verrons, prennent une grande importance quand la Société a pour but l'affiliation de ses membres à la Caisse de Retraite.

A. — *Frais de premier établissement et indemnités annuelles.*

Sur demande motivée, les sociétés reconnues peuvent obtenir du Gouvernement un subside pour les aider à couvrir les frais de premier établissement et d'organisation (achat de livres, matériel, etc). Ce subside consiste habituellement en une somme une fois donnée de 125 à 200 francs.

Certaines provinces (Hainaut, Flandre Orientale, Limbourg) suivent l'exemple de l'Etat. Leur subside habituel est de 50 francs.

Le Gouvernement alloue aussi parfois une indemnité annuelle de 20 à 150 francs aux sociétés importantes qui ont des frais d'administration élevés. Cette somme est le plus souvent allouée à titre d'indemnité au trésorier-secrétaire de la société. Elle est remplacée dans les sociétés mutualistes de retraite par une prime de huit centimes pour chaque versement annuel effectué à l'aide du livret global. La prime de huit

centimes n'est pas attribuée par le Gouvernement mais bien par la Caisse de Retraite elle-même (1).

B. — *Faveurs accordées par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Banque nationale et l'Administration des Postes.*

La Banque nationale accepte à titre gratuit dans ses bureaux de Bruxelles et d'Anvers le dépôt des valeurs appartenant à des mutualités reconnues.

La Caisse générale d'épargne permet aux sociétés de déposer leurs fonds en compte-courant et assure à leurs dépôts un intérêt uniforme de 3 pour cent sans prélever aucun courtage ou indemnité de gestion du chef d'opérations sur leurs carnets de rente.

Cette disposition est intéressante pour les sociétés de retraite en ce qu'elle leur permet de transférer sans frais et sans délai leurs fonds de la Caisse d'Épargne à la Caisse de Retraite. C'est ainsi que le trésorier qui a pris la précaution (le plus souvent exigée par les statuts) de verser à la Caisse d'épargne tous les fonds qu'il reçoit, à mesure de leur perception, n'a qu'à remettre à la Caisse de Retraite le livret d'épargne de la société, en même temps que le bordereau des versements qu'il désire effectuer. L'opération s'effectue sans frais et sans les délais ordinaires exigés par la Caisse d'épargne pour obtenir le retrait d'une somme dépassant cent francs.

Nous savons aussi que la Caisse autorise des verse-

(1) Circulaire du Directeur-général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite. Janvier 1907.

ments en timbres - poste et que l'Administration des Postes met au service des affiliés ses locaux et ses agents.

C. — *Subsides des Pouvoirs publics.*

Outre les allocations que nous avons énumérées : frais de premier établissement, indemnité annuelle accordée par l'Etat et les provinces, les pouvoirs publics peuvent encore allouer certaines sommes aux sociétés mutualistes, à titre de prix en cas de concours, de récompenses spéciales, etc.

Avantages spéciaux aux Sociétés de retraite

Nous rappelons que la loi du 10 Mai 1900 dispense les mutualistes des conditions de fortune exigées pour les affiliés directs moyennant la seule condition de limiter à 60 fr. le chiffre de leur cotisation annuelle (1) ; de plus la loi abaisse en leur faveur l'âge requis pour l'affiliation (2) et les sociétés peuvent effectuer des versements au nom d'un enfant de 6 ans.

2° Certaines provinces réservent leurs encouragements aux sociétés mutualistes reconnues au lieu de les donner en primes aux versements. Ces sommes rentrent dans le fonds social à condition que la société s'en servira exclusivement en vue de l'affiliation de ses membres.

3° Le Gouvernement alloue sur le budget du ministère de l'Industrie et du Travail une *subvention annuelle de deux francs* pour chaque livret sur lequel il aura été

(1) Article premier.

(2) Article troisième, al. 2.

versé pendant l'année écoulée une somme de trois francs au moins, non compris les subsides des Pouvoirs publics (1).

III

Composition des Sociétés mutualistes

Toute personne âgée de 18 ans ou émancipée peut être membre d'une société mutualiste reconnue.

Le mineur, âgé de moins de 18 ans et non émancipé, jouit de la même faculté moyennant le consentement écrit de celui qui exerce sur lui l'autorité paternelle ou de son tuteur ; mais il n'a voix délibérative qu'à l'âge de 18 ans ou à son émancipation (2).

La femme mariée peut s'affilier à une société mutualiste, sauf opposition de son mari. Cette opposition peut être levée par le juge de paix, les parties entendues (3).

La qualité de Belge n'est exigée que pour les administrateurs. Les sociétés qui ont pour but unique l'affiliation de leurs membres à la Caisse de Retraite sont en fait composées totalement de Belges ou d'étrangers que la loi assimile aux Belges. Nous rappelons en effet que cette qualité est exigée pour l'obtention des primes de l'Etat.

Il est bien entendu que les statuts de chaque société

(1) Article 42.

(2) Loi du 23 Juin 1894, article 10.

(3) Loi du 23 Juin 1894, article 11.

peuvent exiger que les personnes qui désirent faire partie de la société remplissent certaines conditions particulières telles que : appartenir à la même profession, à la même religion, ne pas être membre d'une autre société, etc.

Les membres sont effectifs ou honoraires.

Les membres effectifs sont ceux qui ayant souscrit l'engagement de se conformer aux statuts et règlements de la société ont droit aux avantages sociaux.

Les membres honoraires ou protecteurs sont ceux qui, par leurs conseils et leurs souscriptions, contribuent à la prospérité de la société sans participer aux avantages qu'elle accorde.

La société est administrée par un ou plusieurs membres mandataires à temps : membres effectifs ou honoraires. Ces mandataires à temps (président, vice-président, secrétaire, trésorier, etc.) sont nommés par l'assemblée générale, ils doivent être belges et majeurs (1). Ils constituent le Conseil d'administration de la société.

La loi du 10 Mai 1900 détermina un développement considérable de la mutualité. Le nombre des sociétés mutualistes reconnues qui s'élevait en 1895 à 759 sans y comprendre les sociétés agricoles d'assurance contre la mortalité du bétail et la grêle montait au 1^{er} Janvier 1906 à plus de 7.000.

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 12.

IV

La Société mutualiste de Retraite

Ce terme de société mutualiste de retraite est-il parfaitement exact ? Il semble en effet dénommer une société qui assure à ses membres une retraite basée sur leurs cotisations au sein de la société même et sous l'administration des mandataires de la société avec ou sans primes de l'Etat, alors que nous savons qu'il n'en est pas ainsi, que ce n'est pas la société, mais bien l'Etat qui assure, qui en définitif perçoit les cotisations sous forme de versements à la Caisse désignée par lui, qui enfin permet la constitution d'une rente importante en élargissant les risques, les répartissant entre tous les participants de sa caisse et non entre les membres de telle ou telle société.

L'Etat constitue ainsi entre tous ceux qui opèrent des versements une sorte de mutualité plus grande, plus large dont les autres mutualités et sociétés mutualistes de retraite ne seraient que des « *intermédiaires* ».

Faut-il maintenir ce terme de sociétés mutualistes de retraite, ou bien leur appliquer uniquement cette autre dénomination, qui les désigne aussi : « *sociétés d'affiliation à la Caisse générale de Retraite ?* »

* Nous estimons que ces sociétés rentrent bien dans la mutualité.

Que l'assurance de vieillesse soit le but, l'opération d'une société, ou qu'elle constitue simplement un des avantages sociaux que cette société fournit à ses

membres, il n'en est pas moins vrai qu'elle rentre dans le cadre de la mutualité.

Cette société, du reste, peut ne pas être uniquement société de retraite. L'affiliation à la Caisse de Retraite peut n'être qu'un des buts qu'elle poursuit puisqu'elle peut en même temps assurer ses membres entre eux contre les risques de maladie ou poursuivre tout autre but ressortissant de la mutualité.

Et même si la société mutualiste est uniquement constituée en vue de l'affiliation de ses membres à la Caisse de Retraite, de leur participation aux primes de l'Etat, il n'en reste pas moins que cette société a un fonds social indépendant du fonds de roulement constitué par les cotisations de ses membres qui serviront de versements en vue d'une retraite de vieillesse.

Ce fonds social sera géré par la société ; ses membres en bénéficieront suivant les règles qu'ils auront déterminées eux-mêmes. Ils en bénéficieront peut-être d'une façon inégale si les statuts de la Société portent, par exemple, que le père de plusieurs enfants touchera sur la Caisse spéciale une allocation plus forte en vue de sa retraite que celui qui est sans famille ou encore que cette Caisse spéciale servira à augmenter d'une certaine quotité les versements des membres indigents ou de ceux qui se trouvent dans une gêne momentanée.

Nous devons donc en conclure que ces sociétés de retraite ne sont pas seulement des organes décentralisés de la Caisse de Retraite, des organes officiels mais *qu'elles rentrent bien dans la mutualité* dont elles sont une des formes les plus sociales.

Presque toutes les sociétés mutualistes reconnues encouragent leurs membres à l'affiliation ; un très grand nombre ont comme but unique cette affiliation. Ce sont à proprement parler les sociétés mutualistes de Retraite.

Leur nombre qui va toujours en croissant nous est fourni jusqu'en 1905 par le tableau suivant :

Au 31 Décembre 1895 —	4 sociétés réunissant	798 membres
» 1899 — 1287	»	99,850 »
» 1900 — 3144	»	288,581 »
» 1904 — 4408	»	plus de 500.000 (1)

Ces sociétés ne sont pas toutes de fondation récente, la plupart sont constituées par des sociétés non reconnues qui, dans le but de faire profiter leurs membres des avantages de la loi, ont demandé et obtenu la reconnaissance pour leur branche retraite.

Le tableau suivant nous donne le nombre des sociétés dont les membres ont effectué des versements pendant l'année en cours, c'est-à-dire des sociétés qui ont réellement participé à la mise en œuvre de la loi et qui ont ainsi gagné le subsidé de 2 francs par livret.

(1) L'Office du Travail de 1895 à 1905, pages 150 et 151. — Notice publiée à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Liège en 1905.

Années	Nombre de Sociétés	Nombre de Membres
19 0	3.327	228.581
19 1	4 319	328.205
1902	4 597	380.296
1903	4.813	454.972
1904	4 933	466.122
1905	5.119	505.946
1906	5.478	543.000 environ

2° LE ROLE DES SOCIÉTÉS MUTUALISTES

DANS LE FONCTIONNEMENT DE LA LOI

DU 10 MAI 1900

Les sociétés mutualistes jouent un triple rôle dans le fonctionnement de la loi du 10 Mai 1900.

1° Elles se chargent de formuler la demande d'affiliation à la Caisse de Retraite de tous leurs membres.

2° Elles se chargent du versement à la Caisse de Retraite des cotisations de leurs membres par le livret mutualiste.

3° Elles vérifient elles-mêmes et signalent à la Caisse de Retraite l'existence chez chacun des intéressés des conditions qui leur donnent droit aux primes.

Nous étudierons en détail ce triple rôle des sociétés mutualistes ; nous verrons ainsi quels avantages pratiques apportent ces sociétés à ceux qui désirent se constituer une rente à la Caisse de Retraite. Il nous suffira de signaler en passant les dispositions qui s'appliquent aux affiliés à la Caisse de Retraite qui n'appartiennent pas à une société mutualiste, aux affiliés directs dont le nombre est d'ailleurs très réduit.

L'intérêt de l'affiliation par l'intermédiaire d'une société mutualiste est évident ; en effet, le trésorier, qui est le principal agent de toute société accomplit, au lieu et place des membres toutes les formalités nécessaires.

Le trésorier fait tout d'abord signer à chacun des membres de sa société qui désirent une retraite une *déclaration* établissant le mode de versement choisi par lui, et l'âge auquel il désire sa pension. La mutualité se chargera désormais de toutes les démarches et l'intéressé n'aura plus qu'à lui faire parvenir, sous forme de cotisations, les sommes qu'il désire employer à se créer une rente de vieillesse.

I^o

**Les demandes d'inscription de rente ou
d'affiliation à la Caisse de Retraite**

Le secrétaire-trésorier de la société mutualiste établit leur *demande d'inscription de rente*, c'est-à-dire la demande d'affiliation à la Caisse de Retraite de chacun des membres de la société.

Cette demande énoncera :

1° La dénomination de la société et le lieu de son siège social ;

2° Les noms, prénoms, professions, domicile de l'affilié ; les noms de ses parents et, si le demandeur est une femme, de son mari.

3° Le mode de versement (la mention : à capital abandonné ou réservé, selon les indications du bordereau de versement, laisse à l'intéressé toute la liberté pour l'avenir).

4° L'âge choisi pour entrer en jouissance de la rente.

5° La signature de l'intéressé et, si c'est une femme, la signature de son mari pour autorisation.

La demande est valable tant qu'il ne se produit pas de changements dans les dispositions qu'elle énonce. Les demandes d'inscription de rentes souscrites au profit d'affiliés nés à l'étranger doivent être accompagnées d'un extrait d'acte de naissance. Cette formalité, sans être exigée pour les affiliés nés en Belgique, est pourtant à recommander comme devant abréger les délais de vérification.

Le trésorier adresse par la Poste ces formules, accompagnées d'une liste des demandes souscrites, à la Caisse de Retraite qui les vérifie.

Le trésorier ne peut faire des versements au nom des intéressés que lorsque la demande lui a été retournée portant le timbre de la Caisse.

Les Versements

Le Livret

Pour connaître de quelle manière s'effectuent les versements, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur un des organes principaux du système belge d'assurance libre : *le livret de retraite*, qui relate toutes les opérations effectuées par l'assuré et le met jour par jour au courant de sa situation au point de vue de la rente.

Ce livret était jusqu'en 1907 d'un type unique. Les raisons de simplification déterminèrent le directeur de la Caisse de Retraite à établir en 1907 un second type de livret dit *livret-pochette* spécial aux affiliés mutualistes.

Avant d'étudier en détail chacun de ces deux types de livret, nous allons établir les règles générales qui s'appliquent aux deux livrets employés.

1^o Quand une personne s'affilie à la Caisse de Retraite en effectuant un premier versement, elle reçoit un bulletin échangeable dans les 20 jours contre un *livret* qui est remis gratuitement à l'intéressé par les soins des agents qui ont reçu le versement (1).

Ces agents ne sont pas seulement des agents de la caisse, mais aussi et surtout des agents des postes, facteurs, etc.

(1) Arrêté royal du 21 Juin 1868.

2° Le livret est un petit livre au nom du déposant. Il établit les *versements, la rente et les arrérages* (1).

3° Le livret a pour effet de sauvegarder complètement la *liberté de l'intéressé* en faisant de chaque versement une *opération distincte*, donnant lieu à l'acquisition d'une certaine quotité de rente qui restera acquise quoiqu'il arrive (2). Que l'intéressé réduise ou suspende ses versements, change de patron, de métier, de condition, il y aura toujours pour lui un droit acquis sur la rente correspondant aux versements qu'il a faits et aux primes entraînées par ses versements.

Le livret est bien l'instrument logique d'une loi consacrant l'assurance libre. Dans beaucoup de législations, la rente ne prend cours que si elle atteint un certain taux représentant un certain nombre de versements ; dans le système du livret, l'opération est toute autre : tout versement régulier entraîne une prime. La rente se calcule aussitôt, basée sur le total du versement et de la prime et l'affilié a des droits acquis sur cette rente dès le premier versement, même s'il n'en opère plus un seul dans la suite. Il est intéressant de remarquer que l'affilié n'a qu'à ouvrir son livret pour constater l'importance de sa rente.

Si nous supposons que l'affilié âgé de 16 ans opère un versement à capital abandonné de 1 franc, que sa société mutualiste lui ajoute 0,50 ; l'Etat 0,90 de

(1) Loi du 16 Mars 1865, article 58.

(2) Exposé des motifs, page 4.

prime ; la province 0,15 ; la commune 0,05 : soit 2,60, la rente sera de $2,60 \times 1,07$ (rente obtenue par 1 franc) = 2,78.

Cette rente de 2,78, est *immédiatement inscrite au livret* au regard du versement personnel de 1 franc : cette mesure est éminemment propre à encourager l'ouvrier en lui montrant le résultat de chacun des sacrifices qu'il consent pour sa vieillesse. Il ne restera plus, quand viendra l'âge d'entrée en jouissance, qu'à additionner les différentes rentes ainsi obtenues pour obtenir la rente totale à laquelle a droit l'intéressé.

4° Dans le courant de chaque année les livrets sont rappelés, contre reçu, pour vérification et inscription en regard des versements des rentes acquises et des capitaux réservés (1).

5° En cas de perte d'un livret, le propriétaire peut en obtenir un double en se soumettant aux conditions et aux mesures de précaution prescrites par l'Administration (2).

6° Chaque titulaire ne peut avoir qu'un livret (3).

7° A l'époque de l'entrée en jouissance, le livret est remplacé par un *brevet de rentes* (4).

A. — *Livret spécial aux affiliés directs*

Il se présente sous la forme d'un carnet de petit format ($10,5 \times 19$) cartonné de couleur rouge et

(1) Arrêté royal du 25 Octobre 1890.

(2) Loi du 16 Mars 1865, article 24.

(3) Article 5, *in fine*.

(4) Arrêté royal du 25 Octobre 1890.

porte sur la couverture l'indication du numéro d'ordre, de la série d'émission, et du nom de l'affilié.

Au verso, des avis au déposant rappellent quelques-unes des dispositions que nous venons d'énumérer.

En 1^{re} page : les noms, prénoms, adresse de l'affilié, la signature du Directeur général.

Suivent 17 pages divisées chacune en 8 colonnes qui portent les indications suivantes :

- 1^o Timbre à date ;
- 2^o Constatation des versements au moyen de coupons-reçus, collés sur le livret ;
- 3^o Age de l'entrée en jouissance de la rente.
- 4^o Somme versée à « capital abandonné » ;
- 5^o Somme versée à « capital réservé » ;
- 6^o Capitaux réservés aux héritiers du titulaire ;
- 7^o Rentes acquises ;
- 8^o Signatures.

Les colonnes 6, 7, 8 sont réservées aux inscriptions à faire par l'administration centrale lors du rappel des livrets.

Six pages sont ensuite employées à donner des extraits des Tarifs de la Caisse, de la loi, des arrêtés, des règlements propres à rappeler aux initiés les formalités à remplir et un résumé des opérations de la Caisse d'assurance sur la vie avec tarifs. (1)

Sur la couverture, nous trouvons un modèle du reçu à exiger chaque fois que le livret est retiré des

(1) Arrêté royal du 21 Juin 1868.

main du titulaire ; au verso une exhortation à combattre l'alcoolisme.

Le premier versement doit être constaté sur le livret par le Directeur général de la Caisse, les versements ultérieurs sont inscrits par les agents qui les reçoivent.

La quotité de rente correspondant à chaque versement est portée à la connaissance des intéressés au moyen d'un *accusé de réception* qui doit leur parvenir au plus tard dans le courant du mois suivant celui du versement. (1)

B. — *Le livret modèle 1907.*

Le service des accusés de réception, malgré les avantages incontestables qu'il présentait, ne laissait pas d'être assez chargé, étant donné le grand nombre de versements. La Caisse de Retraite avait bien, dès 1901, fait adopter par les sociétés mutualistes un système de versement trimestriel qui limitait à 4 le nombre des accusés de réception à envoyer à chaque associé. Mais ce chiffre, tout réduit qu'il était, représentait une charge fort lourde, qu'augmentait encore la nécessité de vérifier un à un tous les livrets de retraite chaque année et d'y inscrire les indications exigées par la loi.

Ces considérations décidèrent le Directeur de la Caisse de Retraite à apporter en 1907 deux innovations importantes au régime existant. (2)

(1) Arrêté royal du 25 Octobre 1890

(2) Arrêté royal du 20 Décembre 1906. Circulaire du Directeur de la Caisse de Retraite de Janvier 1907.

1^o Les sociétés mutualistes sont invitées à ne plus opérer pour le compte de leurs membres *qu'un seul versement par an*.

2^o La forme extérieure du livret est changée de façon à ce que le voyage à Bruxelles pour la *vérification des comptes devienne inutile*.

Ce livret nouveau ne peut cependant s'appliquer qu'aux *affiliés mutualistes*. N'accepter qu'un seul versement annuel des affiliés directs eut été aller à l'encontre du but même de la loi qui est d'encourager la prévoyance et de favoriser les petits versements ; cette mesure n'entraîne pas les mêmes conséquences pour les mutualistes. Les mutualistes verseront toujours autant, mais leurs versements centralisés par la société dont ils sont membres, sous la forme de cotisations régulièrement perçues, ne seront transportés à la Caisse qu'à la fin de l'année.

Le nouveau livret mutualiste ou *livret-pochette* se compose simplement d'une couverture cartonnée contenant deux pages qui rappellent : un avis de la direction de la Caisse relatif à la réforme effectuée, des extraits de la loi, des arrêtés et des règlements susceptibles d'intéresser les affiliés et une proclamation anti-alcoolique.

La couverture porte :

Au recto : le numéro du livret, le nom et l'adresse de l'affilié, l'indication de l'intermédiaire (société mutualiste) qui opère le versement et la signature du directeur général.

Au verso : une pochette dans laquelle l'affilié glisse

à mesure qu'il les reçoit ses accusés de réception sous la forme nouvelle d'*extrait de compte* annuel.

L'extrait de compte, signé par le Directeur général, porte à la connaissance de l'affilié mutualiste toutes les opérations effectuées en son nom par la société dont il est membre, dans le courant de l'année à savoir :

- 1° Le chiffre de ses versements ;
- 2° Le chiffre de la prime de l'Etat ;
- 3° Le chiffre de la prime de la province ;
- 4° Le chiffre de la prime de la commune ;
- 5° Le montant des capitaux réservés au 31 Décembre de l'année précédente ;
- 6° Le total des capitaux réservés ;
- 7° Les rentes acquises au 31 Décembre de l'année en cours ;
- 8° Le taux des rentes acquises aux différents âges choisis pour l'entrée en jouissance.

La simplification se comprend d'elle-même. Comme il n'y a plus qu'un versement annuel, il n'y a plus qu'un accusé de réception.

Cet accusé de réception prend la forme d'extrait de compte, c'est-à-dire qu'il porte à la connaissance de l'intéressé toutes les indications qui se trouvaient auparavant inscrites sur le livret. Le rappel des livrets chaque année pour vérification et inscription de rente devient donc inutile.

Cette simplification n'était possible que grâce à l'organisation puissante des sociétés mutualistes qui perçoivent les cotisations de leurs membres durant toute l'année et les versent en une seule fois à la Caisse.

C'est une preuve de plus de la confiance que le Gouvernement leur témoigne, et aussi du rôle essentiel qu'elles jouent dans le fonctionnement de la loi.

Les changements apportés dans la forme du livret ont entraîné certaines modifications dans la procédure du versement. Nous étudierons donc sous le titre de « versements multiples » la procédure mise à la disposition des intéressés jusqu'en 1907 et qui peut encore être employée par les détenteurs de l'ancien livret (affiliés directs et aussi certains groupements servant d'intermédiaires entre la Caisse et les particuliers : sociétés non reconnues, caisses diverses, etc., etc.). Nous verrons ensuite sous le titre de « versements sur livret global » la procédure recommandée par la circulaire de 1907, procédure que l'emploi du livret-pochette a considérablement simplifiée.

A. — *Versements multiples.*

Le trésorier effectue des versements à la Caisse de Retraite aussi souvent que les membres de la société le lui demandent ; il n'est limité ni quant au nombre, ni quant aux époques de versement. Les versements se font d'ordinaire au bureau de poste de la localité où la société a son siège social ; le trésorier produit en même temps la demande approuvée du nouvel affilié, si c'est le premier versement qu'il fait en son nom, ou le livret individuel de l'intéressé déjà affilié. Le ou les versements sont constatés sur un *bordereau* qui doit énoncer :

1^o Le nom de la société intermédiaire ;

2^o Le nom et l'adresse de la personne à qui

l'accusé de réception devra être envoyé (société ou affilié) ;

3° Le numéro du livret individuel de l'affilié et le numéro d'ordre du registre matricule que chaque société possède au bureau de poste dont dépend son siège social. Ce registre relate toutes les opérations passées entre le bureau et la société ;

4° Les noms, prénoms des affiliés qui opèrent des versements, en ayant soin d'inscrire d'abord le nom des nouveaux affiliés ;

5° L'indication des sommes versées à capital abandonné ou à capital réservé ;

6° Le nom du bénéficiaire du capital réservé : héritiers du titulaire, société mutualiste ou tiers donateur.

Ce bordereau certifié exact par le trésorier est contresigné par l'agent des postes qui a reçu les sommes versées.

Au cas de premier versement, l'agent des postes délivre un bulletin échangeable dans les vingt jours contre un livret, aussitôt créé par l'Administration des Postes. Si le versement est accompagné du livret, l'agent constate le versement sur le livret au moyen d'un coupon-reçu.

La Caisse de Retraite fait parvenir en outre à l'intéressé ou au trésorier de la société un accusé de réception rappelant le versement et la quotité de rente qui lui correspond. Le trésorier, au reçu de cet accusé de réception, reportera les indications qu'il contient sur le livret individuel. Si le bordereau a

spécifié que l'accusé de réception doit être envoyé à l'affilié lui-même, ces indications ne seront portées au livret que par les agents de la Caisse, au moment de la vérification des livrets.

Tous les ans, la Caisse de Retraite réunit tous les livrets sur lesquels des versements ont été inscrits pendant l'année, elle vérifie la concordance des énoncés du livret avec ses propres écritures et complète les mentions qu'il doit porter.

B. — *Versements sur livret global.*

Toutes ces formalités qui sont exigées pour chaque versement, si minime soit-il, sont, à raison de leur fréquente répétition, une cause de surcharge pour les intermédiaires de la Caisse de Retraite : sociétés mutualistes et bureaux de poste.

Aussi, dès la mise en vigueur de la loi, le Directeur général de la Caisse (1) avait-il mis à la disposition des sociétés qui voudraient en faire usage une procédure plus simple, reposant sur les points suivants :

1° Le trésorier ne fait plus que 4 versements par an ;

2° Les livrets ne sont plus produits lors de chaque versement ;

3° Toutes les inscriptions que les livrets doivent contenir sont faites en une seule fois lors de la vérification annuelle.

(1) Circulaire du Directeur-général de la Caisse de retraite du 30 Décembre 1900.

Cette procédure déjà très simplifiée, fut encore réduite par la circulaire de Janvier 1907, qui repose sur les deux points suivants :

1^o Le trésorier ne fait plus qu'*un seul versement par an*. Etant donnés les nouveaux tarifs de 1907 qui considèrent toutes les sommes versées au cours de l'année, comme uniformément versées au 31 Décembre, l'intéressé ou le trésorier en son nom a intérêt à faire fructifier à la Caisse d'épargne les sommes recueillies pendant les premiers mois de l'année, pour les porter en Décembre à la Caisse de Retraite augmentées d'un intérêt de 3 p. c.

2^o L'ancien livret est remplacé, nous l'avons dit plus haut, par un livret modèle dit *livret-pochette* consistant simplement en une sorte de portefeuille où sont glissés les accusés de réception des versements annuels envoyés par la Caisse sous la forme d'extraits de compte.

Cette mesure, supprimant à la fois toutes les écritures précédemment exigées sur le livret individuel des membres, supprime la production du livret et son envoi à la Caisse à fin de vérification ; le livret ne bouge plus, il reste dans les mains de son propriétaire, ou plutôt du trésorier de la société qui y insérera les extraits de comptes annuels.

La Caisse de Retraite alloue une prime de huit centimes par versement à la société qui, d'après ce système, n'opère que des versements annuels (1) ; le

(1) La prime n'était que de deux centimes au cas de versements trimestriels.

facteur des postes peut être utilisé pour faire les versements ; la société doit alors lui allouer à titre d'indemnité huit centimes par versement. Il nous reste à étudier cette procédure dont nous venons d'énoncer les principes généraux ; c'est la procédure dite du « *Livret Global* ». Toutes les sociétés de quelque importance y ont recours.

Le secrétaire-trésorier de la société mutualiste doit établir, comme nous l'avons vu précédemment, les demandes d'inscription de rentes ou *demandes d'affiliation* au nom des sociétaires non encore affiliés à la Caisse de Retraite, il envoie une fois par mois ces demandes à la Caisse en y joignant une liste récapitulative.

Les demandes vérifiées lui reviennent accompagnées des nouveaux *livrets pochettes* immédiatement établis au nom des impétrants ; mais, et c'est ici que commence la procédure nouvelle, le trésorier ne doit pas faire de versements aussitôt que le livret lui est délivré, il doit pour cela attendre la fin de l'année, autant que possible la première quinzaine de décembre.

Le trésorier perçoit, comme d'habitude, les cotisations de chacun des membres de sa société et les inscrit sur un carnet individuel établissant le compte de chaque membre ; le carnet reste aux mains du titulaire. Les sommes ainsi perçues, portées à la Caisse d'épargne, sont incrites sur un *livret d'épargne ouvert au nom de la société* ; elles sont immédiatement productives d'intérêt à 3 p. c. Il est, en outre, délivré, toujours *au nom de la Société, un livret global de Retraite*.

Livret global. — Le livret global est un registre relatant les opérations de la société avec la Caisse de Retraite. La somme apportée par le trésorier et constituée par les versements de tous les membres y est considérée comme *versement de la société*, sans que le détail, c'est-à-dire les sommes versées par chaque membre y soit mentionné. Ce détail est établi dans le *bordereau de versements*, porté à la Caisse en même temps que le livret et aussi dans les *tableaux récapitulatifs* dont nous étudierons le fonctionnement. Nulle erreur n'est donc possible. A la fin de chaque année, à l'époque fixée, le trésorier effectue ses versements. A cet effet il remet au bureau de poste de sa localité.

1° *Un bordereau de versement ;*

Ce bordereau est semblable à celui que nous avons étudié, sauf qu'il ne contient plus désignation de la personne à qui l'accusé de réception doit être envoyé. Le trésorier doit l'arrêter en toute lettre, le signer, lui imprimer le sceau de la société. Le bordereau mentionne le solde du livret global après l'opération du versement.

2° *Le livret d'épargne de la société,*

3° *Le livret global,*

4° *Une quittance* signée de trois mandataires de la société, énonçant la somme à transférer de la Caisse d'épargne à la Caisse de Retraite. Le transfert des fonds s'opère sans autres formalités et les versements sont constatés à l'aide de *coupons-reçus* sur le livret global de la société qui rentre aussi en possession de

son livret d'épargne diminué du montant de la quittance.

Dans le courant du premier semestre de chaque année, la Caisse Générale envoie à la Société un *extrait de compte* pour chacun des membres au profit desquels un versément a été effectué pendant l'année précédente. L'extrait de compte mentionne notamment le montant et la nature des capitaux versés dans le courant de l'année, le total des capitaux réservés et celui des rentes acquises ; il n'indique pas le total des capitaux réservés et celui des rentes acquises ni le total des capitaux abandonnés. Ce renseignement ne présente en effet aucun intérêt ; il suffit que l'intéressé connaisse les engagements que la Caisse de Retraite a pris à son égard c'est-à-dire l'importance des rentes acquises et le total des capitaux réservés.

Le trésorier de la société doit insérer chaque extrait de compte dans la pochette appliquée au verso de la couverture du livret de retraite correspondant, en prenant soin que le dernier en date soit au-dessus, de façon que l'intéressé connaisse au premier coup d'œil sa situation au point de vue de la rente.

Lorsque la société n'est pas établie dans la même localité que le bureau de poste dont elle dépend, elle peut utiliser l'aide du facteur des postes, qui, muni, contre reçu, des pièces prescrites (bordereau, livret d'épargne, livret global, quittance) accomplit les formalités requises.

Vérification de la qualité des Intéressés.

Subvention de 2 francs

La société mutualiste, avons-nous dit, se charge, au nom de ses membres, de toutes les formalités nécessaires pour les faire profiter des avantages de la loi.

Une des formalités les plus difficiles à remplir par l'intéressé, car elle nécessite plusieurs démarches, est l'obligation qui lui incombe d'établir qu'il réunit les conditions exigées par la loi pour avoir droit à la prime. Le Gouvernement n'hésita pas à confier aux sociétés mutualistes le soin de s'assurer par elles-mêmes si ces conditions sont remplies. C'est une preuve de plus de la confiance du Gouvernement dans ces utiles associations.

Dans ce but, les sociétés mutualistes font parvenir tous les ans, avant le 15 mars de chaque année, au ministère de l'Industrie et du Travail, un détail de tous les versements effectués dans le cours de l'année par leurs membres.

Ce travail est fait sur des Tableaux spéciaux A, B, C, D, E fournis par l'Administration.

Tableaux A, B, C, D.

Les Tableaux A, B, C, D, mentionneront les personnes réunissant les conditions suivantes : (1).

(1) Arrêté royal du 15 Décembre 1903.

1° Etre belge de naissance ou par naturalisation ou appartenir à un Etat ci-après :

- a) Empire d'Allemagne,
- b) Canton de Neuchâtel,

2° Avoir en Belgique son domicile réel ou son principal établissement ; toutefois cette condition devra exister depuis 10 ans, en ce qui concerne les étrangers appartenant à l'un des Etats mentionnés ci-dessus.

3° Ne pas avoir droit en qualité d'agent de l'Etat à une pension de retraite en vertu des lois et règlements existants.

- 4° Avoir effectué à la Caisse Générale de retraite, de ses deniers personnels, des versements dont le total ne dépasse pas 60 francs pour l'année entière précédant l'exercice.

5° Avoir fixé entre 55 et 65 ans l'entrée en jouissance des rentes acquises.

6° Ne pas avoir acquis une rente dépassant 360 fr. dans les conditions déterminées par l'article 6 de la loi du 10 Mai 1900.

Composition des Tableaux

Le tableau A est réservé aux personnes âgées de moins de 40 ans au 1^{er} Janvier 1900 (nées à partir de 1860).

Le tableau B aux personnes ayant atteint un âge compris entre 40 et 45 ans (nées de 1855 à 1859).

Le tableau C aux personnes ayant atteint un âge compris entre 45 et 50 ans (nées de 1850 à 1854).

Le tableau D aux personnes ayant dépassé 50 ans (nées avant 1850).

Ces tableaux contiennent uniformément quinze colonnes énonçant :

1^o Les versements non susceptibles de primes effectués au moyen des subsides des communes et établissements publics ;

2^o Le numéro du livret ;

3^o Les noms et prénoms de l'affilié ;

4^o Les versements effectués par l'intermédiaire de la société mutualiste ;

Au moyen des cotisations de l'assuré ;

5^o Au moyen de sommes données par un patron ou un tiers ;

6^o Au moyen des fonds sociaux autres que la subvention de 2 francs ;

7^o Au moyen de la subvention de 2 francs ;

8^o Les versements effectués directement par l'assuré ou un tiers ;

9^o Le total de ces versements ;

10^o L'âge d'entrée en jouissance de la rente ;

11^o Le montant de la rente acquise ;

12^o Le montant de la prime de l'Etat ;

13^o Le montant de la subvention de deux francs ;

14^o Le montant de la prime de la province.

(Les colonnes 10, 11, 12, 13, 14 ne sont pas remplies par la société mutualiste mais par l'Administration de la Caisse de retraite.)

15^o Observations. — La société mentionnera dans cette colonne ses doutes sur la qualité de l'intéressé.

Tableau E (1)

Le tableau E mentionnera les affiliés exclus des primes de l'Etat, mais dont les versements donnent lieu à la subvention de deux francs. Ces affiliés doivent être répartis en sept catégories, savoir :

- 1° Les membres qui ont effectué de leurs deniers personnels des versements dépassant 60 francs pour l'année entière,
- 2° Les agents de l'Etat ayant droit à une pension,
- 3° Les étrangers,
- 4° Les membres résidant à l'étranger,
- 5° Les membres qui ont fixé l'entrée en jouissance de leurs rentes à un âge inférieur à 55 ans,
- 6° Les membres qui ont acquis une rente dépassant 360 francs,
- 7° Les membres décédés.

Ce tableau E est semblable aux précédents, sauf qu'il ne porte pas de colonne affectée à la prime de l'Etat. Cette colonne est remplacée par une autre qui doit porter le numéro de celle des catégories que nous venons de citer qui exclut l'affilié du bénéfice de la prime.

Ces tableaux sont certifiés sincères et véritables par 3 membres de la société ; ils portent également pour vérification la signature du Directeur de la

(1) Circulaire du 10 Décembre 1905.

Caisse générale d'épargne et de retraite. Ils constituent le contrôle détaillé de toutes les opérations effectuées durant le cours de l'année par la société mutualiste.

La vérification des tableaux et l'inscription des primes de l'Etat sont faites par l'administration de la Caisse de Retraite et non au Ministère, comme on pourrait le croire, d'après les circulaires et les arrêtés royaux qui ordonnent leur envoi aux Ministère de l'Industrie et du Travail. Le Ministère n'intervient dans cette opération que pour payer les frais qu'elle nécessite. La dépense est de 45.000 à 50.000 francs selon les années. Elle constitue, avec une somme de 10.000 à 15.000 francs nécessitée par l'impression et la distribution de circulaires, formules diverses de statuts, de demandes d'affiliation, de bordereaux et quittances de versements, etc., envoyés gratuitement aux sociétés mutualistes, et par la part des frais d'administration qui est à la charge du Gouvernement. La Caisse de Retraite assume le restant des dépenses moyennant la retenue de 5 p. c. sur toute opération, retenue dont tiennent compte tous ses tarifs et la retenue de 3 p. c. sur les capitaux réservés.

Subvention de deux francs

Nous connaissons le caractère spécial de cette subvention qui est une véritable prime de l'Etat bien qu'elle soit assimilée aux versements effectués par la société mutualiste au point de vue de la prime de 0.60 par franc qui lui est applicable.

La loi de 1900 accorde la subvention de deux francs à condition (1).

1^o Que le livret porte une somme de 3 francs versés par l'intéressé,

2^o Que l'intermédiaire soit une société mutualiste reconnue,

3^o Que la gestion et les écritures soient trouvées régulières.

La société mutualiste de Retraite est, comme toutes les sociétés reconnues, soumise à l'obligation de faire approuver ses comptes (effectif de ses membres classés en hommes, femmes, enfants, état de recettes et de dépenses) elle a de plus l'obligation de se conformer aux dispositions concernant la procédure que nous venons d'énumérer et de faire parvenir les tableaux A. B. C. D. E. avant le 15 Mars de chaque année. Les arrêtés royaux et circulaires ministérielles font de la véracité des énoncés des Bordereaux et des tableaux la condition principale de cette subvention.

Le tableau suivant nous renseigne sur l'importance de la subvention depuis le vote de la loi de 1900.

(1) Article 12.

Années	Subvention de deux francs
1900	411.136
1901	601.292
1902	704.402
1903	784.334
1904	848.344
1905	920.464
1906	1.000.000 environ

La société mutualiste ne se contente pas de souscrire des demandes, d'effectuer des versements, de servir d'agent quasi officiel au Gouvernement pour garantir la validité des droits de ses membres.

C'est elle encore qui aidera l'intéressé à réunir les pièces nécessaires pour établir son invalidité et jouir de la *rente anticipée*; qui demandera au nom de l'intéressé l'acquisition de la *rente temporaire* dont il peut avoir besoin ou le *rachat du capital réservé* aux héritiers; qui réclamera à la Caisse de retraite le montant des *frais funéraires*; qui enfin changera le livret contre un *carnet de rente* lorsque l'âge d'entrée en jouissance de la pension sera arrivé.

Nous ne reviendrons pas sur ces différentes opérations, que nous avons étudiées précédemment, dans chaque cas particulier la société mutualiste agit au nom de l'intéressé.

Procédure à l'usage des affiliés directs

L'affilié direct fera par lui-même toutes les opéra-

tions que la société mutualiste fait pour ses membres.

I. — Il dépose au bureau de poste, à fin de vérification, sa *demande d'affiliation* accompagnée d'un extrait de son acte de naissance.

II. — La demande vérifiée, il peut *effectuer des versements* aux dates qui lui plairont le mieux.

III. — Le versement, inscrit sur le livret par l'agent qui le reçoit, est constaté au bureau de poste par un *coupon-reçu* ; à la Caisse de retraite par un *accusé de réception* énonçant aussi la quotité de rente acquise.

IV. — En vue d'établir *son droit à la prime*, l'assuré doit, chaque année, avant le 31 Mars faire parvenir au Ministre de l'Industrie et du Travail :

1° Son livret ;

2° Un certificat du receveur des contributions constatant le montant des impôts directs qu'il paie au profit de l'Etat y compris les impôts payés par son conjoint et ses ascendants avec lesquels ils habitent.

3° Un certificat de l'Administration communale, ou d'autres pièces établissant :

a) Qu'il n'est pas agent de l'Etat, ayant droit à une pension de retraite.

b) Qu'il est belge et résidant en Belgique ou qu'il appartient à l'Empire d'Allemagne ou au canton de Neuchâtel ; il doit de plus établir dans ce cas qu'il possède une résidence en Belgique depuis 10 ans.

V. — Quand le déposant arrivera à l'âge d'entrer en jouissance de sa rente, la Caisse lui changera son livret de retraite en un *livret de rentes*.

Comme on le voit, l'affilié direct doit accomplir des

formalités nombreuses dont se trouve exempt le membre d'une société mutualiste.

Observations

I. — Parmi les différents types de sociétés mutualistes de retraite, deux surtout attirent l'attention par leur importance sociale et par le rôle qui leur est dévolu dans une loi de retraites ouvrières. Ce sont : les mutualités d'enfants ou mutualistes scolaires et les mutualités patronales ; nous allons les étudier brièvement.

Les Mutualités scolaires

Nous savons que la loi de 1900 dispense de l'âge de 16 ans le membre qui s'affilie à la Caisse par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue. Il est donc loisible à un enfant de 6 ans autorisé de ses parents d'opérer des versements en vue d'une retraite de vieillesse.

Les avantages de cette disposition sont nombreux. L'affilié qui commence ses versements à un âge peu avancé acquérera très vite une pension importante, grâce à l'accumulation des capitaux : un enfant de 6 ans versant 6 francs par an à capital abandonné et jouissant des primes, acquiert à 30 ans une rente de 360 francs prenant cours à 65 ans ; si les versements sont de 12 francs, la même rente sera acquise à 18 ans, avantage précieux en cas d'invalidité prématurée.

Cette mesure est de plus éminemment propre à favoriser la propagande de l'épargne, à familiariser tout un peuple avec l'idée de l'épargne pour la vieillesse.

Deux moyens sont à la disposition des parents qui veulent affilier leurs enfants mineurs à la Caisse de Retraite. Ils peuvent le faire par l'intermédiaire d'une société ordinaire d'adultes, ou par l'intermédiaire d'une société spéciale, dite société mutualiste scolaire.

Ces sociétés sont composées uniquement d'élèves ou anciens élèves d'une école ou d'un groupe d'écoles déterminées.

Elles suivent la même procédure que les sociétés ordinaires ; mais il est à remarquer que le peu de valeur des versements rend plus nécessaire l'emploi du livret global.

765 sociétés scolaires ont opéré en 1905 des versements pour une somme de 544.620 francs.

Après avoir joui d'une grande vogue, ces sociétés spéciales ont trouvé un concurrent heureux dans les sociétés ordinaires d'adultes acceptant les versements de membres âgés de 6 ans ou établissant une succursale scolaire dans l'école.

Il était en effet à redouter que la société scolaire, qui ne suit ses membres que pendant une certaine période de leur existence, ne suffise pas à donner à la Caisse de Retraite une clientèle constante et que ces membres une fois sortis de l'école, oubliassent en même temps le chemin de la société mutualiste.

Il n'en est pas ainsi quand la société qui a accueilli ses membres écoliers les conserve quand ils sont arrivés à l'âge d'homme.

La propagande faite auprès des parents et même auprès des enfants eux-mêmes a donné des résultats considérables.

Le nombre des affiliés mineurs : écoliers ou sans profession s'élève en 1905, à 28.482 membres nouveaux, représentant 33 p. c. des livrets créés dans l'année ; nous pouvons y ajouter 7.519 mineurs exerçant un métier quelconque (1) soit 36.001 mineurs au profit desquels la caisse a créé des livrets au cours de l'année 1905. Le tableau suivant nous montrera la nature du mouvement d'affiliation chez les mineurs dans la période décennale de 1895-1904.

1895	269	1900	64 988
1896	1.250	1901	66.979
1897	5.550	1902	41.0 0
1898	24.416	1903	37.478
1899	39.076	1904	35.464 (2)

Ce mouvement d'affiliation est d'heureuse augure pour l'avenir de la loi belge ; le tableau nous permet de constater que sur les 780.000 livrets émis par la Caisse de Retraite jusqu'à l'année 1905, près de 350.000 ont été créés alors que leurs titulaires n'avaient pas encore atteint l'âge de 21 ans.

La baisse du chiffre d'affiliation que nous pouvons remarquer dès 1902 et 1903 n'est pas de nature à surprendre ; elle devait fatalement se produire après les premières années d'existence de la loi qui ont amené un mouvement considérable d'affiliation.

(1) Compte-rendu de la Caisse, année 1905, pages 110, 111.

(2) Compte-rendu de la Caisse, année 1904, page 135.

Mutualités patronales

Nous savons que la loi du 10 Mai 1900, mettant à la base de ses dispositions la liberté du versement, n'imposait au patron aucune obligation légale. « Pas « d'obligation légale, soit, mais obligation morale, » disait au Sénat l'honorable Monsieur Nyssens (1) et il ajoutait « La liberté est un beau et noble mot, mais il « importe que le geste soit à la hauteur du verbe. Si « la liberté politique est le régime des peuples qui en « sont dignes, la liberté dans le contrat de travail ne « peut demeurer la règle dans un pays à civilisation « industrielle qu'à la condition que le devoir soit « compris et pratiqué. »

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure le patronat belge a répondu à ces nobles paroles ; il semble pourtant que la grande majorité des industriels ne s'en est pas émue. Il est vrai cependant que depuis un an ou deux les patrons paraissent mieux comprendre leur devoir, surtout dans la grande industrie. Souhaitons que cet exemple limité jusqu'à ce jour à la très grande industrie, gagnera le reste du pays.

Nous avons dit que cette participation du patronat belge était difficile à évaluer : la raison en est simple. Beaucoup de patrons n'osèrent pas, dès le début de la mise en vigueur de la loi, faire les sacrifices nécessaires et fonder une mutualité groupant leurs ouvriers et recevant une subvention sur leurs caisses. Ils

(1) Monsieur Nyssens, rapport page 6.

se contentèrent d'attribuer des subsides à titre de tiers donateurs soit à leurs ouvriers, soit à des sociétés mutualistes vers lesquelles ils poussaient leur personnel ; d'autre part, quelques grandes sociétés industrielles et commerciales organisent la retraite de l'ouvrier au sein même de la maison (1).

Un petit nombre d'industriels décidés à faire œuvre sociale fondèrent dans leurs usines une mutualité de retraite, parfois obligatoire, et lui accordèrent des subventions.

Cette intervention, la seule que nous puissions constater, fut lente et, quoiqu'elle paraisse en voie d'accroissement, n'a encore qu'une importance trop faible.

En 1902, 113 mutualistes de retraite patronales affiliaient 32.574 membres.

Ces sociétés étaient surtout nombreuses dans les provinces de Brabant et de Liège réunissant à elles deux près de 25.000 affiliés.

En 1903, 142 mutualités affiliaient 39.772 membres.

En 1904, 164 mutualités affiliaient 46.383 membres (2).

En 1905, 190 mutualités affiliaient plus de 53.000.

(1) Nous devons faire remarquer que plus de la moitié des 300.000 personnes qui ont droit à une pension ailleurs qu'à la Caisse de retraite relèvent d'institutions d'origine patronale.

(2) Compte-rendu de la Caisse, année 1904, page 124, année 1905, pages 104 et 113.

Nous pouvons aussi mettre au compte de l'influence patronale environ 30 intermédiaires non mutualistes (ou du moins ne constituant pas des sociétés reconnues) ayant opéré en 1905 pour 100.000 francs de versements. C'est le cas de patrons ou de sociétés qui font des versements pour leurs ouvriers ou employés sans se donner la peine de fonder une mutualité reconnue jouissant des avantages de la loi. Ces intermédiaires sont classés comme mutualistes dans les statistiques générales de la Caisse de Retraite qui n'a pas à examiner leur qualité tandis que les statistiques du Ministère n'en font pas mention.

II. — Nous avons dit que la Mutualité possédait en Belgique des racines profondes. En 1903 — 2300 communes ou bourgs sur 2618 que compte la Belgique possédaient au moins une mutualité de retraite (1) ce qui nous permet de croire qu'il n'y a plus guère actuellement de localités belges qui ne possèdent leur mutualité de retraite.

Le tableau que nous reproduisons (T I) nous donne un résumé de toutes les opérations effectuées au sein de la mutualité depuis le vote de la loi. Il ne concerne que les sociétés mutualistes reconnues, absolument en règle avec la loi belge au point de vue des dispositions diverses qui les concernent; c'est-à-dire que leurs affiliés jouissent de tous les privilèges réservés aux membres de sociétés mutualistes reconnues.

Il faudrait ajouter à ce tableau un nombre assez

(1) R. P. Versneesch, Manuel social, page 679. Louvain 1904.

important (200) de groupements divers (sociétés non reconnues, caisses, etc., etc.) pour se faire une idée exacte du nombre d'*intermédiaires* qui recueillent les versements des intéressés et font en somme, au nom de leurs membres, toutes les opérations que nous venons d'énumérer. La différence qui existe entre ces intermédiaires et les sociétés reconnues consiste en ce que ces intermédiaires ne sauraient prétendre aux primes et avantages divers qui sont réservés aux sociétés qui se sont conformées à la loi.

SOCIÉTÉS MUTUALISTES RECONNUES

T. I.

dont les Membres participent aux Primes d'encouragement allouées par l'Etat

ANNÉES	Nombre de Sociétés	Nombre de Livrets ayant reçu des Versements pendant l'année			Total des Versements	Total des Primes	SUBVENTION DE 2 FRANCS
		ANCIENS	NOUVEAUX	TOTAL			
1900	3.327	94.105	134.476	228.581	2.705.431.10	1.086.480.80	441.136
1901	4.319	197.057	131.148	328.205	3.971.402.82	1.750.885.40	601.292
1902	4.597	291.799	88.497	380.296	5.058.548.17	2.209.839.00	704.402
1903	4.813	384.369	70.603	454.972	5.556.255.47	2.889.182.40	781.334
1904	4.933	400.787	65.335	466.122	5.971.075.79	3.121.852.80	848.344
1905	5.119	435.706	70.242	505.948	6.474.498.87	3.380.333.90	920.464
1906 (1)	5.478	468.300	74.700	543.000	7.843.000.000	3.629.138.000	1.000.000

(1) Les chiffres relatifs à l'année 1906 sont encore susceptibles de correction dans une faible mesure.

CHAPITRE XI

L'ORGANE CENTRAL DU SERVICE DES RETRAITES OUVRIÈRES LA CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITE

I

Principes d'organisation

Deux systèmes opposés peuvent être envisagés pour organiser un service de Retraites.

1° Le système de la *Caisse unique*. Il consiste en ce que toutes les ressources sont centralisées de tous les points du pays dans une seule Caisse. Ce système n'exclut pas la création de centres divers et de succursales dans lesquels les versements se feront avec plus de facilité, mais, et c'est là la caractéristique du système, toutes les opérations financières, que nous pouvons résumer sous le nom de vente et achat de retraites, s'effectuent au moyen d'un organe unique.

2° Le système de *Caisses décentralisées*, établissant une série de centres indépendants, régionaux ou

professionnels, qui font à leur compte et avec leurs ressources propres le service des retraites.

Chacun de ces systèmes comporte des avantages et des inconvénients.

Le plus grand reproche qu'on puisse faire au système de la Caisse unique est d'accumuler des sommes qui, grâce à la capitalisation, deviendront rapidement considérables et d'un placement difficile.

Des caisses multiples, tout en accumulant moins de capitaux, trouveront plus facilement un placement avantageux, soit dans les régions qu'elles desservent s'il s'agit de Caisses régionales, soit dans les professions mêmes dont elles assurent les membres contre la misère, s'il s'agit de caisses professionnelles.

L'inconvénient résultant de l'accumulation des capitaux, très sérieux dans les pays qui comptent une population ouvrière considérable, paraît moins à redouter quand cette population ouvrière n'atteint qu'un chiffre relativement restreint. Il en est ainsi en Belgique où la population ouvrière ne dépasse pas 1.600.000 individus, chiffre que nous devons presque décupler si nous envisageons les grandes puissances européennes. Aussi l'objection de l'accumulation des capitaux fut-elle jugée par le législateur belge de peu d'importance en comparaison des avantages qu'il espérait tirer du système de la Caisse unique.

Parmi ces avantages le plus important peut-être est d'établir une *très large répartition des risques*. En effet, si nous considérons un groupe d'affiliés à la Caisse, les rentes servies aux survivants de ce groupe à un certain âge représentent exactement la

valeur des capitaux versés par ce groupe tout entier, augmentés de leurs intérêts composés, de telle sorte qu'au décès du dernier survivant ces capitaux et les intérêts produits seront entièrement épuisés.

Il en est donc de cette Caisse comme de toutes les Sociétés d'assurances : plus le nombre des affiliés est considérable, plus les opérations ont de fixité. Le grand nombre régularise les risques et permet d'atteindre le maximum d'effet au point de vue de la rente, alors qu'un système décentralisé, surtout au cas d'affiliations libres, risquerait de n'amener aux caisses multiples qu'un nombre de participants trop restreint pour affranchir ces Caisses d'aléas financiers susceptibles de compromettre l'efficacité de leur action.

Le législateur belge se raillia donc au système de la centralisation financière et fit de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite l'organe unique de l'assurance ouvrière contre la vieillesse. Nous lisons dans l'exposé des motifs : (1) « L'existence d'une Caisse
« générale établie sur les bases mathématiques les
« plus sûres et réalisant, par le livret individuel,
« l'équivalence la plus stricte des obligations et des
« droits des assurés, constitue une condition indis-
« pensable du fonctionnement régulier du système
« qui vient d'être exposé dans ses grandes lignes.
« Telle est la Caisse de Retraite créée par la loi du
« 16 Mars 1865 et placée sous le contrôle direct de
« l'Etat ; elle garantit aux intéressés le maximum

(1) Exposé des motifs, page 4.

« de sécurité, tout en leur procurant le maximum
« d'avantages.

« Il n'est pas inutile de faire remarquer, d'autre
« part, que le livret individuel, qui suppose la
« condition d'une Caisse unique, permet seul de
« sauvegarder complètement la liberté de l'assuré,
« en lui conservant, quoiqu'il arrive, ses droits acquis
« à la pension.

« Spécialement en ce qui concerne les ouvriers, il
« importe que ceux-ci ne soient point gênés dans
« leur liberté d'allures par la crainte de perdre les
« avantages qu'ils ont entendu se réserver par leurs
« versements.

« Ces motifs ont déterminé le Gouvernement à
« considérer la Caisse de Retraite sous la garantie de
« l'Etat comme la seule institution qui soit en mesure
« de réaliser les bienfaits que peut produire le
« système consacré par le projet de loi.

II

But et organisation de la Caisse générale de Retraite

La Caisse de Retraite a pour but de fournir des pensions viagères au moment où l'âge et les infirmités privent l'ouvrier de son unique ressource : le salaire.

Cette institution, nous l'avons dit plus haut et nous ne faisons que le rappeler, a été fondée en Belgique par une loi du 8 Mai 1850 sous le nom de *Caisse générale de Retraite*.

Ce n'est pas qu'avant la fondation de cette Caisse, il n'existât pas de retraites en Belgique ; mais, avant 1850, le soin de pourvoir les ouvriers de pensions de vieillesse avait été abandonné aux institutions patronales de certaines grandes industries, aux efforts impuissants des Sociétés de secours mutuels qui succombaient sous cette charge trop lourde, ou aux calculs intéressés des Sociétés d'assurance qui faisaient dépendre la rente d'une régularité dans le paiement des cotisations le plus souvent impossible à réaliser par le travailleur. Aussi la nécessité d'une institution spéciale, chargée du service des retraites, se faisait-elle sentir et la loi de 1850 répondait-elle à un besoin réel en créant cette institution.

Pour des raisons que nous avons exposées au début de ce travail (1), la Caisse générale de Retraite de 1850 produisit peu de fruits et en 1865 le Gouvernement eut l'idée d'annexer cette Caisse à la Caisse d'Epargne qu'il venait de fonder. Toutefois cette réunion administrative n'implique pas confusion des intérêts. La loi de 1865, après avoir traité de l'administration commune aux deux Caisses (2), définit en deux chapitres distincts les dispositions propres à chacune d'elles et stipule dès le principe la séparation des comptes. (3)

(1) Chapitre 1^{er}, page 4.

(2) Loi du 16 Mars 1865, articles 1 à 20.

(3) Loi du 16 Mars 1865, article 4.

ADMINISTRATION DE LA CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITES

La Caisse est gérée par un Conseil général, un Conseil d'administration et un Directeur général.

Le Conseil général se compose d'un président et de 24 membres.

Le Conseil d'administration, choisi dans le sein du Conseil général, comprend un président et six membres. (1)

Les présidents et les membres des Conseils sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. Ils sont nommés pour 6 ans. (2)

1^o LE CONSEIL GÉNÉRAL

Le Conseil général veille à ce que des succursales soient établies dans toutes les localités où il est possible de s'assurer le concours des communes, des établissements publics ou de personnes bienfaisantes.

Il arrête les règlements organiques et conclut toutes conventions relatives à la Caisse, sauf l'approbation du Gouvernement.

Il donne son avis sur l'acceptation des dons et legs au profit de la Caisse.

Il fixe, sous l'approbation du Ministre :

Le taux de l'intérêt à bonifier pour les sommes déposées ;

Les conditions des emprunts à contracter éventuellement par la Caisse ;

(1) Loi du 16 Mars 1865, article 6.

(2) Loi du 16 Mars 1865, article 7.

Il détermine le montant du fonds roulant, celui des capitaux à placer et celui de la réserve ;

Il juge en dernier ressort toutes les contestations et réclamations vidées par le Conseil d'administration et dont il y a appel (1).

2° LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration fait exécuter par le Directeur général les décisions du Conseil général. Il surveille et dirige toutes les opérations de la Caisse.

Il nomme et révoque les employés et fixe leurs traitements.

Il donne son avis sur les affaires à décider par le Conseil général et prépare les décisions.

Il autorise les mainlevées et statue sur toutes les questions relatives aux dépôts et versements de moins de 500 francs faits à la Caisse (2).

Les décisions du Conseil d'administration sont définitives, sauf recours au Conseil général, dans les quinze jours après leur notification aux intéressés (3).

3° LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Directeur général est nommé et peut être révoqué par le Roi ; il ne peut, pendant la durée de son mandat, être membre de l'une ou l'autre Chambre (4). Il

(1) Loi du 16 Mars 1865, article 40.

(2) Loi du 16 Mars 1865, article 11.

(3) Loi du 16 Mars 1865, article 12.

(4) Loi du 16 Mars 1865, article 9.

remplit les fonctions de rapporteur près du Conseil général et du Conseil d'administration, il dirige et surveille le travail des bureaux.

Il est seul chargé de l'exécution des décisions des Conseils, sous la surveillance du Conseil d'administration. Il représente la Caisse dans les actes publics et sous seing privé et donne, avec l'autorisation préalable du Conseil d'administration, mainlevée des inscriptions hypothécaires. Les actions judiciaires sont intentées et défendues à sa poursuite et diligence (1).

Le Directeur général rend compte chaque année au Conseil d'administration des opérations de la Caisse. Un compte distinct est formé pour la Caisse d'Epargne et pour la Caisse de Retraite (2).

Les comptes sont soumis au contrôle de la Cour des comptes avec les pièces justificatives (3).

Nous ne reviendrons pas sur l'histoire de la Caisse de Retraite, que nous avons retracée dans le début de cette étude (4). Nous rappelons que l'institution, restée sans résultat pendant les deux premières périodes de son fonctionnement, commença à prendre une certaine extension dans la troisième période, à partir de l'année 1887.

L'année 1900, caractérisée par le vote de la loi de retraites, accordant aux affiliés de la Caisse des pri-

(1) Loi du 16 Mars 1863, article 13.

(2) Loi du 16 Mars 1863, article 14.

(3) Loi du 16 Mars 1863, article 16.

(4) Chapitre 1^{er}, page 5.

mes importantes peut être considérée comme ouvrant une quatrième période : celle qui fait l'objet même de notre étude. Pour donner une idée de l'activité de la Caisse de Retraite pendant cette période, qu'il nous suffise de dire que le chiffre d'affiliations à la Caisse générale qui était de 168.000 en 1899 s'est élevé progressivement jusqu'à 853.000 en 1906 (2).

III

Fonctionnement

Perception des ressources de l'assurance : primes et versements

La Caisse de Retraite perçoit les ressources de l'assurance et les transforme en rentes calculées d'après ses tarifs.

La perception des versements personnels de l'ouvrier et des primes diverses qui s'y ajoutent ne s'opère pas en une seule fois, comme pourraient le faire croire les exemples de primes et de pensions que nous avons donnés. Ces exemples sont théoriques et il est intéressant de rechercher de quelle façon et à quelle date approximative la Caisse de Retraite perçoit ces différentes sommes. C'est ce que nous verrons en reprenant point par point tous les éléments qui peuvent entrer en ligne de compte dans la constitution

(2) Le tableau II, nous donne la progression des affiliés de la Caisse jusqu'en 1906.

d'une rente au profit d'une personne affiliée à la Caisse de Retraite.

1^o *Versements de l'intéressé.*

Les versements parviennent le plus souvent à la Caisse par l'intermédiaire des bureaux de poste ; ils sont parfois, mais plus rarement, effectués directement aux bureaux de la Caisse. Nous savons que les versements s'opèrent à une date indéterminée pour les affiliés directs mais que la presque totalité des versements mutualistes étaient trimestriels depuis 1900 et que le système de 1907 les rend annuels. Le compte de chaque affilié est arrêté dans la 2^e quinzaine de Décembre.

2^o *Prime de 0.60.*

La prime de l'Etat afférente aux versements de chaque affilié est versée par l'Etat à la Caisse de Retraite au mois de mai de l'année qui suit celle de ce versement, parfois même plus tard. Le montant de cette prime est déterminé par les tableaux A. B. C. D que les sociétés mutualistes envoient chaque année vers le mois de Mars au Ministère de l'Industrie et du Travail pour établir le droit de chaque affilié à la prime.

La somme totale qui représente les primes est transférée de la Caisse des Dépôts et Consignations (Fonds spécial) à la Caisse de retraite, sur ordre du Ministère des Finances. Dès lors, la Caisse de retraite peut faire la répartition de la somme entre les différents livrets sur lesquels des versements ont été effectués l'année précédente. La prime correspondant à un versement

s'ajoutera donc pour le calcul de la rente au versement effectué l'année suivante et s'il n'y a pas de versement cette année-là, la rente sera calculée sur le taux de la prime seulement.

3^o Subvention de 2 francs.

La subvention de 2 francs est elle aussi versée par l'Etat sur présentation des tableaux A.B.C.D.E., après examen de la qualité des sociétés et du nombre de livrets à subventionner. Le Ministère de l'Industrie et du Travail fait parvenir à chaque société mutualiste la somme à laquelle elle se trouve avoir droit.

Cette somme devient dès ce moment la propriété de la société qui peut l'employer de la façon qu'elle jugera convenable ou que les statuts auront une fois pour toutes déterminée. On peut dire, d'une manière générale, que cette subvention est toujours employée à majorer les versements des sociétaires. Exception n'est faite à cette règle que pour les rares sociétés mutualistes qui ont des frais généraux tellement considérables qu'elles sont obligées d'affecter à leur paiement une partie de la subvention ; mais, même dans ce cas, l'excédent est versé sur le livret de retraite du mutualiste.

La subvention inscrite au compte de l'affilié parvient à la Caisse l'année suivante, en même temps que le versement personnel auquel il vient s'ajouter.

4^o Primes des Provinces et des Communes.

Les provinces et les communes, à l'instar de l'Etat, accordent leurs primes tantôt sous la forme d'une subvention à la Société mutualiste, analogue à la

subvention de 2 francs, tantôt sous la forme d'une prime au versement analogue à la prime de 0,60 par franc attribuée par l'Etat.

Dans les deux cas, les subventions parviennent à la Caisse l'année qui suit le versement qui y a donné lieu.

IV

Système financier : la Capitalisation

Que deviennent les capitaux versés à la Caisse de Retraite ? Deux systèmes financiers se présentent au législateur : *la répartition et la capitalisation*. Le législateur belge a choisi le système de la *capitalisation*. Toutes les sommes versées à la Caisse sont donc capitalisées au nom de chaque affilié.

Il suffit de se rappeler en quoi consiste le système de la répartition pour se convaincre qu'il ne pouvait être adopté en Belgique. Dans ce système en effet, les charges de chaque année doivent être couvertes par les cotisations ou versements de cette même année. Pour être sûr de pouvoir couvrir les charges, il faut avoir des recettes certaines. Or, dans l'assurance libre, les recettes dépendent de la volonté des intéressés, de leur empressement à s'affilier et nul ne peut avoir la certitude que les cotisations seront suffisantes pour égaler les charges. Aussi le système de la répartition n'est-il compatible qu'avec un système d'assurance obligatoire, analogue à celui qui a été adopté en Allemagne.

Dans le système de la capitalisation, il est utile de le faire remarquer, la rente du déposant est rigoureu-

sement proportionnelle au versement, puisqu'elle est le résultat de la capitalisation, à un intérêt fixe, des versements individuels et des primes. Il est créé un compte distinct pour chaque déposant, dont le capital et les intérêts accumulés constituent la pension.

C'est le seul système compatible avec l'assurance libre ; car, n'y aurait-il qu'un nombre infime de versements, que la Caisse ne se trouverait pas en déficit puisque les rentes sont formées par la capitalisation des sommes réellement versées. Le système de la capitalisation est aussi plus équitable, puisqu'il proportionne exactement la rente au sacrifice consenti pour l'obtenir ; il permet du reste à l'intéressé d'acquiescer à une rente à plus bas prix grâce au compte d'intérêts capitalisés pendant de longues années à son profit.

Nous avons déjà fait remarquer, en parlant du système de la Caisse unique, l'inconvénient qu'entraîne fatalement la capitalisation de toutes les sommes versées dans une seule Caisse, c'est-à-dire l'accumulation énorme de capitaux. Cette accumulation se fait très rapidement et le Fonds des Rentes en Belgique qui était de 31.000.000 en 1900 atteint en 1905, après six années d'exercice, la somme de 85.200.000 francs (1). Il est en 1906 de plus de 100 millions (100.006.000).

Il fallait trouver un débouché à ces sommes considérables et le Gouvernement n'hésita pas à permettre

(1) Compte-rendu de la Caisse de Retraite, année 1905, page 103.

à la Caisse de placer cet argent dans des entreprises particulières, sous certaines conditions.

La loi du 16 Mars 1865 (1) autorise l'achat :

1° De fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'Etat ;

2° D'obligations sur les provinces, villes, communes ;

3° De cédulas ou prêts hypothécaires ;

4° D'obligations des sociétés belges qui, depuis 5 ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements, au moyen de leurs ressources ordinaires.

Le compte-rendu de la Caisse de Retraite pour 1905 (2) nous donne le détail des placements, que nous croyons intéressant de reproduire.

Placements de la Caisse de Retraite

Les placements de la Caisse de Retraite A (3), se composent comme suit :

Prêts hypothécaires	384.121 25
Capital nominal fr. 129.000 en obligations 5 p. c., au cours moyen de 106.539 p. c.	137.435 »»
Capital nominal de fr. 4.066.500 en obligations 4 1/2 p. c., au cours moyen de 99.991 p. c.	4 066.118 49
Capital nominal de fr. 1.297.500 en obligations 4 p. c., au cours moyen de 88.363 p. c.	1.146.506 80
Fonds en dépôt à la Caisse d'Epargne....	114.368 82

(1) Loi du 16 Mars 1865, article 29.

(2) Page 116.

(3) Opérations effectuées sous l'empire des tarifs des 5 Décembre 1850 et 24 Juin 1868.

Les placements à la Caisse de Retraite B (1), se composent comme il suit :

Prêts hypothécaires	6.105.004	21
Obligations du Crédit communal 4 1/2 p. c. capital nominal de fr. 12.211.400, au cours moyen de 113.781 p. c.	13.894.273	90
Obligations des communes à 2 1/2 p. c., capital nominal de fr. 6.000.000, au cours moyen de 86 p. c.	5.160.000	»»
Obligations des communes à 4 p. c., capital nominal de fr. 307.000, au cours moyen de 101.686 p. c.	312.175	»»
Obligations de sociétés à 1/4 p. c., capital nominal de fr. 3.000 000, au pair	3.000.000	»
Obligations de sociétés à 3 1/2 p. c., capital nominal de fr. 1.928.500, au cours moyen de 87.036 p. c.	1.678.500	»»
Obligations de sociétés à 3.60 p. c., capital nominal de fr. 4.080.000, au cours moyen de 96.712 p. c.	3.945.865.60	
Obligations de sociétés à 3 3/4 p. c., capital nominal de fr. 6.326.178 86, au pair	6.326.178	86
Obligations de sociétés à 4 p. c., capital nominal de fr. 33.548.000 au cours moyen de 97.608 p. c.	32.745.687	04
Obligations de sociétés à 5 p. c., capital nominal de fr. 1.376.500, au cours moyen de 106.136 p. c.	1.400.966	40
Fonds en dépôt à la Caisse d'Epargne . . .	844.953.03	

(1) Opérations effectuées sous l'empire des tarifs du 13 Juillet 1887.

CHAPITRE XII

LES RÉSULTATS DE LA LOI DU 10 MAI 1900

La loi belge des Retraites ouvrières a été diversement appréciée par les auteurs qui l'ont étudiée depuis sa mise en vigueur et qui ont voulu, avec trop de hâte croyons-nous, invoquer ses résultats pour établir le succès de l'assurance libre ou au contraire la nécessité de l'obligation.

La question est à l'heure où nous écrivons trop passionnément débattue en France pour que les partisans de l'une ou l'autre théorie d'assurance puissent résister à la tentation de faire état, dans le sens qu'ils préconisent, de résultats qui ne proviennent pas d'une expérience assez longue pour permettre de porter un jugement définitif, engageant l'avenir. La Belgique fait depuis 6 années un essai loyal de l'assurance libre, largement subsidiée ; les hommes qui ont fait adopter ce système ont voulu faire une œuvre sociale et morale en développant l'idée de la prévoyance. Ont-ils pleinement réussi ? Il nous paraît prématuré de répondre dès maintenant à cette question.

Vouloir faire pénétrer dans les masses populaires l'idée de la prévoyance libre pour la vieillesse est

une pensée éminemment sociale ; mais l'œuvre est difficile, plus difficile peut-être que de décréter l'obligation pour tout un peuple ; elle est de celles qui réclament impérieusement l'aide du temps et qui ne peuvent, *qui ne doivent même* (car en matière d'éducation sociale les résultats les plus prompts ne sont pas les plus stables) entraîner un résultat certain, susceptible d'une appréciation définitive, qu'après un laps de temps relativement long. La loi belge n'a que six années d'existence, les résultats obtenus pendant cette période sont dignes d'attirer l'attention mais cette période d'expérience est à notre avis de trop peu de durée pour permettre de répondre à cette question : « les dispositions édictées en 1900 en vue de trancher la question des Retraites ouvrières ont-elles pleinement réussi ? ».

Aussi nous bornerons-nous à essayer de déterminer « *dans quelle mesure la loi du 10 Mai 1900 a pu faire pénétrer l'idée de prévoyance dans la masse du peuple belge au 1^{er} Janvier 1907.* »

Il nous suffira pour cela de fixer les deux points suivants :

1^o Le nombre des personnes qui sont admises à profiter des avantages de la loi ;

2^o Le nombre des personnes qui ont voulu en profiter. De la comparaison de ces deux chiffres ressortira naturellement l'intéressante proportion qui nous donnera les résultats actuels de la loi belge.

1^o. *Nombre de personnes admises à profiter des avantages de la loi du 10 Mai 1900.*

On évalue généralement à deux millions le nombre

des personnes susceptibles de bénéficier des primes de l'Etat.

Ce total de 2.000.000 comprend 1.600.000 individus représentant la population ouvrière âgée de 16 à 65 ans et un chiffre de 400.000 personnes en dehors de cette population : mineurs de 16 ans et personnes rentrant dans les conditions requises par la loi. (1)

Pour ne pas fausser les conclusions, il importe de retrancher du total de 2.000.000 un nombre de 325.000 personnes qui, en vertu de lois diverses, ont droit à une pension de vieillesse ailleurs qu'à la Caisse de Retraite. Ces 325.000 personnes forment la clientèle des Caisses spéciales que nous avons étudiées au début de ce travail (2). Elles ne sont pas toutes exclues du bénéfice des primes, mais, pour cela même que leur vieillesse se trouve assurée, ou du moins secourue dans une certaine mesure, elles sont moins susceptibles d'avoir recours aux encouragements de l'Etat.

Le nombre des personnes auxquelles peut s'appliquer la loi de 1900 est donc de $2.000.000 - 325.000 = 1.675.000$.

Voici par conséquent le premier élément déterminé. Recherchons maintenant combien parmi ces 1.675.000 personnes ont eu la sagesse de profiter des sacrifices que l'Etat belge a consenti en leur faveur.

(1) Chapitre III.

(2) Chapitre I, pages 8 et suivantes.

2^o Nombre de personnes affiliées à la Caisse de Retraite au 1^{er} Janvier 1907.

Le tableau II (1) nous indique le nombre des livrets créés chaque année depuis 1900 et le nombre des affiliés au 31 Décembre de chaque année.

Nous y voyons que le nombre des affiliés au 31 Décembre 1906 atteint 853.000, soit plus de la moitié des personnes auxquelles la loi pouvait s'appliquer (1.675.000).

Pourrions-nous nous en tenir à ce chiffre qui nous donne comme possédant des livrets de Retraite la moitié de la population intéressée ? Nous ne le croyons pas.

En effet, ce qu'il importe de savoir, ce n'est pas le nombre de livrets créés, mais le nombre de personnes qui, une fois le livret créé, continuent régulièrement leurs versements car c'est l'augmentation réelle de *l'esprit de prévoyance* que nous cherchons à déterminer.

Or, il est établi que le nombre des livrets qui n'ont pas enregistré de versements personnels en 1906 dépasse 250.000. Ce déchet était pour ainsi dire inévitable. Dans les premières années, les Sociétés mutualistes et surtout les mutualités scolaires, inspirées par le désir très légitime de faire une active propagande à la loi nouvelle, sont arrivées à créer (presque d'office, pourrait-on dire) un nombre considérable de livrets, enregistrant des versements minimes, qui le plus souvent ne dépassent pas un franc. Bon nombre de titulaires de ces livrets n'étaient pas mûrs pour comprendre l'utilité de la prévoyance et ont cessé

(1) Nous reproduisons le tableau II, quelques pages plus loin.

leurs versements presque aussitôt. On peut ajouter que certains enfants pourvus de livrets scolaires se désintéressent de la mutualité une fois sortis de l'école. C'est d'ailleurs cette constatation qui a amené une évolution très intéressante de la mutualité scolaire en Belgique, évolution que nous avons signalée déjà en étudiant ce type spécial de mutualité (1). Les Mutualités d'adultes commencent à admettre et même à rechercher les enfants des écoles pour les affilier elles-mêmes à la Caisse de Retraite, trouvant ainsi le moyen de s'assurer des adhérents et surtout de maintenir l'enfant dans la mutualité à sa sortie de l'école. La mutualité scolaire fait ainsi place peu à peu à la section scolaire de la Société mutualiste d'adultes et cette évolution ne peut qu'avoir de bons résultats au point de vue de la continuité des versements.

Reprenant donc le chiffre de 853.000 livrets existants au 31 Décembre 1906 et tenant compte du nombre de livrets non utilisés, nous pouvons évaluer la clientèle sérieuse de la Caisse de Retraite pénétrée de l'idée de prévoyance à 600.000 personnes.

Nous sommes ainsi amenés à dresser le bilan des résultats de la loi du 10 Mai 1900, de la façon suivante :

Nombre de personnes pouvant s'affilier	1.675.000
Nombre de personnes sérieusement affiliées	600.000
Nombre de personnes réfractaires à une affiliation sérieuse supposant des verse- ments réguliers	1.075.000

(1) Chapitre X, page 281.

T. II.

ANNÉES	NOMBRE DE		Montant des Versements	Nombre approximatif d'Affiliés au 31 Décembre	Montant du Fond des rentes (millions)
	Comptes Nouveaux	Versements			
1900	134.384	856.416	5.121.056.02	300.000	31.0
1901	133.606	1.368.406	8.853.414.08	430.000	39.4
1902	90.597	1.810.402	9.900.404.21	517.000	49.0
1903 (1)	114.978	1.903.640	10.476.321.15	627.000	59.6
1904 (2)	78.861	1.991.116	11.823.401.44	700.000	71.8
1905 (3)	85.138	2.122.080	12.685.100.71	780.000	85.2
1906 (4)	86.000	2.224.000	13.700.000.00	853.000	100.0

- (1) Dont 42.834 affiliations militaires et 147 affiliations directes.
 (2) Dont 42.036 affiliations militaires et 212 affiliations directes.
 (3) Dont 44.967 affiliations militaires et 229 affiliations directes.
 (4) Dont 44.000 (environ) affiliations militaires et 264 affiliations directes.

T. III.

CLASSEMENT DES LIVRETS PAR PROFESSION

	1900	1901	1902	1903	1904	1905
1° Ouvriers mineurs.....	961	1 189	735	2 988	1 355	768
2° Ouvriers d'industrie	28 436	24 269	20 148	34 810	3 827	3 427
» exerçant un métier quelconque ...	»	»	»	»	14 042	10 340
3° Journaliers, ouvriers agricoles .	12 042	13 150	8 764	14 092	8 226	6 255
4° Domestiques, ...	3 681	3 609	2 249	2 441	1 613	1 449
5° Militaires.....	55	55	39	6 744	479	11 970 (1)
6° Commerçants et Détaillants ..	3 560	2 544	1 526	1 525	1 290	1 385
7° Professeurs et Instituteurs..	817	810	6 9	410	321	303
8° Fonctionnaires et Employés ..	2 914	2 960	2 775	3 151	2 180	1 927
9° Professions libérales... ..	1 117	599	314	317	324	224
10° Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux..	520	728	376	543	613	647
11° Propriétaires, rentiers, personnes sans profession.. ..	17 393	16 714	12 062	10 479	2 458	2 576
Ménagères	»	»	»	»	6 663	7 866
12° Enfants mineurs sans profession	64 988	66 979	31 712	26 935	26 434	28 482
» exerçant un métier	»	»	9 288	10 543	9 830	7 519

Proportion de livrets ouvriers 87 p. c. (Cette proportion a été déterminée par la Caisse de Retraite après examen de 700.000 livrets.)

(1) L'année 1903 nous donne le total des affiliations militaires alors que la statistique a classé, pour les autres années, les militaires dans les professions qu'ils exerçaient lors de leur arrivée au corps, seuls les militaires de carrière étaient rangés dans la catégorie " militaires ".

Conclusion

Nous pouvons, de cet exposé des résultats de la loi, tirer les conclusions suivantes :

1° Le mouvement d'affiliation à la Caisse de Retraite déterminé par la loi du 10 Mai 1900 est considérable ; il se chiffre au 1^{er} Janvier 1907 par 853.000 affiliés, dont 600.000 affiliés sérieux, donnant des preuves manifestes de prévoyance.

2° Ce mouvement se continue, comme le montre la marche constante des affiliations nouvelles (86.000 en 1906). Il est donc inexact d'affirmer qu'il y a dans ce mouvement un temps d'arrêt, indiquant que le chiffre d'affiliations nouvelles a une tendance à diminuer et que la loi aurait, à l'heure actuelle, produit son maximum d'effet.

3° L'idée de l'épargne en vue d'une retraite de vieillesse, *la prévoyance*, a pénétré profondément dans les classes populaires. La preuve en est que, parmi les nombreuses affiliations qui se sont produites, il y en a 87 pour cent qui émanent d'ouvriers proprement dits (tableau III).

4° Si ce mouvement continue quelques années encore dans les mêmes conditions, nous pourrions considérer l'assurance libre comme ayant donné à la question des Retraites ouvrières une solution satisfaisante. Cette dernière proposition est basée sur une hypothèse. Rien ne prouve, dira-t-on, que ce mouvement continuera. Mais rien ne prouve non plus que ce mouvement s'arrêtera.

Quant à nous, nous espérons vivement que, grâce

à la puissante organisation des Sociétés mutualistes, la régularité des versements sera mieux assurée et que grâce à la propagande active et intelligente de ces sociétés, jointe à l'entrée dans la mutualité des générations nouvelles, le nombre des affiliés deviendra de plus en plus considérable afin que bientôt la presque totalité de la population ouvrière belge puisse jouir des libéralités si généreusement accordées par les Pouvoirs publics. En tous cas, nos voisins de Belgique ont entrepris une œuvre d'éducation populaire à laquelle il est impossible de ne pas rendre hommage et dont on ne peut contester les heureux effets. Ils ont en même temps donné un développement prodigieux à ces merveilleuses institutions d'assistance fraternelle qui s'appellent les Sociétés mutualistes ; ici encore leur œuvre sociale est véritablement grande et reste digne de servir d'exemple à tous ceux qui ont à cœur les intérêts de la classe ouvrière, et ils sont nombreux dans notre pays de France !

La question des Retraites Ouvrières est une question d'actualité en France ; elle préoccupe vivement tous les esprits sérieux qui considèrent comme un devoir social d'apporter « l'aide nécessaire » à l'ouvrier que l'âge où les infirmités ont privé d'un salaire trop maigre bien souvent pour qu'il puisse garantir par lui-même la vieillesse du travailleur.

Bien des signes font prévoir que, malgré le vote par la Chambre en Février 1906 du projet de la Commission d'Assurance et de Prévoyance, la solution du problème des Retraites ouvrières préconisée par elle est loin d'être définitive dans notre pays ! Le principe

même de la loi : obligation ou liberté subsidiée, sera encore vivement discuté.

Nous n'avons pas la prétention d'apporter une réponse catégorique à ce redoutable problème ; notre but est plus modeste et notre travail n'a eu d'autre objet que d'essayer de faire connaître d'une manière impartiale la législation sociale de la vaillante petite nation belge, législation reposant toute entière sur la libre initiative des travailleurs, la collaboration intelligente des Sociétés mutualistes et les généreuses subventions de l'Etat.

Puisse cette étude être de quelque utilité à ceux qui, comme nous, cherchent avec toute l'ardeur de leur âme la solution du grand et difficile problème de la Retraite en faveur de nos vieux travailleurs de France.

CHAPITRE XIII

NOTIONS SOMMAIRES DE LÉGISLATION

COMPARÉE

Il nous a paru impossible de traiter la question des Retraites ouvrières en Belgique sans donner un aperçu des différentes solutions apportées au problème de la retraite par les législations des autres pays qui ont essayé de le résoudre.

Aussi allons-nous très rapidement jeter un coup d'œil sur la législation sociale des différentes puissances.

En examinant les différents systèmes imaginés pour organiser les Retraites ouvrières, on s'aperçoit aussitôt qu'on peut les ramener à trois types différents.

1^o Le système de la liberté des versements stimulée par des primes et des encouragements de l'Etat ou système de la *liberté subsidiée* (c'est le système consacré par la loi belge de 1900).

2^o Le système de *l'obligation des versements* (c'est le système consacré par la législation allemande de 1889, qui en est l'application la plus remarquable).

3^o Le système du paiement des retraites par *l'impôt*, sans versements préalables des ouvriers titulaires des pensions (c'est le système de la loi danoise, de la loi de la Nouvelle-Zélande et de la loi française du 14 Juillet 1905 sur l'assurance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents). C'est d'après cette division que nous allons entreprendre cette étude rapide de la législation sur les Retraites ouvrières.

I

Le système de la Liberté subsidiée

La législation belge qui a fait l'objet de notre travail est certainement l'application la plus complète de ce système.

Mais si la Belgique a l'honneur d'avoir, la première, généralisé le système des subventions à l'assurance libre, nous devons ajouter que l'idée d'amener les ouvriers à s'affilier à une Caisse de Retraite par l'appât de subventions et de primes n'est pas nouvelle, ni spéciale à la législation belge. Cette idée devait venir naturellement à tous les Etats qui possèdent une Caisse de Retraite librement ouverte à tous les déposants et c'est en effet ce que nous allons constater en France et en Italie.

I^o

FRANCE

Il est un fait qui mérite d'être souligné d'une manière spéciale, c'est que la législation française a depuis longtemps consacré le double principe des

encouragements aux versements volontaires à la Caisse de Retraite et des encouragements aux Sociétés de secours mutuels qui organisent le service des retraites pour leurs adhérents.

Ces avantages sont les suivants :

I. — *Encouragements aux affiliés de la Caisse nationale des Retraites*, qu'ils appartiennent ou non à une Société de secours mutuels.

1^o *Bonification des pensions inférieures à un taux déterminé.*

En vertu de la loi du 31 Décembre 1895 et de la loi du 13 Avril 1898 (modifiée par la loi du 25 Février 1901) et de la loi de Finances du 30 Mai 1899, les affiliés de la Caisse nationale de Retraites reçoivent des majorations de leurs pensions, à la condition d'être âgé de 65 ans au moins, d'avoir effectué au moins 25 versements et de ne pas jouir d'un revenu (pension comprise) supérieur à 360 francs.

Un décret du 8 Mars 1907, inséré à l'*Officiel* du 12 Mars, réorganise le fonctionnement de ces majorations et une circulaire du 22 Mars 1907 envoyée aux Préfets leur recommande de rappeler au public l'existence de cette majoration. En vertu de cette circulaire, les Préfets ont envoyé aux Maires des affiches relatives au service des majorations en les invitant à leur donner une large publicité.

Ces circulaires semblent révéler l'intention du Gouvernement français et en particulier du Ministère du Travail d'encourager de plus en plus la prévoyance libre. Est-ce l'échec de la consultation des

syndicats relative au projet d'assurance obligatoire qui orienterait les Pouvoirs publics vers le système de la liberté subsidiée ? Il serait prématuré de l'affirmer ; mais le désir de rappeler au public les majorations décrétées par des lois antérieures n'en est pas moins un fait qui mérite d'être signalé.

Un crédit de un million de francs est inscrit au budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1907 en vue de la majoration des pensions viagères de moins de 360 francs. Ce crédit est réparti au marc le franc.

Les majorations de pensions, dont l'importance dépend de la somme inscrite au budget, sont les seules subventions accordées aux affiliés de la Caisse Nationale qui n'appartiennent pas à une Société de secours mutuels. Nous sommes donc loin de la disposition si libérale de la loi belge, qui accorde une subvention de 0.60 par franc inscrit au livret de l'ouvrier jusqu'à concurrence de 9 francs de subvention. Il est vrai que l'Etat Français n'aurait qu'à augmenter les sommes inscrites au budget pour donner plus d'importance aux majorations, mais le système belge aura toujours l'avantage d'instituer un système de subvention proportionnelle à l'effort d'épargne de l'ouvrier.

2° En cas de blessures ou d'infirmité prématurée, les pensions peuvent être liquidées avant l'âge légal d'entrée en jouissance et majorées quand elles n'atteignent pas 360 francs. Ici encore le crédit est très insuffisant.

II. — *Encouragements aux Sociétés de Secours mutuels qui organisent la retraite.*

Nous avons vu, au cours de notre étude, que la législation belge accorde de généreuses subventions aux Sociétés de secours mutuels qui organisent l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale des Retraites. Il en est de même en France.

On peut diviser les avantages accordés aux Sociétés de secours mutuels approuvées organisant la retraite en deux rubriques :

- 1° Les subventions proprement dites ;
- 2° L'intérêt de faveur de 4 1/2 p. c. accordé aux versements faits au fonds commun inaliénable.

1° *Subventions proprement dites.*

Ces subventions sont les suivantes : (1)

- 1° Le quart du versement ;
- 2° a) Un franc par membre participant des sociétés qui assurent à la fois le service de la retraite et celui de la maladie ;
b) Cinquante centimes par membre participant des Sociétés qui n'assurent que le service des retraites.
- 3° a) Un franc par membre participant âgé de plus de 55 ans des Sociétés qui assurent à la fois le service de la retraite et celui de la maladie ;
b) Cinquante centimes par membre participant, âgé de plus de 55 ans, des Sociétés qui n'assurent que le service des Retraites.

(1) E. Dedé. Les Sociétés de Secours Mutuels, Maison de la Bonne Presse, Paris 1904.

Toutefois cette répartition est soumise aux restrictions suivantes :

1^o Lorsque le nombre des membres participants est égal ou inférieur à 1000, la subvention ne peut excéder 3.000 francs.

2^o Si le nombre des membres est supérieur à 1.000, la subvention ne peut excéder ce nombre multiplié par 3, sans pouvoir dépasser la somme de 10.000 fr.

3^o En aucun cas la subvention ne peut être supérieure au chiffre du versement. Ces subventions vont à la Société de secours mutuels qui en fait l'usage qui lui convient.

A ces subventions, il convient d'ajouter la subvention accordée en vertu de la loi du 20 Juillet 1895 et qui attribue aux Sociétés de secours mutuels les $\frac{3}{5}$ des sommes annuellement prescrites dans les Caisses d'Épargne. La somme répartie est d'environ 300.000 francs et donne une moyenne de 0.26 par participant et de 60,50 par Société.

Ces subventions à la mutualité organisant les retraites sont dans la majorité des cas supérieures à la subvention de 2 francs par livret accordée à la mutualité en Belgique. Mais, si la mutualité en France n'est pas aussi portée à organiser l'affiliation, c'est parce que les mutualistes eux-mêmes ne sont pas aidés aussi puissamment qu'en Belgique dans leur effort d'épargne. La modicité de la pension (100 francs environ) pour un versement annuel moyen, décourage les ouvriers et les détourne de la prévoyance. C'est pour cela que des mutualistes éminents comme

M. Vermont n'hésitent pas à demander à l'Etat une majoration de 25 pour cent des pensions mutualistes.

Après avoir indiqué les subventions proprement dites accordées aux Sociétés de secours mutuels, nous devons parler de l'avantage de l'intérêt de faveur de $4\frac{1}{2}$ pour cent accordé aux capitaux déposés par les mutualités approuvées au Fonds commun inaliénable.

2° *L'Intérêt de faveur de $4\frac{1}{2}$ pour cent.*

Pour amener les Sociétés de secours mutuels à lui confier ses capitaux, l'Etat a imaginé d'accorder un intérêt de faveur de $4\frac{1}{2}$ aux Sociétés qui versent leurs capitaux à la Caisse Nationale des Retraites, à un compte spécial connu sous le nom de *Fonds commun inaliénable* parce que les capitaux, une fois versés, ne peuvent plus être retirés, leurs intérêts seuls servent à la constitution des pensions aux mutualistes.

L'Etat, jusqu'en 1901, a même poussé ses préférences pour le versement au Fonds commun jusqu'à réserver le bénéfice des subventions dont nous venons de parler aux Sociétés qui versaient leurs capitaux au Fonds commun, à l'exclusion des Sociétés qui se contentaient d'ouvrir un livret de la Caisse Nationale des Retraites à chacun de leurs adhérents.

Aujourd'hui le Fonds commun, qui constitue une main-morte de plusieurs centaines de millions, est vivement critiqué. Le livret individuel est de plus en plus apprécié par les mutualistes et a enfin obtenu les subventions légales. Ce discrédit du Fonds commun et la faveur dont jouit le livret individuel marquent une évolution qui rendrait plus facile l'établissement

en France du système belge, reposant, comme nous l'avons vu, sur le livret personnel à l'ouvrier.

Malgré ces subventions, le mouvement d'affiliations à la Caisse Nationale des Retraites est relativement peu considérable aussi tout le monde est-il d'accord en France pour réclamer une législation nouvelle, comme en témoignent les nombreux projets de loi déposés depuis quelques années.

Il semble bien qu'un courant se dessine en faveur de l'application du système belge de la liberté subsidée : le projet de loi déposé à la Chambre des Députés par Messieurs Adam, Tailliandier, Plichon, Reille et plusieurs de leurs collègues le 6 Décembre 1902 en est la manifestation. Cette proposition compte en France de nombreux partisans.

2^o

ITALIE.

La *Caisse nationale de Prévoyance* pour l'Invalidité et la Vieillesse a été fondée par la loi du 17 Juillet 1898 ; elle a commencé ses opérations en 1900.

Le Gouvernement compte beaucoup sur la propagande des Sociétés ouvrières de secours mutuels.

Pour encourager les versements volontaires à la Caisse Nationale, il est accordé une prime annuelle de 10 francs à tous les déposants qui ont versé dans l'année au moins 6 francs. Cette prime est payée par la Caisse sur un fonds de dotation dont la première et plus importante recette a été une somme de 10.000.000 attribuée dès l'origine par un versement initial de l'Etat.

Pour instituer une faveur spéciale aux mutualistes, la Caisse accorde une allocation extraordinaire aux mutualistes âgés de 50 ans au moins, allocation qui varie d'année en année.

Il existe donc en Italie, comme en Belgique et en France des subventions à l'assurance libre.

II

Le Système de l'Obligation des Versements

L'application la plus intéressante du système de l'assurance obligatoire nous est présentée par l'Allemagne dont la législation est considérée comme un modèle par tous les partisans de l'obligation.

1^o LA LÉGISLATION ALLEMANDE

La législation allemande repose toute entière sur le principe de l'*obligation des versements patronaux et ouvriers*. (1)

Les auteurs des lois de retraite ont estimé que l'imprévoyance de l'ouvrier qui l'éloigne des Caisses de Retraite d'une part, le peu d'empressement du patron à aider volontairement l'ouvrier dans son effort d'épargne d'autre part, rendent indispensable, si l'on veut organiser des retraites, l'inscription dans les lois de l'obligation pour les ouvriers d'opérer

(1) L'Assurance contre l'Invalidité et la vieillesse en Allemagne G. de St-Aubert. Larosc 1900.

des versements et pour les patrons d'aider leurs ouvriers par un versement équivalent.

Tel est le principe de la loi d'assurance contre la maladie du 25 Juin 1883, qui instituait la mutualité obligatoire et de la grande loi d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse du 22 Juin 1899, modifiée par celle du 13 Juillet 1899. Nous ne pouvons évidemment que donner un aperçu très général de la loi allemande.

En voici les principaux caractères.

I. *Caractère de généralité de la loi.*

Tous les ouvriers, domestiques et employés de l'Empire allemand sont soumis aux versements obligatoires et par le fait même admis au bénéfice des pensions d'invalidité ou de retraite.

C'est donc à la totalité de la population ouvrière que le législateur d'Outre-Rhin a assuré, d'un seul coup, par l'obligation, une petite pension au jour où l'incapacité de travail ou la vieillesse viendra faire perdre à l'ouvrier son salaire. Il est impossible de ne pas rendre hommage à l'étonnante hardiesse des auteurs de cette loi qui ont procuré immédiatement aux Caisses de Retraite 12.000.000 d'affiliés !

II. *La loi Allemande : loi d'Invalidité.*

La loi allemande est plutôt une loi d'invalidité qu'une loi de retraite. La pension d'invalidité est en effet accordée aux ouvriers qui, par suite d'infirmités, ne peuvent plus gagner un tiers de ce qu'ils gagnaient avant d'avoir été frappés d'invalidité. La pension d'invalidité est accordée quelque soit l'âge de l'ouvrier.

Il y a des titulaires de pension qui n'ont que 20 ans. Evidemment la pension, qui est dans une certaine mesure proportionnelle aux versements, est plus faible quand l'ouvrier est jeune, mais on a pris la précaution d'assurer à toutes les pensions un certain minimum, une *base* indépendante du versement et qui assure aux pensions d'invalidité une valeur minima de 140 francs, le maximum étant d'environ 650 francs.

Quant à la pension de vieillesse, qui ne peut pas se cumuler avec la pension d'invalidité, elle est accordée dans le cas relativement rare où un ouvrier arrive à l'âge de 70 ans sans être déjà pourvu d'une pension d'invalidité, c'est-à-dire sans avoir perdu les deux tiers de sa puissance de travail. Dès que cette incapacité de travail des deux tiers vient à se produire, la pension d'invalidité (dans tous les cas plus élevée que la pension de vieillesse qui varie entre 137 et 287 francs) se substitue à celle-ci immédiatement. On comprend donc qu'il soit impossible d'établir une comparaison entre les lois de retraite comme la loi belge et la loi d'invalidité allemande puisque le principe est totalement différent.

La conception de l'invalidité, de la pension aux infirmes, abstraction faite de l'âge, permet de secourir ceux qui, jeunes encore, sont réduits par la maladie ou les infirmités à l'état de véritables vieillards. Aussi la loi allemande est-elle peut-être la loi sociale la plus audacieusement bienfaisante qu'il y ait au monde. Mais la détermination de l'état d'incapacité de travail des deux tiers est très délicate. On reproche aux

médecins d'être trop facilement portés à la reconnaître et aux tribunaux arbitraux devant lesquels les ouvriers peuvent se pourvoir, en cas de refus de leur demande de pension, d'imiter la générosité des médecins ; de là des perturbations sérieuses dans les finances des Caisses d'assurance. C'est cette difficulté qui, sans être décisive, a suffi pour faire reculer le Parlement français et pour amener des hommes exceptionnellement compétents comme Monsieur de Gailhard-Bancel, à réserver aux organisations professionnelles le soin d'organiser l'assurance contre l'invalidité. Aussi, tend-on de plus en plus en France à réserver la question de l'invalidité pour ne s'occuper, comme en Belgique, que de l'organisation de pensions de retraite. On se contente d'autoriser la liquidation anticipée de la pension de retraite dans le cas infiniment plus rare de l'incapacité de travail absolue (analogue à la situation prévue par l'article 50 de la loi belge).

III. — *Les Ressources de l'Assurance allemande.*
Les ressources proviennent de la participation de l'Etat et des versements obligatoires des ouvriers et des patrons.

1^o La participation de l'Etat consistant en une majoration de 50 marks (62 frs. 50) accordée à toutes les pensions ;

2^o Les cotisations obligatoires des patrons et des ouvriers établies d'après un système connu sous le nom de *Système des classes de salaire*.

Les ouvriers sont divisés en cinq classes, d'après l'importance de leur salaire annuel moyen, et les

cotisations hebdomadaires varient d'une classe à l'autre ; elles sont pour la première classe de 0,175 et pour la cinquième classe de 0,45.

Le patron, prenant à sa charge la moitié de cette cotisation, la part de l'ouvrier varie entre huit et vingt-deux centimes par semaine, soit environ deux pour cent du salaire.

IV. — *L'Organisation.*

L'assurance est réalisée par 31 Caisses régionales autonomes et 9 Caisses professionnelles autonomes (Caisses de retraite des Chemins de fer.)

Dans les Caisses, l'Administration est confiée à des fonctionnaires de la région et la Direction et la gestion des affaires importantes à une Assemblée composée de représentants des patrons et de représentants des ouvriers nommés par les uns et les autres. Le principe de la collaboration des intéressés, patrons et ouvriers, est d'ailleurs rigoureusement observé dans toutes les lois sociales allemandes.

2° LES PROJETS D'ASSURANCE OBLIGATOIRE EN FRANCE

1° **Le texte voté par la Chambre**

Nous avons parlé des dispositions adoptées par la loi française pour encourager les versements volontaires. Mais, sous l'influence de la législation allemande, la Chambre des Députés a jugé ces dispositions insuffisantes et a adopté, par le vote d'un texte de loi le 23 Février 1906, le système tout-à-fait opposé de l'assurance obligatoire, c'est-à-dire du versement obligatoire des patrons et des ouvriers, avec participation de l'Etat.

Le texte voté par la Chambre reproduit les principales dispositions de la loi allemande avec cette différence toutefois, et cette différence est capitale, que le paiement de pensions pour le cas d'invalidité partielle, qui est la base de la législation allemande, est écarté. On pourrait ajouter que le législateur d'Outre-Rhin a établi des Caisses de Retraite régionales décentralisées tandis que le texte français ne prévoit qu'une seule Caisse : *la Caisse nationale des Retraites* (1).

La Commission du Sénat, chargée d'examiner le projet voté par la Chambre est, paraît-il, hostile à l'obligation et vient d'ordonner une enquête auprès des organisations professionnelles. Les résultats de cette enquête, ou plus exactement de ce *referendum*, n'ont pas encore été publiés, mais nous croyons savoir qu'ils sont nettement défavorables au système de l'obligation des versements imposée au patron et à l'ouvrier.

2^e La Proposition de Gailhard-Bancel

Organisation professionnelle

Après avoir signalé le texte voté par la Chambre des Députés, nous croyons nécessaire d'attirer l'attention du lecteur sur une proposition de loi déposée par M. de Gailhard-Bancel et soutenue par lui avec beaucoup de talent lors des discussions de 1901 et de

(1) Pour plus de détails voir : *Les Retraites ouvrières à la Chambre des Députés*, par G. de S^t Aubert. — Librairie Emmanuel Vitte. Paris 1906.

1905 à la Chambre des Députés. Cette proposition repose sur le *groupement des industries par professions et par régions*. Chaque groupement professionnel aurait sa Caisse de Retraite professionnelle et autonome. Chaque profession organisée prélèverait les cotisations de ses membres comme elle l'entendrait, soit par l'obligation, soit par la liberté subsidiaire et réglerait à sa guise un grand nombre de détails très délicats, tels que l'invalidité et l'âge d'entrée en jouissance de la pension de retraite.

M. Millerand, rapporteur de la loi des Retraites à la Chambre, qualifiait les idées exprimées par M. de Gaillard-Bancel " d'idées d'avenir ". Telle est aussi notre opinion et nous ne serions pas surpris de voir le Parlement français, s'il ne se rallie pas au système belge, se rapprocher de plus en plus du système professionnel et régional, préconisé par l'éminent député de l'Ardèche.

III

Le Système des Retraites par l'Impôt

Nous rangeons dans cette catégorie les lois qui accordent des pensions, *sans exiger de versement préalable* de la part des intéressés.

Les lois de retraite du Danemark et de la Nouvelle-Zélande, suivent toutes les deux ce système, mais la base du droit à la pension est bien différente dans ces deux pays.

C'est ainsi que la loi Danoise accorde une pension aux vieillards indigents, c'est-à-dire aux vieillards

qui manifestement ne peuvent plus se suffire, tandis que la loi Zélandaise, procédant de principes beaucoup plus larges, n'exige nullement que le bénéficiaire de la pension soit dans l'incapacité de pourvoir à sa subsistance sans la retraite.

10

DANEMARK

La loi Danoise du 9 Avril 1891 intitulée : « Loi de Pensions de Retraite pour la Vieillesse qui en est digne et ne ressortit pas à l'Assistance publique » n'est pas une loi d'assurance, mais une loi d'*Assistance alimentaire* par les Communes et par l'Etat.

Tout indigent âgé de 60 ans, jouissant du droit d'indigénat, qui a habité le pays pendant les dix années antérieures, a droit à une pension de vieillesse si, pendant ces dix ans, il n'a reçu aucun secours de l'Assistance publique et ne s'est pas rendu coupable de vagabondage ou de mendicité.

Les communes fixent le montant de la pension dans la mesure de leurs ressources et des nécessités de l'indigent ; un recours contre la décision de la commune est ouvert à l'intéressé auprès de l'Autorité supérieure.

L'Etat prend à sa charge la moitié des dépenses, sans que sa part puisse dépasser 2.000.000 de couronnes, soit 2.780.000 francs.

La pension est variable selon les besoins de l'intéressé ; elle peut être accordée en argent ou en nature et atteint en moyenne 150 francs.

NOUVELLE-ZÉLANDE

La loi du 1^{er} Novembre 1898, accorde une pension à toute personne âgée d'au moins 65 ans accomplis, résidant dans la Colonie depuis 35 ans et jouissant d'une bonne considération (n'ayant pas encouru de condamnations graves depuis 25 ans).

Nous avons dit que le strict besoin n'était pas la base de la pension ; en effet, la seule condition de fortune exigée par la loi est que l'intéressé ne jouisse pas d'un revenu supérieur à 1.300 francs ou que la valeur du bien qu'il possède ne s'élève pas à 6.750 francs en capital.

Le maximum de la pension est de 450 francs. Ne peuvent réclamer ce maximum que ceux dont le revenu ne dépasse pas 850 francs.

LOI FRANÇAISE D'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS ET AUX INCURABLES du 14 Juillet 1905.

Il nous paraît impossible de ne pas signaler la loi française d'assistance aux vieillards et aux incurables, dont le vote remonte au 14 Juillet 1905 et qui vient seulement d'entrer en vigueur en 1907.

D'après les termes de cette loi, les vieillards et les incurables privés de ressources reçoivent une allocation mensuelle, dont le montant fixé par les Conseils municipaux peut atteindre la somme de 30 francs, et dont la moyenne varie entre 10 et 20 francs.

La charge de cette allocation est supportée par la Commune, le Département et l'Etat. Les bienfaits de la loi s'étendent exclusivement aux *indigents*, sans que ceux-ci aient versé aucune cotisation.

La constatation de l'âge de 70 ans, de l'infirmité et de l'indigence suffit pour donner droit à l'allocation mensuelle. Il s'agit donc en réalité d'une loi d'*assistance obligatoire* imposée aux Communes, aux Départements et à l'Etat et dans ce système c'est sur les *contribuables* seuls que retombe la charge de l'assistance.

Il est incontestable que cette législation nouvelle est appelée à soulager bien des misères. Une allocation de 10 francs par mois sera d'un grand secours dans le budget du vieillard et de l'infirme.

Mais, il ne faut pas perdre de vue que la loi ne s'applique qu'aux indigents. Elle n'a pas par conséquent la portée des *lois de Retraite* que nous avons étudiées et qui ont pour but d'assurer une retraite à tous les travailleurs sans exception.

L'existence de la loi d'assistance rendra d'ailleurs plus facile l'application de la loi de Retraite proprement dite en diminuant les charges de la période transitoire, puisque les ouvriers indigents déjà âgés seront, de par la loi d'assistance, pourvus d'avance d'un secours appréciable.

Il existe donc en réalité dans notre pays trois systèmes distincts, les deux premiers étant en vigueur et le troisième n'ayant encore que l'adhésion de la Chambre des Députés.

1° Les encouragements à l'affiliation volontaire sous

forme de subventions aux Sociétés de secours mutuels. (1)

2° L'assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes *indigents*.

3° Le projet de l'assurance obligatoire voté par la Chambre et actuellement soumis au Sénat (2). La Haute-Assemblée adoptera-t-elle le texte voté par la Chambre ou bien, devant la difficulté de trouver les ressources nécessaires (difficulté à laquelle M. Clémenceau faisait allusion dans un dialogue resté célèbre avec M. Millerand), tournera-t-on ses regards vers la législation belge plus prudente au point de vue financier ? C'est ce que l'avenir nous dira. Si le Parlement français adoptait cette dernière solution l'exemple de la Belgique lui serait d'une grande utilité.

(1) Voir au début de ce chapitre.

(2) Voir la page 320 de ce chapitre.

ANNEXES

PENSIONS DE VIEILLESSE

Loi du 10 Mai 1900, modifiée par celle du 20 Août 1903

ARTICLE PREMIER. — Des primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse sont accordées par l'Etat, dans les conditions déterminées par la présente loi :

1^o Aux personnes assurées à la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat par l'intermédiaire d'une Société mutualiste reconnue par le Gouvernement, à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 francs pour l'année entière.

2^o A toutes autres personnes assurées directement à la Caisse qui ne sont pas exclues du bénéfice de la loi en vertu de l'article suivant.

ARTICLE II. — Parmi les personnes assurées directement à la Caisse, sont exclues celles qui paient en

impôts directs, patentes comprises, au profit de l'Etat, une somme d'au moins :

50 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

60 francs dans les communes de 10.000 à 25.000 habitants ;

70 francs dans les communes de 25.000 à 50.000 habitants ;

80 francs dans les communes de 50.000 habitants et plus.

L'exclusion d'une personne entraîne celle de son conjoint et de ses enfants habitant avec elle.

Les agents de l'Etat qui ont droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent ne peuvent prétendre aux primes d'encouragement, même s'ils se trouvent dans les conditions prévues à l'article précédent.

ARTICLE III. — Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement, il faut :

1° Etre Belge et avoir une résidence en Belgique.

Sont admis toutefois au bénéfice des primes, les étrangers ayant depuis 10 ans leur résidence en Belgique et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges ;

2° Etre âgé de 16 ans accomplis, à moins que l'affiliation n'ait lieu par l'intermédiaire de sociétés mutualistes reconnues.

3° Etre titulaire d'un livret de la Caisse générale de Retraite ;

4° Avoir fait des versements sur ce livret pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.

Sont assimilés aux versements personnels, les versements opérés au profit du titulaire par la Société mutualiste reconnue dont il est membre ou par une tierce-personne. Toutefois, les versements effectués au moyen de subsides des Pouvoirs publics ne sont pas pris en considération pour l'allocation des primes de l'Etat.

ARTICLE IV. — Les versements servant de base à l'attribution des primes peuvent être effectués indifféremment à capital abandonné ou à capital réservé.

Les primes de l'Etat sont toujours versées à la Caisse à capital abandonné.

L'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie, depuis 55 jusqu'à 65 ans.

ARTICLE V. — Le montant de la prime annuelle est fixé à 60 centimes par franc et par livret à concurrence de 15 francs versés.

Chaque titulaire ne peut avoir qu'un livret.

ARTICLE VI. — L'assuré est admis au bénéfice des primes jusqu'à ce que l'ensemble des sommes inscrites sur son livret suffise pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 francs.

Pour établir ce maximum, les versements à capital réservé sont censés avoir été faits à capital abandonné et l'entrée en jouissance des rentes est réputée avoir été fixée uniformément à 65 ans.

Toutefois, les rentes acquises au moyen des sommes versées avant le 1^{er} Janvier 1900 sont prises en considération à leur montant réel, quels que soient le mode de versement et l'âge d'entrée en jouissance.

ARTICLE VII. — Un Arrêté royal pourra décréter, complémentirement aux dispositions de l'article 52 de la loi du 16 Mars 1865, que la Caisse de Retraite aura la faculté de rembourser à l'assuré, après l'entrée en jouissance de sa rente, la valeur de rachat du capital réservé.

L'Arrêté royal pourra en outre décréter, par application de l'article 52 de la loi du 16 Mars 1865, que la valeur actuelle du capital réservé pourra, avant l'entrée en jouissance de la rente différée acquise par ce capital, servir à l'acquisition d'une rente temporaire, jusqu'à l'entrée en jouissance de la rente différée.

Dispositions transitoires

ARTICLE VIII. — Par dérogation à l'article 5, les intéressés qui avaient atteint l'âge de 40 ans au 1^{er} Janvier 1900, jouiront de la prime à concurrence de 24 francs versés annuellement.

A partir du 1^{er} Janvier 1903, le montant de la prime annuelle est porté, à concurrence des six premiers francs versés.

A. — A 1 franc par franc pour les intéressés ayant atteint, au 1^{er} Janvier 1900, un âge compris entre 40 et 45 ans.

B. — A 1,50 par franc pour les intéressés ayant atteint à la même date, un âge compris entre 45 et 50 ans.

C. — A 2 francs par franc pour les intéressés ayant, à la même date, dépassé l'âge de 50 ans. (Loi du 20 Août 1903).

ARTICLE IX. — Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tout ouvrier ou ancien ouvrier belge, ayant une résidence en Belgique, âgé de 65 ans au 1^{er} Janvier 1901 et se trouvant dans le besoin.

Sont admis, dans les mêmes conditions, à jouir de cette allocation, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, les travailleurs âgés d'au moins 55 ans à la date du 1^{er} Janvier 1901 ; toutefois, les intéressés qui auront à cette dernière date moins de 58 ans accomplis seront exclus du bénéfice de l'allocation si, pendant une période de trois ans au moins, ils n'ont effectué à la Caisse générale de Retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

ARTICLE X. — Les allocations prévues à l'article précédent seront accordées et distribuées moyennant les conditions et conformément aux règles à établir par Arrêté royal.

Constitution d'un Fonds spécial

ARTICLE XI. — En vue de liquider les dépenses résultant de la présente loi, il est institué un Fonds spécial des dotations allouées par l'Etat pour la constitution de pensions de vieillesse.

Ce fonds est rattaché à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est alimenté :

1^o Par une allocation annuelle de douze millions de francs, inscrite au budget ordinaire de l'Etat et pour la première fois au budget de l'Exercice 1901.

2° En cas d'insuffisance, et à charge de remboursement, par des ressources exceptionnelles qui seront éventuellement sollicitées de la législature.

Encouragement aux Sociétés Mutualistes reconnues

ARTICLE XII. — Le Gouvernement allouera à toute Société mutualiste reconnue ayant pour objet l'affiliation de ses membres à la Caisse générale de Retraite une subvention annuelle de 2 francs, pour chaque livret sur lequel il aura été versé, pendant l'année écoulée, une somme de 3 francs au moins, non compris les subsides des pouvoirs publics, et à la condition que la gestion et les écritures de la Société aient été trouvées régulières.

Le crédit nécessaire sera rattaché au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Entrée en vigueur et exécution de la Loi

ARTICLE XIII. — La présente loi sera applicable aux versements effectués à la Caisse générale de Retraite à partir du 1^{er} janvier 1900.

Les allocations prévues à l'article 9 seront accordées pour la première fois aux intéressés qui se trouveront au 1^{er} Janvier 1901 dans les conditions déterminées par la loi et les arrêtés d'exécution.

ARTICLE XIV. — Les mesures d'exécution de la présente loi seront réglées par Arrêté royal.

ALLOCATION ANNUELLE DE 65 FRANCS

ARRÊTÉ ROYAL

du 30 Décembre 1902

remplaçant ceux du 20 Octobre 1900, 13 Juin 1901 et 25 Juillet 1902

CHAPITRE PREMIER

Conditions auxquelles l'Allocation est subordonnée

I. — Pour être admis à recevoir l'allocation de 65 francs prévue par l'article 9 de la loi du 10 Mai 1900, il faut réunir avant le 1^{er} Janvier de l'année pour laquelle l'allocation est demandée, les conditions suivantes :

- 1^o Etre Belge ;
- 2^o Avoir une résidence en Belgique ;
- 3^o Etre âgé de 65 ans au moins ;
- 4^o Etre ouvrier ou ancien ouvrier ;
- 5^o Se trouver dans le besoin.

II. — La qualité de Belge se constate par la production des actes de l'Etat-Civil ou de naturalisation, comme en matière électorale.

III. — Est considéré comme ayant une résidence en Belgique, celui qui possède dans le royaume depuis un an au moins son domicile réel ou son principal établissement.

IV. — Les travailleurs âgés d'au moins 55 ans avant le 1^{er} Janvier 1901 pourront être admis à jouir de l'allocation à partir du 1^{er} Janvier qui suivra la date où ils auront atteint l'âge de 65 ans.

Ceux qui, au 1^{er} Janvier 1901, avaient moins de 58 ans accomplis, devront justifier, à l'appui de leur demande, que pendant une période de trois ans au moins ils ont effectué à la Caisse générale de Retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

V. — Sont considérés comme ouvriers, les hommes et les femmes qui, moyennant un salaire, travaillent habituellement de leurs mains pour un patron ou un maître, soit au temps, soit à la pièce, soit au dehors, soit à domicile et cela sans distinguer entre le travail domestique ou agricole ou le travail industriel ou de métier.

Sont considérés comme anciens ouvriers, ceux qui, par la condition habituelle de leur vie antérieure, ont répondu à la précédente définition.

La femme ou la veuve d'un ouvrier ou ancien ouvrier est considérée comme ouvrière lors même qu'elle ne se trouve pas dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

VI. — Sont considérés comme se trouvant dans le besoin, ceux dont les ressources, mises en rapport avec leurs charges, sont ordinairement insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir à leur subsistance.

Pour apprécier l'état de besoin, il est tenu compte notamment :

En ressources :

1^o Du salaire intégral de l'impétrant et de tout autre profit résultant de la profession qu'il exerce ;

2^o De la valeur en rente viagère de ses propriétés ou droits réels, de son cheptel et de ses épargnes ;

3^o Des subventions résultant de ses droits personnels, comme les pensions alimentaires ;

4^o Des secours de la bienfaisance publique et des Caisses de prévoyance ;

5^o Du salaire intégral et de tous autres revenus de son conjoint et des enfants ou descendants habitant avec lui, qu'ils soient mariés ou non.

En charges :

1^o De l'entretien du ménage selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre et l'âge des personnes qui composent la famille ;

2^o Des infirmités ;

3^o Du loyer, des impôts et des charges réelles.

En aucun cas ne seront considérés comme se trouvant dans le besoin, ceux dont les revenus atteignent 360 francs pour un vieillard et 600 francs pour des conjoints habitant ensemble.

VII. — Sont présumés ne pas se trouver dans le besoin, jusqu'à preuve du contraire dûment établie, ceux qui tiennent par eux-mêmes ou par personne interposée un débit de boissons.

VIII. — Ne pourront être considérés comme se trouvant dans le besoin au point de vue de l'attribution de l'allocation de 65 francs :

1^o Les personnes auxquelles une institution hospitalière ou un particulier fournit, soit dans un établissement, soit ailleurs, le logement, la nourriture, le vêtement et le chauffage ;

2^o Les prisonniers et les personnes détenues dans les maisons de réforme ou les dépôts de mendicité.

IX. — Seront exclues de l'allocation les personnes condamnées depuis moins d'un an pour ivresse publique et celles qui ont aliéné leurs biens dans un but de fraude.

CHAPITRE II

Procédure d'Instruction

X. — Toute personne qui sollicite l'allocation de 65 francs doit en faire la demande par écrit avant le 1^{er} Janvier de l'exercice budgétaire sur lequel l'allocation doit être imputée et en se servant d'une formule conforme au modèle annexé au précédent Arrêté.

Seront joints à la requête tous les documents nécessaires pour établir l'existence de chacune des conditions énumérées à l'article premier, tels que le Certificat de nationalité et de résidence, l'extrait de l'acte de naissance, les pièces justifiant de la qualité d'ouvrier ou d'ancien ouvrier, les états de salaires de l'intéressé, de son conjoint, de ses enfants ou descendants, un certificat du Receveur des contributions, et s'il y a lieu, les documents établissant la situation des propriétés, le montant des épargnes et des autres ressources.

Les charges, spécialement les infirmités et le montant du loyer, devront également être justifiées par des preuves écrites.

Par mesure transitoire, en ce qui concerne les demandes relatives à l'année 1903, les pièces justificatives pourront être fournies après l'envoi de la requête, jusqu'au 28 Février 1903, au plus tard.

XI. — Le Receveur des contributions inscrit par nature, dans le certificat mentionné à l'article précédent, les impositions portées dans les rôles au nom de l'impétrant, de son conjoint et de ses enfants ou descendants habitant avec lui, tels qu'ils sont indiqués à ce fonctionnaire ; il comprend toutes les sommes éventuellement dûes à recouvrer à leur charge, en matière de contribution foncière, de contribution personnelle, de droit de patente, de redevances sur les mines. Il mentionne également les centimes additionnels au profit de l'Etat, des Provinces et des Communes ainsi que les taxes provinciales.

Le Certificat daté et signé par le Receveur, est envoyé d'urgence à l'impétrant ou à son mandataire.

XII. — La demande sera certifiée sincère et véritable, signée et datée par l'intéressé ; s'il ne sait ou ne peut signer, il en sera fait mention et cette déclaration sera visée par deux témoins belges et majeurs.

La requête ainsi établie sera adressée par l'intermédiaire du bourgmestre au Président du Comité de patronage des Habitations ouvrières et des Institutions

de prévoyance dont la circonscription comprend la résidence effective de l'impétrant.

XIII. — Le bourgmestre est tenu de fournir aux intéressés ou à leurs mandataires, s'ils l'en requièrent, les extraits sur papier libre des documents susvisés relatifs à l'âge, à la nationalité, à la résidence, à la composition de la famille, à la situation cadastrale des biens de l'impétrant et aux secours qui lui sont accordés par la bienfaisance communale.

Il certifie l'exactitude des renseignements produits par l'impétrant, après les avoir complétés ou rectifiés au besoin, notamment en ce qui concerne les salaires et loyers ; toutefois, il n'émet pas d'avis sur le bien fondé de la demande.

Il transmet le dossier, dans le plus court délai possible, et au plus tard dans le mois de la réception de la demande, au Président du Comité de patronage, avec un inventaire des pièces jointes.

XIV. — Le Comité de patronage examine les demandes qui lui sont soumises, soit en séance plénière, soit en Commission composée de trois membres au moins.

La subdivision du Comité en Commissions a lieu par Arrêté ministériel, après avis de la Députation permanente.

Aucune décision ne peut être prise sans la présence de trois membres au moins.

Toute demande tardive sera écartée comme non recevable. Il pourra en être de même des demandes non accompagnées des pièces justificatives requises à l'article 10.

Les requêtes déclarées recevables seront instruites par les soins d'un ou plusieurs rapporteurs désignés par le Comité parmi ses membres effectifs ou correspondants, et moyennant enquête au lieu du domicile des intéressés.

Les rapports sont datés et motivés, ainsi que les décisions ; celles-ci contiendront notamment l'évaluation des ressources et des charges dont il a été tenu compte par le Comité.

Si l'intéressé a produit des renseignements ou des certificats mensongers, sa demande sera écartée pour l'année en cours, même si elle paraissait fondée.

Le Comité fait connaître, dans les huit jours, sa décision motivée à l'intéressé ainsi qu'au Gouverneur de la province, auquel il transmet en même temps le dossier de l'affaire.

XV. — Dans la quinzaine de la notification, l'impétrant dont la demande aura été rejetée, sera recevable à interjeter appel de cette décision auprès du Gouverneur de la province. Les appels devront être motivés.

En ce qui concerne les décisions qui ont admis les demandes d'allocations, le Gouverneur pourra, d'office ou après telle enquête qu'il jugera utile, interjeter appel ; cet appel sera formé aussitôt qu'il sera possible et notifié sans délai à l'intéressé et au Comité. La notification mentionnera le motif de l'appel.

XVI. — Il sera statué sur l'appel par une Commission instituée, à cet effet, par Arrêté ministériel et composée d'un Président désigné par le Gouverne-

ment, d'un délégué du Conseil supérieur du Travail et d'un Délégué du Département des Finances. Chaque membre aura un suppléant qui le remplacera en cas d'empêchement.

Il pourra être institué plusieurs Commissions par province, selon les besoins du service.

La Commission statuera dans le mois de la date où elle aura été saisie de l'appel, après avoir procédé à telles mesures d'instruction qu'elle jugera convenir. Elle devra en tout cas, avant de réformer une décision, inviter le Comité de patronage à déléguer auprès d'elle un de ses membres. Elle notifiera sa décision à l'intéressé, au Gouverneur et au Comité de patronage. Cette décision ne sera susceptible d'aucun recours au profit de l'intéressé.

XVII. — Les dossiers seront transmis par le Gouverneur au Département de l'Industrie et du Travail.

Le Ministre pourra, soit d'office, soit après telle enquête qu'il jugera utile, déférer au Conseil des mines siégeant en Comité de législation, d'Administration générale et de Contentieux administratif, les décisions prises en faveur des personnes qui manifestement ne possèderaient pas toutes les conditions prévues à l'article premier. S'il y a lieu, le Conseil des mines prononce l'annulation de la décision frappée de recours ; il peut renvoyer l'affaire devant un autre Collège appartenant à la même catégorie que celui dont émane la décision annulée ; la décision qui interviendra à la suite de ce renvoi sera susceptible des mêmes voies d'appel que la première, sauf qu'elle ne pourra plus faire l'objet d'un renvoi.

XVIII. — Les allocations définitivement accordées seront liquidées par les soins de l'Office du Travail.

Toutefois cette administration peut, le Conseil des Mines entendu en son avis, suspendre la liquidation de l'allocation lorsqu'une erreur matérielle est constatée ou que le bénéficiaire vient à se trouver dans un des cas prévus par les articles 8 et 9 ; s'il y a lieu, le dossier sera renvoyé au Comité de patronage pour nouvel examen.

Le paiement des allocations se fera en deux versements de 32.50 entre les mains des intéressés ou de leurs fondés de pouvoirs, par l'intermédiaire de l'Administration des postes.

Aucune réclamation concernant la liquidation ne pourra plus être introduite par le bénéficiaire un an après l'émission du mandat, lors même que celui-ci n'aurait pas été encaissé.

XIX. — L'Office du Travail fera parvenir aux bourgmestres, dans le mois de Janvier de chaque année, une liste des personnes résidant dans leur commune et admises précédemment à l'allocation annuelle de 65 francs.

Le Bourgmestre mentionnera sur cette liste les décès, les causes d'exclusion ou de retrait de l'allocation, ainsi que les changements de résidence ; il certifiera par sa signature l'exactitude de ses indications ;

Il transmettra, dans le mois, la liste ainsi rectifiée et complétée au Comité de patronage, qui procèdera à une nouvelle instruction relativement aux personnes dont la situation de fortune serait modifiée ou sur

lesquelles de nouveaux renseignements lui seraient parvenus.

L'allocation sera retirée notamment aux bénéficiaires qui en auraient fait un usage abusif.

Les personnes qui changent de résidence ne pourront, l'année suivante, bénéficier de l'allocation que moyennant une nouvelle décision du Comité de patronage compétent, prise à la suite d'une nouvelle demande et après l'instruction prévue aux articles 10 et suivants du présent arrêté.

TEXTE

DES RÉOLUTIONS DE LA COMMISSION

I. — Il y a lieu pour l'Etat d'intervenir en vue de généraliser, autant que possible, les pensions de retraite.

II. — Cette intervention peut être suffisamment efficace sans comprendre l'obligation de la part des ouvriers et des chefs d'entreprise.

Elle peut se borner aux mesures qui ont pour objet de faciliter, d'encourager, de développer et d'assister la prévoyance individuelle : encouragements divers, assistance administrative des pouvoirs publics, amélioration de la législation actuelle, dispenses fiscales, larges subsides, et mesures diverses pour encourager et intéresser les chefs d'entreprises à assister les ouvriers pour la constitution de pensions.

III. — Néanmoins, des pensions de retraite seront instituées par la voie de l'obligation, en faveur des ouvriers appartenant aux industries qui dérivent d'une

concession permanente de l'Etat, ainsi qu'aux mines de fer exploitées sans concession et aux minières de fer exploitées souterrainement par travaux passagers.

IV. — L'intervention de l'Etat doit se produire en faveur des personnes appartenant aux catégories ci-après indiquées pour les versements qu'elles effectuent, à partir de l'âge de 16 ans, à la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat ou à une Caisse de retraite dont les statuts et les bases techniques ont été approuvés par le Gouvernement.

a) Les ouvriers, les domestiques, ainsi que les cultivateurs et les artisans qui travaillent pour leur compte sans l'aide régulière de plus d'un ouvrier salarié, que ces diverses catégories de personnes soient affiliées à la Caisse directement ou par l'intermédiaire d'une Société mutualiste de retraite.

b) Tous ceux qui font partie d'une Société mutualiste, constituée notamment en vue de l'assurance contre la maladie, sous la condition que la cotisation destinée au service d'assurance contre la maladie, ne dépasse pas 2 fr. 50 par mois.

c) Les petits employés dont le traitement est de 2000 francs au maximum, à condition qu'ils fassent partie d'une Société mutualiste de retraite.

V. — L'entrée en jouissance de la pension peut être fixée à tous les âges entiers compris entre 55 et 65 ans, au gré de l'affilié.

En cas d'invalidité prématurée dûment constatée, survenant antérieurement à l'époque fixée pour l'entrée en jouissance de la rente, l'intéressé pourra être

admis à jouir immédiatement de la pension acquise en raison de l'âge au moment de l'invalidité.

VI. — Les versements peuvent être faits à capital abandonné ou bien à capital réservé, soit au profit des héritiers du bénéficiaire, soit au profit de ce dernier, au moment de l'ouverture de la pension.

Le subside de l'Etat sera toujours versé à capital abandonné.

Il y a lieu d'adjoindre aux opérations pratiquées par la Caisse générale de Retraite, celles ayant pour but l'acquisition de rentes de survie.

VII. — Le subside de l'Etat est acquis aux intéressés pour la partie de leurs versements qui ne dépasse pas 24 francs par an et aussi longtemps que l'ensemble des versements effectués correspond à une rente qui ne dépasse pas 25 francs par mois.

VIII. — Le subside de l'Etat est fixé à 100 pour cent sur les 6 premiers francs, 50 pour cent sur les 6 suivants et 25 pour cent sur les 12 derniers francs. Il est réduit, d'après le tableau ci-dessous :

- 1° Si les versements sont effectués à capital réservé ;
- 2° Si l'entrée en jouissance est fixée à un âge inférieur à 65 ans.

Age au premier versement	Age de l'Entrée en Jouissance	Multiplicateur ou coefficient de réduction
CAPITAL ABANDONNÉ		
	65 ans	1.00
	60 à 64.....	0.75
	55 à 59.....	0.45
CAPITAL RÉSERVÉ		
16 à 20 ans	65 ans	0.65
	60 à 64.....	0.49
	55 à 59.....	0.29
21 à 30 ans	65 ans	0.60
	60 à 64.....	0.45
	55 à 59.....	0.27
31 à 40 ans	65 ans	0.55
	60 à 64.....	0.41
	55 à 59.....	0.25
41 à 50 ans	65 ans	0.45
	60 à 64.....	0.34
	55 à 59.....	0.20
51 à 60 ans	65 ans	0.35
	60 à 64.....	0.26
	55 à 59.....	0.16
61 à 65 ans	65 ans	0.30
	61 à 64.....	0.22

IX. — Il y a lieu d'inscrire au budget du Ministère de l'Industrie et du Travail, un crédit ainsi libellé :
« Frais de propagande en vue de l'affiliation à la Caisse générale de Retraite ».

Mesures transitoires

X. — Le subside de l'Etat est fixé comme il suit :
100 p. c. sur les 6 premiers francs, 50 p. c. sur les 18 suivants pour les intéressés âgés de 45 à 50 ans au moment de la mise en vigueur de la loi.

100 p. c. sur les 6 premiers francs, 75 p. c. sur les 18 francs suivants, pour les personnes âgées, à ce moment, de plus de 50 ans.

100 p. c. sur les 24 premiers francs versés, pour les personnes âgées à la même époque, de plus de 55 ans.

Il y a lieu, en outre, d'adopter des dispositions spéciales, quant au montant du subside de l'Etat, en faveur des mutualistes qui ont, sous l'empire du régime actuel, effectué des versements à la Caisse générale de Retraite, à capital réservé, et qui continueraient à verser d'après ce mode.

XI. — Des allocations, à la charge de l'Etat, seront, sur leur demande et sans préjudice des secours ordinaires de la bienfaisance publique, accordées aux travailleurs âgés, belges ou bien étrangers travaillant en Belgique depuis 10 ans au moins au moment de la mise en vigueur de la loi, aussi longtemps qu'ils sont dans le besoin et dans la mesure du besoin.

XII. — Les personnes âgées de 55 à 60 ans, au moment de la mise en vigueur de la loi ne pourront prétendre à ces allocations, si elles n'ont, dès ce moment jusqu'à l'âge de 65 ans accomplis, effectué un versement de 6 francs par an à la Caisse de Retraite à moins qu'il ne soit établi qu'elles ont été dans l'impossibilité de le faire.

XIII. — Les allocations seront distribuées grâce à l'intervention des Administrations communales, en dehors de l'action directe des bureaux de bienfaisance.

Les communes dresseront les relevés des personnes à subventionner, suivant les modèles fournis par le Gouvernement.

Ces relevés seront approuvés par l'Autorité provinciale, auprès de laquelle les intéressés auront un droit de recours.

Les Autorités provinciales exerceront leurs attributions avec le concours de Comités nommés moitié par elles et moitié par le Gouvernement.

Ces Comités comprendront, au moins à concurrence du tiers, des Représentants des mutualités ou Associations professionnelles ouvrières, choisis sur les listes présentées par celles-ci.

XIV. — Pour faire face à ces allocations, la Commission estime, en se basant sur l'expérience danoise, qu'un crédit de sept millions au moins devrait être porté au budget, la première année.

XV. — Des mesures législatives devront être prises pour empêcher que les Administrations de bienfaisance ne diminuent le montant des sommes qu'elles consacrent actuellement à l'entretien des vieillards.

LES SOCIÉTÉS MUTUALISTES

LA RECONNAISSANCE LÉGALE

1^o Conditions requises pour obtenir la reconnaissance légale

Pour obtenir la reconnaissance légale, la Société mutualiste doit remplir les conditions suivantes :

I. — Avoir son siège social en Belgique (1).

II. — Rentrer dans une des catégories que nous venons d'énumérer c'est-à-dire s'occuper exclusivement :

Soit d'assurance de personnes ;

Soit d'assurance contre les risques agricoles :

Soit d'achat d'objets de consommation ou d'instruments de travail ;

Soit de prêts inférieurs à 300 francs (2).

III. — En faire la demande au Gouverneur de la province où se trouve son siège social.

IV. — Joindre à cette demande deux exemplaires de ses statuts, ainsi qu'une liste de ses Administrateurs ou Fondateurs (3).

Ces Statuts doivent obligatoirement mentionner (4) :

(1) Loi du 23 Juin 1894, article premier.

(2) Loi du 23 Juin 1894, article premier.

(3) Loi du 23 Juin 1894, article cinquième.

(4) Loi du 23 Juin 1894, article quatrième.

1^o La dénomination adoptée par la Société, le lieu de son siège et de sa circonscription ;

2^o L'objet ou les objets en vue desquels elle est formée ;

3^o Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnus par les statuts ;

4^o Le mode de nomination et les pouvoirs des Administrateurs ;

5^o Le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres ;

6^o Les avantages que procure la société ;

7^o Le genre de placement des fonds sociaux ;

8^o Le mode de règlement des comptes ;

9^o Les règles à suivre pour modifier les statuts ;

10^o Les formes et les conditions de la dissolution et de la liquidation de la Société.

Il est d'usage, lorsque la Société qui demande la reconnaissance légale est fondée depuis un certain temps, de joindre à la demande et aux statuts :

1^o Un Extrait du procès-verbal de la séance dans laquelle il a été résolu de demander la reconnaissance légale ;

2^o Une Déclaration mentionnant la date de la fondation de la Société, le nombre des membres effectifs, honoraires et protecteurs ;

3^o Un Résumé des opérations effectuées par la Société alors qu'elle n'était pas reconnue. Dans le mois de la requête, le Gouverneur de la province doit

transmettre la demande avec un avis motivé à la *Commission permanente des Sociétés mutualistes* (1).

Cette Commission fait un rapport après s'être mise en relation, s'il y a lieu, avec la Société et avec le Comité de patronage dans le ressort duquel la Société a son siège.

Elle pourra ainsi engager la Société à corriger ce qu'il peut y avoir de défectueux dans ses statuts ou demander les explications nécessaires à son rapport.

Le Gouvernement, dans un délai de quatre mois à dater de la demande, notifie à la Société la décision motivée par laquelle il lui refuse ou lui accorde la reconnaissance légale (2).

2^o

Effets de la Reconnaissance

La reconnaissance donne à la Société qui l'a obtenue

1^o La personnalité civile dans les limites et sous les conditions fixées par la loi ;

2^o Certains avantages spéciaux.

(1) On appelle Commission permanente des Sociétés mutualistes : une Commission composée de 15 membres, rattachée au ministère qui a les sociétés mutualistes dans ses attributions (Ministère de l'Industrie et du Travail). Les membres comprennent : 2 Sénateurs, 2 Membres de la Chambre, un Délégué du ministre, le Directeur de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, 9 membres désignés par le Gouvernement. Ils sont nommés pour 6 ans et peuvent être réélus ; le mandat est gratuit (loi du 23 Juin 1894, article 32). La Commission permanente sert de juridiction administrative pour les Sociétés mutualistes et a droit d'avis en cas de législation les concernant.

(2) Loi du 23 Juin 1894, article 5.

La Personnalité civile

La personnalité civile, que les Sociétés mutualistes obtiennent en se faisant légalement reconnaître, comporte, comme corollaire, une certaine capacité juridique.

Les Sociétés mutualistes reconnues ont droit d'ester en justice, de recevoir des dons et legs, de posséder moyennant certaines conditions. La loi a cependant assigné des limites rigoureuses à cette capacité en ce qui concerne quelques actes importants : partage des fonds durant l'existence de la Société, remboursement de la cotisation des sociétaires, placement des fonds sociaux ; elle a tenu de plus à assurer par un contrôle permanent des opérations de ces Sociétés leur continue conformité avec ses prescriptions.

I. — *Droit d'ester en Justice.*

Les Sociétés reconnues ont tout droit d'ester en justice sans autorisation préalable, par l'intermédiaire de leur président ou d'une autre personne désignée par les Statuts ou l'Assemblée générale (1).

II. — *Faculté de recevoir des dons et legs.*

Les dons et legs faits au profit d'une Société mutualiste sont soumis à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi quand leur valeur excède

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 13.

cinq mille francs, à l'approbation de la Députation seulement quand leur valeur ne dépasse pas cette somme.

III. — *Faculté de posséder un immeuble social.*

Les Sociétés mutualistes ne peuvent prendre à bail ou posséder un immeuble que dans le but d'y installer leur siège social ou de s'y réunir.

Cette condition suffit pour la location, tandis que l'approbation du Roi, après avis de la Députation permanente et du Conseil communal, est exigée pour acquérir un immeuble social ou conserver un immeuble donné ou légué.

Tout immeuble ne répondant pas ou ne répondant plus à la destination requise doit être aliéné dans un court délai, qu'il ait été acquis par la Société ou qu'il fasse partie d'une dotation ou d'un legs précédemment autorisés (1).

IV. — *Partage des fonds.*

Le partage des fonds pendant la durée de la Société est interdit.

Les Statuts peuvent toutefois autoriser l'Assemblée générale à décider à la majorité des trois-quarts des membres et sauf l'approbation du Gouvernement, la répartition entre tous les sociétaires d'un accroissement du Fonds social qui proviendrait d'une autre cause que des dons et legs et qui dépasserait les besoins de la Société et les nécessités de ses services.

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 15.

Nous voyons pourtant la plupart des Sociétés mutualistes de retraite attribuer une partie des revenus sociaux à leurs membres, en vue de créer ou d'augmenter des pensions de vieillesse en leur faveur. Cette majoration des pensions est très licite, à condition qu'elle ne soit pas prélevée sur le Fonds social proprement dit qui est alimenté par les droits d'admission et les cotisations des membres et qui est nécessaire pour assurer le paiement des obligations essentielles de la Société telles que : les frais d'administration, les allocations prévues en cas de maladie, de naissance d'enfants etc., si la Société ne s'occupe pas exclusivement d'affilier ses membres à la Caisse de Retraite.

La majoration des pensions doit être prélevée sur une *Caisse spéciale*, alimentée par des ressources extraordinaires telles que les souscriptions des membres honoraires, les dons et legs, les subsides et recettes divers. Cette majoration constitue ainsi une opération qui rentre pleinement dans le but que se propose une mutualité.

V. — *Remboursement des Cotisations.*

Les membre d'une Société mutualiste ne peuvent prétendre au remboursement de leurs cotisations que dans deux cas spéciaux, limitativement déterminés par la loi.

1^o Cas de non-admission comme membre d'un candidat auquel un novicat a été imposé avant son admission définitive ;

2^o Cas de l'affiliation d'un sociétaire à une Société

mutualiste reconnue d'une autre localité et lorsqu'il s'agit d'un simple transfert de fonds d'une Société à l'autre (1).

Tel serait le cas d'un affilié à la Caisse de Retraite qui changerait de domicile dans le courant de l'année, par exemple au mois de Juillet. Il demande son affiliation à une Société mutualiste qui dépend de son nouveau domicile et peut réclamer le transfert à sa nouvelle Société des sommes qu'il a versées à l'ancienne en vue d'opérer des versements de retraite, si ces sommes ne sont pas encore parvenues à la Caisse de Retraite. Il établit ainsi son compte de retraite à la nouvelle Société dont il dépend.

VI. — *Placement des Fonds sociaux.*

Les ressources des Sociétés sont de deux sortes :

1^o Les ressources ordinaires, consistant dans les versements des membres effectifs (cotisations ou amendes) ;

2^o Les ressources extraordinaires, provenant :

Des cotisations de membres honoraires ;

Des dons et legs ;

Des subsides et primes accordés par les pouvoirs publics ;

Des revenus des Fonds sociaux.

C'est ainsi que le principal appoint de la Caisse spéciale (ressources extraordinaires) des Sociétés mutualistes de retraite consiste dans la subvention de

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 17.

deux francs que le Gouvernement leur accorde pour chaque livret sur lequel il a été versé au moins trois francs.

Une autre source de recettes vient de ce que certaines provinces attribuent leurs subsides à la Société de Retraite et non à l'intéressé lui même. Ces sommes rentrent dans la Caisse spéciale qui les répartit selon les statuts.

Les Fonds sociaux, qu'ils proviennent des ressources ordinaires ou extraordinaires, dès qu'ils atteignent cinq francs par membre ou le chiffre total de mille francs doivent être déposés à la Caisse d'Epargne ou être convertis en Fonds publics belges, en autres valeurs garanties par l'Etat, ou en obligations sur les provinces, villes ou communes de la Belgique.

Toutefois les Sociétés sont autorisées à confier leurs Fonds à des Sociétés coopératives de crédit à responsabilité solidaire et illimitée (1).

Les Statuts peuvent naturellement intervenir dans les limites de ces dispositions et déclarer, comme le font d'ordinaire les Sociétés mutualistes de retraite, que le trésorier portera toutes les sommes qu'il a reçues à la Caisse d'Epargne aussitôt leur perception.

VII. — *Contrôle permanent.*

Les Sociétés mutualistes reconnues doivent, dans les deux premiers mois de chaque année, adresser leurs comptes à la Commission permanente des Sociétés mutualistes, elles doivent également répondre à toute

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 19.

demande de renseignements que le Gouvernement, la Commission permanente ou les Comités de patronage leur transmettent sur des faits qui les concernent (1).

Ces mesures sont sanctionnées par les pénalités susceptibles d'être encourues par les Sociétés qui ne se conforment pas aux dispositions légales ou à leurs propres statuts.

Le Gouvernement a perdu le droit qu'il possédait antérieurement de retirer la reconnaissance légale, mais il a conservé deux mesures disciplinaires d'inégale importance :

1^o Droit de supprimer certains des avantages de la reconnaissance légale, tels que les subsides divers accordés aux Sociétés reconnues, en cas d'infraction légère à la loi : notamment lorsque les Sociétés n'ont pas fait parvenir leurs comptes dans le délai voulu ;

2^o Droit de poursuivre devant les tribunaux la dissolution d'une Société qui aurait gravement contrevenu à la loi.

VIII. — *Dissolution.*

La dissolution d'une Société mutualiste peut être volontaire ou judiciaire.

1^o Elle est volontaire quand elle est prononcée par une décision de l'Assemblée générale composée des trois quarts au moins des membres ayant droit

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 49.

de vote. La décision doit réunir les suffrages des trois quarts des membres présents (1).

2° La dissolution judiciaire est prononcée par le tribunal de l'arrondissement dans lequel la Société a son siège social.

Elle peut être demandée :

Par le Ministère public représentant le Gouvernement, à titre de pénalité ou même par un Sociétaire au cas où la Société poursuit un but pour lequel elle n'est pas reconnue (2) ;

Par tout intéressé, quand la Société se trouve dans l'impossibilité de satisfaire à ses obligations par suite de l'insuffisance de ses ressources (3) ;

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés soit par la Société en Assemblée générale, au cas de dissolution volontaire (4), soit par le Tribunal, au cas d'intervention judiciaire (5).

La Société est réputée existante après sa dissolution, tant que dure sa liquidation.

La dissolution volontaire ou judiciaire d'une Société, le nom des liquidateurs, doivent être portés à la connaissance du public par une insertion au *Moniteur* (6).

Les liquidateurs d'une Société dissoute paient les

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 22.

(2) Loi du 23 Juin 1894, article 24.

(3) Loi du 23 Juin 1894, article 23.

(4) Loi du 23 Juin 1894, article 25.

(5) Loi du 23 Juin 1894, article 26.

(6) Loi du 23 Juin 1894, article 27.

dettes et remplissent les engagements contractés par la Société au moyen du Fonds social.

Le reliquat est, sauf stipulation contraire des statuts, partagé entre les membres effectifs appartenant à la Société depuis un an au moins, au prorata des cotisations payées par chacun d'eux depuis son entrée dans la Société (1).

(1) Loi du 23 Juin 1894, article 30.

VU :

Le professeur, président de la thèse,

EDMOND VILLEY.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.	
CHAPITRE I. — La Législation antérieure à la loi du 10 Mai 1900.	
I. <i>Notions historiques</i>	1
La Caisse Générale de Reraite, son histoire.....	4
Les Caisses spéciales.....	8
II. <i>Le Régime antérieur à 1900.</i> <i>Les Projets de loi.</i>	
I. Action du Gouvernement.....	16
II. Les projets de loi	19
CHAPITRE II. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 10 MAI 1900.	
La Commission extra-parlementaire des pensions ouvrières.....	26

La Commission des pensions ouvrières et la théorie de l'assurance.	
L'Assurance libre.....	27
I. <i>La Thèse de l'Assurance obligatoire.</i>	
1 ^o Causes de la légitimité de l'intervention pécuniaire de l'Etat.....	30
2 ^o Justification du versement obligatoire du patron.	33
3 ^o Justification du versement obligatoire de l'ouvrier.	34
II. <i>La Thèse de la liberté des Versements.</i>	
1 ^o Les causes de la légitimité de l'inter- vention pécuniaire de l'Etat	37
2 ^o Les causes du rejet de la contribution obligatoire du patron.	41
3 ^o Les causes du rejet de la contribution obligatoire de l'ouvrier.....	49
Propositions de M. Beco.	58
CHAPITRE III. — LA PRIME AUX VERSEMENTS VOLONTAIRES.	
I. <i>Les Primes de l'Etat</i>	62
1 ^o La prime de l'Etat pendant la période normale.	63
2 ^o La prime de l'Etat pendant la période transitoire.....	69
II. <i>Les Primes des provinces.</i>	76
III. Le calcul des Primes.....	91

**CHAPITRE IV. — Les Conditions requises
pour avoir droit à la prime.**

I. Etre belge et avoir une résidence en Belgique.....	97
1 ^o Nationalité.....	98
2 ^o Résidence.....	101
II. Etre âgé de 16 ans accomplis.....	103
III. Ne pas avoir droit à une retraite en qualité d'agent de l'Etat.....	104
IV. Etre titulaire d'un livret de la Caisse générale de retraite...	108
V. Ne pas posséder une fortune supérieure à un taux déterminé par la loi en suivant des règles spéciales.....	109
VI. Avoir fait des versements sur le livret pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.....	119

CHAPITRE V. — La Rente de Vieillesse.

1 ^o Les caractères généraux de la rente.....	123
2 ^o Les modalités de la rente.....	126
1 ^o Rente immédiate.....	126
2 ^o Rente différée.....	128
3 ^o Rente temporaire.....	139
4 ^o Calculs de rente.....	144

CHAPITRE VI. — La Rente d'Invalidité.

1 ^o Rente réduite.....	152
2 ^o Rente entière.....	158

Procédure.	159
Loi du 24 Décembre 1903.....	160
Calculs des rentes.....	165

CHAPITRE VII. — **L'Allocation de 65 francs** 169

Arrêté royal du 30 Décembre 1902.	173
--	-----

1 ^o Nationalité.....	173
2 ^o Résidence.	174
3 ^o Age.....	174
4 ^o Etre ouvrier ou ancien ouvrier.....	178
5 ^o Le Besoin.....	181

Procédure d'Instruction.

1 ^o La demande.....	187
2 ^o Transmission de la demande.....	189
3 ^o Examen de la demande..	191
4 ^o Procédure de l'appel..	197
5 ^o La Cassation.....	200
6 ^o Liquidation de l'allocation.....	201
7 ^o Retrait de l'allocation.....	203
8 ^o Résultats..	205

CHAPITRE VIII. — **Le Fonds spécial de
l'Etat destiné au service des primes**..... 206

CHAPITRE IX. — **Les versements des
déposants.**

I. Versements mutualistes, directs militaires.

A. Versements mutualistes .. .	213
B. Versements directs.....	214
C. Versements militaires .. .	215

II. *Versements réguliers et irréguliers.*

A. Versements réguliers	215
B. Versements irréguliers	216

III. *Versements à capital abandonné et à capital réservé.*

A. Capital abandonné	217
B. Capital réservé	218
1 ^o Réserve du capital au profit des héritiers	222
Dispositions législatives	228
2 ^o Réserve du capital au profit du béné- ficiaire de la rente	232
Dispositions législatives	234
3 ^o Rapport de la prime au versement au cas de réserve du capital	235
Dispositions législatives	239

CHAPITRE X. — **Les organes locaux du service des retraites.**

Les sociétés mutualistes.

1^o *Les sociétés mutualistes.*

<i>Leur personnalité juridique, le régime légal auquel elles sont soumises</i>	242
--	-----

I. Règles générales concernant les socié- tées mutualistes reconnues	244
---	-----

II. Avantages accordés aux sociétés mutualistes reconnues	247
--	-----

III. Composition des sociétés mutualistes	251
IV. La société mutualiste de retraites ..	253
2° <i>Le rôle des sociétés mutualistes dans le fonctionnement de la loi du 10 mai 1900</i>	257
1° Les demandes d'inscription de rente ou d'affiliation à la Caisse de Retraite.	257
2° Les Versements {	259
Le livret {	
A. Le livret spécial aux affiliés directs	261
B. Le livret modèle 1907.	263
3° Vérification de la qualité des inté ressés. Subvention de deux francs...	273
Observations.	
Les Mutualités scolaires.	281
Les Mutualités patronales.	284
Statistique des Sociétés mutualistes participant aux primes d'encou ragement.	288
 CHAPITRE XI. — L'Organe central du service des Retraites ouvrières. — La Caisse générale de retraites.	
I. Principes d'organisation.	289
II. But et organisation de la Caisse générale de retraite.	292
III. Fonctionnement. — Perception des res- sources de l'assurance : primes et verse- ments.	297

IV. Système financier : la capitalisation.....	00
Placements de la Caisse de retraite.....	302
CHAPITRE XII. — Les Résultats de la loi	
du 10 Mai 1900.. .. .	304
CONCLUSION.....	311
CHAPITRE XIII. — Notions sommaires de	
législation comparée.	
I. Le système de la liberté subsidiée.....	315
II. Le système de l'obligation des versements	322
III. Le système des retraites par l'impôt....	328
ANNEXES.. .. .	333



CORRECTIONS

- Page 90, ligne 13 : au lieu de : Namur 19.992 ;
lire : Namur 79.992.
- Page 125 (5) au lieu de : loi du 16 Mars 1895 ;
lire : loi du 16 Mars 1865.
- Page 137 (2) au lieu de : loi du 16 Mars 1845 ;
lire : loi du 16 Mars 1865.
- Page 162 (2) au lieu de : loi du 24 Décembre 1904 ;
lire : loi du 24 Décembre 1903.
- Page 270, ligne 3 : au lieu de : huit centimes par
versement ; lire : un centime par
versement.
- Page 272, ligne 10 : au lieu de : il n'indique pas le
total des capitaux réservés et celui des
rentes acquises ni le total des capitaux
abandonnés ; lire : il n'indique pas le
total des capitaux abandonnés.
- Page 277, ligne 18 : au lieu de : et par la part des
frais ; lire : la part des frais.
- Page 323, ligne 6 : au lieu de : loi d'assurance contre
l'invalidité et la vieillesse du 22 Juin 1899 ;
lire : loi d'assurance contre l'invalidité
et la vieillesse du 22 Juin 1889.

